

QUARANTIÈME ANNÉE – Nº 11847 – MERCREDI 2 MARS 1983

Des élections auront lieu le 30 octobre en Argentine

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 6

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Contre le terrorisme arménien

La première victime, pour l'année 1983, du terrorisme arménien en France est tombée, lundi 28 février, à Paris. Significativement, cette victime n'est pas turque mais française. Secrétaire de l'agence de voyages plastiquée, Renée Morin est censée avoir « payé » pour le génocide commis en 1915 à l'encontre de l'armée arménienne de Turquie ! L'absurdité de cette mort n'en est que plus révoltante. Comme est encore plus révoltante peut-être la revendication de cet attentat par l'Armée secrète arménienne pour la libération (ASALA).

Il y a fort à parier que les tueurs de l'ASALA ne songent pas, uniquement, à venger les victimes de 1915. En fait, c'est une épreuve de force avec les autorités françaises qu'ils viennent de déclencher. L'enjeu de cet affrontement est clair : obtenir de Paris que le territoire français soit ouvert à leurs activités et qu'ils n'y fassent pas l'objet d'une surveillance ou d'une poursuite policière trop zélée. Comme premier « geste » d'un gouvernement socialiste dont elle attendait plus de « compréhension », l'ASALA exige la libération de cinq de ses terroristes détenus après avoir été pris en flagrant délit.

L'attentat meurtrier de lundi met fin à la trêve qui avait été imposée au terrorisme arménien par l'évacuation, cet été, de Beyrouth. On a de bonnes raisons de penser, en effet, que le noyau de l'ASALA, qui n'a jamais fait mystère de ses liens tactiques avec certaines organisations palestiniennes, a quitté la capitale libanaise en même temps que les combattants palestiniens. Ce noyau dur aurait éclaté en trois directions : Nicosie, Tripoli et Athènes.

Les ramifications internationales de ce terrorisme, les appuis discrets dont il bénéficie, rendent d'autant plus difficile son éradication. Ce n'est pas une raison, cependant, pour baisser les bras et monnayer en quelque marchandage douteux la fin des attentats en France. D'autant plus que les véritables objectifs de l'ASALA paraissent bien ne pas viser que la Turquie du génocide, mais procéder d'une vision idéologique sans rapport avec la démocratie.

Cela dit, la lutte contre ce terrorisme arménien devrait s'accompagner, de la part des démocraties occidentales, d'une action diplomatique autrement convaincue en direction de la Turquie. Il est en effet tout à fait scandaleux qu'Ankara continue à nier l'histoire ou à la falsifier soixante-huit ans après l'avoir ensanglantée. La communauté arménienne, dans son immense majorité, ne demande que ce droit à l'histoire. Mais elle s'est toujours heurtée à un brutal refus des autorités d'Ankara.

La mollesse des démocraties à réclamer que l'injustice soit enfin dénoncée est d'autant plus grave que les jeunes générations d'Arméniens – notamment en France – y voient une preuve de la lâcheté dont sont morts bien des leurs. De là à sombrer dans le terrorisme, ou sa complicité, il n'y a qu'un pas que certains ont déjà franchi.

Une lutte diplomatique résolue pour la réhabilitation de l'histoire doit être entreprise sans tarder. La France s'honorerait en en prenant l'initiative. Mais une telle démarche, sous peine d'être taxée d'opportunisme doit se doubler d'une lutte implacable contre le terrorisme. Et, dans ces deux actions parallèles et complémentaires, deux écueils doivent être évités : le racisme anti-turc comme le racisme anti-arménien.

(Lire nos informations page 15.)

M. Reagan veut accroître le nombre et le rôle des conseillers américains au Salvador

Un débat est engagé aux États-Unis, et au sein même de l'administration Reagan, sur l'assistance militaire au Salvador, où la situation est jugée préoccupante, sinon désespérée, dans certains milieux officiels de Washington. M. Reagan préconise, de son côté, un accroissement de l'aide militaire au gouvernement salvadorien. Il souhaite en particulier que le nombre des conseillers militaires américains soit plus important, et que leur rôle sur le terrain soit modifié.

De notre correspondant

Washington. – Préocccupé par la situation au Salvador, M. Reagan voudrait augmenter de 60 millions de dollars l'aide militaire au gouvernement de ce pays. Il l'a fait savoir, lundi 28 février, à plusieurs dirigeants du Congrès, ajoutant que le nombre et, sans doute, le rôle des conseillers américains présents sur le terrain devraient être modifiés.

Le Salvador est censé recevoir des Etats-Unis 26 millions de dollars d'aide militaire au cours de cette année budgétaire 1983. M. Reagan en avait réclamé 63,3 millions, mais il ne fut pas suivi par le Congrès. Ses exigences sont de 86,3 millions pour 1984. La rallonge demandée d'urgence doit permettre de fournir à l'armée salvadorienne différents matériels, dont des pièces détachées pour hélicoptères, et surtout des munitions,qui commencent à lui faire défaut. Elle ne disposerait que de trois mois de stocks.

Les conseillers militaires posent une question très délicate. Leur nombre maximum a été fixé à 55 – ils sont actuellement 37, – avec interdiction de participer aux combats. Cette règle semble avoir été globalement respectée.

Lundi matin, un collaborateur de M. Reagan faisait savoir que « *le rôle des conseillers* » (et pas seulement leur nombre) était à l'étude. Le propos devait être rectifié quelques heures plus tard, par une formulation ambiguë : « *Aucune recommandation n'a été faite pour modifier le rôle de non-combattant des conseillers.* » On peut être sûr que le Congrès voudra éclaircir ce point. Tout ce qui évoque le Vietnam – même avec des chiffres sans commune mesure – inquiète immédiatement les Américains, donc leurs élus.

Une chose est prévisible : si le Congrès doit donner son feu vert à un supplément de crédits ou à une assistance technique accrue, il l'assortira de conditions précises. « *On ne peut se contenter d'injecter un peu plus d'argent dans ce bourbier* », disait pendant le week-end un représentant démocrate du Maryland, M. Barnes.

L'initiative de M. Reagan relance, en tout cas, le débat sur le Salvador. Un débat qui divise l'administration elle-même. La semaine dernière, dans une interview, M. Enders, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires interaméricaines, rejetait carrément la nécessité de faire le premier pas : « *Nous souhaitons la réconciliation au Salvador, voulant donner à tous ceux qui renoncent à la violence la possibilité de participer à des institutions démocratiques. Mais nous nous opposons à des négociations sur le partage du pouvoir par-dessus la tête du peuple. Seules, des élections peuvent fonder une solution politique.* » Et de préciser clairement que Washington « *ne forcerait pas* » le gouvernement du Salvador à négocier avec les rebelles.

Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, vient de préciser à deux reprises que l'initiative des négociations « *ne serait pas une bonne idée* ». Il sait parfaitement que la prochaine visite du pape au Salvador sera marquée par un appel au dialogue, et que les partisans de cette voie en seront encouragés. Lundi, au Sénat, en réponse à une question sur les catholiques, le secrétaire d'Etat a eu une remarque agacée à propos de « *ces hommes d'Eglise qui veulent voir l'influence soviétique s'accroître au Salvador* ».

Quant à Mme Kirkpatrick, ambassadeur auprès de l'ONU, elle a indiqué lundi que les Etats-Unis seraient prêts à contribuer à l'élaboration et à la mise en place de garanties internationales de sécurité pour les mouvements de guérilla salvadoriens si ceux-ci acceptaient de « *déposer les armes, de déclarer un cessez-le-feu et de participer à des élections démocratiques* ».

ROBERT SOLÉ.

Philips est tenté de remettre en cause la prise de contrôle de Grundig par Thomson

La prise de contrôle de la société allemande Grundig par le groupe français Thomson-Brandt pourrait être remise en cause. Alors que l'on attend pour les prochains jours l'avis de l'office ouest-allemand des cartels sur cette opération, on se demande de chaque côté du Rhin si le groupe néerlandais Philips ne va pas formuler une contre-proposition afin de faire échouer le projet de Thomson.

Pour tenter de comprendre la partie complexe qui se joue autour du premier constructeur allemand d'électronique grand public, il faut remonter à 1979. Cette année-là, Philips et Grundig signent un accord comportant deux volets. L'un, financier, prévoit une prise de participation de 24,5 % de Philips dans Grundig, soit moins que la minorité de blocage. Toutefois, le texte donne à la firme de Eindhoven un droit de préemption sur les 75,5 % qui restent la propriété de la fondation Max Grundig, et un droit de regard sur leur cession.

L'autre, technique, institue des flux d'achats réguliers de Grundig vers Philips (tubes de télévision, composants) et une coopération technique entre les deux firmes (magnétoscope V 2000). Ainsi, Philips obtenait certaines des prérogatives d'un actionnaire majoritaire, sans en avoir les inconvénients.

Désireux de régler sa succession – il est âgé de soixante-quinze ans, – confronté à la crise de l'électronique grand public en R.F.A., M. Max Grundig cherchait depuis quelque temps à vendre son paquet d'actions. Or personne ne se proposait de le lui racheter à un prix intéressant. Sans doute les banques allemandes comme les grands groupes tels Siemens, Bosch, Philips étaient-ils tentés d'attendre, de laisser pourrir la situation pour reprendre Grundig pour une bouchée de pain, et procéder ensuite au nettoyage nécessaire (fermeture d'usines, licenciements).

Viennent alors les « approches » françaises. Elles débouchent, le 18 novembre 1982, sur la signature du protocole d'intention entre M. Max Grundig et M. Alain Gomez, P.-D. G. d'un groupe Thomson désormais nationalisé. Or, pour que Thomson puisse racheter, à un prix particulièrement intéressant pour M. Grundig (on parle de 1 milliard de D.M.) ses 75,5 %, il lui faut encore surmonter deux obstacles. Philips, en raison des accords de 1979, doit donner son feu vert, et les autorités allemandes (en l'occurrence le Bundeskartellamt de Berlin-Ouest) son autorisation.

J.-M. QUATREPOINT.

(Lire la suite page 44.)

- **MUNICIPALES** : la majorité compare son bilan à celui de M. Giscard d'Estaing.
(Lire page 8)
- **EXPO 1989** : les grandes manœuvres ont commencé.
(Lire notre dossier pages 12 et 13.)
- **NON-ALIGNÉS** : l'Inde prépare la conférence de New-Delhi.
(Lire page 5.)

La baisse du prix du pétrole fait chuter le cours de l'or

Le cours de l'once de 31,1 g à Londres a encore baissé mardi 1er mars 1983, revenant de 420 dollars à 402 dollars environ. Celui du dollar, en revanche, a sensiblement monté, passant de 2,42 DM à 2,44 DM à Francfort, et de 6,86 F à 6,93 F à Paris.

Les marchés mondiaux de l'or viennent d'être ébranlés par l'une des plus fortes secousses de leur histoire. En huit jours, le cours de l'once a baissé de 20 %, revenant de 500 dollars à 400 dollars, celui du lingot de 1 kilo à Paris tombant de 110 000 F (et même 115 000 F début février) à 95 000 F environ. Une véritable panique a submergé les marchés, où les opérateurs ont vendu en toute hâte ce qu'ils avaient acheté auparavant, et cela à Hongkong comme à Zurich, à New-York comme à Chicago. Deux explications peuvent être données à ce phénomène, l'une d'ordre psychologique, l'autre d'ordre mécanique.

La baisse brutale des prix du pétrole et, surtout, la crainte d'une guerre des tarifs ont déclenché au début de la semaine dernière les premières ventes de métal. Beaucoup d'opérateurs redoutaient que les pays exportateurs de pétrole, notamment au Proche-Orient, qui avaient acheté de l'or depuis 1974, soient obligés de le revendre, ce qui n'est pas prouvé. Mais, surtout, en vertu de cette étrange relation qui semble lier le métal et le brut, toute baisse du prix du pétrole porte un coup à la notion de l'or valeur refuge.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 45.)

LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II EN AMÉRIQUE CENTRALE

Des espérances contradictoires

Jean-Paul II, qui entreprend le mercredi 2 mars un voyage d'une semaine dans les sept États de l'Amérique centrale et en Haïti, a déclaré le lundi 28 février à Rome qu'il « *souhaitait ouvrir le cœur des habitants de cette région déchirée par la guerre* ».

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises pour ce voyage unanimement considéré comme particulièrement risqué. A Mexico, les représentants du Front Farabundo-Marti de libération nationale du Salvador ont affirmé qu'ils observeraient une trêve complète, dans les campagnes et dans la capitale, pendant la visite papale. Ils ont aussi réaffirmé la nécessité d'un dialogue « *entre toutes les parties* » pour trouver une issue au conflit.

par MARCEL NIEDERGANG

Il semble que Jean-Paul II aime le risque, voire la provocation. Pour son dix-septième voyage hors d'Italie, et son quatrième en Amérique latine, il a choisi de visiter les pays d'Amérique centrale. Du 2 au 9 mars, il doit se rendre successivement au Costa-Rica, au Nicaragua, à Panama, au Salvador, au Guatemala, au Honduras. Après une brève escale à Belize, ex-Honduras britannique, il doit rester une dizaine d'heures en Haïti, à Port-au-Prince, et inaugurer la réunion du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM). A San-Jose, au Costa-Rica, le soir de son arrivée, le pape doit rencontrer tous les évêques d'Amérique centrale réunis en synode.

Huit pays en une semaine ! La taille de la plupart d'entre eux est modeste, mais la superficie de tout l'isthme centre-américain est sensiblement égale à celle de la France et il est peuplé de vingt-deux millions d'habitants. Sous-développement économique et culturel, misère, inégalités sociales extrêmes, oppression et répression, structures archaïques, forte dépendance à l'égard de l'étranger, et d'abord des Etats-Unis, violences révolutionnaires et institutionnelles : l'Amérique centrale, devenue malgré elle un enjeu entre l'Est et l'Ouest, est une caricature des maux et des malheurs dont souffrent les pays en voie de développement, et d'abord l'Amérique latine. Sous la dure et belle lumière des tropiques, tout semble excessif, insoutenable, dérisoire et brutal.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Déficit

Allongé mollement sur son sofa italien, il sirotait un whisky écossais en écoutant, sur sa chaîne nippone, un disque de Karajan.

Il rêvait à ses prochaines vacances en feuilletant un guide touristique du Maroc. Soudain, se souvenant des exhortations de M. Jobert, il eut un remords. Lâchant ses pantoufles chinoises, il chaussa ses « santiags » d'Amérique, couvrit son chef d'une chapka soviétique et fonça, dans son auto anglaise, vers la boulangerie la plus proche pour acheter une baguette française.

BRUNO FRAPPAT.

LE XXXIIIe FESTIVAL DE BERLIN

Alain Tanner et la ville blanche

En dépit des circonstances de la crise qui frappe ici comme partout, du changement de pouvoir à Bonn l'an dernier, des élections de dimanche prochain en Allemagne fédérale, Berlin et son très ancien Festival de cinéma ont retrouvé le calme et la sérénité. La mécanique fonctionne sans heurt si les bons films se font rares. Et Alain Tanner a choisi, pour montrer son nouveau film, *Dans la ville blanche*, Berlin de préférence à Cannes.

Comme dans un roman de gare, un marin suisse, Paul (Bruno Ganz), débarque à Lisbonne et se paie des vacances avec l'argent gagné. Il s'installe dans un petit hôtel adossé à l'Océan, séduit Rosa la serveuse (Teresa Madruga), vit quelques jours de bonheur, sans tout à fait oublier sa femme restée à Zurich. Le récit s'esquisse, ballade à la Jacques Prévert, entre un adolescent prolongé qui flâne, aime, souffre, et une fière beauté portugaise, conquise mais inquiète. Alain Tanner a été lui aussi, en des temps lointains, un jeune bourlingueur helvétique. Il reste cet ami du cinéma possédé par le regard, la boulimie du regard, pour qui un paysage et un visage sont comme un miroir perpétuellement tendu à l'âme. Des tramways étranges réussissent à peine à se faufiler dans des ruelles étroites, une chambre d'hôtel ignore tout confort, sauf un balcon sublime vers le large, la lumière qui soudain pénètre à flot. Film du bonheur intense et fragile, *Dans la ville blanche* est un enchantement.

Le Forum du jeune cinéma se veut toujours un peu le concurrent, et le complément, de la section officielle. Et Ulrich Gregor, son animateur, sait y présenter des œuvres qui auraient, sinon, quelque peine à briser l'anonymat des manifestations marginales.

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 19.)

LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II EN AMÉRIQUE CENTRALE

Des espérances contradictoires

(Suite de la première page.)

Situation de guerre larvée au Nicaragua, où le gouvernement sandiniste affronte une offensive de plus en plus vigoureuse des anciens somozistes installés en Honduras et encouragés par les Etats-Unis ; troubles sociaux au Costa-Rica ; récession économique au Panama, pourtant plaque-tournante financière d'Amérique latine ; montée des périls au Honduras, progressivement entraîné dans les affrontements armés de la région : guerre civile au Salvador, où l'engagement américain n'a pas permis de bloquer l'avance de la guérilla ; massacres au Guatemala, où la population paysanne et indienne est la première victime de la lutte au couteau entre *guérilleros et militaires.*

Le poids géographique, politique et humain de l'Amérique centrale est faible ; elle est pourtant devenue l'un des « points chauds » de la planète, et les risques d'aggravation et de généralisation des conflits sont permanents. C'est par dizaines de milliers de morts que s'établit le bilan des troubles du nord au sud de l'isthme. Pour le seul Salvador, les Eglises et les organisations humanitaires évaluent à au moins quarante *mille le nombre de civils assassinés* en trois ans de guerre. A l'échelle de la France, cela représenterait un demi- million de victimes.

Dans la foulée de Medellin

L'Eglise, réticente ou engagée, a payé son tribut. Prêtres exilés, enlevés, assassinés, menacés, évêques froidement abattus : l'Eglise, particulièrement au Salvador et au Guatemala, est persécutée. Au Nicaragua, elle est divisée entre une hiérarchie qui est en conflit ouvert avec le gouvernement et l'Eglise dite *populaire. L'assassinat, le 24 mars* 1980, de Mgr Romero, archevêque de San-Salvador, n'est que l'épisode le plus spectaculaire d'un long martyrologe dont le dossier exhaustif reste à établir (1). Les problèmes, complexes et brûlants, sont nombreux. L'Eglise peut-elle, et doit-elle, s'engager davantage aux côtés des pauvres et des opprimés, comme l'y incitait le concile Vatican II ? Faut-il qu'elle intervienne plus nettement encore dans les conflits politiques, les affrontements de *société* et les choix idéologiques ? Tous les thèmes pastoraux, théologiques et politiques débattus à la conférence épiscopale de Medellin, en 1968, puis à celle de Puebla, en 1979, se heurtent ici aux réalités quotidiennes et violentes.

Longtemps somnolente, sinon complice des pouvoirs établis, l'Eglise d'Amérique centrale bouge. Dans la foulée de Medellin, et dès 1970, l'archevêché de San-Salvador a pris la tête de la rénovation en dépit des réserves des autres évêques salvadoriens, plus conservateurs. *Inspirateur de ce mouvement,* Mgr Rivera y Damas, un salésien, est administrateur apostolique de la capitale depuis l'assassinat de Mgr Romero. *Comme son prédécesseur,* Mgr Rivera y Damas est menacé de mort en raison de ses dénonciations publiques de la violence et des crimes commis par les groupes paramilitaires liés aux forces de l'ordre. Son éventuelle nomination comme archevêque en titre de San-Salvador, à l'occasion du voyage de Jean-Paul II, serait déjà une indication intéressante des intentions du Vatican.

Au Honduras, les diocèses d'Olancho et de Santa-Rosa-de-Copan, près de la frontière guatémaltèque, ont suivi la même ligne. *Leur voix a été étouffée.* Au Guatemala, Mgr Flores, évêque de Peten, et Mgr Rios Montt, évêque d'Escuintla, un secteur durement touché par la violence, apparaissaient comme les chefs de file d'un certain *aggiornamento.* Le second, frère du général Rios Montt, chef de l'Etat depuis mars 1982, a dû s'exiler... Le général, adepte convaincu de l'Eglise du Verbe, compte sur l'aide des sectes protestantes nord-américaines pour redresser son pays. *L'évêque n'y a plus sa place. Et la* majorité des cadres de l'Eglise catholique, choqués par l'affaire *Pellecer (2)* et la violence débridée, semblent regretter le travail de « conscientisation » amorcé il y a dix ans.

Que de sang, que de contradictions, que de tensions, que de pressions dans l'ombre ! Les jésuites d'Amérique centrale, plus engagés que d'autres, ont été expulsés ou incités fermement à l'obéissance par le Vatican. En revanche, l'Opus Dei marque des points. Et les multiples et puissantes sectes protestantes des Etats-Unis prolifèrent. Au Guatemala, où certains de leurs membres participent parfois aux opérations de « ratissage » des forces armées, comme au Nicaragua, où les autorités s'inquiètent de leur prosélytisme *« contre-révolutionnaire ».*

Mais l'aile avancée de l'Eglise catholique reçoit, de son côté, le soutien des *Eglises d'Amérique du* Nord, sensibles aux questions posées par le sous-développement. L'évêque de Cincinatti, alors *président* de la conférence des évêques des Etats-Unis, a, en 1975, condamné l'expulsion de l'évêque hondurien d'Olancho. Cette même conférence épiscopale a dénoncé les violations des droits de l'homme au Nicaragua, sous Somoza, et la suppression de l'aide économique au gouvernement sandiniste en 1980. Elle avait apporté son appui et sa solidarité aux jésuites poursuivis du Salvador. A la fin de 1982, les Eglises nord-*américaines, des Etats-Unis et du* Canada se sont prononcées contre la reprise de l'aide militaire au Guatemala.

L'Amérique centrale est aussi une mosaïque ethnique et religieuse, où *les conflits, visibles ou invisibles,* sont sévères. Jean-Paul II est certain, dans la mesure où il pourra réellement les approcher, de recevoir *un accueil enthousiaste* de populations largement marquées par le catholicisme depuis la Conquête. Mais souvent l'Eglise catholique a dû, ou doit encore, composer avec les religions autochtones. C'est tout particulièrement le cas au Guatemala, où les Indiens des hautes terres « mélangent » catholicisme et traditions mayas, et en Haïti, où la hiérarchie de *l'Eglise s'accommode* du culte vaudou exploité par le régime Duvalier.

Une voiture blindée au Guatemala

Jean-Paul II aura bien peu de temps pour sonder toutes ces complexités. Sa cavalcade échevelée ne lui permettra guère de quitter les capitales, reflets factices des réalités *profondes de l'intérieur.* Passe encore pour San-Jose de Costa-Rica, capitale paisible d'une nation à la recherche de son bonheur perdu. Mais, au Nicaragua, le pape ne quittera Managua que pour Leon, fief des conservateurs, et pour une brève visite privée de la cathédrale et une célébration de la parole pour les laïcs de la ville. Temps fort du voyage : *Jean-Paul II* devrait rencontrer les Indiens à Quetzaltenango, au Guatemala, dans cette *zone proche de la frontière du Mexique* où les opérations militaires de « nettoyage » sont particulièrment dures.

Le souci, légitime et compréhensible, de sécurité est constant dans le choix des itinéraires. Jean-Paul II passera les quatre premières nuits de son voyage à San- Jose de Costa-Rica. Mais paradoxalement, il passera les trois autres au Guatemala, où les risques — dans la mesure où il est possible de les apprécier objectivement — sont les plus grands. Des *menaces de mort à son adresse ont* déjà été transmises au cardinal Casariego, le très conservateur archevêque de la capitale du Guatemala. Les sectes protestantes américaines, de plus en plus influentes dans un pays dirigé par un « général-pasteur », qui prêche lui-même chaque dimanche *« au nom de Dieu »*, dénocent sa venue. Des pentecôtistes ont comparé ce voyage pastoral *« à la venue de la Bête de l'Apocalypse »* et décrivent Jean-Paul II comme *« l'Anté-Christ » !* Le ton n'est pas à la modération, et ce climat malsain a contribué à une nette politisation de la visite. Pour les démocrates-chrétiens, dans l'opposition, ce voyage doit être *« une occasion de rassemblement populaire contre Rios Montt ».*

Le général a refusé d'engager des dépenses exceptionnelles pour la sécurité de Jean-Paul II, et c'est l'Espagne qui a d'urgence expédié une voiture blindée (la « papamo-*bile* ») *destinée aux déplacements* du pape au Guatemala. Elle avait déjà été utilisée, en octobre, pendant le séjour de Jean-Paul II outre-Pyrénées.

« *Le pape,* a dit Mgr Rodriguez, archevêque de Tegucigalpa (Honduras), *nous apportera un message de paix...* » Sans doute. Mais il ne favorisera pas une trêve des combats. Le général Garcia, ministre de la défense du Salvador, a repoussé une offre en ce sens des évêques salvadoriens. Il risque aussi de remettre en lumière certaines difficultés et des ambiguïtés.

Au Nicaragua, un pays très catholique, Jean-Paul II va rencontrer des chrétiens ayant activement contribué à l'installation d'un régime révolutionnaire, dont les dirigeants les plus « durs », et sans doute les plus influents depuis un an sont *marxistes.* L'Église « populaire » continue de collaborer avec les sandinistes. Cinq prêtres catholiques appartiennent au gouvernement ou à la haute administration, en particulier les ministres des affaires étrangères, le Père d'Escoto, et de la culture, le Père Ernesto Cardenal. Jean-Paul II avait posé comme condition à sa venue à Managua la *démission* des prêtres du gouvernement nicaraguayen. L'exigence a été abandonnée. *« C'est l'Évangile de Jésus-Christ qui a fait de moi un marxiste,* affirme le Père Cardenal. *Je suis un marxiste qui croit en Dieu...* » Et le Père d'Escoto a confié récemment qu'il *« avait pleuré toute une nuit à la suite de l'accord avec les évêques du Nicaragua lui interdisant provisoirement de célébrer la messe ».* Mais le Vatican et la hiérarchie catholique de Managua souhaitent que les prêtres, ministres ou hauts fonctionnaires, retournent au plus tôt à leur tâche d'hommes d'Église. Si l'escale nicaraguayenne a été finalement maintenue, c'est sur l'insistance de Mgr Obando y Bravo, qui a inopinément débarqué à Rome la semaine dernière en compagnie de deux autres évêques nicaraguayens et du nonce apostolique à Managua.

Une Église du peuple

Jean-Paul II est attendu à Managua avec une égale impatience par les dirigeants sandinistes (qui en espèrent un renforcement de leur régime menacé de toutes parts) et par Mgr Obando y Bravo, qui escompte un accueil populaire triomphal lui donnant des atouts dans son difficile dialogue avec les autorités. Bien que l'Église et l'État se soient engagés à tout faire pour « faciliter » le voyage papal, les motifs de frictions graves n'ont pas disparu. La hiérarchie catholique est ouvertement dans l'opposition, alors que les nombreuses communautés ecclésiales de base revendiquent leur *« solidarité avec le peuple ».* Dans une lettre datée du 6 août 1982, Jean-Paul II exhortait *les évêques du Nicaragua à maintenir* l'unité de leur Église, et il demandait aussi aux fidèles *« de rester en communion étroite avec leurs évêques en évitant tout germe de fracture et de division ».* Cette nette condamnation de l'Église « populaire » n'a pas été publiée par les journaux gouvernementaux de Managua. Censure révélatrice...

La lettre du pape adressée fin 1982 aux évêques salvadoriens a, en revanche, suscité des divergences d'interprétation au sein même de l'Église du Salvador, révélant ses divisions et son trouble. Pour Jean-Paul II, la *cause fondamentale* de la violence dans ce pays est l'*« injustice sociale ».* Et il condamne fermement ceux qui *« invoquent des principes de sécurité nationale pour se livrer à une brutale répression ».* Ces positions rassurent les évêques progressistes, emmenés par Mgr Rivera y Damas et son vicaire général, Mgr Urioste, collaborateur pendant cinq ans de l'archevêque-martyr Oscar Romero. Jean-Paul II condamne aussi, en des termes plus mesurés, l'*« autre violence »*, celle des révolutionnaires. Ce qui a réconforté les évêques conservateurs, de *loin les plus nombreux et qui repoussent* toute idée de négociation avec les insurgés. Le Vatican pourtant approuve une *« solution négociée »* du conflit et souhaite que les rebelles qui déposeraient éventuellement les armes ne soient pas menacés dans leur vie.

Que d'écueils et de chausse-trapes à éviter pour Jean-Paul II pendant ces « ides de Mars » ! Que dire aux paysans du Guatemala, qualifiés par les militaires de subversifs et déjà largement évangélisés par les protestants. Comment garder l'équilibre entre les membres de la junte nicaraguayenne et les évêques regroupés autour de Mgr Obando ? Comment ne pas transformer la cérémonie privée de Managua en manifestation « politique » ? Comment, dans ce voyage au pas de charge, tendre la *main aux dizaines de milliers de* réfugiés du Salvador et du Guatemala et ne pas, *in fine,* scandaliser l'opposition haïtienne, qui appréhende et dénonce la rencontre officielle entre le pape et le *« président à vie »* Jean-Claude Duvalier ?

MARCEL NIEDERGANG.

(1) *DIAL,* 47, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris, publie une plaquette, *le Sang des justes,* qui est un premier essai sur le martyrologe latino-américain.

(2) Le Père Pellecer a affirmé qu'il avait collaboré avec les organisations de guérilla, et il a dénoncé la participation d'autres prêtres aux mouvements insurrectionnels armés.



EN HAITI

Les tensions s'aggravent entre les Églises chrétiennes et le gouvernement Duvalier

De notre correspondante.

New-York. — A l'approche de la visite de Jean-Paul II, le 9 mars en Haïti, les tensions s'aggravent entre les Eglises chrétiennes et le gouvernement Duvalier. Ce sera la première visite d'un pape dans l'île et, bien que l'ensemble de la population s'en réjouisse, il ne manque pas d'Haïtiens, religieux ou laïcs, pour se demander si ce voyage est opportun.

Le Saint-Père avait en janvier 1979 passé quelques heures dans la république Dominicaine voisine. Cette année, il doit officiellement inaugurer, à Port-au-Prince, les travaux *du Conseil épiscopal* latino-américain (CELAM) à l'occasion de sa tournée des Etats d'Amérique centrale.

Le 27 janvier, les évêques haïtiens avaient signé, avec les représentants de la conférence haïtienne des religieux, une lettre de protestation contre le maintien de M. Gérard Duclerville en prison et avaient demandé que cette lettre soit lue dans toutes les églises. Membre de l'action catholique, responsable d'une *émission quotidienne à Radio-Cacique,* M. Duclerville avait été arrêté fin décembre au cours d'un séminaire organisé par l'archevêque de Port-au-Prince, Mgr Ligondé, qui est, par ailleurs, un parent de Mme Michelle Duvalier, l'épouse du président. Mgr Ligondé ayant vigoureusement protesté, les dirigeants haïtiens ont annoncé la libération de M. Duclerville (qui a eu lieu le 7 février), que personne n'a pourtant encore revu. Certaines rumeurs le donnent pour mort, d'autres pour gravement blessé après un interrogatoire.

La lettre des évêques évoque *« le défi de l'Église d'Haïti »* et demande que *« tous ceux qui croient à la dignité de l'homme »* fassent du 9 mars *« une journée de prière et de sacrifice ».*

Pour la première fois, un mouvement se dessine dans les Églises protestantes et adventistes, traditionnellement prudentes, pour se joindre à la fronde des catholiques.

Le gouvernement Duvalier semble vouloir intimider le clergé : des prêtres et des religieux sont, de plus en plus nombreux, convoqués *« pour explications »* dans les locaux du ministre des cultes et des affaires étrangères, M. *Robert Estimé,* et priés de *« prêcher l'Évangile classique »* plutôt que de *« faire de la politique ».* La conférence haïtienne des religieux vient d'ailleurs de diffuser une lettre de protestation à ce sujet. Pays de concordat, Haïti est *encore soumis à un système dans le*quel le président nomme les évêques qui doivent lui prêter serment.

L'Église, qui reste, en fait, la seule institution du pays encore libre de s'exprimer, prend de plus en plus conscience des abus du régime de M. Jean-Claude Duvalier. Plusieurs affaires récentes lui ont permis de faire clairement connaître son sentiment : les projets de construction des deux barrages sur l'Artibonite ont incité des religieux canadiens à adresser à M. Pierre Elliott Trudeau une *lettre dans laquelle ils s'élèvent* contre une entreprise qui privera soixante mille petits fermiers de leurs terres et les transformera en ouvriers sous-payés (en moyenne deux dollars soixante par jour).

L'« affaire des cochons »

L'« affaire des cochons » a provoqué la colère de nombreux prêtres de campagne : sous prétexte d'une fièvre porcine qui a atteint une petite partie du cheptel, les autorités ont décidé l'abattage de tous les porcs, seuls biens des paysans pauvres qui devaient être indemnisés à raison de cinq dollars par bête mais n'ont souvent reçu que le cinquième de cette somme. Washington ayant versé une subvention importante au gouvernement haïtien, la rumeur s'est répandue que l'opération était destinée à ouvrir le marché haïtien à la production américaine de porcs et de poulets. Les prêtres du nord-ouest de l'île ont adressé une lettre collective de protestation contre cette *« asphyxie de l'agriculture paysanne ».*

La visite du pape inquiète l'opposition haïtienne, qui n'a aucune envie de voir à la « une » de la presese *internationale la photo* de Jean-Paul II au côté de M. Jean-Claude Duvalier souriant.

L'opposition redoute aussi l'« après-visite », surtout si elle a donné lieu à des mouvements de protestation. Elle discerne, depuis quelques mois, un durcissement du régime qui pourrait présager un retour à l'époque de Papa Doc. Elle en veut pour preuve le retour aux affaires de deux membres de la vieille garde : M. Fritz Cinéas, qui vient d'être nommé ambassadeur à Washington, et le colonel Pierre, le nouveau chef de la police, qui a une sinistre réputation de tortionnaire.

D'autre part, des rumeurs circulent avec insistance dans l'île, selon lesquelles des négociations secrètes auraient lieu entre Washington et le gouvernement Duvalier pour la transformation du Môle Saint-Nicolas en base navale américaine lorsque le bail de la base cubaine de Guantanamo viendra à expiration. *Situé au nord-est de l'île,* le Môle Saint-Nicolas est une large baie bien abritée où la Marine royale française venait jadis s'ancrer. A plusieurs reprises, dans le passé, des gouvernements américains avaient tenté d'acheter ce site qui est au*jourd'hui un important point de pas*sage pour les pétroliers qui font route vers les raffineries du Texas.

NICOLE BERNHEIM.



هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Argentine

Le président Bignone annonce que les élections générales auront lieu le 30 octobre

Correspondance

Buenos-Aires. – Le chef de l'Etat, le général Bignone, a annoncé le lundi 28 février, dans une allocution radiotélévisée, que les élections générales auront lieu le 30 octobre. Ce jour-là, dix-huit millions d'Argentins devront élire (le vote est obligatoire) à la fois leurs députés, leurs autorités provinciales et municipales, et les « grands électeurs » qui choisiront le président et le vice-président de la nation, ainsi que les collèges électoraux qui choisiront les sénateurs.

A écouter le président de la République, on pourrait croire que le rétablissement d'un gouvernement constitutionnel est la conclusion logique du « processus de réorganisation nationale » engagé le 24 mars 1976. S'il est vrai que les auteurs du coup d'Etat qui chassa Isabel Peron du pouvoir n'ont cessé de réitérer leur volonté d'instaurer une « *démocratie forte et stable* », la tenue d'élections générales à la fin de l'année a été imposée, en fait, par les circonstances, en particulier par la débâcle des Malouines. Une victoire dans l'Atlantique-Sud aurait permis au régime de retrouver un second souffle alors que son échec politique et économique était patent. Aucun Argentin n'est donc dupe de la rhétorique officielle, qui tente de transformer une défaite politique en une entreprise couronnée de succès.

Les militaires négocieront avec les vainqueurs du scrutin

Il n'empêche que le calendrier électoral présenté par le général Bignone répond beaucoup plus aux souhaits des forces armées qu'aux demandes des partis politiques. Ces derniers ont d'abord dû patienter huit mois avant que le gouvernement fixe la date de la consultation électorale. Ils avaient demandé que le pouvoir soit rendu aux civils le 12 octobre. Les militaires ont fait la sourde oreille. Non seulement ils ont refusé d'avancer la date des élections, mais ils ont prévu un délai de quatre-vingt-dix jours avant l'installation des nouvelles autorités. Ils entendent en effet disposer d'une marge suffisante pour « négocier » avec les vainqueurs du scrutin.

D'autre part, le chef de l'Etat a mis en garde les dirigeants politiques, en termes à peine voilés, contre « *la violence verbale, écrite ou celle qui s'exerce dans les faits* ». Il a rappelé que « *certains secteurs sont opposés à l'institutionnalisation ou ne souhaitent pas que la transition se déroule de façon ordonnée et civilisée* ». « *Le gouvernement usera de tout son pouvoir pour éviter que les partisans de la violence n'atteignent leurs objectifs* », a-t-il poursuivi.

Les dirigeants politiques se montraient pourtant satisfaits lundi soir. « *L'essentiel était d'obtenir du pouvoir militaire qu'il fixe la date des élections générales afin d'asseoir sur des bases solides la période de transition vers la démocratie* », affirmait un dirigeant démocrate-chrétien. « *Nous avons attendu cinquante-deux ans pour institutionnaliser le pays, alors nous pouvons bien attendre quelques mois de plus* », avait déclaré quelques jours auparavant le leader radical Luis Leon (en réalité, les partis politiques disposent d'un délai très serré pour se réorganiser avant le début officiel de la campagne). D'ici au 30 août, ils devront recruter le nombre d'adhérents exigé par la loi pour être reconnus au niveau national (trente-cinq mille au moins), désigner leur nouvelles directions, choisir les candidats et définir leur plateforme électorale. Six mois pour tout faire ou presque, après sept ans de quasi-paralysie.

Le général Bignone n'a donné aucune précision sur le système électoral qui sera adopté. Les grandes formations – le parti justicialiste, l'Union civique radicale (U.C.R.) et le Mouvement d'intégration et de développement (MID) de l'ancien président Frondizi – sont favorables au scrutin de liste. Les autres partis préfèrent la représentation proportionnelle. Les chefs militaires aussi, car ce système éviterait l'élimination des formations de droite « amies ». Quant à l'élection au suffrage indirect du président et du vice-président de la nation, le chef de l'Etat a précisé qu'elle répondait au souhait de la majorité des partis politiques, qui ne veulent pas modifier la Constitution de 1853.

JACQUES DESPRÉS.

Suriname

LE LIEUTENANT-COLONEL BOUTERSE A DÉSIGNÉ UN NOUVEAU GOUVERNEMENT CIVIL

Paramaribo (*Reuter*). – Les autorités militaires, qui contrôlent la politique du Suriname, ont désigné lundi 28 février un nouveau gouvernement civil, le quatrième depuis la révolution socialiste de 1980 dans cette ancienne colonie néerlandaise.

Le premier ministre est M. Errol Alibux, un sociologue formé aux Pays-Bas, qui sera également responsable des affaires étrangères. Le gouvernement compte cinq nouveaux venus et deux membres des services de sécurité. Le cabinet précédent, conduit par M. Henri Neyhorst, avait remis sa démission en décembre à la suite d'un « complot » contre le lieutenant-colonel Desi Bouterse, l'homme fort du pays. Quinze personnalités politiques avaient alors été fusillées.

Voici le nouveau cabinet :

– *Premier ministre et ministre des affaires étrangères* : M. Errol Alibux ;

– *Finances et plan* : M. Winston Caldeira ;

– *Sciences et éducation* : M. Glenn Sankatsingh ;

– *Affaires sociales* : M. Harold Bharos ;

– *Santé et travail* : M. Lothar Boksteen ;

– *Mobilisation des peuples et culture* : M. Badreissein Sital ;

– *Travaux publics, télécommunications et constructions* : M. Willy Chin Joe ;

– *Commerce, transport et industrie* : M. Imro Fong Poen ;

– *Ressources naturelles et énergie* : M. Eric Tjon Kie Sim ;

– *Agriculture, élevage et pêche* : M. Frank Vreden ;

– *Armée et police* : M. Wilfred Meynaard ;

– *Intérieur et justice* : M. Frank Leeflang.

DROITS DE L'HOMME

Une série de rapports de l'Assemblée européenne dresse la liste des violations

Bruxelles (A.F.P.). – Le groupe de travail sur les droits de l'homme de l'Assemblée européenne, présidé par M. Gérard Israël (gaulliste du groupe des Démocrates européens de progrès), a publié, samedi 26 février, une série de rapports sur les pays communistes, l'Indochine, l'Amérique latine et le tiers-monde.

Selon l'auteur du rapport sur les pays communistes, M. Prag (conservateur britannique), les pays Baltes et la Tchécoslovaquie figurent au nombre des pays où les droits de l'homme sont le plus méprisés. « *Des Estoniens, des Lituaniens et des Lettons sont déplacés en Sibérie et, inversement, des Russes sont transférés dans les Etats baltes*, écrit M. Prag. *Le nombre d'opposants qui ont protesté contre les violations des droits de l'homme n'a jamais été aussi élevé depuis de nombreuses années.* » L'auteur cite l'exemple du chimiste estonien Yuri Kukk, « *décédé à l'âge de quarante ans dans un camp de travail sibérien au terme d'une grève de la faim de quatre mois* », le 27 mars 1981, pour avoir « *milité en faveur du respect des droits de l'homme et de l'indépendance de l'Estonie* ».

En Lituanie, où plus de la moitié de la population est catholique, une violente controverse a opposé le gouvernement à l'Eglise, qui l'accuse « *d'être responsable du meurtre de prêtres, d'avoir exécuté des étudiants religieux et harcelé des prêtres et des catholiques pratiquants* ». En Tchécoslovaquie, occupée par 70 000 Soviétiques, le clergé est étroitement surveillé. Il y aurait « *au moins 100 prisonniers politiques* » détenus dans des conditions « *pénibles* ». « *Les libertés fondamentales ne sont pas respectées (...). Toute critique du gouvernement et du parti est interdite* » et la grève est proscrite.

L'étude de M. Prag n'épargne pas les pays communistes modérés. Ainsi, elle rappelle qu'en Yougoslavie « *le parti communiste détient le monopole du pouvoir politique et la liberté d'expression est soumise à nombre de restrictions. Il est interdit de critiquer l'ancien président Tito, le parti et la théorie de l'autogestion socialiste. On compte 500 à 700 prisonniers politiques, dont beaucoup furent condamnés lors du soulèvement du Kosovo en 1981* ».

Mme Van den Heuvel (socialiste néerlandaise), auteur du rapport sur l'Indochine, écrit que les « *camps de rééducation* » vietnamiens, « *violation flagrante des droits de l'homme* », ne contiendraient pas 25 400 détenus, comme l'assure Hanoï, mais 126 000. Les conditions de détention y sont arbitraires, les soins médicaux insuffisants et les internés n'ont pas droit à un procès « *équitable et public* ».

De la gauche marxiste à la droite autoritaire

Pour M. Ias Gawronski (libéral italien), le danger pour la démocratie en Amérique latine « *semble venir de la gauche marxiste et de la droite autoritaire* ». Les gouvernements ne sont pas toujours les seuls coupables. « *Les guerres civiles en Amérique centrale*, écrit M. Gawronski, *bénéficient de plus en plus fréquemment de l'aide et du soutien non seulement d'agents des superpuissances, mais également des forces amées des voisins d'Amérique latine, notamment au Salvador. C'est dans ce pays, ainsi qu'au Guatemala, qu'ont été commises les pires atrocités en 1982.* » Dans l'un et l'autre, « *le gouvernement semble avoir la répression pour seule politique* ».

Au Nicaragua, le rapport critique surtout « *la politique de réinsertion des Indiens Miskitos* ». Il est particulièrement sévère pour Haïti, où on peut s'attendre, selon lui, à un nouvel exode.

Au contraire, « *deux Etats – le Costa-Rica et le Honduras – se sont efforcés de maintenir la démocratie sur leur territoire* ».

Le rapport est sévère pour Cuba, où « *aucun des droits politiques fondamentaux n'a été accordé au peuple* ». Le Paraguay est également dénoncé pour la « *pratique généralisée de la torture et de l'emprisonnement arbitraire* », ainsi que le Chili, où « *la nouvelle Constitution de Pinochet lui a donné un faux-semblant de légitimité* ». Quant à l'Argentine, l'affaiblissement des militaires permet d'espérer un « *adoucissement* » de la terreur.

En revanche, le Venezuela peut être donné en exemple. Le Pérou a « *retrouvé un gouvernement civil* ». La Bolivie et la Colombie montrent des signes « *encourageants* ». Le Mexique et l'Equateur défendent toujours la démocratie. Enfin, le Brésil « *a amorcé un retour à la démocratie* ».

A LA COMMISSION DE L'ONU

Le rapport sur la Pologne brille par son insignifiance

De notre correspondant

Genève. – La Commission des droits de l'homme des Nations unies (qui réunit depuis un mois à Genève des délégués de quarante-trois pays) n'a pas redoré son blason lundi 28 février.

Pourtant, le rapport sur la Pologne, dont elle était saisie (issu d'une résolution adoptée il y a un an), était attendu avec intérêt, car, pour la première fois, un pays de l'Europe de l'Est était mis sur la sellette. Sous prétexte de trouver un supporter acceptable pour Varsovie, le secrétaire général de l'ONU – M. Perez de Cuellar, – n'a chargé de cette tâche M. Hugo Gobbi que le 21 décembre dernier. Haut fonctionnaire de l'ONU, et ressortissant d'un pays que ménage l'U.R.S.S. : l'Argentine, M. Gobbi n'a apparemment pas demandé de visa – ce qui aurait permis au délégué polonais, M. Sokalski, d'affirmer qu'il ne lui avait pas été refusé – et s'est contenté d'une démarche diplomatique auprès des autorités polonaises.

M. Sokalski joue sur les mots puisqu'il a rappelé que son pays n'avait jamais eu l'intention de « *coopérer à la mise en œuvre* » d'une résolution qu'il juge « *illégale, nulle et non avenue, politiquement nuisible et moralement hypocrite* », ce qui peut à ses yeux le rapprocher de M. Gobbi « *inexistant* ».

Inexistant, il l'est, en effet, par son insignifiance. M. Gobbi s'est contenté d'une morne compilation de textes bien connus. Il cite sur quatre pages, par exemple, un discours télévisé du chef du gouvernement polonais. La Commission n'est donc pas en mesure de se prononcer sur la question de savoir si les arrestations et internements opérés par le régime de M. Jaruzelski constituent ou non des violations des droits de l'homme. Le débat va sans doute se poursuivre, des organisations non gouvernementales voulant faire entendre par la Commission des représentants de Solidarité.

Le rapporteur était mort...

Il reste que pour la Commission des droits de l'homme, la « *trinité maudite* » (Israël, Afrique du Sud et Chili, par ordre décroissant de malédiction) fait toujours office de paratonnerre. On pensait que la situation au Guatemala serait examinée. Le centre des Droits de l'homme de l'ONU avait annoncé, dans un document officiel dès le début des travaux de la commission, la distribution d'un rapport rédigé en 1982 par M. Alberto Fuentes Mohr. Le rapport n'a pas vu le jour et pour cause, M. Mohr ayant été assassiné dans son propre pays, le Guatemala, il y a quatre ans ! En dépit d'une résolution adoptée lors de la dernière session et de révélations édifiantes, aucun rapporteur spécial sur le Guatemala n'a jusqu'à présent été désigné.

L'Argentine ne fait l'objet d'aucune étude particulière. C'est un pays qu'il convient de ne pas nommer. L'ambassadeur d'Italie, l'ayant cité lors d'un débat sur « *les disparitions forcées ou volontaires* », s'est vu rappeler à l'ordre par l'ambassadeur de Buenos-Aires. Les mères de la Place de Mai (reçues par M. Mitterrand et par le premier ministre espagnol, M. Gonzalez) se sont vu interdire le droit de parole à la Commission. Elles ont cependant été reçues par M. Herndl, directeur du Centre des droits de l'homme de l'ONU, et par le président de la session, le diplomate ougandais, M. Otunnu, mais uniquement en qualité de membres d'une organisation non gouvernementale accréditée, Pax Christi. Le représentant de Cuba, en revanche, a affirmé qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques dans son pays ; l'observateur d'Afghanistan s'en est pris aux « valets » de « *l'impérialisme américain qui cherchent à terrasser la noble révolution du peuple afghan* ». Il serait difficile de compter combien de fois les délégués de l'Est et des Etats arabes ont affirmé que les Israéliens dépassaient en cruauté les nazis...

ISABELLE VICHNIAC.

AFRIQUE

Ghana

La réinsertion dans l'agriculture des personnes expulsées du Nigéria semble compromise

Correspondance

Un diplomate ghanéen en poste à Lagos a déclaré que son pays n'envisageait pas de mettre d'autres bateaux ou avions à la disposition de ses ressortissants qui devaient quitter le Nigéria avant le 28 février. « *En ce qui nous concerne, l'évacuation est terminée, et tout Ghanéen se trouvant encore ici devra rentrer par ses propres moyens* », a-t-il dit. Le gouvernement nigérian avait accordé une prolongation de quatre semaines aux travailleurs qualifiés.

Kumasi. — Alors que le flot des Ghanéens expulsés du Nigéria s'est tari, l'objectif primordial de M. Jerry Rawlings et de son gouvernement, qui était de réinstaller les rapatriés dans leur région d'origine, est atteint. Mais l'aide requise est sans rapport avec celle que la communauté internationale a offerte. Il n'est, de toute façon, plus question d'une aide sélective aux rapatriés : elle sera distribuée à toute la population. D'autre part, la réinsertion rapide des rapatriés dans le processus agricole semble compromise. A Kumasi, capitale de l'Ashanti, et à Sunyani, capitale de la région Brong-Ahafo, les secrétaires régionaux avouent leur impuissance. « *Les terres sont là, par tradition les chefs les attribuent, mais nous n'avons aucun outil à distribuer.* » Le secrétaire régional de Kumasi n'a pu distribuer que trois mille machettes, et l'évêque de Kumasi confie, désabusé : « *Il en faudrait cinq cent mille, les Allemands m'en ont promis cent mille et j'en ai reçu treize mille ! Même si chaque paroisse de l'évêché arrive à encadrer une dizaine ou une quinzaine de rapatriés, il ne s'agirait que de dix mille à quinze mille cas : une goutte d'eau !* »

De toute évidence, l'administration n'a même pas la moitié de cette capacité. Aucun programme ne peut être encore élaboré dans les villages, le gouvernement n'ayant pas encore fixé la façon de distribuer l'aide, ni désigné les responsables. Si rien n'est réalisé avant les pluies, qui doivent commencer dans les deux prochaines semaines, les rapatriés reflueront vers les villes. Le mouvement s'est déjà amorcé à Kumasi, la capitale de la région touchée par le plus grand nombre de retours. Cette ville, qui ne devait être qu'un centre de transit pour les rapatriés, vient de voir sa population d'un million d'habitants augmenter de 15 %. Si les vivres ne manquent pas encore, les transports sont devenus un cauchemar. Des files de gens attendent pendant des heures en pleine chaleur avant de se ruer sur des autobus déjà bondés. Le long des routes de la région, chaque véhicule qui passe est pris d'assaut par des centaines de villageois. Les véhicules brisés sont abandonnés sur les routes. La province n'approvisionne plus Accra, où la faim a fait son apparition. En accueillant le dernier bateau de réfugiés à Téma, le port d'Accra, M. Rawlings a prévenu ses compatriotes que « *les villes étaient en train de mourir* ». Pas seulement de faim. Les tribunaux populaires mis en place depuis quelques mois pour « contrôler » la corruption deviennent féroces. Une femme vient d'être condamnée à trois ans de prison pour avoir vendu sur le marché de Jamestown (une banlieue-bidonville d'Accra) deux cigarettes Pall Mall pour 8 cédis au lieu de 2. « *Pour l'exemple !* », ont titré les journaux. Sur la même page, on pouvait lire que Ghana Airways venait de trouver le financement (40 millions de dollars) nécessaire à l'acquisition d'un DC 10.

THIERRY SECRÉTAN.

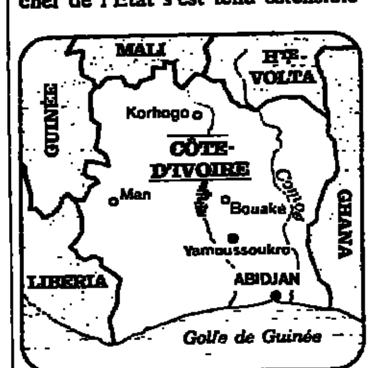
Côte-d'Ivoire

LA DÉCISION DE TRANSFÉRER LA CAPITALE A YAMOUSSOUKRO SERAIT PRISE PROCHAINEMENT

(De notre envoyé spécial.)

Abidjan. — Lancée début janvier par une interview du maire d'Abidjan, M. Emmanuel Dioulo, au quotidien sénégalais *le Soleil*, l'idée de transférer la capitale de la Côte-d'Ivoire dans le centre du pays, à Yamoussoukro, le village natal du président Houphouët-Boigny, devenu ces dernières années une véritable ville, fait son chemin. L'Assemblée nationale devrait être convoquée en session extraordinaire, et une loi décidant le transfert pourrait être adoptée rapidement, même si celui-ci, pour des raisons pratiques et financières, ne doit devenir effectif que progressivement, en plusieurs années.

De toute évidence, l'affaire a été menée de longue main, et même si le chef de l'Etat s'est tenu ostensiblement à l'écart des débats ces derniers temps, il est clair, pour quiconque visite aujourd'hui Yamoussoukro, que l'installation un jour, en ces lieux, de la capitale de la Côte-d'Ivoire a occupé son esprit depuis déjà longtemps. En une dizaine d'années, et en y consacrant plusieurs centaines de milliards de francs C.F.A., 250 kilomètres de routes ont été construites, dont des kilomètres d'avenues de plusieurs dizaines de mètres de largeur chacune, bordées de milliers de réverbères, une centaine de kilomètres de canaux d'évacuation des eaux usées, un aéroport de classe internationale, quarante écoles primaires, près de dix établissements secondaires, une demi-douzaine d'instituts supérieurs dignes des plus célèbres universités américaines, etc.



En fait, c'est un simple vote de ratification de toutes ces dépenses antérieurement engagées que le Parlement ivoirien va être amené à émettre. Après quoi, au rythme des décrets de transfert — de la présidence de la République et du conseil des ministres de l'Assemblée nationale et du Conseil économique et social, des divers ministères et de leurs principaux services, avec toutes les activités d'accompagnement que tout cela suppose — d'ici la fin de la décennie, Yamoussoukro, qui compte déjà plus de 50 000 habitants, aura largement dépassé le cap des 300 000, soit la population d'Abidjan il y a quelque vingt ans seulement. La Côte-d'Ivoire aura alors un second grand centre urbain de développement.

PIERRE BIARNÈS.

APRÈS LE SOMMET ALGÉRO-MAROCAIN

Le Polisario se déclare « favorable à toute initiative qui aboutirait à des négociations directes avec Rabat »

Le Front Polisario a accueilli avec satisfaction la récente rencontre entre le président Chadli Bendjedid et le roi Hassan II, a déclaré lundi 28 février à Alger M. Ould Salek, responsable des relations extérieures du Polisario. Le dirigeant sahraoui a précisé que son mouvement était « *favorable à toute initiative, d'où qu'elle vienne, qui aboutirait à des négociations entre nous et le Maroc, pour parvenir à une solution pacifique et durable du conflit* ». Il a ajouté : « *La paix passe par le retrait du dernier soldat marocain du territoire sahraoui et le respect par le Maroc de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République arabe sahraouie démocratique.* »

M. Ould Salek a affirmé que les responsables sahraouis étaient au courant des contacts entretenus depuis 1978 entre Alger et Rabat et en particulier du lieu et de la date du « sommet » algéro-marocain du samedi 26 février. Il a souligné la « *confiance des Sahraouis en l'Algérie, qui les soutient avec constance, sérieux et une sérénité exemplaire* » et a rappelé le rôle joué par ce pays dans le règlement du conflit entre les Sahraouis et la Mauritanie grâce à l'accord de paix signé à Alger en août 1979.

D'autre part, notre correspondant à Tunis, Michel Deuré, nous câble que M. Ahmed Bensouda, conseiller du roi Hassan II, est arrivé lundi 28 février à Tunis pour informer le président Bourguiba des résultats des conversations entre le souverain chérifien et le président algérien.

ASIE

Indonésie

Le général Suharto est assuré de sa réélection à la tête de l'Etat

De notre envoyé spécial

Djakarta — La désignation du général Umar Wirahadikusumah comme candidat à la vice-présidence de la République vient de lever la seule inconnue qui pesait sur les travaux de l'Assemblée populaire consultative réunie du 1er au 11 mars. C'est, à la surprise générale, un « *outsider* » que, avec l'avis de ses conseillers militaires, le général Suharto s'est choisi pour le seconder à la tête de l'Etat pendant son quatrième — et probablement dernier — mandat de cinq ans que s'apprêtent à lui confier les députés.

Sur la liste des onze personnalités données partantes par la rumeur publique dans la course à la vice-présidence, deux noms se détachaient, ceux des généraux Amir Machmud, président de l'Assemblée, que soutenait la formation gouvernementale, le Golkar, et Mohamed Jusuf, ministre de la défense et de la sécurité, qui avait notamment les faveurs d'une fraction du parti de l'union pour le développement (P.P.P.), musulman.

Sans clientèle et sans ambition avouée, le général Umar, cinquante-huit ans, originaire de Java de l'Ouest, considéré comme un « *militaire civilisé* », paraît être un bon candidat de compromis. Il était commandant de la région militaire de Djakarta en 1965 au moment du « *coup d'Etat* » du 30 septembre et il aida le général Suharto à le mater. Cet ancien chef d'état-major de l'armée de terre est, depuis sa retraite, président de la Cour des comptes.

Il est encore prématuré d'affirmer que le général Umar est en bonne voie de relever, le moment venu, le général Suharto à la tête de l'Etat. En l'appelant à ses côtés, celui-ci a probablement voulu s'assurer que, en cas d'accident de santé, son remplacement automatique par le vice-président ne poserait pas problème. Ce qui aurait été le cas si M. Adam Malik, encore numéro deux du régime et sa caution libérale, avait été maintenu en poste, puisqu'il souffre d'un double handicap, celui de n'être ni militaire ni Javanais. Cette désignation ne met donc pas un terme à la « guerre de succession ». D'aucuns s'interrogent, à cet égard, sur les ambitions du général Jusuf, qui cultive sa popularité parmi les militaires non gradés et les musulmans fervents.

Malgré les appels à la vigilance lancés à la population et les mesures de sécurité prises pour prévenir Dieu sait quelle menace, la situation politique est on ne peut plus calme à la veille de la réélection du général Suharto. Depuis son échec relatif aux élections législatives de mai 1982, le P.P.P., qui se présentait alors, dans les faits, comme un parti d'opposition, a perdu son « punch », affaibli par des divisions internes habilement exploitées par le gouvernement. Néanmoins, le danger réel ou supposé d'un « dérapage » intégriste dans le premier pays musulman du monde semble inquiéter à ce point les autorités qu'elles ont décidé de multiplier les précautions pour assurer la pérennité d'un régime qui prône la tolérance.

La grogne du Golkar

L'Assemblée est donc appelée à reconfirmer solennellement le « *Pancasila* » comme l'idéologie d'Etat, avec ses cinq principes : croyance en un dieu, humanisme, nationalisme, démocratie et justice sociale. Ce code de bonne conduite, qui a aidé à faire l'unité de l'Indonésie, est ainsi imposé et opposé notamment à tous ceux qui prêchent une certaine islamisation des structures politiques et économiques. Autre projet officiel, autre garde-fou : toute réforme constitutionnelle, adoptée par l'Assemblée à la majorité des deux tiers, devra désormais être soumise à référendum. A titre de compensation, le gouvernement a promis de réduire le nombre des membres nommés à la Chambre des députés.

Paradoxalement, la contestation, ou plutôt la grogne, est venue, ces derniers mois, des rangs du Golkar. Ses membres les plus jeunes ont critiqué l'excessive concentration du pouvoir et revendiqué un assouplissement de la discipline du parti, d'autant moins risqué, à leurs yeux, que leur formation politique est sortie renforcée des récentes élections législatives. La manière brutale avec laquelle M. Amir Machmud, président de l'Assemblée, s'est conduit envers des parlementaires n'est pas étrangère à cet accès de mauvaise humeur de la nouvelle génération, encore très minoritaire, hésitante à jouer les « *godillots* » du général Suharto. Il n'empêche que la crise économique qui, aujourd'hui, touche de plein fouet l'Indonésie éloigne les perspectives d'une relative démocratisation du régime. « *Notre pays a besoin dans ces circonstances d'un gouvernement fort* », dit-on en haut lieu. A cet égard, il est significatif de noter que, pour la première fois, le général Suharto a confié à l'un de ses pairs la vice-présidence. Déjà, en septembre dernier, la Chambre des députés avait consacré, dans une loi, la « *double fonction* » — politique et militaire — des forces armées, invitées à « *participer aux décisions concernant les affaires de l'Etat et du gouvernement* ».

Certes, la « génération de 45 », celle qui a participé aux luttes de l'indépendance, qui a été « *formée à l'école de la révolution* », commence à céder la place à la « *génération de Magelang* » (du nom de l'Académie militaire). Sans légitimité historique, cette nouvelle vague de militaires, à laquelle appartient le général Try Soetrisno, commandant de la région de Djakarta, est plus professionnelle, plus technocrate que la précédente. Il n'est pas évident qu'elle ait de la démocratie une idée neuve.

JACQUES DE BARRIN.

PROCHE-ORIENT

Washington juge « très préoccupante » l'installation de SAM-5 en Syrie

Le secrétaire américain de la défense, M. Caspar Weinberger, a qualifié le lundi 28 février de « *très préoccupante* » la présence en Syrie de batteries de missiles antiaériens à longue portée SAM-5 manœuvrées par des techniciens soviétiques.

M. Weinberger a déclaré, au cours d'une émission télévisée de la chaîne N.B.C., que ce déploiement augmentait « *à coup sûr* » le risque d'une nouvelle guerre au Proche-Orient. « *Cela signifie que les Soviétiques sont parfaitement capables d'appuyer sur la détente* », a dit le secrétaire à la défense. « *Ils sont beaucoup plus près qu'ils ne devraient être, et la situation au Proche-Orient est devenue encore un peu plus complexe* », a-t-il affirmé.

Le secrétaire à la défense a défini les SAM-5 (dont le rayon est de quelque 300 kilomètres) comme « *des armes antiaériennes très efficaces* », ajoutant que leur présence en Syrie avec des techniciens soviétiques prouve que ce pays « *n'est qu'un avant-poste de l'empire soviétique* ».

Le secrétaire d'État, M. George Shultz, a annoncé, pour sa part, qu'une démarche officielle avait été entreprise auprès de Moscou au sujet de l'« *action déstabilisatrice* » que constitue l'installation de SAM-5 en Syrie dans les négociations menées entre Israël et le Liban.

A la suite de la rencontre lundi à Jérusalem entre M. Philip Habib, l'émissaire spécial du président Reagan, et M. Shamir, le ministre israélien des affaires étrangères, l'envoyé spécial du *Washington Post* cité par l'*International Herald Tribune* croit savoir qu'Israël a « *assoupli* » ses positions. On apprend, à cet égard, de source officieuse israélienne, que Jérusalem renoncerait à maintenir une présence militaire au Sud-Liban après la conclusion d'un accord. Il serait maintenant question de mettre en place des patrouilles mixtes composées d'Israéliens et de membres des milices sud-libanaises du commandant Saad Haddad.

A Damas, M. Khalil Al-Wazir (Abou Jihad), adjoint de M. Yasser Arafat, a déclaré que l'O.L.P. est disposée à retirer ses combattants du Liban à condition toutefois que le sort des civils palestiniens au Liban soit garanti. Dans une interview publiée le 28 février par le quotidien libanais *Al-Safir*, Abou Jihad précise que « *l'O.L.P. ne saurait entraver les efforts visant au retrait des troupes israéliennes, mais veut s'entendre avec l'Etat libanais sur certaines questions, notamment la garantie de la sécurité des populations civiles palestiniennes et leurs droits en tant que résidents au Liban dans le cadre de la légalité et conformément aux règlements et lois en vigueur* ». — *(A.F.P., Reuter.)*

● *L'ancien ministre israélien de la défense, M. Ariel Sharon*, a attaqué le magazine américain *Time* en diffamation, à la suite de la publication d'un article « *calomnieux* » lui portant tort, a annoncé, le 28 février, la radio israélienne. M. Sharon, a ajouté la radio, réclame à l'hebdomadaire américain 300 000 dollars de dommages-intérêts, le remboursement indexé des frais de justice et un démenti public du *Time*. Ce magazine a publié récemment des éléments « *secrets* » du rapport de la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila, établissant que l'ancien ministre de la défense avait incité, avant les massacres, au cours d'une rencontre avec la famille Gemayel, les phalanges à venger l'assassinat du président Bechir Gemayel. — *(A.F.P.)*

Selon Le Caire

LA LIBYE AURAIT RETIRÉ SES TROUPES DES FRONTIÈRES ÉGYPTIENNE ET SOUDANAISE

Le Caire *(A.P.)*. — Le gouvernement égyptien a annoncé, le lundi 28 février, que la Libye a retiré les troupes qu'elle avait massées le long des frontières égyptienne et soudanaise près de l'oasis de Koufra, aux confins du Tchad, de l'Egypte et du Soudan.

Le retrait libyen met un terme à une situation de tension qui avait amené les Etats-Unis à mettre une partie de leurs forces méditerranéennes en alerte.

A la suite du renforcement de la présence militaire libyenne dans la région de Koufra à la mi-février, les Etats-Unis avaient envoyé des avions-radars AWACS en Egypte et dirigé une flottille de combat — dont le porte-avions *Nimitz* — à proximité des eaux territoriales libyennes.

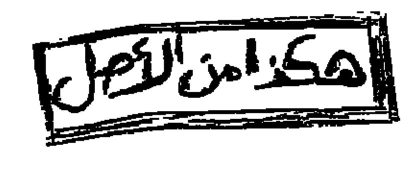
CORRESPONDANCE

L'arrestation d'opposants en Arabie Saoudite

A la suite de l'information publiée dans le Monde *du 29 janvier relative à l'arrestation de quelque cent cinquante opposants en Arabie Saoudite, M. Ali Manna, conseiller de l'ambassade royale de l'Arabie Saoudite à Paris, nous a adressé une lettre dont nous extrayons le passage suivant :*

« Il est de notoriété publique que lorsqu'une personne est arrêtée pour trouble de l'ordre public, elle est jugée selon les procédures en vigueur, dont les dispositions s'appliquent à tout le monde. Arrêter cent cinquante ingénieurs et intellectuels est en soi un événement de grande importance qui ne saurait passer inaperçu dans un pays comme l'Arabie Saoudite, où les liens entre la population et les dirigeants sont de nature quasi familiale. Cela explique le fait que certains milieux politiques étrangers, hostiles à notre pays, s'efforcent aveuglément à inventer, de toutes pièces, des histoires diffamatoires dépourvues de tout fondement. »

[Nous n'avons aucune raison de douter du bien-fondé de l'information qui nous a été communiquée par des personnes proches des détenus et dont nous ne pouvons dévoiler l'identité pour des raisons compréhensibles. Ces personnes nous signalent, en outre, que, depuis la parution de l'information en question dans *le Monde*, de nouvelles arrestations ont été opérées en Arabie Saoudite.]



A LA CONFÉRENCE DE NEW-DELHI

L'Inde s'efforce d'éviter que le Mouvement des non-alignés étale ses dissensions

Préparée en à peine six mois, après la décision de reporter la rencontre qui devait se tenir en septembre dernier à Bagdad (*le Monde* du 9 septembre), la VIIe conférence des chefs d'État et de gouvernement du mouvement des pays non-alignés s'ouvre finalement, le 7 mars à New-Delhi. Elle sera précédée le 3 et le 4 par une réunion des ministres des affaires étrangères. Soixante-quinze à soixante-dix-huit chefs d'État ou de gouvernement devraient se rendre à New-Delhi, ce qui représentera une participation très élevée (le Mouvement des non-alignés compte quatre vingt-dix-sept membres, quatre-vingt-quinze États et deux organisations de libération, l'O.L.P. et la SWAPO).

Depuis le VIe sommet des dirigeants du principal rassemblement politique du tiers-monde, à La Havane, en septembre 1979, plusieurs événements importants ont marqué le mouvement ou ses membres : entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, mort de Tito (le dernier de ses grands fondateurs (1), indépendance du Zimbabwe, conflit des Malouines, invasion du Liban par Israël. Pendant cette période, il a été fait parfois grief à Cuba, en sa qualité de président du Mouvement, de trop chercher à ménager ses attaches avec le camp socialiste. Sans doute, les Cubains se sont battus pied à pied pour que les prises de position du Mouvement s'inspirent de leurs conceptions ; mais leur action a rencontré ses limites dans un groupe où règne la règle du consensus et où les « progressistes » ne se trouvent pas en majorité.

Lorsque Mme Gandhi aura pris la succession de M. Castro, le balancier devrait en tout cas revenir au centre. Ce n'est un secret pour personne que l'Inde, comme la Yougoslavie, l'Algérie, dans une certaine mesure, et quelques autres grands pays influents, souhaitent que les non-alignés aient une politique indépendante des Super-Grands et ne prennent pas part à leurs rivalités. Ce n'est que dans ces conditions, estiment-ils, que le Mouvement pourra avoir une certaine autorité et une apparence d'unité. L'Inde a d'ailleurs fait du non-alignement l'une de ses lettres de noblesse, encore qu'elle entende conserver l'appui diplomatique, économique, militaire de l'U.R.S.S., avec laquelle elle est toujours liée par un traité de paix et d'amitié.

Les Indiens veulent avant tout éviter que la rencontre ne donne lieu à des confrontations acrimonieuses entre certains Etats membres et que leurs divergences idéologiques et politiques ne conduisent à des éclats dommageables. C'est dans cet esprit qu'ils ont préparé le document final, comportant une déclaration politique et une autre économique, qui sera au cœur des débats.

Le document examine et définit la position des non-alignés sur tous les problèmes intéressant le tiers-monde, en général, et, par voie de conséquence, les grandes puissances. Ainsi évoque-t-il les principales crises mondiales (Afghanistan, Cambodge, conflit Irak-Iran, Proche-Orient) à propos desquelles les non-alignés se divisent plus ou moins profondément. La démarche indienne vise à rechercher le plus petit dénominateur commun sur les dossiers épineux sur lesquels les positions des Etats membres sont irréconciliables, pour enlever un compromis, quitte à hausser un peu plus le ton dans la dénonciation globale de la politique des grandes puissances dans le domaine nucléaire, dans l'océan Indien et en Amérique latine par exemple.

Les limites des clivages

En dépit de cela, le projet de document final laisse l'impression que ses rédacteurs ont voulu éviter que ne soit prononcée, à New-Delhi, une condamnation trop explicite de l'U.R.S.S. (sur l'Afghanistan) et du Vietnam (à propos du Cambodge), alors qu'est dénoncée *« l'escalade des Etats-Unis en Amérique centrale »*. Le sommet de New-Delhi devrait à nouveau souligner les divergences au sein du Mouvement entre « progressistes », liés au camp socialiste ou à ses *« alliés naturels »* – selon la formule de M. Castro, – pour lesquels l'Occident, et en particulier les Etats-Unis, sont le principal bouc émissaire, et « modérés », qui n'osent avouer leur connivence avec l'Occident.

De tels classements ont forcément un caractère schématique et les clivages évoluent souvent d'une question à l'autre, ne serait-ce que parce que les pays membres appartenant à une zone géographique sont généralement moins sensibles aux problèmes d'autres régions. Ainsi l'attention des Arabes musulmans est-elle focalisée naturellement sur les conflits du Proche-Orient, tandis que la solidarité latino-américaine s'exprime dans la critique des Etats-Unis, faisant abstraction des divergences idéologiques (entre Cuba et l'Argentine, par exemple). Ce ne sont pas des Latino-Américains mais des Afro-Asiatiques (Zaïre, Nigéria, Egypte, Sénégal, Bangladesh, Singapour) qui se sont employés à faire atténuer les phrases sévères pour Washington dans le projet de déclaration finale concernant l'hémisphère, faite récemment à Managua. Il demande, en définitive, aux Américains d'avoir une *« attitude constructive »* à l'égard du Nicaragua (*le Monde* du 18 janvier) et de parvenir à une *« solution politique et négociée des problèmes de la région »*. Certains membres du Mouvement continuent ainsi de s'indigner que d'autres entretiennent des rapports avec Israël et fassent même appel à ses conseillers militaires.

Voyons dans quel esprit seront abordés les principaux sujets à New-Delhi. Sur le Proche-Orient, le projet de déclaration politique réitère *« le droit des Palestiniens à établir leur propre Etat indépendant et souverain »* (Jérusalem étant *« partie intégrante du territoire palestinien occupé »*). Il ajoute toutefois qu'un accord devrait assurer *« le droit des Etats de la région à l'existence à l'intérieur des frontières internationalement reconnues »*. Le sommet devrait souligner *« la nécessité urgente d'un nouveau processus de négociation »*, les conclusions de la conférence de Fès étant considérées comme une *« intiative majeure »* en direction d'une *« paix durable »*.

Une évolution à peine notée et pourtant importante s'est produite depuis la mort de Sadate. Alors qu'en raison des accords de Camp David l'Egypte avait été mise en accusation – mais ni expulsée ni suspendue du Mouvement, une commission devant statuer sur son sort, – elle a réintégré le giron sans tambour ni trompette lors de la réunion du Koweït. D'autre part, le document affirme que l'*« agression d'Israël »* au Liban a été rendue possible grâce au *« soutien militaire, financier et politique massif »* qu'a reçu Jérusalem et demande le *« retrait immédiat, total et inconditionnel des forces israéliennes »*.

S'agissant du *« tragique conflit »* irako-iranien, *« d'autant plus pénible qu'il a lieu entre deux membres du Mouvement »*, les non-alignés ne pourront que constater leur impuissance. La commission de médiation (Cuba, Inde, Zambie, O.L.P.) n'a abouti à aucun résultat positif en deux ans. Les non-alignés n'en examineront pas moins un projet de résolution, qui tient particulièrement à cœur à la Yougoslavie, sur *« le règlement pacifique des querelles entre Etats membres »*.

Divergences sur l'Afghanistan et le Cambodge

Sur l'Afghanistan et le Cambodge, le projet de déclaration est dans la droite ligne des conclusions – controversées – de la conférence ministérielle de New-Delhi en 1981. Les chefs d'État et de gouvernement sont invités à exprimer une *« inquiétude particulière »* et à lancer un *« appel urgent pour un règlement politique sur la base d'un retrait des troupes étrangères et du respect complet de l'indépendance de l'Afghanistan »*, ainsi qu'à soutenir l'initiative de l'ONU en vue d'une nouvelle série de pourparlers « indirects », en avril, à Genève. Cette initiative, considérée comme un *« pas dans la bonne direction »*, tire, à point nommé, sans doute, les amis de l'U.R.S.S. de l'embarras. Il n'en reste pas moins que l'intervention soviétique a porté un coup sévère à la gauche du Mouvement et a singulièrement hypothéqué l'action à sa tête de M. Castro, même si celui-ci a laissé paraître des réserves à l'égard de cette opération (*le Monde* du 5 février 1980). Dans leur majorité, les pays non alignés se sont prononcés, à l'ONU, pour un *« retrait immédiat, inconditionnel et total de toutes les troupes étrangères »*. Une vingtaine de pays asiatiques et africains ont même fortement insisté ces derniers mois, mais sans succès, pour que la mention *« forces soviétiques »* figure expressément dans la déclaration. De même, aucun accord n'a pu intervenir sur une aide du Mouvement à la résistance afghane, comme à d'autres mouvements de libération. Les autorités indiennes ne délivreront pas de visa à des personnalités de cette résistance.

A propos du Cambodge, le projet réaffirme l'*« urgent besoin de désescalade des tensions à l'intérieur et autour »* de ce pays, se prononce pour une *« solution politique d'ensemble »* et exprime l'espoir d'un *« processus de négociations et de compréhension mutuelle »*. Ce texte est rejeté par les non-alignés membres de l'ASEAN (Thaïlande, Philippines, Singapour, Malaisie, Indonésie). L'affaire se complique du fait que le pays hôte, comme il l'avait fait lors de la conférence ministérielle de 1981, n'a invité aucune délégation cambodgienne.

Stratégies Sud-Nord

A propos de l'Amérique latine, le projet invite les non-alignés à dénoncer les *« menaces et actes d'agression contre le Nicaragua comme élément d'un plan pour harceler et déstabiliser ce pays »*, à affirmer leur soutien au Suriname dans ses *« efforts pour consolider son indépendance »* et au peuple chilien pour restaurer ses droits fondamentaux. Il appelle aussi à un règlement *« pacifique et juste »* du contentieux territorial entre le Venezuela et la Guyana. Caracas, qui est observateur auprès du Mouvement, a retiré sa demande d'adhésion en tant que membre à part entière, en raison de l'*« opposition totale »* de Georgetown (2). S'agissant des Malouines, la conférence de New-Delhi devrait réitérer son soutien au *« droit de l'Argentine à obtenir leur restitution »* par des négociations.

Enfin, le document s'inquiète de l'*« escalade continuelle »* de la présence militaire de grandes puissances et de leur tentative pour trouver de nouvelles facilités dans l'océan Indien, et en particulier de l'extension de la base américano-britannique de Diégo-Garcia, située sur un archipel que revendique l'île Maurice. Les non-alignés sont également appelés à exprimer leur *« solidarité active »* avec le peuple des Comores pour *« libérer »* l'île de Mayotte. Le projet fait aussi état du *« manque d'enthousiasme »* des pays occidentaux du *« groupe de contact »* sur la Namibie à utiliser leur *« énorme influence »* pour faire pression sur l'Afrique du Sud, dont il dénonce le *« terrorisme d'État »* et les ambitions nucléaires en collaboration avec certains pays occidentaux et Israël. Les non-alignés manifesteront sans doute leur inquiétude à l'égard de certains pays fournisseurs de technologie nucléaire qui semblent dénier aux pays en voie de développement le *« droit légitime »* de poursuivre leur *« programme pacifique »*. D'une façon générale, le projet de déclaration finale critique avec vigueur les grandes puissances nucléaires. Il compare la dissuasion nucléaire à du *« terrorisme nucléaire »*, demande l'*« interdiction immédiate »* de l'utilisation des armes atomiques par *« tous les États »* et propose le gel de leur production et de leur déploiement.

Le sommet devrait porter une grande attention aux questions économiques et aux relations Nord-Sud. A ce propos, le projet de négociations globales sur tous les aspects de la coopération internationale et du développement est toujours dans l'impasse après trois ans de discussions dans le cadre de l'ONU, entre les représentants des pays industrialisés et ceux des pays en voie de développement (P.V.D.). Les négociateurs n'ont pu établir une procédure de démarrage de ces discussions, en raison, singulièrement, du manque de volonté des États-Unis mais aussi de certains pays pétroliers du Sud. Le sommet de Cancun, en octobre 1981, puis celui des sept grands pays industrialisés occidentaux, en juin 1982, à Versailles, avaient paru faire écho aux préoccupations des P.V.D., mais l'évolution du marché pétrolier, les divergences de vues au sein de l'OPEP et la crise de l'endettement ont maintenant changé les données du problème dans un sens peu favorable aux partisans de négociations globales. Ceux-ci comptaient s'appuyer sur l'*« arme pétrolière »*, invoquer la solidarité des *« riches »* producteurs du Sud pour arracher des concessions, notamment financières, aux pays industrialisés. L'idée de négociations globales reste *« la plus importante tâche de la communauté internationale dans les domaines de la coopération internationale »*. Mais, compte tenu des difficultés que rencontre le lancement de cette entreprise, les non-alignés suggèrent aussi des *« mesures concrètes immédiates dans les secteurs d'importance critique »* pour les P.V.D. : alimentation, développement énergétique, balance des paiements, commerce et matières premières. A New-Delhi, le débat économique tournera principalement autour de ces deux stratégies face aux pays développés.

GÉRARD VIRATELLE.

(1) Nehru, le père de Mme Gandhi, fut, avec Tito, Nasser, N'Krumah, Sukarno, à l'origine de la conférence au sommet de Belgrade qui, en 1961, donna naissance au Mouvement.

(2) Les participants examineront les candidatures en tant que membres à part entière de la Colombie et de la Barbade, ainsi que d'Antigua en tant qu'observateur. Le bureau a rejeté à l'unanimité la candidature du Honduras à un siège d'observateur ; la République Dominicaine devrait faire partie des *« invités »*, n'ayant rang ni de membre à part entière ni d'observateur.

EUROPE

Allemagne fédérale

A L'OCCASION D'UNE RÉUNION ÉLECTORALE DE M. VOGEL A COLOGNE

M. Lionel Jospin apporte le soutien du P.S. aux sociaux-démocrates « dans leur lutte contre le conservatisme »

De notre envoyé spécial

Cologne. — *« Bonne chance au S.P.D. le 6 mars et, si le peuple de votre pays le veut, victoire ! »* Lorsque, lundi soir 28 février, M. Lionel Jospin termine ainsi le bref discours qu'il vient d'adresser à quelque sept mille sympathisants sociaux-démocrates enthousiastes, il peut mesurer à l'ovation qui s'élève de toutes les travées du Palais des sports de Cologne que la mission qu'il était venu remplir ici, d'un coup de Learjet et avant une réunion électorale tardive pour son propre compte dans le dix-huitième arrondissement de Paris, peut être considérée comme accomplie.

Cette mission n'allait pourtant pas sans difficulté. C'est, dit-on, la direction du S.P.D. qui avait demandé à M. Jospin de s'en acquitter, et sa venue, si brève ait-elle été, a visiblement été accueillie avec reconnaissance. Il s'agissait, en effet, sans se renier, de corriger aux yeux de l'opinion de gauche ouest-allemande l'impression assez pénible qu'avait produite, le 20 janvier dernier, le discours de M. Mitterrand devant le Bundestag. En appelant les membres de l'alliance atlantique à faire preuve de *« détermination et de solidarité »* et à confirmer clairement leurs engagements en matière de défense, le président de la République avait plongé dans l'embarras, voire dans l'amertume, nombre de responsables du S.P.D. Et, au contraire, dans une certaine jubilation le chancelier Kohl, à qui, en pleine controverse électorale sur les euromissiles, cette caution socialiste française à ses propres positions apparaissait comme un cadeau inespéré.

Etat d'esprit que traduisait parfaitement l'écrivain Günter Grass, candidat social-démocrate dans le Schleswig-Holstein, en déclarant, lundi, à *Libération* : *« J'ai ressenti ce dicours comme un affront. La partie militaire de ce discours militaire aurait très bien pu être prononcée par Franz Josef Strauss. Cette sorte de socialisme gaulliste me déplaît au plus haut point. »*

M. Jospin devait donc réaffirmer la solidarité des socialistes français avec les sociaux-démocrates sans contredire pour autant les positions affichées par M. Mitterrand, dont on dit en R.F.A. qu'elles ont probablement coûté quelques points au S.P.D. dans les intentions de vote (sans que la chose soit d'ailleurs établie par les sondages). Il s'y est d'abord employé au cours d'une conférence de presse improvisée : *« On disait jadis que le chancelier Schmidt préférait M. Giscard d'Estaing à M. Mitterrand ; nos amis sociaux-démocrates doivent s'habituer, maintenant qu'ils sont dans l'opposition, à s'entendre dire que M. Mitterrand préfère M. Kohl... C'est de bonne guerre. »*

Il a par ailleurs insisté sur le fait que le texte du discours du président français avait donné lieu *« à bien des lectures hâtives »*, parce que l'on avait eu le tort de *« s'intéresser d'avantage à la musique qu'aux paroles »*. Et que, de toutes façons, les relations franco-allemandes ne devaient pas interférer avec les relations P.S.-S.P.D.

Thèse que devait également défendre M. Wischnewski, ancien ministre d'Etat du chancelier Schmidt et ami très fidèle de ce dernier : *« Je ne vois pas de différence profonde entre la position française et la nôtre,* a-t-il déclaré. *La position du S.P.D a été définie par un programme que M. Schmidt avait lui-même approuvé. Et M. Vogel, notre nouveau candidat à la chancellerie, a aussitôt informé M. Mitterrand du résultat des entretiens qu'il venait d'avoir à Moscou avec M. Andropov. »*

Un discours très militant

Après les joies un peu intimistes de ces retrouvailles entre dirigeants de partis frères, le premier secrétaire du P.S. a pu se livrer à celles, plus toniques, du bain de foule, en compagnie de M. Vogel, avec lequel il venait d'avoir un bref entretien en tête à tête. Entrée triomphale dans l'arène gigantesque de la « Sporthalle », au son des cuivres d'un orchestre tout de rouge vêtu. Bravos interminables, remerciements et compliments entrecroisés à la tribune, qui donnent à M. Jospin l'occasion d'écorcher un par un les noms de tous les dignitaires sociaux-démocrates rassemblés sur l'estrade (et de s'en excuser d'un sourire en disant à la foule, en anglais : *« Vous voyez pourquoi j'ai besoin d'une traduction ! »*) C'est le cérémonial des grandes réunions électorales... Celui-ci confirme en tout cas que, s'il a perdu le pouvoir, le S.P.D. semble avoir retrouvé son unité et sa vitalité.

Le premier secrétaire du P.S. fait un discours très militant, dont M. Wischnewski lit au fur et à mesure la traduction allemande : *« Les acquis sociaux des travailleurs sont difficiles à préserver quand la gauche est au pouvoir, et sont carrément remis en cause quand c'est la droite qui gouverne. » « Symboliquement, ma place est aux côtés de mes camarades sociaux-démocrates allemands dans leur lutte contre le conservatisme dans leur propre pays. » « La droite, en Allemagne comme en France, reste la droite... »* On parle aussi un peu des euromissiles, mais dans le registre bon enfant : *« Certains laissent entendre que nous ne sommes pas d'accord sur tout ; ils ont raison. Le S.P.D. et le P.S. ont leur nature propre. C'est vrai, nous n'abordons pas de manière tout à fait identique la négociation sur les armes eurostratégiques (...), mais nous voulons la même chose : le maximum de désarmement sans réduire notre sécurité, la paix, et un résultat des pourparlers américano-soviétiques aboutissant à un équilibre des forces au niveau le plus bas possible. »*

Manifestement, ainsi présenté, le message passe. Le candidat social-démocrate à la chancellerie arbore à la tribune un sourire épanoui. Et, tandis que M. Jospin file déjà vers l'aéroport de Cologne-Bonn, un cadre du S.P.D. trouve le mot de la fin : *« Il ne reste plus à Hans-Jochen Vogel qu'à aller le soutenir dans son arrondissement à Paris. »*

BERNARD BRIGOULEIX.

Des grèves d'avertissement se préparent dans la métallurgie

De notre correspondant

Bonn. — Le chancellier Kohl a réuni, lundi 28 février, les principaux dirigeants de l'industrie et des syndicats pour un tour d'horizon de deux heures. Bien que rien n'ait filtré de cette conférence, on remarque qu'elle a lieu le jour même où expirent les conventions collectives dans la métallurgie où des grèves d'avertissement sont préparées pour cette semaine. Les négociations pour leur renouvellement se heurtent à des obstacles de taille. Le patronat propose une augmentation de 2,5 % tandis que les syndicats réclament 6,5 % ou au moins un alignement sur l'augmentation du coût de la vie qui se situe autour de 4,5 %. Les syndicats ont l'impression que le patronat n'est pas pressé de « négocier sérieusement ». Il est vrai que de « petites » grèves ne le gêneraient pas sensiblement, étant donné l'état des carnets de commandes, et que lui aussi attend les élections du 6 mars pour se faire une religion. D'autre part, la crainte du chômage ne devrait pas rendre les syndicats « jusqu'auboutistes ».

Néanmoins en Bavière, à Berlin, en Bade-Wurtemberg, les préparatifs des grèves d'avertissement se poursuivent et les premières pourraient avoir lieu ce mardi.

En ce qui concerne la promesse du chancelier de fournir à chaque nouveau venu sur le marché du travail un contrat d'apprentissage, on souligne qu'elle ne constitue pas une « garantie » au sens juridique mais seulement une perspective favorable. L'industrie a d'ailleurs déclaré qu'elle ne pouvait prendre d'engagement chiffré. Les syndicats, eux, comptent que 270 000 jeunes ne trouveront pas d'emploi à l'issue de leur scolarité. La situation des jeunes est très précaire. Le porte-parole du gouvernement leur a rappelé lundi qu'ils ne trouveraient pas forcément de place dans le *« métier de leur rêves »* ni même à l'endroit où ils habitent aujourd'hui. Il leur faudra changer et d'orientation et peut-être de localité. Ce qui pose un problème dans un pays où le logement commence à se faire rare et cher. Pessimisme et optimisme sont également prématurés puisqu'on ne connaîtra le résultat final de la campagne en faveur de l'apprentissage qu'à l'automne. Ce qui n'empêche pas qu'elle serve, dès maintenant, de *thème électoral.*

ALAIN CLÉMENT.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Grèce

Les partis de gauche se sont mobilisés pour faire échec aux risques de coup d'État

De notre correspondant

Athènes. — Les déclarations officielles lénifiantes et les explications apaisantes avancées par les journaux proches du gouvernement ne paraissent pas avoir convaincu ni rassuré une bonne partie de l'opinion grecque, frappée de la contradiction entre les versions tendant à minimiser les brumeux événements de samedi et dimanche derniers et l'ampleur des moyens mis en œuvre pour faire échec à ce que la gauche présente comme un « complot de carnaval ».

De nombreux Grecs se demandent encore pourquoi le gouvernement n'a pas tout de suite révélé la spectaculaire mobilisation synchronique des organisations de base du parti socialiste et des deux partis communistes grecs. Lors de l'alerte générale déclenchée dans la nuit du 31 mai au 1er juin 1982 à la suite de rumeurs concernant un complot militaire, le gouvernement Papandreou n'avait pris que des mesures très limitées. Cette fois-ci, les réactions ont été autrement plus importantes, puisque près d'un millier d'étudiants ont occupé l'université de Thessalonique et que dans la capitale, comme dans de nombreuses villes, des *groupes de militants socialistes* et communistes se sont rassemblés afin de faire face à toute éventualité.

Les réalités du complot

Dans les milieux de l'opposition, on pense que le gouvernement ne manquera pas de souligner qu'il peut compter sur le loyalisme des forces armées, sur l'appui de la population mais aussi sur le concours de groupes bien organisés qui ont retenu la leçon du putsch du 21 avril 1967.

Le 26 février, les services spéciaux grecs avaient regroupé et analysé des informations concernant un complot monté par des groupes *« monarcho-fascistes »*. Des unités militaires devaient se soulever dans plusieurs régions et des groupes *armés* devaient tenter des coups de main contre le chef de l'Etat et le premier ministre, occuper les stations de radio et de télévision, contrôler les centrales électriques et téléphoniques. L'objectif de cette opération séditieuse aurait été de déstabiliser le pays et de créer un climat de confusion entraînant la chute du pouvoir socialiste, accompagnée de révoltes dans diverses garnisons du Nord et plus particulièrement dans la région de l'Evros.

Selon des rumeurs invérifiables, des officiers nationalistes auraient voulu donner un avertissement au premier ministre, M. André Papandreou, qui est également ministre de la défense nationale, afin de prévenir un danger de subversion communiste au sein des forces armées. Certains avancent même que la récente visite du premier ministre soviétique et la crainte de voir la question des bases américaines se compliquer davantage auraient poussé un groupe d'officiers d'extrême droite à tirer un coup de semonce.

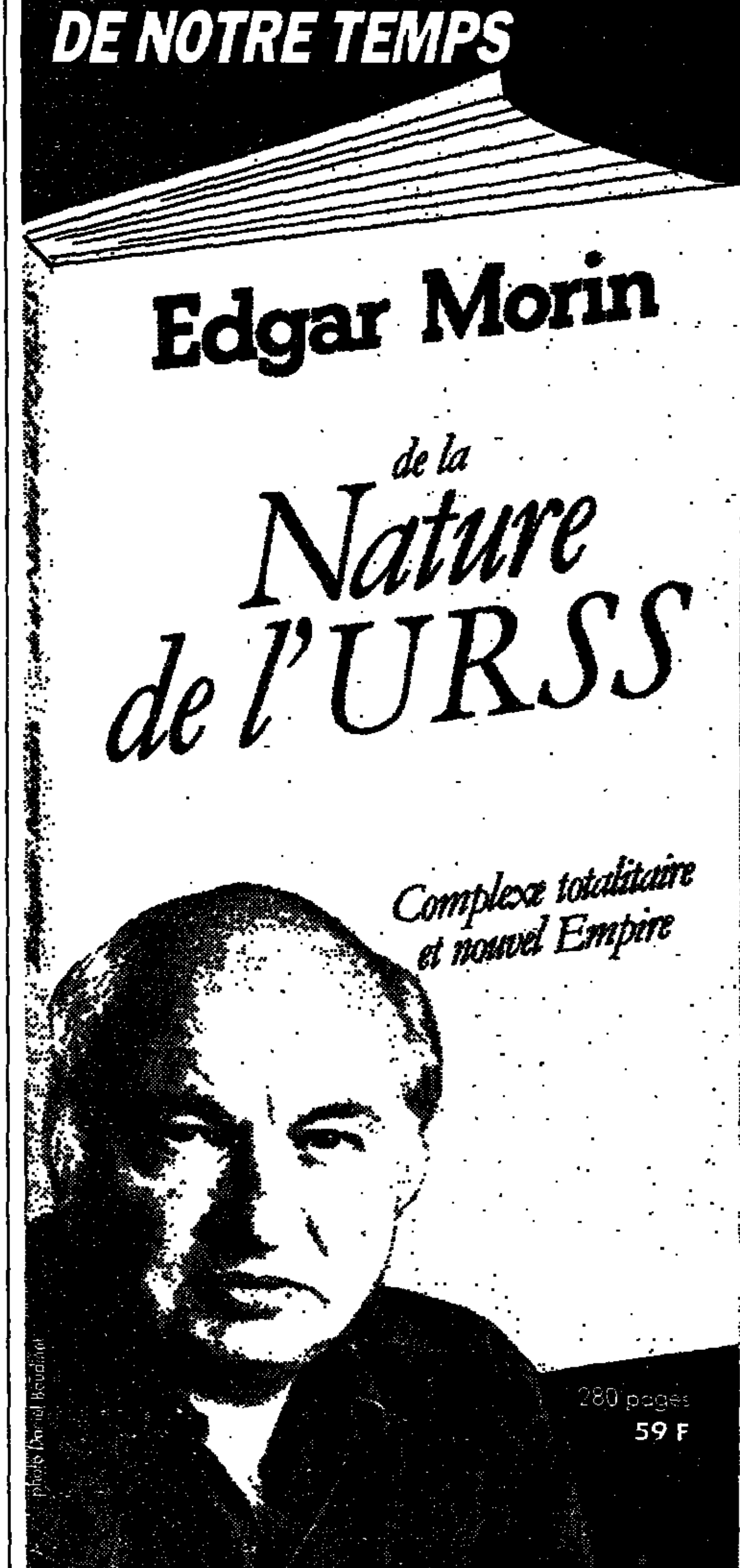
L'état-major de crise qui s'installa immédiatement au ministère de la défense nationale, et assura une étroite liaison avec tous les ministères, services publics et préfectures, donna suffisamment de crédit au rapport des services spéciaux, puisque l'alerte générale fut déclenchée dans la soirée de samedi. Les chefs militaires, les directeurs de la police et les chefs de la gendarmerie mirent rapidement en place un dispositif condamnant à l'échec toute tentative de subversion. Et, le dimanche matin, grâce à l'ampleur des moyens mis en action, le gouvernement contrôlait totalement la situation.

La sérénité manifestée par le président Caramanlis, qui déclara que toute cette affaire manquait de sérieux et alla jouer au golf, n'empêche pas les milieux de l'opposition d'accorder le plus vif intérêt aux prises de position adoptées par des chefs de file de la Nouvelle Démocratie. En effet, sortant de leur habituelle réserve, MM. C. Stefanopoulos et C. Mitsotakis ont publiquement reconnu qu'ils étaient préoccupés par le malaise régnant dans les forces armées. Cette préoccupation est partagée par ceux qui se refusent à minimiser un phénomène de plus en plus évident. Il serait puéril de nier que la volonté de démocratiser les forces armées a accentué les traditionnels clivages.

Les forces armées subissent le contrecoup d'une double peur. D'une part, les officiers démocrates demeurent hantés par la peur d'une nouvelle dictature et, de l'autre, les officiers relevant de la « droite sociale » redoutent de plus en plus une subversion communiste dans l'armée. Cette double peur ne manque pas d'avoir des impacts sur toutes les familles politiques du pays.

Certes, si un nouveau « coup des colonels » peut raisonnablement être exclu, le danger demeure de voir quelques desperados de l'extrême droite tenter des coups de main.

MARC MARCEAU.



Danemark

Pas de « zones dénucléarisées privées »

De notre correspondante

Copenhague. — Les pacifistes danois, pour lutter contre l'armement nucléaire, proclament d'une manière solennelle l'institution de *« zones dénucléarisées privées »* comprenant leur ferme, leur maison, voire leur école, et le foyer pour personnes âgées. Ils imitent en cela leurs amis néerlandais et britanniques : ainsi, il y a quelque temps déjà, l'Assemblée régionale du pays de Galles a-t-elle fait une déclaration de ce genre qui n'a, bien entendu, aucune valeur juridique. Cette attitude fait évidemment le bonheur des propagandistes soviétiques et, récemment encore, l'agence officielle Tass y voyait le signe éclatant du progrès fait par la cause de la paix en Europe occidentale.

Les autorités danoises, elles, ne s'émouvaient guère jusqu'à présent en apprenant, par exemple, que la municipalité de Nykoebing-Falser, une cité marchande du sud du royaume, avait décrété que tout le territoire de la commune était *« zone dénucléarisée »*. Ou en lisant sur une pancarte, à l'entrée d'un jardin d'enfant : *« Pour protéger nos petits, nous garantissons que jamais en temps de paix, de crise et de guerre, il ne sera fabriqué, transporté et stocké ici d'armes atomiques. Nous prions les puissances nucléaires de respecter cette décision en leur certifiant que notre établissement ne constitue aucune menace pour elles. »*

Mais lorsqu'un pacifiste de l'île de Fionie voulut obtenir l'enregistrement officiel d'une *« zone dénucléarisée »* couvrant sa fermette de 3 000 mètres carrés, le juge d'instance chargé des dossiers de l'enregistrement refusa de s'associer à *« une pareille plaisanterie »*. Le pacifiste plaida. La Cour suprême vient de trancher : un citoyen privé n'a pas le pouvoir de prendre des décisions concernant la défense nationale, qui est du ressort du seul gouvernement. — C. O.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

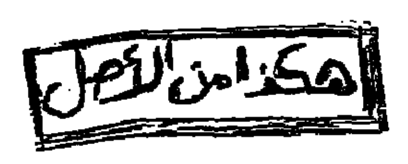
• VISITE A PARIS DU PREMIER MINISTRE DE L'ONTARIO. — M. William Davis, premier ministre conservateur de la province anglophone de l'Ontario, qui était invité par M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, a insisté lundi 18 février à Paris, devant la chambre de commerce France-Canada, sur la *nécessité* d'accroître les échanges économiques entre la France et l'Ontario. M. Davis, qui devait être reçu ce mardi par M. Pierre Mauroy et s'entretenir avec des responsables de la régie Renault, de l'Aérospatiale et du C.N.P.F., était attendu à Bruxelles en fin de journée.

Grande-Bretagne

• M. ANTONY DUFF a été nommé président de la commission mixte qui coiffe les services de renseignements et de contre-espionnage britanniques, traditionnellement séparés. Le *Times* écrit à ce sujet que cette nomination fait suite au rapport officiel rédigé à la suite des carences constatées dans les services de *renseignements* lors du conflit des Malouines. Le journal ajoute que le poste confié à M. Duff en fait l'homme le plus puissant dans l'histoire des services de renseignements et de contre-espionnage en Grande-Bretagne. — *(Reuter).*

Irlande du Nord

LA RÉUNION D'UNE CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE, en vue de la création d'un Etat s'étendant à l'ensemble de l'Irlande, offrant des garanties solides aux protestants du Nord, a été préconisée par M. Charles Haughey, ancien premier ministre, samedi 26 février à Dublin, devant le congrès annuel du parti d'opposition Fianna Fail. D'autre part, à Belfast, M. Ken Livingstone, président de l'assemblée municipale de l'agglomération de Londres, a déclaré, dimanche, que seules des négociations directes entre l'IRA et le gouvernement britannique pourraient conduire à la paix en Irlande du Nord. La visite surprise à Belfast de M. Livingstone, membre de l'aile gauche du Labour, à l'invitation de républicains irlandais interdits de séjour à Londres, a été unanimement condamnée par le monde politique britannique, qui l'a interprétée comme un *« soutien aux terroristes »*. — *(A.P., A.F.P.)*



EUROPE

Pologne

L'essence est de nouveau rationnée

Remise en vente libre au mois d'août dernier, l'essence ordinaire est de nouveau rationnée en Pologne depuis ce mardi 1er mars. Les automobilistes ne pourront plus en obtenir que de 30 à 40 litres par mois, selon la cylindrée de leur véhicule. Ce nouveau rationnement s'ajoute à celui du supercarburant qui, lui, n'avait pas été interrompu. Le gas-oil en revanche reste en vente libre.

Cette décision, qui a provoqué dès les premières heures de la matinée de lundi la réapparition d'immenses queues de voitures devant les stations d'essence, aurait été rendue nécessaire par l'état des réserves de carburant et les perspectives de l'approvisionnement. Elle ne pourra en tout état de cause qu'accroître le mécontentement d'une population dont l'imposition de la loi martiale, loin d'améliorer la situation matérielle, l'a dégradée encore. On a ainsi pu entendre samedi 26 février au cours de la conférence générale varsovienne du parti, à laquelle assistait le général Jaruzelski (*le Monde* du 1er mars), le secrétaire du POUP de l'usine de tracteurs d'Ursus déclarer que « *de nombreux travailleurs n'avaient pas assez d'argent pour acheter les produits rationnés* » et que « *le parti devrait tenir compte de l'atmosphère tendue qui règne dans la population* ».

Un chef d'équipe d'une entreprise de la capitale avait, lui, ouvertement mis en garde les dirigeants du pays en affirmant que « *les injustices économiques pouvaient provoquer une explosion d'insatisfaction.* » Le chef de la junte lui-même, dans le discours qu'il avait prononcé à cette occasion, s'était laissé aller à un certain pessimisme en disant que la société polonaise étant « *diversifiée dans ses intérêts de classe, ses milieux, ses opinions et ses croyances, l'édification d'une mentalité nouvelle était un processus très long, bien plus lent que la création des prémices matérielles du système* ».

A en croire les rumeurs circulant actuellement dans les milieux politiques de Varsovie, cette conférence régionale, la dernière d'une longue série, pourrait être bientôt suivie d'une réunion du comité central à l'issue de laquelle serait annoncé un remaniement partiel de la direction du parti.

L'agence officielle PAPa d'autre part annoncé, lundi, la clôture de l'instruction ouverte contre neuf militants de Solidarité arrêtés l'été dernier pour avoir « *fondé et dirigé* » l'une des coordinations clandestines les plus actives de la capitale, le comité ouvrier inter-entreprises Solidarité (M.R.K.S.). Les neuf syndicalistes seront poursuivis — ce qui est sans précédent — sous l'accusation d'avoir « *entamé* » des activités « *à caractère terroriste* ». Il leur est plus concrètement reproché d'avoir « *inspiré et organisé des manifestations de rues à Varsovie en 1982* » et d'avoir « *diffusé des publications illégales contenant de fausses informations sur la situation sociopolitique en Pologne.* »

Une autre enquête serait en cours, indique l'agence PAP, contre douze personnes elles aussi liées au M.R.K.S., dont l'action la plus spectaculaire avait été la libération, en juillet dernier, par un commando, d'un syndicaliste blessé par balles lors de son arrestation, M. Naroźniak, qui se trouvait sous garde policière dans un hôpital de Varsovie.

Italie

Un projet d'attentat contre M. Walesa aurait précédé l'agression contre le pape

De notre correspondant

Rome. — Le juge d'instruction Imposimato aurait ouvert de nouvelles informations contre Ali Agça, auteur de l'attentat contre le pape, Luigi Scricciollo, ex-syndicaliste de la U.I.L., arrêté pour ses liens avec les Brigades rouges et soupçonné d'espionnage pour le compte des Bulgares, et Serghej Antonov, fonctionnaire bulgare arrêté pour complicité dans l'attentat contre le pape. Tous trois se sont vu notifier une nouvelle accusation : tentative d'assassinat de M. Lech Walesa lors de son voyage à Rome en janvier 1981.

La tentative d'assassinat de M. Walesa n'est pas en soi une nouveauté : depuis la fin de l'année dernière, dans le cadre de l'enquête sur la « filière bulgare », des rumeurs, abondamment reprises par la presse italienne, avaient déjà circulé à ce sujet. Cette fois, il semble que le juge Imposimato qui enquête sur le cas Scricciollo (l'ancien syndicaliste avait été l'un des organisateurs du voyage à Rome de M. Lech Walesa) dispose d'éléments plus précis. Selon son hypothèse, les trois personnes arrêtées, ainsi que les deux fonctionnaires de l'ambassade bulgare (le caissier et le secrétaire de l'attaché militaire), retournés précipitamment dans leur pays, feraient partie d'un réseau d'espionnage, dont l'objectif aurait été la « déstabilisation de l'Italie ».

Ce serait à nouveau Agça la principale source des informations recueillies par le juge ; l'auteur de l'attentat contre le pape, qui avait déjà évoqué l'année dernière la tentative d'assassinat contre M. Walesa, aurait dans les dernières semaines fourni plus de détails sur son projet visant à faire sauter la voiture du chef de Solidarité. Avec M. Walesa auraient été victimes de l'explosion d'autres membres de la délégation polonaise, ainsi que des personnalités religieuses. Selon Agça, les services secrets bulgares ne voulaient pas d'un « bain de sang » et auraient préféré l'attentat au pistolet. Ils se seraient résolus au « massacre » lorsqu'ils auraient compris qu'aucun tireur isolé ne pouvait s'approcher suffisamment près de M. Lech Walesa, étroitement protégé par la police. Le plan aurait été annulé en raison des difficultés matérielles. Tant le Bulgare Antonov que l'ancien syndicaliste Scricciollo nient avoir participé à la préparation d'un tel attentat.

Ph. P.

Grande-Bretagne

POUR EMPÊCHER LA FERMETURE DE PUITS

Les mineurs du pays de Galles et du Yorkshire se mettent en grève

De notre correspondant

Londres. — Les soixante-cinq mille mineurs du Yorkshire ont décidé de cesser le travail à partir de la semaine prochaine, pour soutenir leurs collègues du pays de Galles, qui ont commencé, le lundi 28 février, une grève illimitée. Ils entendent obliger la direction des charbonnages à revenir sur sa décision de fermer la mine de Tymar-Lewis Merthyr, près de Pontypridd, au nord de Cardiff.

La décision de faire grève a été prise par les vingt-trois mille mineurs gallois à une faible majorité — 55,4 %, — alors que les statuts du syndicat exigent 55 % pour que le mouvement soit officiel. Toutefois, les charbonnages ne s'attendaient certainement pas à ce que le mouvement fasse rapidement tache d'huile, les mineurs d'Ecosse et du Kent, réputés très durs, ayant récemment refusé de se battre contre des fermetures de puits.

La mine de Tymwar-Lewis Merthyr est en exploitation depuis plus de cent ans. Elle emploie encore cinq cent trente-neuf mineurs, mais la direction affirme qu'elle ne peut plus être rentabilisée et que le déficit de 4 millions de livres chaque année (42 millions de francs) n'est plus justifié. Les syndicats considèrent, au contraire, que la mine a encore dix ans de réserves et qu'il revient aux Charbonnages et au gouvernement de faire les investissements nécessaires à leur exploitation.

En 1980, une grève nationale des « gueules noires » avait amené la direction des Charbonnages à revenir sur sa décision de fermer une cinquantaine de puits. La direction du syndicat des mineurs pourrait se réunir rapidement pour décider d'une grève générale. Le moment ne paraît pas très favorable. La douceur de l'hiver a permis d'accumuler, sur le carreau des mines et chez les consommateurs industriels, près de 70 millions de tonnes de stocks, suffisants pour treize semaines.

De plus, la situation a bien changé en trois ans. A plusieurs reprises, les mineurs qui, jadis, étaient venus à bout de gouvernements, conservateurs ou travaillistes, ont refusé ces derniers temps de faire grève pour des augmentations de salaires. Il n'est pas sûr qu'ils soient plus disposés à lutter contre des fermetures, alors que les Charbonnages ont promis de reclasser les ouvriers menacés dans des mines proches.

DANIEL VERNET.

Yougoslavie

Le comité central de la Ligue des communistes met en garde les intellectuels de l'opposition

Belgrade (*A.F.P.*). — Le comité central de la Ligue des communistes yougoslaves (L.C.Y.), réuni lundi 28 février à Belgrade, a lancé une sévère mise en garde aux intellectuels de l'opposition qui, sous le couvert de la liberté de la création, « *cherchent la confrontation politique* » avec le parti.

M. Kiro Hadzivasilev, membre de la présidence de la L.C.Y., qui présentait le rapport introductif, a stigmatisé « *ceux qui sont entrés dans une lutte plus ou moins ouverte contre la L.C.Y.* » et utilisent, « *à des fins d'opposition* », certains moyens d'information, le théâtre ou la littérature.

« *Ces ennemis masqués*, a-t-il déclaré, *peuvent devenir un plus grave danger si nous nous comportons passivement envers d'eux et si nous les laissons étendre sans obstacle leur influence.* » La L.C.Y., a-t-il poursuivi, « *n'arbitrera pas les questions artistiques et esthétiques* », mais « *peut-on lui demander de s'abstenir de lutter contre d'éventuelles options nationalistes et réactionnaires de certains artistes ?* ».

Des manifestation culturelles ont mis au jour, selon le dirigeant yougoslave, « *les claires intentions de certains individus d'obtenir la légalisation du pluralisme politique, c'est-à-dire de la démocratie bourgeoise* ». « *La L.C.Y. ne cédera pas, ni aujourd'hui ni demain, d'un pouce à de telles pressions.* »

M. Mitja Ribitchirch, président en exercice de la Ligue des communistes, a suggéré dans son discours de clôture de combattre l'opposition sur le terrain idéologique en lui donnant la parole à condition que cela « *ne déprécie pas les valeurs de la révolution yougoslave* ». Il a déclaré : « *Il est indispensable qu'aux débats* (sur les contradictions de l'autogestion socialiste) *prennent part les défenseurs de différentes idées, y compris de celles avec lesquelles nous ne sommes pas entièrement d'accord... Si nous engageons une discussion systématique sur les principales questions idéologiques, toutes les thèses scientifiquement insoutenables et qui sèment la confusion idéologique se retrouveront ainsi en marge des événements, là où est d'ailleurs leur place.* »

U.R.S.S.

UNE CHANCE SUR DEUX CENTS

Pour éponger les liquidités et diminuer la longueur des queues devant les magasins non approvisionnés, les autorités soviétiques sont en train de tester au Tadjikistan une épargne-loterie.

L'épargnant qui dépose un minimum de 3 650 roubles (1 rouble vaut 7,25 Fenvirõn) — *c'est-à-dire* la moitié du prix d'une voiture automobile — sur un compte bloqué six mois et non rémunéré, peut, lors d'un tirage, avoir une chance sur deux cents de gagner une voiture. Or, même quand on peut économiser le prix d'un véhicule (qui représente vingt-cinq mois de salaire de contremaître), il faut attendre longtemps avant de pouvoir se le procurer.

Selon le quotidien des syndicats *Troud*, au 1er janvier, quelque quatre mille six cent soixante-douze Tadjiks avaient déposé quelque 23 millions de roubles. Cette épargne bloquée doit servir au financement d'investissements locaux pour lesquels les fonds normaux ne suffisent pas. Selon *Troud*, ce système pourrait rapidement être étendu à toute l'U.R.S.S. — *(Reuter, U.P.I.)*

● *Manifestation pour les juifs d'U.R.S.S.* — A Paris, une centaine de militants du Comité d'action pour les juifs d'U.R.S.S. ont interrompu, lundi 28 février, une représentation à l'Olympia de la troupe de ballet soviétique de Géorgie, pour demander le droit à l'émigration pour les juifs d'U.R.S.S. et dénoncer l'interdiction faite à la culture juive de s'exprimer dans ce pays.

● *M. Marchais est prêt à recevoir Mme Chtcharanski*, le vendredi 4 mars à 17 heures, annonce un communiqué de son secrétariat, publié dans *l'Humanité* de ce mardi 1er mars. La femme du militant des droits de l'homme et activiste juif avait fait connaître la veille son désir de rencontrer le secrétaire général du P.C.F. pour lui demander d'intercéder auprès des autorités soviétiques en faveur de son mari détenu dans la prison de Tchispopol, où il purge une peine de treize ans de détention après un procès pour « espionnage » forgé de toutes pièces.

POUR ENRAYER L'EFFET DES INDICES ÉCONOMIQUES

La majorité compare son bilan à celui de M. Giscard d'Estaing

A cinq jours du premier tour des élections municipales, la gauche s'efforce d'atténuer le mauvais effet produit par la publication de l'indice des prix (en hausse de 0,9 % au mois de janvier) et du déficit enregistré par la balance commerciale (9,58 milliards de francs au mois de janvier). Elle dispose de deux moyens : l'explication technique et la mise en valeur d'un bilan *« présentable »*, comme dit M. Michel Rocard, en regard des résultats obtenus naguère par ceux que M. Pierre Mauroy appelle *« les hommes du château »*.

L'explication technique est la méthode la plus difficile à utiliser. Comment peut-on espérer faire comprendre, en quelques jours, ainsi que l'a tenté M. Pierre Mauroy, dimanche au « Club de la presse » d'Europe 1, que le mois de janvier est particulièrement « chargé pour des raisons de statistiques » ? La gauche ne dispose que d'un argument convaincant, en termes d'opinion publique : l'indice est le meilleur, ou le moins mauvais, enregistré au mois de janvier depuis quatre ans. Le premier ministre exploite ce thème. MM. Lionel Jospin, Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., Michel Rocard et *l'Humanité* ont pris, lundi et mardi, le relais.

Quant au commerce extérieur, il ne suffit peut-être pas, pour convaincre, d'affirmer qu'il ne reste plus au gouvernement qu'à ajouter aux 30 milliards prévus une réduction supplémentaire de 10 milliards en 1983. Il vaut mieux indiquer, comme l'a fait le premier ministre à Cambrai, que la gauche se donne deux ans pour assainir *« complètement »* la situation. Là encore, les socialistes et les communistes prennent le relais.

M. Delanoë explique la nécessité de poursuivre *« l'effort de modernisation »* de l'industrie française. *Il affirme qu'il est indispensable* d'inverser la logique bancaire en vigueur et qui consiste à aider plus les importations que les exportations. Dans une interview à *l'Humanité*, M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., souligne que cette réflexion due à M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, est « judicieuse ». L'économiste du P.C.F. n'accuse pas seulement les banques, mais aussi le C.N.P.F., qui, selon lui, *« mène une guerre contre la reconquête du marché intérieur »*. (Lire page 44».

Le relais du premier ministre est assuré, aussi, sur le thème de l'optimisme. *« Oui, je suis optimiste ! »*, a confirmé M. Mauroy à Cambrai. *« Décidément non, pas de pessimisme. Quelle époque, quelle lutte, quelle soif d'action et de réalisation est la nôtre ! »*, s'écrie, enthousiaste, M. Herzog.

La comparaison des bilans de la gauche et de la droite paraît être le terrain le plus propice à la riposte du gouvernement et de ses soutiens. M. Mauroy ne s'en prive pas. M. Lionel Jospin non plus. *« Il y a trois Français sur cinquante millions qui feraient mieux de se taire : MM. Chirac, Barre et Giscard d'Estaing »*, remarque le premier secrétaire du P.S. D'autant que M. Pierre Bérégovoy, pris lui aussi d'un élan d'enthousiasme, affirme que la gauche a fait mieux que M. Barre, celui que M. Giscard d'Estaing appelait *« le meilleur économiste de France »*. Dès lors, selon le ministre des affaires sociales, MM. Mauroy et Delors sont *« les super-meilleurs »* économistes de France.

M. Barre n'en est pas pour autant réduit au silence. *« Rien de ce qui a été fait n'est irréversible »*, estime-t-il. Y compris, M. Barre l'avait déjà dit, la cinquième semaine de congés payés que M. Chirac, pour sa part, préserverait, — ainsi que la semaine de 39 heures et la retraite à soixante ans. Le maire de Paris tient un langage contradictoire. M. Jospin l'a noté. Comment peut-on dire que la gauche pratique une *politique de « régression sociale »* et se prononcer pour le maintien de certains des *« acquis sociaux »* dus à cette politique ?

JEAN-YVES LHOMEAU.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Rocard : nous savons où nous allons

M. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, a affirmé, lundi soir 28 février, à Besançon : *« Nous savons où nous allons. »* Evoquant les chiffres de l'indice des prix et du déficit du commerce extérieur, il a reconnu que ceux-ci sont *« mauvais »*, mais, a-t-il ajouté, *« parfaitement dans la fourchette desprévisions que nous faisons »*, ce qui prouve, selon M. Rocard, que *« les instruments scientifiques utilisés par le gouvernement sont fiables »*. A Orléans, le ministre d'Etat a déclaré : *« L'important, c'est de savoir calibrer juste, de savoir doser le progrès social au maximum du possible (...) Ces vingt premiers mois de gauche donnent des résultats présentables. »*

M. Barre : la longue marche

M. Raymond Barre a déclaré, lundi soir 28 février, à Caluire (Rhône) : *« Après les municipales commencera ce que j'appelle* « la longue marche »*, et là nous devons veiller sérieusement à ne pas donner à l'actuel pouvoir l'argument de la droite qui menace la légalité républicaine. »* L'ancien premier ministre a mis en garde son auditoire contre deux dangers : la *« résignation »* et le *« compromis historique »*. *« Rien de ce qui a été fait n'est irréversible »*, a-t-il ajouté.

M. Mauroy : dans deux ans

M. Mauroy a évoqué, lundi 28 février, à Cambrai (Nord), le déficit du commerce extérieur, indiquant : *« Nous nous donnons deux ans pour assainir complètement la situation. » « On me dit que je suis optimiste,* a-t-il ajouté, *oui, je le suis, car je connais les Françaises et les Français et j'ai confiance en eux. J'ai confiance en mon pays. »* Parlant de la lutte contre le chômage, le premier ministre a souligné : *« Les hommes de gauche ne sont pas comme certains de ces libéraux, de ces professeurs d'économie qui font de l'emploi un solde,* [c'est-à-dire], *ce qui reste une fois assurés les grands équilibres de l'économie »*.

M. Krivine : tout le monde est mécontent

*M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolution*naire (trotskiste), lundi soir 28 février, à Marseille : *« Le gouvernement a réussi une seule chose : tout le monde est mécontent et les travailleurs sont désorientés. »* Les travailleurs, a-t-il ajouté, en ont assez *« de ces partis de gauche qui nous ont eu en 36, à la Libération et en 68 »*.

M. Bérégovoy : MM. Mauroy et Delors « super-meilleurs économistes » de France

*M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solida*rité nationale, lundi soir, à Marseille : *« C'est vrai, les services ont dérapé de 2 %. Néanmoins, c'est le meilleur indice que la France ait connu depuis 1980. (...) Nous avons fait mieux que le « meilleur économiste de France ». (...) Comparer son bilan avec le nôtre amène à démontrer que les super-meilleurs économistes de France sont Pierre Mauroy et Jacques Delors et non Raymond Barre. »*

M. Delanoë : la droite impudente

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du parti socialiste, lundi, à Paris, à propos des chiffres concernant l'indice des prix et le déficit du *commerce extérieur : « La droite est particulièrement impudente de se servir de ces deux indicateurs pour tenter d'instruire le procès de la gauche et du gouvernement. Malgré ses cris et les états d'âme de M. Giscard d'Estaing (...), la gauche fait mieux que la droite sur les prix. »*

M. Chirac : « Quilès : incompétence »

M. Jacques Chirac, lundi soir, lors d'une réunion publique dans le treizième arrondissement de Paris : *« Face au candidat des socialistes qui, jusqu'à présent, s'est surtout illustré par la violence de ses invectives, par l'incompétence et la prétention (...), l'espoir a rejoint notre camp. »* L'ancien premier ministre a qualifié de *« catalogue à la Prévert »* la plaquette présentant les quatre-vingt-trois propositions pour Paris des *socialistes, qui concernent, selon lui, « des objectifs déjà réalisés par la Ville »*.

M. Menu : faire entendre la voix des cadres

Dans le numéro de mars de *Cadres et Maîtrise*, mensuel de la C.G.C., son président, M. Jean Menu, explique : *« Nous sommes en période de réserve. Les responsables confédéraux se sont donné comme règle de ne pas faire de déclaration publique du 15 février au 15 mars, pour ne pas pouvoir être accusés d'interférer dans la campagne. (...) Mais (...) nous constatons, avec satisfaction, qu'un certain nombre de nos militants se sont lancés dans la bataille électorale sous diverses étiquettes correspondant à leur choix politique personnel : c'est ce que nous souhaitons. (...) La C.G.C. espère que beaucoup seront élus et pourront ainsi faire entendre dans les conseils municipaux la voix du personnel d'encadrement et les faire bénéficier de leur compétence et de leur expérience dans de nombreux domaines de la gestion communale. »*

D'une ville à l'autre

ESSONNE

ATHIS-MONS. — Dans cette ville conquise par la gauche en 1977, la partie se jouera à quatre. Le P.S., qui a refusé de se ranger derrière le maire sortant communiste, Mme Paulette Chemier, présente sa propre liste conduite par M. Pierre Bouvier, adjoint sortant.

Les formations de l'opposition ont investi M. René L'Helguen, ancien maire de la ville, conseiller général R.P.R. M. Jean-Claude Ribaut, qui fut l'un de ses adjoints de 1969 à 1977, a décidé de présenter sa propre liste avec M. Michel Douroux, conseiller sortant. Cette liste, qui regrette l'emprise des partis sur la vie communale, se veut « apolitique ».

HAUTS-DE-SEINE

NANTERRE. — Face à la gauche — et au maire sortant, M. Yves Saudmont (P.C.), — la droite est divisée. Les formations de l'opposition avaient investi M. Robert Parenty (C.D.S.), ancien sénateur du département. Mais à la suite d'un désaccord avec lui, deux de ses colistiers, MM. Florent Montillot (U.D.F.) et Richard Collin (R.P.R.), ont présenté leur propre liste. Les francs-tireurs ont été exclus de leurs partis respectifs. — *(Corresp.)*

SEINE-SAINT-DENIS

LIVRY-GARGAN. — Pour essayer de battre M. Alfred Vincent, maire sortant et conseiller général socialiste, qui pour la première fois se présente dès le premier tour à la tête d'une liste d'union de la gauche, la droite est divisée. D'un côté M. Claude-Auguste Leroy (U.D.F.) qui, fort d'une lettre de M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., affirme que sa liste est la seule investie par les formations de l'opposition. De l'autre, M. Raymond Meyer, qui, lettre de M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., à l'appui, réplique que seule son équipe est soutenue par le R.P.R.

NEUILLY-SUR-MARNE. — M. Jacques Mahéas, maire sortant et député socialiste, qui conduit une liste d'union de la gauche, se voit opposer une équipe du groupe d'action municipale de Neuilly-sur-Marne où se retrouvent le P.S.U., différentes associations, ainsi que cinq conseillers sortants socialistes dont trois adjoints au maire ; c'est l'un d'eux, Mme Tournade, qui mènera cette liste. Les animateurs de celle-ci veulent ainsi dénoncer *« le pouvoir personnel et la gestion conservatrice du maire sortant »*.

La liste de droite sera menée par M. Christian Derouard (R.P.R.)

VAL-DE-MARNE

THIAIS. — Le maire sortant, M. Jean Gaudaire (divers opposition) se représente, mais pas en tête de la liste qui sera menée par M. Richard Dell'Agnola (R.P.R.). Après avoir résisté, le P.S. a accepté de laisser le P.C. mener la liste d'union de la gauche, qui est donc conduite par M. Roger Grevoul, conseiller municipal sortant et conseiller général d'Ivry. Mais deux conseillers de gauche sortant, un P.S.U., M. Gérard Marroncle, et un sans étiquette, M. André Fillang, ont décidé de présenter une liste autogestionnaire.

« LA MAISON ÉCOLOGISTE NE FAIT PLUS CRÉDIT »

Les animateurs des Verts-parti écologiste — l'une des trois composantes du mouvement écologiste, associées sous le sigle « les Verts » pour les élections municipales — ont organisé, lundi 28 février, une conférence de presse en « multiplex ». Reliés par le réseau « audioconférence » des P.T.T., les représentants des Verts-parti écologiste à Paris, à Mulhouse, à Saint-Etienne et à Montpellier ont présenté les listes écologistes de leur région.

M. Antoine Waechter (Mulhouse) a expliqué que les élections devront *« faire en sorte que les écologistes recueillent au moins 10 % des voix au premier tour »* pour pouvoir se maintenir au second tour et que, s'ils n'atteignent pas ce seuil, les Verts se retireront après le premier tour sans donner de consigne de vote.

Toutefois, M. René Commandeur (Voiron) a indiqué que des négociations pourront avoir lieu avec d'autres listes, à condition qu'elles se fassent *« au grand jour »*, point de vue partagé par M. Jean-Claude Jobert (Orléans). M. Christian Brodhag (Saint-Etienne) a souligné, pour sa part, que *« la maison écologiste ne fait plus crédit »* et que *« ceux qui veulent les voix »* des écologistes devront, pour les obtenir, *« s'engager publiquement sur tel ou tel point »* de leur programme.

M. LALONDE RÉCLAME L'INSTAURATION DU RÉFÉRENDUM A INITIATIVE POPULAIRE

M. Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre, chef de file de la liste écologiste dans le cinquième arrondissement de Paris, est allé, dimanche 27 février, à Dunkerque (Nord), *soutenir la liste* Dunkerque-Ecologie, que conduit M. Pierre-Etienne Vanpouille.

Devant plusieurs centaines de militants écologistes et flamands, M. Lalonde a réclamé *« l'instauration en France de référendums d'initiative populaire, à la demande de 10 % des populations locales, comme en Suisse »*. L'ancien candidat à l'élection présidentielle a développé les thèmes du manifeste que les écologistes avaient défendu lors de cette élection, le *« pouvoir de vivre »*, qui propose, *notamment*, le partage du travail.

M. Lalonde avait déclaré à l'A.F.P., le 24 février, que, las des *« discutailleries politiciennes »* qui divisent les écologistes, il avait décidé de faire une dernière tentative d'unification du mouvement autour de son nom en se portant *« candidat à la candidature »*, pour mener la liste écologiste à l'élection européenne, fixée au 20 mai 1984.

AIX-EN-PROVENCE : huit listes en présence

De notre correspondant

Aix-en-Provence. — Les Aixois auront dimanche le choix entre huit listes, trois listes de gauche et cinq d'opposition. Chaque liste comprend 65 noms.

Dans l'opposition :

1) La liste *Pour le renouveau et l'avenir du pays d'Aix »* du maire sortant, Me Alain Joissains, avocat (U.D.F.). M. joissains ne se représentant pas (*le Monde*des 11 et 15 février), cette liste est conduite par le docteur Jean-Pierre de Peretti della Rocca, assisté de Mme Maryse Joissains, épouse du maire sortant. Me Joissains compte cependant revenir à l'hôtel de ville *« quand la justice l'aura blanchi »*, après une élection provoquée par la démission volontaire et déjà prévue de ses amis.

2) La liste R.P.R. *« Rassemblement pour l'avenir d'Aix »* de Me Charles de Peretti, avocat (petit cousin du précédent), adjoint du maire sortant, délégué aux affaires culturelles.

3) La liste *« Union pour Aix »* du doyen Charles Debbasch, ancien conseiller du président Giscard d'Estaing.

4) La liste *« Aix d'abord »* de M. Dominique Gajas, directeur de la société d'économie mixte de la ville.

5) La liste *« d'intérêt communal »* de Mme Françoise Versini Fernandez, que l'on situe à droite faute d'autres précisions.

A gauche :

1) La liste socialiste *« Réussir Aix »* de M. Jean-Pierre Rozan, P.-D.G. d'une société pour le négoce des métaux et minerais, désigné à l'unanimité des quatre sections socialistes d'Aix, qui se réclame d'une investiture de la fédération socialiste des *Bouches-du-Rhône. La liste* comprend l'écrivain Raymond Jean, *communiste critique*, mais *aucun* membre du P.C.F.

2) *La liste « d'union de la gauche et de soutien à l'action gouvernementale »* de Me Yves Kleniec, avocat, présentée par le Parti Communiste (mais sans candidat du P.S.).

3) La liste *« Inter-gauche d'action municipale »* (LIGAM), tentative autogestionnaire de M. Jean-Claude Colson, directeur d'école primaire, qui se situe *« résolument à gauche »* mais en dehors des deux grands partis.

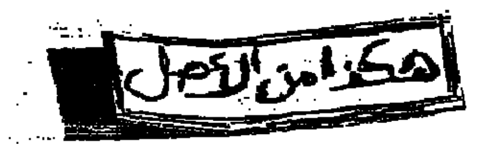
P.C.

[*RECTIFICATIF*. **Dans *le Monde* du samedi 26 février, une page était consacrée aux primaires « sauvages » entre P.S. et P.C. Nous avons indiqué — par erreur — qu'il y avait, à Aix, une liste d'union P.S.-P.C. et une liste socialiste dissidente conduite par M. Rozan. Comme il est précisé ci-dessus, cette dernière n'est pas dissidente et la liste de Me Kleniec, ne comprenant pas de socialistes, n'est pas une liste d'union de la gauche.**]

● *Le collectif des organisations juives de gauche* appelle à voter, les 6 et 13 mars, pour *« les listes de la majorité, qui défendent la politique du président de la République »*, notamment au Proche-Orient. Ce collectif regroupe les Amis de Chalom Archav (La paix maintenant), le Cercle Bernard-Lazard, l'Association des juifs de gauche, Identité et dialogue, le Michmar, Socialisme et judaïsme, le Cercle Gaston-Crémieux, l'Amicale Arbeter-King et le Mouvement pour la coexistence israélo-palestinienne.

● *M. Raymond Barre* vient de prendre position dans la bataille électorale qui oppose, à Neuilly-sur-Seine, dans les Hauts-de-Seine, M. Achille Peretti, maire sortant R.P.R., à Mme Florence d'Harcourt, député apparenté R.P.R. (*le Monde* du 27 janvier), alors que, jusqu'ici, il est resté sur la réserve dans le duel lyonnais. L'ancien premier ministre écrit à Mme d'Harcourt : *« Ayant pu, à de nombreuses reprises, apprécier vos qualités personnelles et la sincérité de votre engagement politique, je suis sûr que vous saurez défendre les valeurs auxquelles nous sommes ensemble attachés et que l'opposition doit aujourd'hui incarner. »*





MINISTRE SUR LE TERRAIN

La campagne tranquille de M. Mauroy

Correspondance

Lille. – *« Je pense que personne ne verra d'inconvénient à ce que nous plantions ici trois mille rosiers... »* Cela dit avec un sourire entendu. En ce samedi après-midi, M. Pierre Mauroy inaugure dans sa ville la nouvelle place de la République, devant beaucoup de spectateurs qui le suivront en un important cortège à travers le secteur piétonnier, au milieu d'une cohue bon enfant, avant d'aboutir au Nouveau Siècle, autre réalisation – un palais des congrès et un auditorium – dont s'enorgueillit la municipalité. Si quelqu'un affiche toujours la force tranquille, c'est bien le maire de Lille !

Présent aux quatre coins de la France (et même outre-mer), locataire de Matignon, il n'a pas pour autant négligé sa ville, ni même le coup de main à ses amis socialistes du Nord et du Pas-de-Calais. Sa campagne municipale a été programmée avec beaucoup de soin. Elle s'est déroulée sans à-coups, avec neuf manifestations marquantes, non pas des meetings, mais des rassemblements de quartier.

« Il faudrait que Lille retrouve dans les quartiers des rapports qui existaient hier dans les villages... », affirmait M. Pierre Mauroy en 1976. Depuis, on compte neuf villages dans la ville, tous dotés de leur conseil et de leur mairie de quartier. La campagne électorale du maire a été faite, surtout le samedi après-midi ou le dimanche matin, de réunions de conseils de quartier. Cela a permis d'étudier bien des questions en commun... et de canaliser pas mal de revendications.

Il est vrai que le printemps 1983 marque un changement radical de la ville, notamment par l'achèvement de la ligne de métro. Sur la place de la République sont apparus les premiers grands jets d'eau lillois, avec une station de métro en forme de cratère aménagé en gradins pour des animations et qui est un véritable monument ; sous le palais des Beaux-Arts qui borde cette place, on a aménagé une immense cave pour en faire un lieu de spectacles et installer une cafétéria. Sur la place, on a non seulement sauvegardé les allées de tilleuls mais on plante beaucoup d'autres arbres. On multiplie les mails en ville. C'est beaucoup plus qu'une « B.A. » écologiste.

Les réalisations spectaculaires ne manquent pas et on a su les inaugurer en temps opportun. La campagne de M. Mauroy s'est appuyée par ailleurs sur deux documents : un dossier-bilan et un *« nouveau contrat pour Lille »* distribués dans chaque famille.

« Carabistouilles »

L'opposition au maire de Lille n'est pas facile. D'autant moins qu'aucun leader ne s'imposait depuis la mort de Norbert Segard, ancien ministre des P.T.T., qui dominait aussi bien l'U.D.F. que le R.P.R. Dans cette dernière formation, la lutte a été serrée pour la désignation de la tête de liste. M. Jacques Legendre, maire de Cambrai, dans sa tentative de retour vers Lille a été, à la faveur des dernières cantonales, sévèrement contré par M. Bruno Chauvierre, enseignant, qui est devenu le patron de la liste de l'opposition, titre qu'il a d'ailleurs du mal à justifier. Il n'a pas, en effet, tant s'en faut, réussi à rassembler les mêmes personnalités lilloises qui avaient accepté de suivre Norbert Segard. De toute évidence, M. Chauvierre n'a pas conquis une place de chef de file, local.

Il conteste le rattachement de la ville d'Hellemmes à Lille, qui a été approuvé lors des municipales de 1977, mais suscite toujours des controverses ; il demande de suspendre le jumelage de Lille et de Kharkov... *« Enfantillages ! »* réplique le maire. M. Chauvierre veut surtout montrer que *« Lille est une ville mal gérée et même économiquement sinistrée »* et qu'elle avait besoin d'une gestion *« plus saine et plus rigoureuse »*.

Ce à quoi M. Mauroy rétorque en plein conseil municipal : *« Il ne faut pas raconter des carabistouilles comme ces pleureuses qui se mettent à chialer « Lille va mal » avant même d'avoir consulté les chiffres ! Lille est une ville qui continue à s'enrichir collectivement au milieu d'une situation économique grave, et cela grâce à notre action... »* Échanges qui ne passionnent pas les foules. Vainement M. Chauvierre a réclamé un débat public au maire de Lille, lequel n'a pas jugé utile de valoriser son adversaire par une telle réunion.

M. Pierre Mauroy élu au premier tour ? Ce serait un bon point pour le premier ministre. Si son succès ne fait pas de doute, l'apparition de trois autres listes pourrait compromettre une réélection dès le 6 mars. Une liste d'extrême-gauche conduite par M. Dominique Wailly, ajusteur ; une liste *« Lille écologique et alternative »* conduite par un instituteur, M. Michel Timmont, risquent de provoquer l'éparpillement d'une partie des voix de gauche.

A droite, une cinquième liste s'est déclarée *in extremis*. Elle est conduite par M. Jean-Claude Pucheaux, radical-socialiste (qui à l'origine figurait sur la liste de M. Chauvierre) et comprend des anciens candidats du Front national et des Indépendants...

● *A Blois (Loir-et-Cher)*, la section du P.S. a porté plainte après l'agression dont ont été victimes deux de ses militants. Ces derniers collaient des affiches, samedi soir 26 février, quand, selon eux, deux personnes les ont attaqués. Les deux victimes ont été transportées à l'hôpital.

● *A Paris*, des inconnus ont provoqué un début d'incendie à l'intérieur d'une permanence du P.C.F. située 19, rue du Pont-Louis-Philippe, dans le quatrième arrondissement, dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 février.

BRIVE : L'OPPOSITION DIVISÉE

(De notre correspondant.)

Brive. – Calme jusque-là, la campagne électorale s'anime avec la diffusion de démentis et de mises au point émanant des deux listes de l'opposition. M. Jean Charbonnel, maire sortant, R.P.R., à l'avantage de pouvoir se targuer d'une investiture – *« écrite cette fois »* précise-t-il – de M. Jacques Chirac.

Il estime que sa liste Union pour Brive, qui comprend 17 R.P.R., 7 U.D.F. et 21 div. d., *« est représentative de tous les partis de l'opposition »* et rappelle qu'elle *« est la seule à bénéficier de l'investiture du R.P.R. et de l'U.D.F. » « Il est inadmissible que certains s'efforcent une fois encore de duper les citoyens »*, ajoute-t-il.

Quand il évoque la liste de son adversaire, M. Amédée Domenech, ancien équipier du XV de France, M. Charbonnel observe : *« Il y a des gens dont on parle, il y en a d'autres dont on rit. »* M. Domenech a présenté sa liste Le droit de choisir au siège du parti radical. C'est M. François Monteil, ancien adjoint de M. Charbonnel, qui préside son comité de soutien.

Sur sa liste figurent d'anciens dirigeants du P.R. et de l'U.D.F., toujours membres de ces formations. Ils estiment pour leur part que *« M. Charbonnel n'a pas donné, par la composition de sa liste, des garanties suffisantes quant à son engagement politique pour l'avenir »*.

Pendant ce temps la liste de la majorité, qui a reçu le soutien de MM. Pierre Bérégovoy et Lionel Jospin, se livre à une campagne particulièrement active. Conduite par M. Jean-Claude Cassaing, député P.S., elle s'est lancée dans la bataille très tôt et a été la première à occuper les panneaux électoraux.

JEAN JAMOIS.

POLITIQUE

AU LENDEMAIN DU SCRUTIN MUNICIPAL

La rivalité entre MM. Giscard d'Estaing et Barre peut menacer la cohésion de l'U.D.F.

Qu'il est doux d'être aimé ! Le large sourire qui n'a pas quitté les lèvres de l'ancien président de la République *lors de sa tournée dans* le Midi (*le Monde* du 23 février), ou dimanche au milieu des Jeunes giscardiens qui l'ovationnaient, témoigne du plaisir qu'éprouve M. Giscard d'Estaing à ces contacts chaleureux et, plus simplement, à se retrouver dans l'arène politique. « *Le soir,* a-t-il confié à ses jeunes supporters, *quand je me retrouve dans une chambre chez l'habitant, je ressens un bien-être, une chaleur au cœur que je n'avais jamais connus lors de mes voyages présidentiels.* » On comprend alors que l'ancien chef de l'État ne résiste pas à l'envie, une dernière fois, avant les scrutins des 6 et 13 mars d'aller en province, à Tourcoing où l'accueille, mardi soir, M. Stéphane Dermaux (U.D.F.-P.R.), tête de la liste d'union de l'opposition.

Après une période de « *silence, mais non d'absence* », M. Valéry Giscard d'Estaing a quitté les « *dernières couleurs du veuvage* » et choisi la « *présence graduée* ». Une première prestation réussie à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, le 16 septembre dernier, lui a, semble-t-il, donné des ailes. Très vite, il est apparu que l'ancien président de la République ne se contenterait pas, avec des interventions ponctuelles sur de « *grands sujets qui intéressent la France* », de « *prendre date* ».

A cet égard, l'interview qu'il a accordée au début de l'année à *l'Express*, suivie quelques jours plus tard d'un passage au « Club de la presse » d'Europe 1, en est l'illustration. L'ancien président de la République a « *proposé des idées pour une situation qui va évoluer après mars* » et « *souhaité que ces idées cheminent* ». *Il leur a donné « rendez-vous après les élections »* et souligné au passage qu' « *il y a des éventualités où* » [il] « *peut souhaiter jouer un rôle* ».

Au nombre de ces idées figure une « *accélération de l'échéancier politique démocratique* ». *Cette réflexion,* bien plus que son voyage dans le Midi, a symbolisé la contribution de l'ancien président de la République à la campagne des municipales. Elle a favorisé — avec d'autres interventions — la politisation du débat. Une politisation qu'il s'est pourtant ensuite *efforcé de rejeter en insistant,* notamment à Montpellier et à Marseille, sur la nécessité de « *dénationaliser les municipales* » et en s'abstenant *de tout discours politique.* Après avoir été l'ancien président, l'homme de l'union, heureux d'établir des relations normales avec M. Chirac, le rassembleur — « *mon idée est de rechercher des types de solutions convenant à 70 % des Français* » ; le sage — « *la France veut savoir si une certaine cohabitation est possible* », — M. Giscard d'Estaing se veut l'ami, le confident. Un rôle qu'il n'a pas su, ou pu, jouer quand il était au pouvoir. Quand il donne à l'opposition ce conseil : « *Ajoutez à la crédibilité de la compétence, la crédibilité de la générosité* », il considère sans doute que la preuve de sa compétence n'est plus à faire mais qu'il faut — au plus vite — *gommer les années d'* « *éloignement* » qui ont caractérisé la fin de son septennat et corriger son image. De ce fait, il s'expose sans doute *plus qu'il est nécessaire, et permet à* la majorité de dénoncer ses tentatives de « *séduction* » et la précipitation de son retour.

Combler l'écart

Ce contact que recherche M. Giscard d'Estaing, M. Raymond Barre l'a organisé très vite. Répondant à l'invitation de clubs et associations de l'opposition, il a commencé dès l'automne 1981 à sillonner la France. Il s'est voulu pédagogue, expliquant les « *risques* » que faisait courir à la France la « *gestion socialiste* » et dénonçant bientôt l' « *incompétence* » du gouvernement. Peu à peu, il s'est pris au jeu, maniant l'humour et l'ironie, ne dédaignant pas les petites phrases mordantes, sans cesser de prêcher l'union de l'opposition. Si bien que, tout naturellement, à l'approche des municipales il a, à l'invita*tion des candidats de l'opposition qui* ont su respecter ce principe de l'union, troqué les dîners-débats pour les réunions électorales. On a pu ainsi le voir, chaleureusement applaudi, fendre la foule, serrer les mains, dédicacer son livre, saluer d'un geste large.

De plus en plus affable, de moins en moins professeur, M. Raymond Barre s'amuse ; quand il s'agit de parler de son destin personnel, il choisit la dérision : « *Moi, je suis tranquille dans mon coin. Je suis plutôt un indépendant-paysan du Danube* », lance-t-il aux journalistes qui l'interrogent au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde,* », le 13 février. De telles questions sur son avenir provo*quaient, il n'y a pas si longtemps,* l'irritation de l'ancien premier ministre. Elles l'amusent et le flattent : il fait désormais figure, avec MM. Jac*ques* Chirac et *Valéry* Giscard d'Estaing, de chef de file de l'opposition. Un chef de file qui, dans les sondages, comble peu à peu l'écart qui le sépare de l'ancien président de la République — qu'il rattrape même parfois — et du président du R.P.R., dont il prend soin, au hasard de ses interventions, de se démarquer. « *Je ne parle pas de régression sociale* », lance-t-il peu après le congrès extraordinaire du R.P.R. « *Je ne peux pas faire de prévision sur la durée du pouvoir* », dit-il, après avoir lu les scénarios de M. Giscard d'Estaing.

M. Barre veut garder son indépendance, tant à l'égard des partis que des hommes, et s'il ne critique pas publiquement telle ou telle initiative de l'ancien président de la République, il s'efforce de montrer que les liens qui existaient entre un président *en exercice et son premier ministre* ne sauraient être maintenus en l'état entre un ancien chef de l'Etat et son ancien premier ministre. Sa participation au « *conseil pour l'avenir de la* France » de M. Giscard d'Estaing n'est pas un acte d'allégeance. Et s'il devait élaborer un scénario pour l'avenir, c'est avec l'idée qu'un jour, sous le poids des contraintes et quelles que soient les positions des états-majors, différentes tendances de l'opinion s'accorderont et permettront un regroupement des forces politiques, même pour un temps très court.

La tentation des centristes

Les élections municipales marqueront une étape pour les trois leaders de l'opposition. Déjà, lors de leur *précédent déjeuner, MM. Chirac et* Giscard d'Estaing sont convenus de se retrouver pour faire le point de l'union. M. Chirac, qui le premier a rendu public un projet politique, aura à cœur de garder cette avance. Quant à M. Giscard d'Estaing, il est peu probable que, après être apparu au-devant de la scène, il choisisse de retourner dans l'ombre. D'autant que, involontairement, il sera au cœur d'un débat qui renaîtra au lendemain des élections : celui du rôle de l'U.D.F. Le parti républicain, comme le C.D.S., veut aménager ses *structures. Si ces aménagements ne* lui convenaient pas, le C.D.S. pourrait choisir de quitter l'union. Un séminaire de réflexion réunira, dès le 21 mars, ses principaux responsables. Ils chercheront à définir une stratégie en fonction de l'horizon qu'ils se fixeront. L'élément nouveau dans ce débat sera M. Barre, et le courant de sympathie qu'il semble créer chez les centristes, dont les principaux responsables sont issus du centre Démocratie et Progrès de Jacques Duhamel, qui n'avait rallié M. Giscard d'Estaing, en 1974, qu'entre les deux tours de l'élection présidentielle. M. Lecanuet et le Centre démocrate s'étaient au contraire prononcés en sa faveur dès le pre*mier tour. Le C.D.S., dès à présent,* peut considérer M. Barre comme son candidat à l'échéance présidentielle et tenter, en cas de succès, de devenir, comme a pu l'être le *P.R.* avec M. Giscard d'Estaing, le futur parti du président de la République. Un parti qui se trouverait ainsi renforcé et serait prêt, sept ans plus tard, à présenter son propre candidat. Il peut, au contraire, choisir la prudence et se contenter, à chaque échéance électorale, de « *pousser le cochonnet un peu plus loin* », gagnant ici une voix, là deux députés. De ce choix dépendra son maintien ou non au sein de l'U.D.F. Mais il paraît vraisemblable que, avant de prendre ce risque, les centristes essaieront d'épuiser toutes les autres perspectives, même s'ils peuvent juger que leur appartenance à une U.D.F. « giscardisée » atténue leurs chances de développement réel.

Dans ce débat, M. Barre se contente d'observer. Mais il n'est pas neutre : il considère « *favorablement* » l'affirmation de deux grands courants, l'un démocrate-chrétien, l'autre modéré.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

FEMMES EN CAMPAGNE

CERDON : « tout à fait convenables »

De notre correspondant

Orléans. — Elles sont huit, huit femmes qui ont décidé de constituer une liste pour conquérir la mairie de Cerdon (Loiret), petite commune de Sologne de mille sept cents habitants. L'initiative est partie du château, qui fait face à l'église sur la place du village, et de sa châtelaine, Mme Solange de Rochefort, qui anime les bonnes œuvres de la paroisse. Aux côtés de Mme de Rochefort, la buraliste de la commune, une secrétaire, une employée..., toutes des mères de famille. L'une d'entre elles précise : « *C'est mon mari qui m'a poussée, car il est féministe.* » Et Mme de Rochefort explique : « *Nous sommes des femmes tout à fait convenables, de ces femmes dont on dit d'habitude qu'elles ne font pas parler d'elles.* »

« *Nous ne voulons pas faire des choses extraordinaires, mais gérer la commune de façon saine et impartiale ; nous sommes apolitiques.* » Leur profession de foi indique : « *L'éducation morale, intellectuelle, de nos enfants nous tient à cœur. Nous avons la chance de vivre à la campagne, et un village est une grande famille... Comment vivait-on autrefois dans les fermes ? La basse-cour doit payer les frais généraux. C'était la maîtresse de maison qui s'en occupait ; les temps ont changé, l'équilibre financier d'un ménage est dû au mari, mais aussi à la femme. Pourquoi pas celui d'une commune ?* »

Leur liste affrontera celle des « *hommes* », conduite par le deuxième adjoint de la commune, et qui comprend aussi trois femmes du pays. « *Je ne peux pas prendre parti dans cette affaire* », affirme le maire de la commune, M. Derouin, négociant en bestiaux à la retraite, qui *ne se représente pas.* « *Ces dames nous reprochent un manque d'informations, pourtant les réunions publiques étaient affichées et nous avons un bulletin municipal. Des femmes au conseil, c'est bien, je ne sous-estime pas leurs capacités ; mais rien qu'un conseil de femmes...* »

A Cerdon, aucune femme ne figure dans le conseil municipal sortant. Mieux : on ne se souvient pas qu'il y en ait eu.

RÉGIS GUYOTAT.

LAMBACH : les fourneaux abandonnés

De notre correspondant

Metz. — Les femmes de Lambach (Moselle), petite commune de cinq cent soixante et un habitants du pays de Bitche, sont parties en guerre contre de sexisme de M. Winstein, premier adjoint au maire. Trop, c'est trop. Elles ont constitué une liste avec à leur tête Mme Jeannette Petit. Elles ne veulent plus être sans cesse renvoyées à leurs fourneaux.

Le maire sortant de Lambach ayant décidé de passer la main, son premier adjoint, M. Winstein, partit à la recherche de colistiers. Jusque-là, rien de très exceptionnel, mais les choses se sont gâtées quand M. Winstein proposa à M. Petit de faire partie de son équipe. Ce dernier, absent toute la semaine pour son travail, ne fut pas très enthousiaste. En revanche, M. Petit ne voyait aucun inconvénient à ce que son épouse, Jeannette, se jette à l'eau. Refus catégorique de M. Winstein. Motif : les réunions du conseil municipal ont lieu le dimanche matin à 10 heures. Or il estime qu'à cette heure-là la place d'une femme est dans sa cuisine, derrière son fourneau. L'argument fit bondir Mme Petit.

Les femmes de Lambach, piquées au vif, ont décidé de relever le défi et de se battre sur le terrain des hommes en présentant leur liste. Aujourd'hui, c'est chose faite, et même l'institutrice du village est des leurs. Et voilà quinze contestataires parties à l'assaut de la mairie. Le jour de la proclamation des résultats, on va manger la soupe à la grimace à Lambach. Reste à savoir qui la servira...

JEAN-LOUIS THIS.

A PARIS

131 listes et 3422 candidats pour 517 sièges

Il y avait davantage de listes en 1977 à Paris : 149 contre 131 aujourd'hui. Il y avait alors moins de candidats : 875 contre 3 422 aujourd'hui. Il y avait, il y a six ans, dix-huit secteurs électoraux, les arrondissements du centre étant groupés deux à deux (1er et 4e d'une part, 2e et 3e d'autre part), alors qu'aujourd'hui chacun des vingt arrondissements constitue une circonscription électorale.

En 1977, il s'agissait d'élire 109 conseillers de Paris, alors que les 6 et 13 mars prochain les Parisiens devront désigner 517 élus municipaux, dont 163 siégeront au Conseil de Paris, *les autres devenant* des « *conseillers d'arrondissement* ». Il y a six ans, un nouveau statut était appliqué à Paris avec, *pour la première fois*, l'élection du maire de la capitale selon le droit commun de toutes les communes de France. En 1983, c'est un statut spécial qui *entrera en vigueur : le maire* sera toujours élu par les conseillers de Paris, et chaque arrondissement possédera un conseil dont les membres seront désignés, *eux aussi,* au suffrage universel. Ces conseils exerceront des compétences particulières pour les affaires intéressant l'arrondissement et recevront une dotation spéciale du Conseil de Paris. C'est ce dernier qui, seul, lève l'impôt et vote le budget de la capitale.

Quatre tendances seront représentées dans tous les arrondissements. Il s'agit tout d'abord des listes Union pour Paris, conduites par M. Jacques Chirac, et des listes Majorité pour Paris, dont le chef de file est M. *Paul* Quilès. *Les écologistes,* regroupés sous l'étiquette Les Verts pour Paris et animés par M. Brice Lalonde, seront présents dans tous *les arrondissements, sauf le sixième.* Partout en revanche figurera une liste Union des libéraux pour Paris. Cette tendance, qui se situe dans l'opposition à la politique gouvernementale, est due à l'initiative de M. Claude Roux, ancien député R.P.R. du XVe arrondissement, qui, en 1981, a été battu par M. Jacques Toubon, officiellement investi, lui, par le R.P.R. Bien que formellement désavoué par le parti libéral, que préside M. Serge Dassault, M. Roux a néanmoins réussi à constituer ses listes partout à Paris.

Le R.P.R. et l'U.D.F. dénoncent dans ces candidatures une opération division de l'opposition uniquement destinée à nuire aux listes Union pour Paris.

La droite n'est pas le seul camp à *connaître des divisions internes.*

Les marginaux

Les marginaux de la majorité présidentielle se retrouvent avec plusieurs autres listes. Sous le titre Paris pour *tous se présentent, dans* quatorze arrondissements, des personnalités appartenant aux radicaux de gauche, au Mouvement des démocrates de *M. Michel Jobert*, à Initiative républicaine et socialiste de M. Léo Hamon et à la Nouvelle Action royaliste de M. Bertrand Renouvin, et qui n'ont pas été admis à figurer sur les listes d'union de la gauche de M. Quilès. Ces listes « Paris pour tous » veulent incarner « *la troisième composante de la majorité présidentielle avec laquelle il faudra compter à l'avenir* ». Font également bande à part dans les listes qui se situent plus à gauche : une Liste ouvrière d'unité soutenue par le parti communiste internationaliste dans cinq arrondissements (les 11e, 13e, 18e, 19e et 20e) et une liste Voix des travailleurs contre l'austérité, présentée par la Ligue *communiste révolutionnaire et Lutte* ouvrière (trotskistes), présente dans six arrondissements, (les 11e, 13e, 14e, 18e, 19e et 20e).

La droite qui se dit « *nationaliste* » a voulu également figurer dans la compétition puisque ses offres de participation ont été repoussées par la liste Union pour Paris. M. Jean-Marie Le Pen conduit ainsi des listes Paris aux Parisiens soutenues par le Front national dans sept arrondissements (les 1er, 11e, 12e, 14e, 18e, 19e et 20e), et des listes Paris Forces nouvelles se présentent dans trois arrondissements (les 6e, 7e et 8e), où elles ne peuvent pas nuire grandement aux conseillers sortants, appartenant à la majorité municipale.

On peut noter encore que dans une quinzaine d'arrondissements se présentent des listes de caractère local pour la défense des intérêts du quartier, ou de caractère plus politique, mais adaptées à la situation de l'arrondissement. C'est le cas pour cette dernière catégorie dans le XIIIe où une liste Gauche alternative peut enlever quelques suffrages à M. Quilès, tout comme espère le faire M. François Romerio à la tête d'*une liste présentée* par l'Association Légitime défense, qu'il préside.

On trouve aussi une seule liste du Rassemblement des usagers et des contribuables dans le 1er arrondissement, une liste Vivre à Paris dans le 11e, de tendance « centre gauche et *écologiste* », une liste Pour Paris sans plus de précision dans le 9e, et dans le 5e une liste « *d'opposition universelle* » contre M. Chirac et... sans doute aussi contre les autres candidats, et comportant un Dupont (il s'agit de Mouna Aguigui), deux Durand et deux Dubois. Au total, c'est dans les 10e et 15e arrondissements qu'il y a le moins de candidats (quatre listes dans chacun) et dans les 11e, 13e et 14e qu'il y en a le plus (neuf par arrondissement).

ANDRÉ PASSERON.

Nous publions ci-dessous les listes déclarées selon l'intitulé déposé à la préfecture et dans l'ordre de leur inscription. Nous ne mentionnons que le nom du candidat en tête de liste.

Ier ARRONDISSEMENT

Union pour Paris (Chirac) : M. Michel Caldaguès (R.P.R.) ; Paris aux Parisiens (Le Pen) : Mme Françoise Baillé ; Majorité pour Paris (Quilès) : M. Jean Leclerc (P.S.) ; Les Verts pour Paris (Brice Lalonde) : M. Dominique Martin ; Paris pour tous (maj. prés.) : M. Paul-Marie Couteaux ; Rassemblement usagers et contribuables : M. Marcel Macaire ; Unions des libéraux pour Paris (Claude Roux) : M. Frédéric Meunier ; Paris pour vous : M. Yves Julou.

IIe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Alain Dumait (U.D.F.) ; Majorité pour Paris : Mme Simone Goenvic (P.C.) ; Pour un équilibre dans le 2e arrondissement : M. Constantin Berbel ; Les Verts pour Paris : M. Jean-Pierre Langlais ; Paris pour tous : Mme Geneviève Guyard ; Paris pour vous : M. Georges Lhemann ; Union des libéraux pour Paris : Mme Isabelle Treguilli.

IIIe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Jacques Dominati (U.D.F.) ; Majorité pour Paris : M. Jack Lang (P.S.) ; Les Verts pour Paris : Mme Marina Lantier ; Paris pour tous : M. Henri Enu ; Paris pour vous : M. Paul Depaepe ; *Union des libéraux pour* Paris : M. Charles Przedborski.

IVe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Pierre-Charles Krieg (R.P.R.) ; Majorité pour Paris : M. Maurice Benassayag (P.S.) ; IVe Unité populaire : M. Jésus Rurio ; Les Verts pour Paris : Mme Marie-Thérèse Dagel ; Union des libéraux : M. Jacques Moineville ; Paris pour tous : M. Jean Cohen.

Ve ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Jacques Chirac (R.P.R.) ; Majorité pour Paris : Mme Elisabeth Gateau (P.S.) ; Les Verts pour Paris : M. Brice Lalonde ; Mouvement opposition universelle : M. André Dupont ; Union des libéraux : Mme Madeleine de Ficquelmont ; Paris pour tous : M. Boris Marcq.

VIe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Pierre Bas (R.P.R.) ; Majorité pour Paris : M. Gilles Lacan (P.S.) ; Paris forces nouvelles : M. Roger Girard ; Paris pour tous : M. Marc Glomot ; Union des libéraux : Mme Hélène Bourdon.

VIIe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Edouard Frédéric-Dupont (C.N.I.P.) ; Majorité pour Paris : M. Patrice Bachy (P.S.) ; Union des libéraux : M. Jacques-Denis Cochin ; Paris pour tous : M. Frédéric Aimard ; Paris forces nouvelles : M. Roland Hélie ; Les Verts pour Paris : Mme Patricia Raksanyi.

VIIIe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Maurice Couve de Murville (R.P.R.) ; Majorité pour Paris : Mme Eve Baume (P.S.) ; Paris pour tous : M. Yvan Aumont ; Paris forces nouvelles : M. Philippe Cocagnac ; Union des libéraux : M. Robert Bainier ; Les Verts pour Paris : M. Roger Guibert de Thil.

IXe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Gabriel Kaspereit (R.P.R.) ; Majorité pour Paris : M. Jacques Bravo (P.C.) ; Paris pour tous : M. Bertrand Renouvin (Nouvelle Action royaliste ; Union des libéraux : M. Jean-Pierre Léon ; Liste pour Paris : M. Louis Lambel ; Les Verts pour Paris : Mme Odile Rouet.

Xe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Claude-Gérard Marcus (R.P.R.), Majorité pour Paris : M. Gérard Lutier (P.S.) ; Union des libéraux : M. Claude Thfoin ; Les Verts pour Paris : M. Roger Fischer.

XIe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Alain Devaquet (R.P.R.) ; Paris aux Parisiens : M. Roger Biewesch ; Liste ouvrière d'unité soutenue par le parti communiste internationaliste : M. Jean-Louis Wander ; Union des libéraux : M. Francis Gonzalès ; *Vivre à Paris* : M. Pierre Bion ; Voix des travailleurs contre l'austérité : Mlle Catherine Guidot ; Majorité pour Paris : M. Georges Sarre (P.S.) ; Les Verts pour Paris : M. François Mancebo ; Paris pour tous : M. Bertrand Guillini.

XIIe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Paul Pernin (U.D.F.) ; Paris aux Parisiens : M. Philippe Lebasque ; Majorité pour Paris : *M. Philippe Farine* (P.S.) ; Les Verts pour Paris : Mme Marie-Françoise Brachet ; Union des libéraux : Mme Nathalie Péan.

XIIIe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Jacques Toubon (R.P.R.) ; Liste ouvrière d'unité soutenue par le parti communiste internationaliste : M. Gérard Obadia ; Majorité pour Paris : M. Paul Quilès (P.S.) ; Les Verts pour Paris : M. Pierre-Alain Brossault ; Liste légitime défense : M. François Romerio ; Voix des travailleurs contre l'austérité : M. Gérard Le Grall ; Gauche alternative 13e : Mme Viviane Cartairade ; Union des libéraux : M. Dominique Giafferi ; Paris pour tous : M. Nicolas Druz.

XIVe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Christian de la Malène (R.P.R.) ; Majorité pour Paris : Mme Edwige Avice (P.S.) ; La voix des travailleurs contre l'austérité : M. Philippe Cretet ; Les Verts pour Paris : M. Jacques Batteau ; Paris aux Parisiens : M. Yves de Coatgoureden ; Union des libéraux : Mme Colette Roux ; *Démocrates européens* : M. Pierre Gallien ; Paris pour tous : M. Alain Giraud ; Union de la nouvelle opposition pour le renouveau du 14e : M. Francisco Rubio.

XVe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : Mme Nicole de Hauteclocque (R.P.R.) ; Majorité pour Paris : M. *Alain Hubert* (P.S.) ; Les Verts pour Paris : Mme Laure Schneiter ; Union des libéraux : M. Claude Roux.

XVIe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Gilbert Gantier (U.D.F.) ; Majorité pour Paris : Mme *Monique Herold (P.S.)* ; Union des libéraux : M. Patrick Duchassaing de Font-Bressin ; Les Verts pour Paris : M. Luc Chastaing ; Paris pour tous : M. Roland Muraz.

XVIIe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : Bernard Pons (R.P.R.) ; Majorité pour Paris : M. Jean-Luc Gonneau ; Union centriste d'action municipale et sociale : M. Joël Weiss ; Union *des* libéraux : M. Sylvain Arquié ; Les Verts pour Paris : M. Philippe Destombes ; Paris pour tous : M. Alain Bornet.

XVIIIe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Alain Juppé (R.P.R.) ; Paris aux Parisiens : M. Max David ; Liste ouvrière d'unité soutenue par le P.C. internationaliste : M. Philippe Dias ; Majorité pour Paris : M. Lionel Jospin (P.S.) ; Les Verts pour Paris : M. Henri Fabre-Luce ; Voix des travailleurs contre l'austérité : M. Michel Martet ; Union des libéraux : M. Gérard Marie de Ficquelmont ; Pour les citoyens responsables et indépendants : M. Paul Eliez.

XIXe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Jacques Féron (CNIP) ; Paris aux Parisiens : M. Roland Gaucher ; Liste ouvrière d'unité soutenue par le P.C. internationaliste : Mme Nicole Bernard ; Majorité pour Paris : M. Paul Laurent (P.C.) ; Les Verts pour Paris : M. Bertrand Jullien ; Union démocratie pluraliste : M. Henri Fiszbin (ex-P.C.) ; Voix des travailleurs contre l'austérité : Mme Marina Podgorny ; Union des libéraux : M. Jean Ailland.

XXe ARRONDISSEMENT

Union pour Paris : M. Didier *Bariani (U.D.F.-rad.)* ; Paris aux Parisiens : M. Jean-Marie Le Pen (président du Front national) ; Liste ouvrière d'unité soutenue par le P.C. *internationaliste* : M. Luc Lestrade ; Majorité pour Paris : M. Michel Charzat (P.S.) ; Union des libéraux : M. Gilbert Caron ; Voix des *travailleurs contre l'austérité* : Mlle Josiane Dubois ; Les Verts pour Paris : M. Eric Taieb.

● M. ANDRÉ MEUNIER, conseiller sortant du 1er arrondissement (groupe Union pour Paris), a déposé un recours devant le tribunal *administratif après avoir constaté* qu'il ne figurait plus sur la liste déposée par M. Caldaguès (R.P.R.) alors qu'il y était en deuxième posi*tion lors du dépôt de la liste le 18 fé*vrier. Une nouvelle liste a été en effet déposée vendredi 25 février quelques instants avant la clôture du délai.

● *Le collectif Gauche alternative 13e*, dont la liste est dirigée par Mme Viviane Cartairade, a déposé plainte contre X... après le cambriolage de sa permanence, dimanche 27 février, 25, rue du Moulinet, et le vol de « matériel électoral » et de chèques.

DANS LE TREIZIÈME ARRONDISSEMENT

Deux comportements

Si M. Paul Quilès a eu à surmonter – comme il l'a dit lui-même – un problème de notoriété lorsqu'il a décidé de se présenter à la mairie de Paris, M. Jacques Toubon a connu le même handicap lorsqu'il a été désigné pour briguer la mairie... du treizième arrondissement.

Le député socialiste du quartier des Gobelins a dû consacrer les premières semaines de sa campagne électorale à se faire connaître de l'ensemble des Parisiens. C'est pour cela qu'il a surtout privilégié les campagnes d'affichage de sa propre image et les contacts avec les journalistes. Afin d'atteindre par la voie de la presse un plus large public M. Quilès a multiplié les *« conférences thématiques »*. Mais celles-ci concernaient l'ensemble des problèmes de la capitale.

Ce comportement était d'autant plus justifié que M. Quilès, député depuis 1978, avait été réélu en 1981 dans la quatorzième circonscription (partie du treizième) avec 58,49 % des voix, soit avec 6,70 points de plus que la première fois, et que l'autre circonscription (treizième) avait donné à Mme Nicole Questiaux, également socialiste, 61,98 % des voix. De plus, les élus municipaux de l'arrondissement, tous socialistes et communistes, avaient obtenu en 1977 57 % des suffrages. Enfin, le 10 mai 1981, M. Mitterrand avait obtenu ici 57,85 % des voix.

M. Quilès, qui ne semblait pas se faire trop de soucis pour son propre arrondissement, a pu ainsi se poser en concurrent direct du maire de Paris. Cette ambition explique que le député socialiste ait demandé que soit organisé un face-à-face avec M. Chirac.

Tenté de revenir davantage sur le terrain du treizième arrondissement pour « contrer » M. Toubon, « parachuté » depuis le quinzième arrondissement dont il est le député depuis 1981, M. Quilès ne veut pas donner l'impression qu'il a été contraint de changer de tactique. Néanmoins, il s'est montré plus fréquemment sur son « territoire ». Le principal de ses colistiers, M. Maurice-Benassaya, actif et bon connaisseur de l'arrondissement, a été, lui, encore plus présent, prévenant et intervenant.

Parcourant rues et marchés, tenant de multiples réunions d'associations, présidant trois grands meetings sous chapiteaux, M. Toubon est fréquemment accompagné par M. Chirac, qui voudrait réaliser un bon score dans cet arrondissement à défaut de l'emporter sur M. Quilès.

Bien souvent, les solutions que proposent les deux candidats sont voisines. Ce qui les sépare surtout, ce sont, comme ils le disent chacun de leur côté, le *« choix de société »* et les parrainages dont ils se réclament. Selon M. Toubon, il faut que le maire du treizième arrondissement soit en harmonie avec celui de Paris. Selon M. Quilès, il vaut mieux qu'il soit en accord avec le président de la République. On s'en serait douté !

ANDRÉ PASSERON.

M. Chirac : le coût du palais de Bercy restera très proche des prévisions.

M. Jacques Chirac a visité, lundi 28 février, le parc omnisports de Bercy, à l'occasion de la mise hors d'eau de l'ouvrage, qui sera ouvert au public début 1984.

M. Chirac, rappelant que cet ouvrage est le plus important réalisé par la municipalité, a réfuté les critiques qui lui sont adressées quant au coût de l'opération, notamment par M. Paul Quilès.

Le maire de Paris a déclaré : *« Les 200 millions hors taxes, valeur janvier 1978 – chiffre avancé avec beaucoup de prudence et de réserve lors de l'établissement de l'avant-projet sommaire, – quant au coût du corps principal du bâtiment, ont été actualisés à 282 millions hors taxes, valeur janvier 1980. S'agissant du parc autos et des équipements spéciaux, il avait été indiqué, d'une façon irréfutable, dès le début de la procédure, que pour ces deux éléments intégrés étroitement dans l'ensemble du bâtiment, des chiffres précis seraient donnés le moment venu, c'est-à-dire dès que les études entreprises permettraient d'approcher aussi près que possible la réalité. C'est dire que pour l'équipement principal, il y a loin, comme je l'ai entendu dire, d'un rapport du simple au quadruple, et que le coût restera très proche des prévisions initiales. »*

LA CAMPAGNE CHEZ LES RAPATRIÉS D'AFRIQUE DU NORD

De la difficulté d'être un groupe de pression

Ce n'est pas facile, en période électorale, d'être l'animateur d'un influent groupe de pression. Le porte-parole du mouvement du RECOURS, M. Jacques Roseau, ancien président des lycéens d'Algérie et ancien membre du comité de salut public Algérie-Sahara du 13 mai 1958, en sait quelque chose. Certes, son dispositif est bien rodé. Comme il l'avait fait avant les scrutins de 1977, 1978 et 1981, il mène campagne activement parmi les « pieds-noirs » du Midi au nom de sa confédération, forte d'une vingtaine d'associations de rapatriés d'Afrique du Nord. Les candidats « amis » bénéficient d'un renfort en hommes et en matériel.

Des convois motorisés sillonnent les quartiers où le vote des rapatriés peut faire la décision, notamment à Aix-en-Provence et à Montpellier. Des appels à opérer le « bon choix » sont adressés à ces électeurs par la voie postale, aux frais du candidat, bien entendu. La routine... Mais quand le souci d'indépendance – et l'opportunisme – conduisent à choisir les candidats « amis » non selon leur appartenance politique mais en fonction de critères dits « spécifiques », il en résulte inévitablement des complications, surtout quand un tel « tri » est opéré par un mouvement qui se prévaut d'être depuis l'accession de M. François Mitterrand à la présidence de la République l'interlocuteur du gouvernement.

Le RECOURS avait choisi la difficulté, lors de ses assises à Montpellier, le 29 janvier, en appelant les rapatriés à sanctionner les parlementaires qui avaient refusé, à l'automne dernier, la reconstitution de carrière des anciens généraux de l'O.A.S. C'est en vertu de ce critère qu'il appelle à voter contre tous les parlementaires communistes, contre les gaullistes « historiques » et contre certains socialistes. Mais c'est en vertu de considérations purement locales, ou simplement d'affinités, qu'il appelle à voter, au contraire, pour tel candidat de l'U.D.F. ou du R.P.R., ou se refuse à soutenir tel autre socialiste.

C'est ainsi – par exemple – que, dans le Var, le RECOURS se prononce contre le président de la commission des finances, M. Goux, maire socialiste sortant de Bandol, mais soutient la candidature de M. Durbec, député socialiste, à Toulon ; que dans les Alpes-Maritimes il mène campagne, à Nice, en faveur du maire sortant, M. Médecin, député apparenté R.P.R., et contre son challenger, M. Gallo, député socialiste, tout en soutenant à Mandelieu Mme Moreau, député U.D.F. ; qu'en Languedoc il s'engage à fond aux côtés du maire sortant de Montpellier, M. Frêche, député socialiste de l'Hérault, mais répugne à le faire, à Toulouse, en faveur de M. Bapt, député socialiste de Haute-Garonne.

Cette dernière situation est d'autant plus singulière que M. Bapt occupe, au P.S., les fonctions de délégué national chargé... des rapatriés. Malgré les pressions du secrétaire d'Etat aux rapatriés, M. Raymond Courrière, Languedocien lui aussi, puisque natif de l'Aude, le RECOURS entend, à Toulouse, rester « neutre ». Entre M. Bapt et M. Roseau, le « courant » ne passe pas...

Certains élus se rebiffent. Le maire de Marseille, notamment, n'avait pas du tout apprécié de voir le RECOURS prendre ouvertement parti, dans les Bouches-du-Rhône, en faveur de la liste socialiste conduite, à Aix-en-Provence, par M. Rozan, à la constitution de laquelle il n'était pas favorable, mais se désintéresser totalement de son cas personnel.

M. Defferre a pris sa plume, le 11 février, pour s'étonner de cette attitude auprès de M. Roseau, en soulignant que le projet de loi sur l'effacement des séquelles de la guerre d'Algérie avait eu son approbation, et en rappelant que depuis 1962 la municipalité marseillaise *« s'est efforcée dans toute la mesure de ses moyens de faciliter la réinsertion de nos compatriotes « pieds-noirs »*. Cas de conscience pour M. Roseau : comment soutenir un maire dont la mauvaise réputation est établie chez bon nombre de rapatriés, depuis que la rumeur prête à M. Defferre une déclaration-choc faite, dit-on, en 1962 : *« Les « pieds-noirs », il faut les jeter à la mer ! »*

« Il s'agit-là d'une calomnie, a aussitôt rétorqué le maire de Marseille. *J'ai d'ailleurs obligé les journaux qui avaient publié ce mensonge à rectifier. A l'arrivée des rapatriés à Marseille, j'ai retiré à des Marseillais des attributions de logements H.L.M. qui venaient de leur être accordés pour les affecter aux rapatriés. Ceci est un fait incontestable. Je peux donc éprouver une légitime amertume,* concluait M. Defferre à l'adresse de l'animateur du RECOURS, *à constater que vous faites un appel en faveur d'élus qui en ont beaucoup moins fait que moi... »*

On ne résiste pas à l'« amertume » du ministre de l'intérieur. Le 23 février, M. Roseau lavait publiquement le maire de Marseille des assertions « *diffamatoires* » colportées contre lui, et, dans les colonnes du *Provençal*, incitait les « pieds-noirs » à lui faire confiance. Ce qui lui valut évidemment d'être calomnié dans les colonnes du quotidien concurrent *le Méridional*.

La stratégie complexe du RECOURS n'échappe pas non plus aux bavures. A peine M. Roseau avait-il appelé, à Nîmes, à « sanctionner » le maire communiste sortant, M. Jourdan, député du Gard, et à soutenir le candidat de l'opposition, M. Bousquet, soutenu par le R.P.R. et l'U.D.F., qu'un accord entre le P.S. et le P.C. plaçait Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargé de la famille, en deuxième position sur la liste conduite par M. Jourdan. Précipitamment, M. Roseau s'est replié sur une position de neutralité prudente afin de ne pas encourir le risque de « sanctionner » par la même occasion le gouvernement, dont il juge les décisions globalement positives pour les rapatriés. Pas facile, on vous le dit...

ALAIN ROLLAT.

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES OUTRE-MER

La gauche obtient trois présidences sur quatre

Après l'élection du doyen des élus du parti communiste réunionnais, M. Mario Hoarau, conseiller général de Saint-Leu, à la présidence du nouveau conseil régional de la Réunion, acquise à la suite de l'absence, pour cause d'hospitalisation, d'un élu de l'opposition (*le Monde* du 1er mars), la gauche a enlevé deux autres présidences, lundi 28 février, en Martinique et en Guyane. La quatrième présidence, celle de l'assemblée régionale de la Guadeloupe, est revenue comme prévu à l'opposition, majoritaire d'un siège.

MARTINIQUE : M. Césaire (P.P.M.)

Le scrutin, qui n'avait pu avoir lieu le 25 février en Martinique faute de quorum, s'est déroulé cette fois sans surprise. Le député apparenté socialiste de la deuxième circonscription, M. Aimé Césaire, maire de Fort-de-France, président du parti progressiste martiniquais (P.P.M.), principal allié local du gouvernement, a été élu au deuxième tour avec 21 voix contre 20 à M. Michel Renard (R.P.R.), conseiller général et maire du Marigot. A l'issue du premier tour, le scrutin avait été annulé, quarante-deux bulletins ayant été trouvés dans l'urne alors qu'il n'y avait eu que quarante et un votants. La gauche détient également les dix vice-présidences : quatre P.S. (MM. Casimir Branglidor, conseiller général, maire de Trinité ; Louis-Joseph Dogué, conseiller général, maire de Ducos ; Ernest Wanajouhv, maire du François ; Siméon Salpétrier, premier secrétaire de la Fédération du P.S.) ; trois P.P.M. (MM. Camille Darsières, conseiller général, deuxième adjoint du maire de Fort-de-France, secrétaire général du P.P.M. ; Louis Crusol, chargé de cours au centre universitaire Antilles-Guyane ; Rodolphe Désiré, conseiller général non inscrit mais proche du P.P.M. sur la liste duquel il a été élu) ; trois P.C.M. (MM. Georges Gratiant, conseiller général, maire du Lamentin ; Armand Nicolas, secrétaire général du parti communiste martiniquais ; Mme Dany Emmanuel, institutrice).

Né le 25 juin 1913 à Basse-Pointe, M. Aimé Césaire, professeur, écrivain, est depuis 1945 maire de Fort-de-France et député de la Martinique.

GUYANE : M. Othily (P.S.G.)

Le président du conseil régional de Guyane sortant, M. Georges Othily, candidat du parti socialiste guyanais (P.S.G.), principal soutien local du gouvernement, a été élu président de la nouvelle assemblée régionale, au troisième tour de scrutin, avec 14 voix contre 0, au candidat des trois conseillers de l'Union des travailleurs de Guyane (U.T.G., syndicat indépendantiste), M. Guy Lamaze. Il y a eu 4 bulletins blancs, et les treize conseillers de l'opposition se sont abstenus. Au premier et au deuxième tour, M. Othily avait obtenu 14 voix, M. Gérante (socialiste indépendant) 1, et M. Lamaze 0. Il y avait eu 3 bulletins blancs et 13 abstentions.

L'élection de M. Othily a été acquise après la signature d'un protocole d'accord entre le P.S.G. et l'U.T.G., ce syndicat indépendantiste ayant été placé en position d'arbitre par le scrutin du 20 février. Les trois élus de l'U.T.G. avaient conclu, le 25 février, un accord de circonstance avec l'opposition pour faire pression sur les socialistes locaux (*le Monde* daté 27-28 février).

Conformément à cet accord, la composition du bureau régional (six vice-présidences) a donné lieu à la répartition suivante : 3 P.S.G. (MM. Emile Loupec, fonctionnaire en retraite ; Michel Saïd, directeur d'hôpital ; Henri-Claude Dédé, enseignant) ; 2 U.T.G. (MM. Lamaze, enseignant, qui obtient le poste de premier vice-président ; Jean-Jules Fernand, artisan-mécanicien) ; 1 socialiste indépendant (M. Gérante, fonctionnaire en retraite, président de l'association Union, démocratie, promotion-Guyane).

[Né le 7 janvier 1944, à Cayenne, M. Georges Othily, administrateur de biens, président des œuvres laïques, conseiller général d'Iracoubo depuis 1979, avait été élu président de l'ancien conseil régional, en 1980. Il est membre du parti socialiste guyanais depuis 1981.]

GUADELOUPE : M. Moustache (R.P.R.)

M. José Moustache (R.P.R.), maire d'Anse-Bertrand, ancien député, a été élu président du conseil régional de Guadeloupe au premier tour de srutin, avec 21 voix contre 20 au candidat de la gauche, M. René-Serge Nabajoth (P.S.), instituteur, conseiller municipal des Abymes. Les neuf vice-présidences sont détenues par des élus de la liste R.P.R.-U.D.F. qu'avait conduite le président du conseil général, Mme Lucette Michaux-Chevry (mod.) ; MM. Nathalien Etna, Raphaël Koury, Robert Tamas, Constantin Hira, Léopold Lubino, Robert Weinum, Gérard Penchard, Philippe Chaulet et Marcel Lacoma.

[Né le 2 mars 1932 à Pointe-à-Pitre, M. José Moustache, enseignant, maire d'Anse-Bertrand, ancien conseiller général, a été député de la Guadeloupe de 1978 à 1981.]

∴

● *A la Réunion,* après l'élection de M. Hoarau (P.C.R.) au bénéfice de l'âge, l'attribution des quatre vice-présidences a donné lieu à la répartition suivante : 3 R.P.R. (MM. Camille Bourhis, Daniel Moreau et Marc Gérard) ; 1 centriste (M. Pierre Lagourgue, ancien président de conseil général, ancien député U.D.F.). Tous désignés, eux aussi, au bénéfice de l'âge à l'issue du troisième tour de scrutin.

Le débat au sein du P.S.

M. JEAN POPEREN DÉNONCE LE COMPORTEMENT DE LA « GAUCHE DE L'ÉCHEC »

M. Jean Poperen, numéro deux du P.S., évoque dans *Synthèse-Flash*, bulletin qu'il anime, les perspectives du prochain congrès socialiste prévu à l'automne. Commentant à la fois la démarche de M. Jean-Pierre Cot (*le Monde* du 10 février), les déclarations faites par M. Edmond Maire sur le perron de l'Elysée (*le Monde* du 1er février) et l'interview de M. Michel Rocard à *l'Expansion* (*le Monde* du 5 février), M. Poperen écrit : *« Les dirigeants du parti ont pris acte que, désormais, il était établi qu'il y aurait en tout cas deux textes d'orientation pour le prochain congrès. »* Il ajoute : *« Les dirigeants mêmes du parti socialiste se sont montrés discrets, mais ils n'ont pu s'empêcher de s'interroger sur la signification de cette offensive de la « gauche de l'échec », et sur le moment où elle s'est déclenchée : en pleine campagne électorale. (...) L'aide ainsi apportée aux adversaires du gouvernement de la gauche n'est pas négligeable : pas un discours où les dirigeants de la droite ne fassent référence désormais aux propos Cot-Maire-Rocard ; en sorte qu'on en vient à se demander si, au moment où le gouvernement parvient à se mettre la tête hors de l'eau, certaines interventions ne contribuent pas à aider ses adversaires à la lui enfoncer à nouveau. »*

● *Mme Marie-Noëlle Lienemann,* membre du bureau exécutif du P.S., et M. Alain Richard, député socialiste du Val-d'Oise, tous deux de sensibilité « rocardienne », énumèrent, dans un article publié par *le Matin* du 1er mars, les thèmes qui, à leur avis, sont susceptibles d'alimenter le débat entre les socialistes. Il s'agit du protectionnisme, du pouvoir d'achat et des prestations sociales. A propos du pouvoir d'achat, Mme Lienemann et M. Richard écrivent que *« l'épouvantail »* de la baisse éventuelle *« renforce le conservatisme social, stimule les réflexes de défense des privilèges, favorise la démagogie autoritaire à la Chirac ».* A propos des prestations sociales, ils estiment que *« la mise à nu des prestations et de l'aide sociale est un contre-feu nécessaire au thème rampant de la protection sociale à deux vitesses ».*

Décès de M. Sauvaigo, député R.P.R. des Alpes-Maritimes

M. Pierre Sauvaigo, député R.P.R. des Alpes-Maritimes, maire de Cagnes-sur-Mer, mandat dont il sollicitait le renouvellement, est décédé lundi 28 février des suites d'une longue maladie.

Il sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant M. Pierre Bachelet (R.P.R.), maire du Cannet et vice-président du conseil général des Alpes-Maritimes.

[Né le 3 mai 1921 à Paris, M. Sauvaigo, avocat inscrit au barreau de Nice en 1946, puis de Grasse depuis 1974, avait milité dans les rangs du R.P.F. avant de participer à la fondation du comité départemental de l'U.N.R. des Alpes-Maritimes en 1958. A partir de 1962 et pendant plusieurs années, il avait toutefois pris ses distances avec le mouvement gaulliste. Conseiller municipal à Cagnes-sur-Mer de 1947 à 1953, puis premier adjoint de 1953 à 1959, il avait été élu maire en 1961 et, enfin, en mars 1963, conseiller général du canton.

Il était député de la 6e circonscription des Alpes-Maritimes (Grasse-Cagnes) depuis 1973 sans interruption et avait occupé de 1978 à 1981 les fonctions de secrétaire de la commission des lois. Pierre Sauvaigo avait été désigné en octobre 1979, par M. Barre, alors premier ministre, parlementaire en mission pour étudier *« les moyens d'améliorer les conditions d'utilisation de la détention provisoire ».*]

Le Monde

régions

Ile-de-France — EXPO 89 : LES GRANDES

1989, c'est demain. Le compte à rebours a commencé. Des calendriers précis sont établis pour rendre possible le « rêve » énoncé à haute voix par le président de la République lors de sa première conférence de presse, le 24 septembre 1981 : une exposition universelle à Paris pour célébrer le bicentenaire de la Révolution française.

Des dossiers et des maquettes d'urbanisme ont été présentés à M. Mitterrand (*le Monde* du 4 janvier). On attend que le président de la République donne prochainement son sentiment sur les propositions de la mission pour l'étude et la préfiguration de l'Exposition universelle, présidée par M. Robert Bordaz. Les thèmes de la manifestation et son titre, « Les chemins de la liberté », seront précisés.

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a pu voir, lui aussi, les premières maquettes. Et il n'a pas attendu le commentaire présidentiel pour faire connaître ses réactions (*le Monde* du 23 février).

Absent du débat électoral pendant plusieurs semaines, le projet d'Exposition universelle n'a en effet été « utilisé » que récemment par les candidats. M. Paul Quilès, chef de file des socialistes, avait affrété, le dimanche 20 février, des bateaux-mouches et convié journalistes et Parisiens à visiter les sites retenus à l'est (Tolbiac et Bercy) et à l'ouest (de la tour Eiffel au quai André-Citroën) en montrant au passage les « beaux restes » offerts à la capitale par les « expos » précédentes, et en laissant entendre qu'il était le mieux placé pour que ce projet se réalise au bénéfice des habitants de la Ville.

M. Chirac n'est pas opposé à l'Expo et il a réitéré un accord de principe donné il y a un an. Mais il estime qu'elle ne doit pas coûter un sou aux contribuables locaux. Et il profite de la campagne électorale pour durcir le ton à l'égard des projets d'urbanisme qui lui ont été présentés, appuyant ainsi les réticences de son directeur de l'aménagement urbain, M. Pierre-Yves Ligen, qui veille à ne rien laisser modifier des projets antérieurs de la Ville.

Hostile au pont bâti qui « couperait la vue » de la Seine et se prolongerait dans le futur jardin de Bercy, le maire a aussi refusé, « dans l'état actuel » des projets, le franchissement du boulevard Victor (15e) imaginé pour assurer la continuité de la visite des soixante et quelques pavillons nationaux.

Nous présentons ci-dessous, pour la première fois, les esquisses réalisées par l'atelier d'urbanisme qui conseille M. Bordaz. Ces dessins ne préfigurent pas ce que pourrait être, en fin de compte, l'architecture de ces ouvrages : il s'agit pour l'instant de définir des volumes, des règles d'urbanisme, avant de mettre systématiquement au concours tous les aménagements nécessaires à l'Expo, en plus des pavillons étrangers. Soixante à soixante-dix concours différents pourraient être organisés (plus de sept cents architectes travaillèrent pour l'Exposition de 1937).

D'importants chantiers vont bouleverser pendant des années plusieurs quartiers et laisser des traces essentielles (belles ou pas) dans la Ville. Le débat devrait passionner les Parisiens, qui semblent pour l'instant trouver l'échéance lointaine. Seuls quelques techniciens et hommes politiques sont conscients de l'urgence qu'il y a à prendre des décisions. Dans leur imperfection, les documents que nous présentons constituent l'état le plus avancé des directives d'urbanisme envisagées. Déjà, ils nourrissent la polémique entre la Ville et l'État. Comment M. Chirac peut-il, par exemple, être « pour » l'Expo et « contre » les deux aménagements urbains essentiels à se réalisation ? On le saura après le 13 mars.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

LES PROJETS D'OUVRAGES D'ART REFUSÉS PAR M. CHIRAC

A l'ouest : franchir le boulevard périphérique pour « récupérer » l'héliport de Paris-Issy

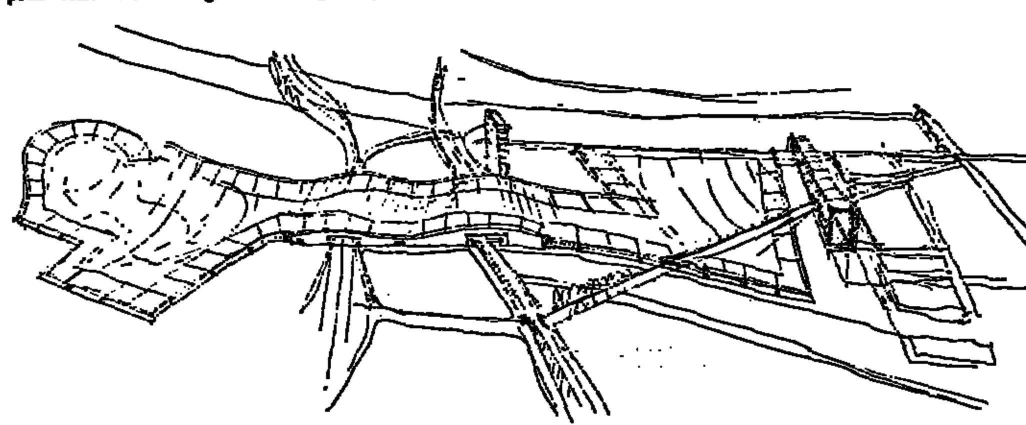
Les terrains réservés pour l'Exposition universelle à l'ouest s'étendent sur 62,5 hectares et comprennent des ports de marchandises le long de la Seine, en aval de la tour Eiffel, les terrains Citroën (qui doivent accueillir par la suite un parc et des logements), des parcelles appartenant *au ministère de la défense*, boulevard Victor, et, au-delà du boulevard périphérique, l'héliport de Paris-Issy et le parc des sports attenant.

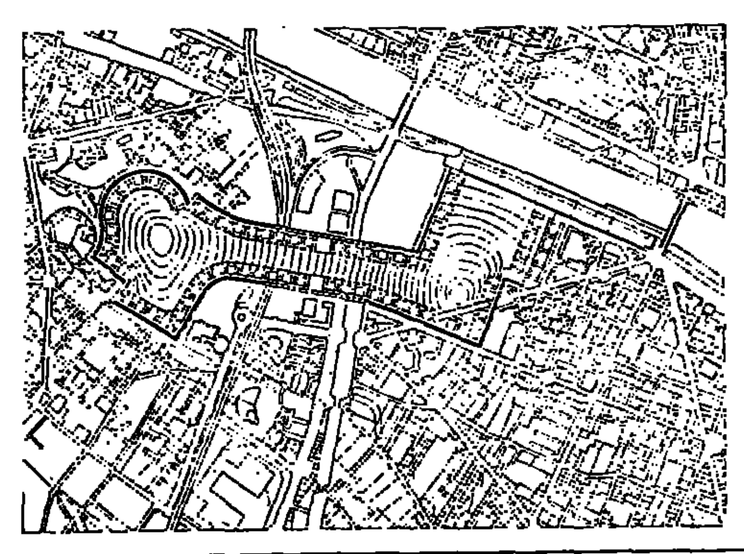
On ignore souvent que la plaine d'Issy appartient au territoire communal de Paris. Si l'aménagement imaginé pour l'Expo était réalisé, cette réalité administrative deviendrait plus sensible. Il s'agirait de construire, au-dessus de la voie S.N.C.F. de petite ceinture, du boulevard Victor et du boulevard périphérique, un véritable ouvrage d'art, une esplanade large de 200 mètres environ, longue de 400 mètres, qui assurerait une visite continue des soixante pavillons qui seraient rangés sur les bords de la « pelouse des nations ».

Si on ne réalise pas cet ouvrage — le compte à rebours indique qu'il ne resterait plus que douze à quinze mois pour la construction des pavillons eux-mêmes si on se lance dans ce vaste chantier, — la promenade sera coupée par le périphérique et les visiteurs devront emprunter des passages souterrains !

Si on le réalise, des bureaux seront aménagés pour le ministère de la défense sur les « rives » de l'esplanade, et des parcs de stationnement en dessous. La perspective cavalière extraite des documents officiels donne une idée de cet ouvrage, qui serait bien évidemment définitif.

Les visiteurs du site ouest seraient accueillis près de la tour Eiffel et parcourraient un « boulevard flottant » de 60 mètres de large sur 1,2 kilomètre de long, aménagé sur la Seine, du pont de Bir-Hakeim au pont Mirabeau, entre la rive gauche et l'île des Cygnes, devant le quartier du Front de Seine. Un aménagement de la rive serait nécessaire aussi quai André-Citroën.

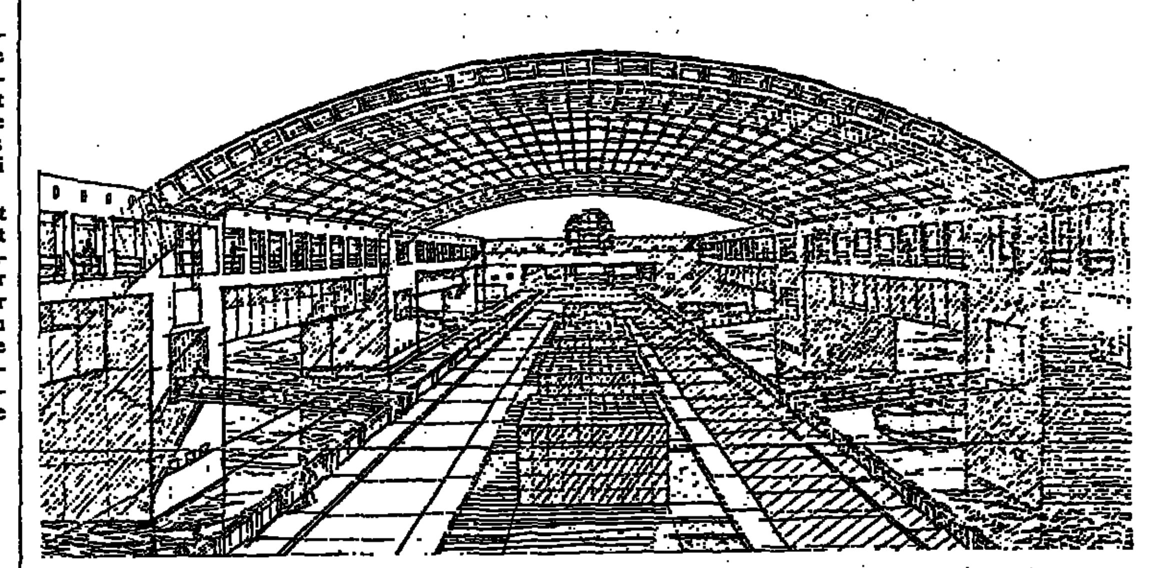




Le plan ci-contre montre la Seine entre les ponts Mirabeau et du Garigliano. Le territoire consacré à l'Expo, où sont tracées des courbes de niveau, comprend une partie des anciennes usines Citroën en bordure du quai du même nom, traversées à l'angle par la rue Balard, et bordées à l'est par la rue Saint-Charles.

L'esplanade franchirait à une vingtaine de mètres de haut le boulevard Victor (dans le prolongement de la rue Saint-Charles), puis le terrain du ministère de la défense (où serait conservé l'immeuble construit par Auguste Perret à l'angle de l'avenue de la Porte-de-Sèvres), et enfin le boulevard périphérique (entre les accès porte de Sèvres et Balard) pour « redescendre » vers l'héliport de Paris-Issy et le terrain des sports.

A l'est : un pont de Tolbiac « bâti », pour relier les douzième et treizième arrondissements



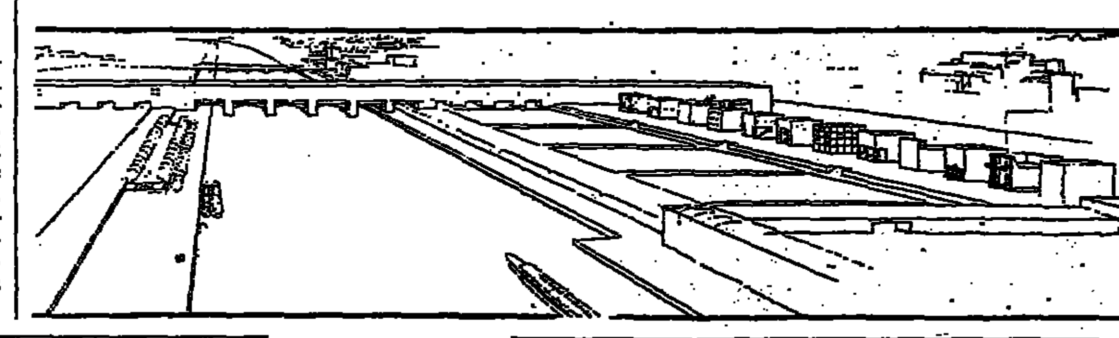
Dès les premières études (*le Monde* daté 3-4 octobre 1982), l'idée de créer un pont « bâti », comme ils ont pu l'être au Moyen-Age, avait été proposée pour relier les deux sites de l'Exposition à l'est : entrepôts de Bercy (24 hectares) sur la rive droite, terrains donnés par la S.N.C.F. (15 hectares pris sur la gare de marchandises de Tolbiac), auxquels s'ajoutent des surfaces portuaires et ferroviaires (62,5 hectares au total).

La perspective ci-dessous, vue du centre de Paris, montre, sur la droite, la grande esplanade de 300 mètres de long qui pourrait être aménagée le long de la Seine (pour la première fois à Paris) et les pavillons thématiques, qui seraient destinés à demeurer après l'expo, et dont l'un pourrait accueillir le Musée de la Révolution.

Le pont lui-même serait formé, selon les projets actuels, de trois parties : de part et d'autre du pont actuel (éventuellement reconstruit) et réservé à la circulation automobile, deux autres passages seraient édifiés, à un niveau légèrement plus élevé, et abriteraient des activités (musées, lieux d'accueil pour les touristes, logements de prestige, etc.). Une voûte couvrirait partiellement l'ouvrage.

Dessinée par l'architecte Vittorio Gregotti (membre de l'Atelier d'architecture, d'urbanisme et de plastique de la mission Bordaz avec Antoine Grumbach, Renzo Piano, Pontus Hulten, Martial Raysse et Ionel Schein), cette esquisse — non signée — était simplement destinée à illustrer l'idée à l'intention des non-architectes... Par la suite, M. Gregotti serait plutôt responsable de l'aménagement du secteur ouest.

A l'extérieur de cette équipe, une idée comparable avait été émise par le sculpteur Szekelli. A ceux qui s'effraient de l'irruption d'une ligne massivement horizontale dans le paysage parisien (M. Chirac est de ceux-là), certains rappellent volontiers que la coupure apportée par le boulevard périphérique et les énormes échangeurs qui l'accompagnent n'ont fait hurler personne. Automobile oblige... Le projet retenu pour le ministère des finances à Bercy comporte lui aussi une pile en avancée sur la berge... qui n'est pas non plus du goût de M. Chirac.



CÔTÉ « INTENDANCE »

Un plan de circulation à refaire

Comment acheminer trois cent mille à cinq cent mille visiteurs chaque *jour pendant* six mois vers les pavillons de l'Exposition universelle, comment les faire passer rapidement d'un site à l'autre ? Voilà deux questions qui préoccupent les membres de la mission Bordaz.

L'acheminement d'abord. Parmi toutes les idées — parfois un peu *folles — qui ont été agitées, trois* s'imposent aujourd'hui : multiplier les portes d'entrée, décaler les horaires, accorder un quasi-monopole aux transports en commun. L'existence de deux sites qui sont eux-mêmes à cheval, l'un sur la Seine, à l'est, l'autre sur le périphérique, à l'ouest, favorise la dispersion des issues et donc la dilution des flux de visiteurs. L' « Expo » ouvrira le matin à 10 *heures et fermera après* 20 heures de manière que les arrivées et les départs ne coïncident pas *avec les déplacements des Parisiens* au travail.

Quant au recours systématique aux transports collectifs, il s'impose à l'évidence.

Actuellement, cent mille véhicules individuels se déplacent quotidiennement dans la capitale. Les spécialistes estiment que si seulement cinq mille voitures particulières viennent grossir ce flot, on aboutira à la paralysie. *Les provinciaux et les étrangers* venus en voiture devront donc abandonner leurs véhicules soit là où ils auront passé la nuit, soit dans des parkings dits « de dissuasion » à la périphérie de la ville. On espère qu'ils gagneront l' « Expo » par le train, le R.E.R. et le métro.

Pour accélérer les débits, la S.N.C.F. songe déjà à automatiser le pilotage des rames et à multiplier les wagons à étage. Depuis les gares de Lyon et d'Austerlitz jusqu'aux pavillons plantés à Bercy et à Tolbiac des trottoirs roulants sont envisagés. Mais ceux qui débarqueront à Montparnasse, à Saint-Lazare, aux gares *du Nord et de l'Est* devront emprunter le métro, comme les Parisiens.

A la mission Bordaz, on nourrit l'espoir que les deux tiers des visiteurs se déplaceront ainsi. Les au*tres, ceux qui viendront en groupe de* province ou de l'étranger, arriveront en car. De deux mille à quatre mille bus se présenteront chaque jour, estime-t-on. Il leur faudra, à proximité de chacun des deux sites, au moins 10 hectares pour se garer. A l'est, on espère en trouver cinq sur des terrains de la S.N.C.F. A l'ouest, il n'y a aucun espace disponible sinon le Parc des expositions de la porte de Versailles et, un peu plus loin, le bois de Boulogne. On a renoncé au premier, qui continuera en 1989 à rece*voir les manifestations habituelles.* On songe donc à aménager les pelouses du second pour y étaler la marée des bus. Voilà qui ne fera pas l'affaire du service des espaces verts de la Ville de Paris.

Vivres et déchets

A proximité même des sites de l' « Expo », il sera nécessaire de prévoir un parking pour mille à *quinze* cents véhicules légers : les voitures de certains exposants et les camion*nettes de l'intendance. Sur chaque* site, plus de dix mille personnes travailleront en permanence. Pour nourrir les visiteurs, il faudra acheminer quotidiennement des centaines de tonnes de vivres et penser à l'évacuation des déchets.

Le problème des liaisons entre *l'est et l'ouest, c'est-à-dire entre les* pavillons industriels et thématiques d'une part et les pavillons nationaux d'autre part, reste actuellement entier. L'idée avancée dès le départ consiste à utiliser l'ancienne voie de petite ceinture pour y installer le mini métro automatique sur pneu baptisé Aramis. Des cabines de dix places assises, roulant à 40 kilomètres-heure et se suivant comme des chenilles *processionnaires permettraient* théoriquement de transférer de dix mille à quinze mille visiteurs à *l'heure. Durée du parcours : quinze* minutes. Malheureusement, Aramis n'est pas prêt. On ne connaît ni ses capacités exactes ni son coût de fonctionnement. Le circuit expérimental installé dans le quinzième arrondissement ne livrera ses enseignements définitifs que dans deux ans.

Quelle que soit la décision, les organisateurs comptent aussi sur la voie ferrée qui longe la Seine, sur la ligne de métro Austerlitz-Auteuil et sur des bateaux-mouches nouvelle version. Vingt-cinq navires de *50 mètres emportant cinq cents passagers* et appareillant toutes les cinq minutes feraient la navette entre les embarcadères de Tolbiac et de Vaugirard. Capacité : cinq mille visiteurs à l'heure.

Pour être efficaces, toutes ces solutions impliquent que l'on ait découragé les automobilistes. Comment ? Il ne sera pas facile, en tout cas, de faire accepter aux Parisiens que pendant six mois les « chemins de la liberté » empruntent les voies de la contrainte. Il faut, de toute manière, comme le propose M. Paul Quilès, candidat socialiste à la mairie de Paris, *revoir entièrement le pseudo-*plan de circulation de la capitale (*le Monde* du 24 février). Place aux transports *collectifs rénovés, aux* pistes cyclables, aux cheminements piétonniers.

M. A.-R.



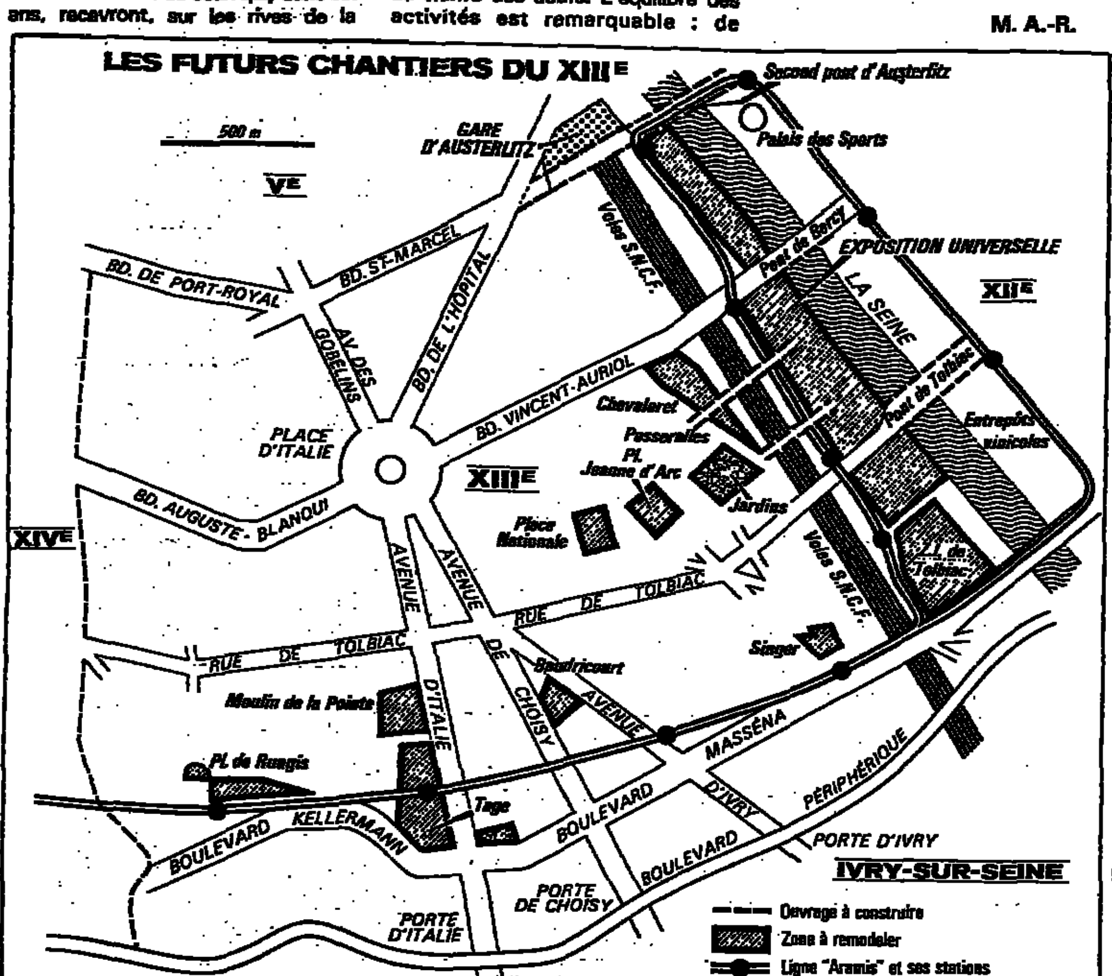




MANŒUVRES ONT COMMENCÉ

Le treizième sous le choc des grands travaux

M. Paul Quilès contre M. Jacques Toubon, lieutenant de M. Chirac : le treizième arrondissement est une arène pour le combat des chefs. Mais, lorsque les projecteurs des municipales se seront éteints, ce secteur de la capitale restera toujours dans l'actualité. Il est de ceux qui, dans six ans, recevront, sur les rives de la Seine, les pavillons de l'Exposition universelle.



Les engins de chantier vont donc repartir à l'assaut pour récurer puis remettre à neuf tout ce qui, dans ces quartiers, ne ferait pas honneur à la capitale. Quinze projets – pas moins – sur les planches à dessin des architectes.

Pour cet arrondissement de 700 hectares situé à l'orée de la capitale sur la route d'Italie, ce ne sera qu'une aventure de plus après toutes celles qu'il a connues en deux siècles. Faubourg crasseux et indiscipliné à la veille de la Révolution, il fut peuplé par le dix-neuvième siècle de manufactures et de courées ouvrières. On s'y étripa en 1848 et plus encore en 1871. Les Versaillais eurent fort à faire pour enlever la Butte-aux-Cailles farcie de canons et de mitrailleuses. Le treizième était ouvrier, misérable, révolté. Il votait pour l'extrême gauche. Il est aujourd'hui peuplé de cols blancs et vote toujours à gauche.

Équilibre

Après la Commune, on retourna dans les usines travailler le cuir, le textile, les métaux et se ronger les mains dans les produits chimiques. Vers la fin du siècle, la première voiture sortait des ateliers Panhard, s'élançait sur les pavés du boulevard Masséna et tombait en panne à la porte d'Italie. On dut la ramener au garage derrière deux percherons. Aujourd'hui encore, on peut voir des automitrailleuses surgir des chaînes de montage, mais l'usine Panhard n'est plus qu'une modeste bâtisse écrasée par des tours de 100 mètres de haut.

A partir de 1955 et en moins d'un quart de siècle, on a changé le bâti et les hommes. D'un côté, 640 000 mères carrés de locaux industriels ont été rasés, de l'autre, 340 000 mètres carrés de bureaux et de commerces mais surtout 1 800 000 mètres carrés de logements sont sortis de terre. Les patrons, les ouvriers et les personnels de service ne représentent plus que 30 % de la population. Ils sont à présent moins nombreux que les cadres, les techniciens, les enseignants et les membres des professions libérales.

Le treizième a été menacé de bouleversements bien plus considérables encore. Le plan de rénovation du quartier Italie, par exemple, conçu au temps de la mégalomanie des années 60, prévoyait la construction de soixante tours de 65 à 100 mètres et un super gratte-ciel, baptisé Apogée qui, sur l'horizon parisien, devait faire pendant à la tour Montparnasse. Une autoroute urbaine ouverte à l'emplacement de l'avenue d'Italie aurait complété cet ensemble « triomphal ».

Ces folies ont été arrêtées juste à temps. Il en reste vingt-huit tours, d'immenses regrets chez les promoteurs et un arrondissement balafré, inachevé et qui doit à présent panser ses blessures. Mais il n'a rien perdu de sa vitalité. Avec cent soixante dix mille habitants, le treizième est l'un des rares arrondissements de Paris qui a conservé ses effectifs depuis trente ans. La moyenne d'âge y est plus jeune qu'ailleurs, les écoliers et collégiens y atteignent un nombre record. Les emplois sont encore nombreux et correspondent exactement au chiffre des actifs. L'équilibre des activités est remarquable : de grandes firmes spécialisées dans le matériel de télécommunications paraissent solidement installées, la Pitié-Salpêtrière, le plus vaste centre hospitalier de France, emploie dix mille personnes, la gare d'Austerlitz et ses annexes en occupent des milliers d'autres.

Certes, le treizième ne compte aucun musée et son unique monument historique est la manufacture des Gobelins, mais la vie culturelle renaît : ateliers d'art, université de quartier, bibliothèques, théâtres, maisons de jeunes font le plein. Le treizième est le seul arrondissement parisien qui ait réussi à former une association symphonique de soixante musiciens amateurs. Cinquante associations sportives groupent seize mille pratiquants (1).

Bien qu'elle ne touche qu'un petit noyau de croyants, la vie religieuse est intense et originale.

L'Association pour l'aménagement et le développement du treizième, plus connue sous le sigle de l'ADA 13, est depuis vingt ans un des comités de quartier les plus actifs de la capitale. Ses interventions, les documents qu'il a publiés ont contribué plus que tout autre à ramener à la raison les aménageurs sauvages. Ses militants comme ceux de multiples autres mouvements ne sont pas près de se démobiliser. Car le treizième est encore en mutation.

Il héberge, par exemple, la plus importante colonie asiatique de France. Entre le dédale de béton des Olympiades et les gratte-ciel de la porte de Choisy vivent actuellement près de vingt-cinq mille réfugiés du Vietnam, du Laos et du Cambodge. Ce « Chinatown » constituera sans doute sur le chemin des visiteurs de l'Exposition universelle l'une des curiosités majeures de Paris. Mais ensuite ?...

D'ici là, le treizième aura encore beaucoup changé. Trois quartiers, celui de Baudricourt, celui de Tage-Kellerman et celui du Moulin-de-la-Pointe, doivent être reconstruits ; une zone industrielle sera installée en bordure de la Seine ; deux ou trois espaces verts aménagés, la place Nationale et la place Jeanne-d'Arc, remodelées. Sur l'ancienne voie de la petite ceinture pourraient rouler les rames d'un nouvel engin de transport collectif reliant les deux pôles de l'Exposition. L'Atelier parisien d'urbanisme propose de prolonger ces voies de part et d'autre de la Seine pour relier en une boucle les entrepôts vinicoles, le parc des sports de Bercy, le nouveau ministère des finances, la gare d'Austerlitz et la future zone industrielle de Tolbiac-Masséna.

Selon les responsables de l'urbanisme parisien, les nécessités de l'Exposition universelle imposent également de construire un deuxième pont d'Austerlitz, de doubler celui de Bercy et d'aménager des passerelles au-dessus des voies ferrées pour relier le terrain de l'Expo au reste de l'arrondissement.

Le treizième, ses chantiers et ses habitants n'ont pas fini de faire parler d'eux.

M. A.-R.

(1) *Le Guide du 13e*, édition de 1982 ; *le Canard du treizième*, 25 F, Librairie de la Commune, 11, rue Barrault, 75013 Paris.

La Seine propre n'est pas pour demain

Tous les candidats au Conseil de Paris, tous les responsables de l'Exposition universelle, dont les pavillons auront quasiment les pieds dans l'eau, le ministère de l'environnement, le chef de l'État lui-même, rêvent d'une Seine limpide, d'un fleuve enfin digne de la capitale qu'il traverse. Les Britanniques ont réussi à nettoyer la Tamise au point d'y permettre la remontée des saumons. La France sera-t-elle capable d'offrir à ses visiteurs étrangers, en 1989, autre chose qu'un égout bordé de voies rapides ?

Cela supposerait d'abord que l'on aménage ou que l'on reconquière les 20 kilomètres de berges qui, dans Paris *« intra muros »*, constitueraient l'une des plus belles promenades du monde si l'on n'en avait déjà gâché plus de la moitié par des autoroutes. Cela impliquerait ensuite un immense effort d'épuration en amont de la capitale sur la Seine, la Marne et leurs affluents...

Cette action est engagée. M. Paul Pernin (C.D.S.), député de Paris, adjoint au maire et président du Syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne, a récemment présenté, une nouvelle fois, le dossier de la station d'épuration de Valenton. Vieille histoire. Cette station, qui doit traiter les eaux sales des usines et des habitants de l'Est parisien, a été prévue dès 1968. L'emplacement, situé à 10 kilomètres au sud-est de la capitale – une ancienne décharge publique devenue terrain vague de 80 hectares survolé par une ligne haute tension, coincé entre des gares de triage et une future autoroute, – a été acheté en 1976. Les travaux ont été entamés l'an dernier, et l'inauguration de la première partie de l'ouvrage aura lieu... en 1986.

1968-1986 : il aura donc fallu dix-huit ans, si tout va bien maintenant, pour que les égouts d'une centaine de communes du Val-de-Marne, de l'Essonne et des Yvelines cessent de polluer l'Yvette, l'Orge et la Seine. C'est dans cette même Seine que la Ville de Paris et nombre de communes de banlieue puisent leur eau municipale, à Choisy, Orly et Suresnes. On comprend qu'elles soient obligées de nettoyer énergiquement et à grands frais le liquide qu'elles expédient dans les canalisations.

En éliminant une pollution équivalente à celle de six cent mille habitants, la première tranche de Valenton va donc contribuer à éclaircir la Seine et à diminuer en aval les dépenses de traitement d'eau potable.

Le coût ? 1,3 milliard de francs (valeur 1982), dont plus de la moitié pour les immenses collecteurs qui, sur des dizaines de kilomètres, doivent amener les eaux dans les bassins de traitement.

La vérité en 2020

Malgré tous ces efforts, assurément méritoires, une pollution équivalant à celle d'un million huit cent mille habitants continuera à se déverser rien que dans les proches banlieues de l'Est parisien. Sans compter tout ce que la Marne et la Seine recueillent dans le haut de leur bassin (et notamment les eaux chaudes de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine).

Certes, les capacités de Valenton devraient être triplées dans l'avenir, mais arrivera-t-on à tenir ce pari entre 1986 et 1989, de manière que la Seine soit enfin présentable pour l'Expo ? Rien n'est moins sûr.

Dans son programme électoral, M. Jacques Chirac promet *« la mise en œuvre des investissements nécessaires pour rendre la Seine propre »*. Engagement qui ne coûte pas cher puisque, si le futur maire de Paris – quel qu'il soit – peut encourager les autres à nettoyer le fleuve avant qu'il n'atteigne la capitale, il ne participe pas au financement de ces opérations-là. En réalité, les décisions appartiennent à l'Etat, au conseil d'administration de l'agence de bassin Seine-Normandie, au syndicat d'assainissement de la région parisienne qui vit des redevances versées par les utilisateurs d'eau à la région Ile-de-France et à différentes collectivités locales.

Or, l'agence de bassin, moins riche aujourd'hui qu'hier, n'a programmé la construction de la deuxième tranche de Valenton qu'après 1989. M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional d'Ile-de-France, est plus encourageant. Il a présenté récemment (*le Monde* du 4 février) un programme d'épuration de la Seine incluant la seconde partie de l'usine de Valenton. Il serait donc disposé à faire un effort pour les travaux au financement desquels sa région participe, c'est-à-dire des collecteurs.

Pour tenir le pari de 1989, les différentes instances devraient prendre leur décision d'ici à la fin de 1983, ou, au plus tard, en 1984. Mais voilà une nouvelle difficulté : la régionalisation va probablement modifier la clé de répartition des financements entre l'Etat et les collectivités locales. Pour beaucoup, il est donc urgent d'attendre.

Si on voulait vraiment offrir une Seine propre aux visiteurs en 1989, il faudrait donc engager immédiatement et mener rapidement une série de chantiers considérables dont le devis total dépasserait 5 milliards de francs.

Ne rêvons pas. Comme le dit un responsable de l'agence Seine-Normandie : *« La Seine est dans un tel état qu'on ne peut raisonnablement espérer en achever le sauvetage que vers l'an 2020. Et encore, à condition d'y mettre le prix. »* Nous voici assez loin des promesses et des opérations électorales, mais sans doute un peu plus près de la vérité.

MARC AMBROISE-RENDU.

ENVIRONNEMENT

A COMPTER DU 1er OCTOBRE

Les Dix interdisent l'importation de peaux de bébés phoques dans la C.E.E.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – Les ministres de l'environnement de la C.E.E. ont adopté, le 28 février à Bruxelles, la directive communautaire interdisant les importations de peaux de bébés phoques, du 1er octobre 1983 au 1er octobre 1985. Les Dix doivent se revoir en septembre prochain afin de confirmer leur décision.

En décembre 1982, le conseil des ministres de la C.E.E. n'avait pu se mettre d'accord sur un texte commun, chaque Etat membre s'engageant à prendre des mesures nationales – prorogées jusqu'à l'adoption définitive de la directive – pour empêcher les importations de peaux de bébés phoques sur leur territoire. Cette fois, le projet des Dix prend appui sur l'article 235 du traité de Rome, consacré à la politique de l'environnement de la Communauté.

D'ici à l'automne, la commission européenne va poursuivre ses conversations avec le gouvernement canadien pour le convaincre de mettre fin à la chasse « industrielle », les activités traditionnelles des Esquimaux n'étant pas visées par le texte, puisqu'ils ne chassent que les phoques adultes.

Au cas où le Canada accepterait de mettre fin à l'abattage à grande échelle des « blanchons » (les phoques du Groenland nouveau-nés sont appelés « blanchons » par les Canadiens, en raison de leur épaisse fourrure blanche), la décision des Dix n'aurait plus de raison d'être appliquée. En fait, il semble bien, d'après la commission, qu'Ottawa n'a nullement l'intention de suivre les recommandations de la C.E.E. Il faut donc s'attendre à l'adoption d'un texte communautaire en septembre, car la majorité a basculé dans le camp partisan de l'embargo. Après les Pays-Bas, l'Italie et, dans une moindre mesure, le Luxembourg et l'Irlande, la R.F.A. a décidé, le 23 février, d'interdire à son tour l'importation des peaux de bébés phoques. Quant à la France, qui a reçu des assurances du Canada pour que les Terre-Neuvas français puissent se livrer comme chaque année à la « grande pêche » (à la morue), elle se borne à affirmer : *« Nous n'importons plus de peaux de bébés phoques »*.

MARCEL SCOTTO.

Vu d'Oslo : puisqu'il n'y a plus de marché...

De notre correspondante

Oslo. – Cette année, les phoques nouveau-nés n'auront rien à craindre de la part des chasseurs norvégiens. Cela pour la première fois depuis quelque cinq mille ans, c'est-à-dire aussi loin que remonte la chasse aux phoques à partir des côtes norvégiennes, au dire des historiens. C'est au début du mois de février que le gouvernement norvégien a décidé d'arrêter l'abattage des bébés phoques, après réunion de la délégation permanente à la chasse aux phoques. La date de l'ouverture, cette année, sera probablement le 25 mars et non le 1er mars comme d'habitude, en raison des changements intervenus. De même le nombre de bateaux qui participeront à la campagne sera réduit à sept, au lieu de dix ou onze qui partaient ces dernières années. Deux bateaux partiront pour Terre-Neuve, deux iront vers l'île norvégienne de Jan-Mayen, dans la mer du Groenland, et trois bateaux feront la chasse dans la mer de Barents, au large de l'U.R.S.S.

Si les phoques nouveau-nés sont désormais laissés tranquilles, cela ne signifie en aucune manière, souligne-t-on du côté officiel, que le gouvernement accepte l'argumentation des écologistes européens et américains contre la prise de jeunes phoques. Toutefois, on reconnaît volontiers l'efficacité de leurs campagnes qui ont abouti à la disparition du marché pour ces fourrures. La raison pour laquelle les autorités norvégiennes sont maintenant prêtes à abandonner la chasse aux phoques est donc purement économique. On estime toujours que la méthode utilisée pour tuer les jeunes phoques est humaine et assure une mort instantanée. On souligne aussi que les mères phoques abandonnant très vite leur progéniture – après huit à douze jours, – leur présence aux tueries serait moins dramatique que ne le pensent les écologistes.

Avec l'arrêt de l'abattage des jeunes phoques, la chasse norvégienne cesse d'être économiquement rentable. Cette année, pour la première fois, les chasseurs demandent donc à être subventionnés par l'Etat. Leur demande recevra probablement un traitement favorable, vu l'intérêt que portent toujours les autorités à la chasse aux phoques, considérée comme facteur d'équilibre pour la pêche : ces mammifères marins sont de gros consommateurs de poissons. C'est donc à cause de la concurrence qu'ils font à l'homme que les phoques seront désormais chassés, et non pour leur fourrure ou pour l'emploi saisonnier que cette chasse procure à mille cinq cent personnes au plus. Les chasseurs ne seront cette année que cent quarante à partir.

Les écologistes norvégiens, traditionnellement peu engagés dans la question de la chasse aux phoques, même s'ils ont de temps en temps protesté contre la prise de phoques nouveau-nés, estiment qu'il serait difficile d'accuser les phoques de dépeupler les mers, alors que les hommes mènent une surpêche flagrante. *« Faudra-t-il punir les phoques pour éviter les conflits politiques internationaux de quotes-parts de poissons ? »*, demandent les écologistes, qui ne sont pas opposés à une exploitation raisonnable des populations de phoques. Il est certain que la chasse sera modifiée, mais il n'est pas sûr que les nouvelles règles affecteront le niveau d'exploitation. Pour cette année, la question des quotes-parts fait à présent l'objet de discussions avec le Canada.

CATHERINE LOCHSTOER.

Vu de Terre-Neuve : le « blanchon » ne paie plus !

De notre correspondant

Montréal. – *« C'est la catastrophe ! La fin de la chasse au « blanchon » donnera le coup de grâce à la chasse au phoque. « Greenpeace » et Brigitte Bardot doivent être fous de joie. »* Ces propos, rapportés par un journal de Québec, illustrent l'amertume ressentie par les quelque 5 000 pêcheurs canadiens qui, chaque année au mois de mars, participaient à la traditionnelle chasse au phoque sur la banquise dans le golfe du Saint-Laurent et au large de Terre-Neuve. Cette année, il n'y aura donc pas de blanchons matraqués à coups de gourdin mais au moins trois gros bateaux participeront, à partir du 24 mars, à la chasse industrielle qui se fait au fusil et porte seulement sur les phoques adultes.

Amertume mais aussi incrédulité car les chasseurs ne comprennent pas encore que leur gouvernement n'ait pas réussi à mieux défendre leur cause face aux écologistes et aux technocrates de la C.E.E. En mars dernier, après la recommandation de l'Assemblée européenne de Stasbourg, votée à une écrasante majorité (130 voix pour, 10 contre et 20 abstentions), le ministre canadien de la pêche, M. Romeo Leblanc, n'avait-il pas déclaré que ce vote était *« le résultat d'une vague d'émotion »* et qu'il était convaincu que les gouvernements européens sauraient garder leur sang-froid. *« La chasse au phoque a encore de beaux jours en perspective »* avait-il même ajouté.

La résolution adoptée le 17 décembre dernier par les ministres de l'environnement de la Communauté européenne – recommandant aux États membres de *« prendre toutes les mesures possibles dans les limites de leurs compétences nationales »* pour arrêter l'importation de peaux de bébés phoques – montre qu'Ottawa avait mal évalué l'impact de la campagne menée depuis une dizaine d'années par le mouvement écologiste. Les tournées d'information effectuées en Europe au cours des derniers mois par plusieurs ministres canadiens – le premier ministre lui-même, M. Trudeau, fut mis à contribution lors d'un voyage en Allemagne fédérale en novembre – n'améliorèrent pas les choses car elles arrivaient trop tard et les arguments d'Ottawa étaient déjà connus.

Une des nombreuses erreurs du gouvernement canadien qui, il faut le reconnaître, avait un dossier particulièrement difficile à défendre, fut de croire qu'il suffisait de convaincre les députés et les gouvernements européens de ne pas interdire l'importation de peaux de phoques. En fait, bouleversé par les images de bébés phoques sans défense abattus à coups de gourdin sur la banquise, le public européen avait déjà cessé d'acheter leur fourrure. Il n'était même pas nécessaire d'adopter des législations interdisant l'importation de ces produits puisque le marché s'était asséché de lui-même. Or plus de 70 % des peaux de phoques étaient vendus directement dans la C.E.E.

Refusant de s'avouer battu et craignant d'éventuelles répercussions électorales à Terre-Neuve, où on se demande pourquoi Ottawa n'exerce pas de représailles contre les pêcheurs de morue européens, le gouvernement fédéral a formé un groupe de travail chargé de trouver de nouveaux marchés, en particulier en Asie et en Europe de l'Est. Les espoirs semblent plutôt minces, du moins à court terme, et Ottawa espère faire patienter les chasseurs de phoques en accordant une subvention de 50 000 dollars (environ 275 000 F) à leur association, pour qu'elle cherche elle-même de nouveaux clients.

Pour les 5 000 pêcheurs canadiens qui, surtout à Terre-Neuve où le chômage atteint près de 20 %, tiraient un revenu d'appoint de la chasse au phoque, la disparition de cette activité est un rude coup. Les plus gros profits de la chasse allaient certes aux intermédiaires, qui se sont retirés sur la pointe des pieds, mais les pêcheurs terre-neuviens ont le sentiment d'être les victimes d'une lutte inégale, menée avec d'énormes moyens financiers et logistiques par de puissants groupes qu'ils considèrent comme des écologistes de salon, vivant dans de lointaines grandes villes.

C'est du moins ainsi que le président du Syndicat des pêcheurs de Terre-Neuve, M. Richard Cashin voit les choses : *« Nos pêcheurs, qui gagnent déjà à peine 7 000 dollars par an* (environ 3 000 F par mois) *vont perdre une source importante de revenus. »*

BERTRAND DE LA GRANGE.

FAITS DIVERS

A Nice

Des proches de M. Médecin sont impliqués dans l'affaire des fausses factures

De notre correspondant régional

Nice. – Après l'inculpation et l'incarcération, vendredi 25 février, pour recel d'abus de biens sociaux d'un architecte niçois, M. Jean-Claude Aragon, l'enquête sur l'affaire des fausses factures du centre hospitalier régional de Nice pourrait déboucher sur l'inculpation d'un adjoint au maire de Nice, M. René Pietruschi, qui avait été longuement entendu par les policiers le mardi 22 février (*le Monde* des 24 et 25 février).

Le parquet de Nice a en effet demandé lundi 28 février à la chambre criminelle de la Cour de cassation de désigner une juridiction d'instruction, comme il est de règle lorsqu'une personne possédant la qualité d'officier de police judiciaire – c'est le cas d'un adjoint au maire – *« est susceptible d'être inculpée d'un crime ou d'un délit »*.

Il est reproché à M. Aragon, qui est architecte de la blanchisserie du C.H.R. de Nice et ex-beau-frère de M. Jacques Médecin (1), d'avoir reçu un chèque de 20 000 F de M. Michel Laurent, P.-D.G. de l'entreprise Laurent (adjudicataire du marché de la blanchisserie), lui-même inculpé d'abus de biens sociaux au début de décembre 1982. Il aurait fait au cours de son audition par M. Gerald Marnay, le juge d'instruction chargé du dossier, d'importantes déclarations sur les malversations relatives à l'affaire des fausses factures du centre hospitalier de Nice.

M. Pietruschi, adjoint au maire de Nice, délégué à la police municipale et aux affaires sociales, et conseiller général des Alpes-Maritimes, qui est à nouveau candidat sur la liste conduite par M. Médecin, a admis de son côté avoir reçu de M. Michel Laurent, en 1977 et 1978, trois chèques dont deux de 100 000 F et un de 50 000 F, libellés à son nom ou à celui de son fils Alain. Selon ses déclarations, le chèque de 50 000 F aurait été remis au Nice Basket Club, dont il est le président, et auquel M. Laurent avait accordé son parrainage sportif. Les autres versements auraient représenté un prêt, *« en partie remboursé »*, lui permettant de faire face aux difficultés financières que connaissait à l'époque son entreprise de négoce de viande. M. Pietruschi affirme avoir produit les pièces comptables justifiant la régularité de ces opérations.

Au cours d'un meeting électoral, le 27 février, à Nice, M. Médecin avait évoqué les récents développements de cette affaire en dénonçant avec vigueur *« la machination qui tend à entacher la réputation de collègues du conseil municipal sortant »*. Le maire de Nice a précisé que M. Pietruschi lui avait assuré être en mesure de prouver qu'il n'avait rien à se reprocher.

Un autre conseiller municipal sortant de Nice a été entendu la semaine dernière par les policiers chargés de l'enquête. Il aurait également reçu de M. Laurent, en juillet 1978, un chèque de 100 000 F qu'il aurait par la suite remboursé. Selon certaines informations, les charges pesant sur cet élu – qui ne se représente pas aux prochaines élections – seraient insuffisantes pour justifier sa mise sous mandat de dépôt mais pourraient éventuellement lui valoir une inculpation pour complicité d'abus de biens sociaux.

GUY PORTE.

(1) M. Aragon est devenu en 1972 le beau-frère du maire de Nice en épousant la sœur de la première femme de M. Médecin, dont celui-ci a divorcé en 1977.

CARNET

Décès

– Mme Andrée Alerini,
M. et Mme Patrick Alerini,
M. et Mme Jean Glatz,
M. et Mme J.-François Hayon,
ont la douleur de faire part aux personnes qu'il ne leur a pas été possible de joindre du décès accidentel à Rabat (Maroc) de

Jacques ALERINI,
artiste peintre,
survenu le 19 janvier 1983.

– Mme Jean Artus,
Mme André Artus,
M. et Mme André-Christian Artus,
M. et Mme Robert Paludetto-Artus,
M. et Mme Jean-Pierre Artus,
Christophe, Frédéric, Nathalie et Elodie
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean ARTUS,
membre du Collège international des chirurgiens
et de l'Association française de chirurgie,

rappelé à la *Maison du Père*, à l'âge de soixante ans, le 26 février 1983.

« Il vous a beaucoup aimé.
Priez pour lui. »

Les amis qui souhaiteraient lui dire un dernier adieu sont invités à la célébration, le jeudi 3 mars 1983, à 17 heures, en l'église Saint-Urbain, place de la Liberté à La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine).

L'inhumation se fera après la messe, célébrée le samedi 5 mars, à 15 heures, en l'église paroissiale de Monnet-la-Ville, Champagnole (Jura).

7 *bis*, rue Pigache,
92210 Saint-Cloud.

– Sa famille,
Ses amis,
L'Association de la Libération française du 8 novembre 1942,
ont la douleur de faire part du décès de leur compagnon

Elie HAZAN,
survenu le 24 février 1983.

L'inhumation aura lieu le mercredi 2 mars, à 10 h 45, au cimetière de Fontenay-le-Fleury (78).

– M. Alexandre Hinquis,
Mme Annie Hazaï, née Bihari,
Jean-Pierre, Brigitte et Cécile Hazaï,
André, Eve et Sophie Paoli
ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, sœur, tante et grand-tante,

Mme Alexandre HINCHIS,
née Maria Bihari,
survenu le 20 février 1983 à l'âge de quatre-vingt-un ans, après une longue maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 25 février 1983, au cimetière de Pantin parisien.

– Pierre Maestracci,
son époux,
Nicole et Laurent,
Olivier et Pascale,
Hervé et Patricia,
Chantal et Frédéric,
Vincent,
Pascale,
ses enfants,
Bertille, Elsa et Nils,
ses petits-enfants,
Mme Georges Leclère, sa mère,
M. Henri Bessonnet, son oncle,
M. et Mme Michel Leclère-Bessonnet et leurs enfants,
M. et Mme Claude Delporte et leurs enfants,
M. et Mme Michel Cornebise, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Lucien Maestracci; leurs enfants et petits-enfants,
ses frère, sœur, beaux-frères et belles-sœurs,
Les familles Le Blaye, Thibault, Perrin, Maestracci, Canvin, Eloy,

font part du décès de

Annie MAESTRACCI,
née Leclère-Bessonnet,
survenu le 26 février 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 3 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, 75015 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.
8, rue Saint-Saëns,
75015 Paris.

– Mme Henri Neveu, son épouse,
La famille,
M. Dominique Frelaut, député, maire de Colombes,
La municipalité,
Le conseil municipal de Colombes,
Le comité central, la fédération des Hauts-de-Seine, la section de Colombes, la cellule Jacques-Woog, l'amicale des vétérans du parti communiste français,
Le comité de Colombes de l'UFAC,
Le comité des médaillés militaires,
L'ARAC, l'A.N.A.C.R., la F.N.D.I.R.P.,
Les amis d'Henri Barbusse,
Les amicales d'Eysses et des anciens de Dachau,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri NEVEU,
maire honoraire de Colombes,
ancien vice-président du conseil général de la Seine,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaillé militaire,
croix de guerre 1914-1918 - 1939-1945
croix du combattant volontaire de la Résistance,
ancien des Brigades internationales,
interné à Eysses, déporté à Dachau,
survenu le samedi 26 février 1983, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Un hommage sera rendu mercredi 2 mars 1983, à 11 h 30, en mairie de Colombes, où le corps sera exposé à partir de 9 heures.

L'incinération au crématorium des Joncherolles, à Villetaneuse, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Colombes, aura lieu dans l'intimité.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Gabriel Jean-Marie REY,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu le 19 février 1983 à Vesaignes-sur-Lafauche (Haute-Marne), dans la plus stricte intimité.

– M. Vladimir Sizonenko,
M. et Mme Pierre-Claude Sizonenko et leurs fils Ivan, Stéphane et Alexandre,
Mme Tania Milstein,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Vladimir SIZONENKO,
née Lise Prigogine,
leur épouse, mère, grand-mère et tante, survenu le 24 février 1983, dans sa quatre-vingt-huitième année.

130, boulevard Murat,
75016 Paris.
17, rue Toepffer,
1206 Genève.

Anniversaires

– Pour le premier anniversaire du décès de

Nathalie STARKMAN,

une pensée émue est demandée à ceux qui l'ont connue, en union avec la cérémonie qui sera célébrée à son intention le 6 mars, à 12 h 15.

La réunion aura lieu à l'entrée principale du cimetière de Bagneux.

Messes anniversaires

– La famille, les élèves et les amis du

doyen Gabriel LE BRAS

prient ceux qui sont restés fidèles à son souvenir d'assister ou de s'unir en pensée à la messe qui sera célébrée le mercredi 2 mars, à 18 h 45, par M. l'abbé Perrelet, curé de la paroisse, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place Sainte-Geneviève, Paris-Ve.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université Paris-Dauphine, mardi 1er mars, à 17 h 30, salle D-520, M. Dominique Oddo : « Création et gestion d'un fonds de soutien des prix ; les leçons du groupe de Bogota. »

– Université Paris-IV (Sorbonne), mercredi 2 mars, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jean Touzot : « La planète Mauriac, figure d'analogie et roman. »

– Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), vendredi 4 mars, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Alain Viala : « La naissance des institutions de la vie littéraire en France au dix-septième siècle (1643-1665). »

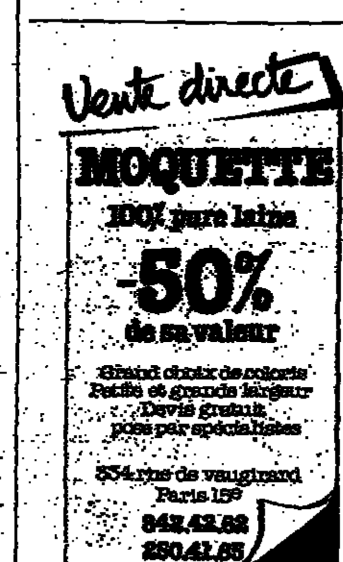
– Université Paris-X (Nanterre), vendredi 4 mars, à 14 h 30, salle C-26, M. Claude Langlois : « Le catholicisme au féminin ; les congrégations françaises à supérieure générale au dix-neuvième siècle. »

– Université de Nancy-II, samedi 5 mars, à 14 h 30, salle 104, M. Michel Adam : « Femmes-dramaturges et actrices en Angleterre (1660-1706). »

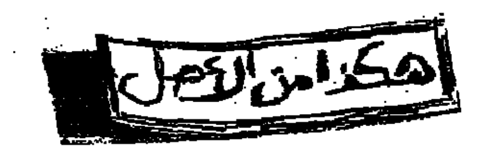
Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037.







Le Monde

société

A PARIS

L'ASALA a revendiqué l'attentat contre une agence de voyages turque

Un correspondant anonyme se réclamant de l'ASALA (armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie) a revendiqué, par téléphone, à l'Associated Press, le lundi 28 février vers 17 heures, l'attentat à l'explosif commis peu avant, et dirigé contre le siège parisien d'une agence de voyages spécialisée dans le tourisme en Turquie. L'explosion a provoqué la mort d'une jeune employée de cette société, une Française, blessé quatre passants et causé de très importants dégâts dans l'immeuble.

D'autre part, le même jour en fin d'après-midi, un engin explosif était découvert devant l'ambassade de Turquie à Luxembourg, mais a pu être neutralisé à temps. Cette tentative d'attentat n'avait pas encore été revendiquée mardi matin 1er mars.

La mort d'une jeune secrétaire française

Il était environ 15 h 30, lundi, lorsqu'une violente explosion a secoué le petit immeuble du 8, rue Boudreau, dans le neuvième arrondissement de Paris. Trois niveaux, dont un entresol sur rez-de-chaussée, que se partagent une société de personnel intérimaire, une maison de cravates, le siège parisien de la British Legion et les bureaux d'une agence de voyages spécialisée dans le tourisme en Turquie, la société Marmara. Son directeur, un Turc âgé de trente-cinq ans, M. Bertam Gurkaï, possède également une antenne à Bruxelles, la société-mère étant établie en Turquie. Neuf employés, dont quatre sont Turcs, travaillent au siège de Paris.

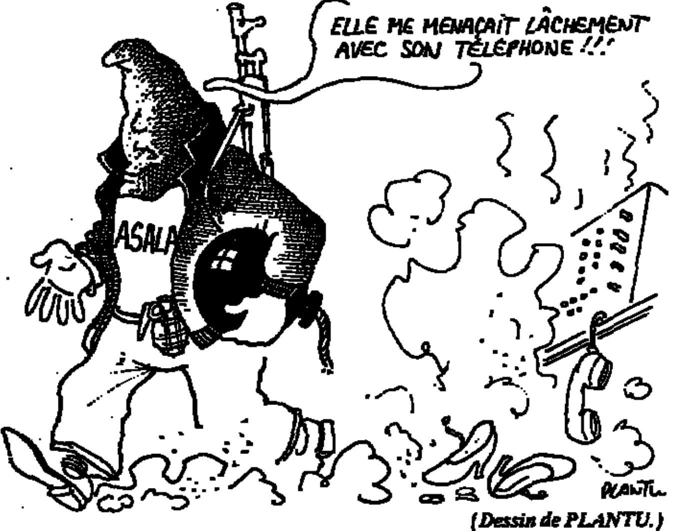
Dans les bureaux de Marmara, au premier étage, Mme Renée Morin, vingt-six ans, célibataire, employée depuis dix-huit mois en qualité de secrétaire, est tuée sur le coup, par la chute du faux plafond de son bureau. Les vitres ont volé en éclats, blessant sans gravité quatre passants, mais la charge explosive, déposée sur la palier du premier, et dont le poids se situerait, selon les premières constatations des experts, entre 500 grammes et 1 kilo, a dégondé la porte blindée de l'agence de voyages, brisé plusieurs cloisons et plafonds et descellé la cage d'escalier dont plusieurs volées de marches se sont effondrées.

Très vite, les sapeurs-pompiers et la police sont sur les lieux. Dans l'explosion, la colonne de gaz s'est rompue mais, par miracle, ni le feu ni une nouvelle explosion ne se sont déclarés. Dans le café qui fait face à l'immeuble, deux des employées de l'agence de voyages, prostrées, vont rester longtemps dans l'impossibilité absolue de proférer la moindre parole.

Les enquêteurs de la brigade criminelle, dont les deux « patrons », les commissaires Jacques Genthial et Claude Cancès, son adjoint, sont sur place, tentent en vain de trouver des témoins. Personne n'a eu le temps de voir quoi que ce soit... M. Jean Perier, préfet de police de Paris, puis M. Joseph Francheschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, et M. Henri Jacquemin, directeur du cabinet du garde des sceaux, sont eux aussi présents sur les lieux mais aucun d'entre eux ne fera de déclaration.

Les pompiers balayent les débris de verre qui jonchent la chaussée, achèvent de briser les carreaux menaçant de tomber sur les trottoir. Cette fois, l'ASALA, a tué une Française « *dont le seul crime*, dira un voisin, *était de travailler dans une société turque* ». « *C'est ignoble* », dit un badaud. « *Inadmissible* », reprend un autre. « *Ces gens-là*, dit une dame âgée, *il faut les f... dehors ! Qu'ils aillent faire leurs saloperies ailleurs et régler leurs comptes chez eux, non ?* »

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.



(Dessin de PLANTU.)

Nouvelles menaces

C'est la fin d'une trêve précaire et ambiguë. L'ASALA, cette armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie, a de nouveau décidé de se livrer à des actes de terrorisme sur le territoire français. Son correspondant anonyme, après avoir revendiqué l'attentat meurtrier de lundi, a annoncé *« d'autres attaques contre les établissements turcs à Paris »*. L'ASALA renforce ainsi les craintes des policiers français, qui redoutaient, depuis deux mois environ, une reprise des activités de l'ASALA. *« Il y avait des clignotants de plus en plus nombreux qui disaient : attention, danger ! »* résume un enquêteur.

Les faits sont là. Le 22 janvier, déjà, un membre de l'ASALA, Abraham Tomassian, était arrêté à Paris après avoir jeté deux grenades offensives dans une agence de la compagnie Turkish Airlines. Lundi, c'est une charge explosive de forte puissance qui a tué une jeune femme, qui n'était en rien mêlée au douloureux et épais contentieux turco-arménien. Les auteurs de cet attentat se présentent comme le *« groupe Levon Ekmekjian »*, du nom du membre de l'ASALA pendu le 29 janvier à Ankara (Turquie), après l'attaque de l'aéroport de cette ville, le 7 août 1982, qui avait fait dix morts. Mais la Turquie n'est pas la seule visée : l'objectif de l'ASALA, en prenant la responsabilité de blesser et tuer, est aussi français.

L'ASALA réclame en effet la libération des quatre Arméniens emprisonnés en France, depuis septembre 1981, après la prise en otage du personnel du consulat de Turquie, à Paris (un mort). De même l'ASALA exigera-t-elle, probablement, la libération d'Abraham Tomassian, maîtrisé par des gendarmes mobiles le 22 janvier, après son attentat.

Cette nouvelle offensive de l'ASALA – aujourd'hui – s'explique vraisemblablement par deux raisons :

● La première est matérielle. L'armée secrète arménienne, comme l'O.L.P., a dû abandonner la capitale libanaise alors que les chars israéliens prenaient possession de Beyrouth-Ouest, durant l'*été* 1982. Il a fallu plusieurs mois à l'ASALA pour réagir. Repliée, selon certains observateurs, à Chypre et en Grèce, la voilà apparemment prête à passer de nouveau à des actions meurtrières ;

● La deuxième raison – moins claire – relève de la volonté de l'ASALA de créer un rapport de force, à son avantage, avec Paris. Le groupe arménien voudrait mener son combat en France sans courir le risque d'arrestations et, encore plus, de condamnations. De manière plus diplomatique, l'ASALA a sans doute cru, après l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, que l'attitude de Paris à l'égard de la cause arménienne serait particulièrement bienveillante.

Ambiguïtés

L'arrestation inopinée par les autorités françaises, en novembre 1981, de Khatchig Avedissian, dit « Dimitriu Giorgiu », aussitôt relâché et... rattrapé *in extremis*, a illustré l'ambiguïté de la politique française : respecter le droit en préservant, dans l'immédiat, les intérêts de la France. Arrêté le 11 novembre, « Dimitriu Giorgiu », membre de l'ASALA, porteur de faux papiers chypriotes identiques à ceux des auteurs de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, a été libéré le 9 décembre de la même année. C'est une fuite dans la presse qui valut à « Dimitriu Giorgiu » ce court séjour dans les prisons françaises. En août 1982, un autre membre de l'ASALA, Vicken Tcharkhutian, réclamé par les Etats-Unis, fut libéré pour être aussitôt expulsé.

Ces gestes à l'égard de l'ASALA n'ont pas suffi. L'ASALA exige toujours la libération de ses *« prisonniers politiques »* en France. Après une brève trêve, des menaces non exécutées, l'ASALA reprend le fil de son combat, commencé en 1975. A la différence des organisations arméniennes comme Septembre France puis le groupe Orly, les derniers attentats de l'organisation ASALA avaient été commis par des hommes débarqués, peu auparavant, d'autres capitales. Les enquêtes de la police n'en sont rendues que plus difficiles et délicates.

LAURENT GREILSAMER.

LES RÉACTIONS

● La Fédération révolutionnaire arménienne (F.R.A.) Dachnagtsoutioun, dans un communiqué, condamne « *sans réserve l'acte odieux du lundi 28 février qui a fait plusieurs victimes innocentes.* » Elle ajoute : « *En revendiquant cet attentat, l'ASALA démontre une nouvelle fois l'irresponsabilité et l'incohérence de ses actions. La F.R.A. Dachnagtsoutioun appelle l'opinion publique à ne pas identifier la cause arménienne à ces provocations mais à soutenir son action contre la politique d'agression de la Turquie.* »

● Le Comité de défense de la cause arménienne condamne « *avec la plus extrême sévérité l'attentat de Paris revendiqué par l'ASALA au cours duquel une jeune femme a trouvé la mort* ». « *Une nouvelle fois,* indique le comité, *l'irresponsabilité des dirigeants de l'ASALA a conduit des militants arméniens à un acte de terrorisme inadmissible. Le C.D.C.A. ne saurait admettre que des hommes puissent se prévaloir de la cause arménienne en se livrant à de tels actes criminels. Le C.D.C.A. et les Arméniens ne se reconnaissent pas dans ces méthodes incohérentes et absurdes qui prétendent résoudre notre problème.* »

PROTESTATIONS APRÈS L'INCARCÉRATION DE M. JEAN LAPEYRIE

Après la mise en détention, vendredi 25 février, *le Monde* daté 26-27 février, de M. Jean Lapeyrie, cinquante-deux ans, animateur du comité Action-prisons-justice, inculpé de complicité, de viol du secret de l'instruction dans l'affaire de pédophilie du Coral, – M. Lapeyrie n'avait pas observé les contraintes du contrôle judiciaire auxquelles il était soumis depuis le 1er février, – le Syndicat de la magistrature constate que « *le principe du secret posé par le code de procédure pénale est en réalité constamment violé grâce aux informations fournies par la police et la justice qui peuvent ainsi donner l'ampleur et l'orientation souhaitée à certaines affaires* ». Le Syndicat de la magistrature ajoute que « *le secret de l'enquête et de l'instruction est devenu un principe détourné par ceux-là mêmes qui entendent aujourd'hui le faire respecter*.

De son côté, M. Etienne Bloch, conseiller honoraire à la cour d'appel de Versailles, écrit dans le numéro 8 du *Feuilleton du Coral*, – publication hebdomadaire, pour laquelle M. Lapeyrie est poursuivi, qui, depuis son incarcération, est devenue quotidienne : « *Si, quittant le domaine du droit, on aborde celui du comportement, quelle n'est pas notre indignation ! Le juge d'instruction n'était pas dupe en imposant au chantre de la défense libre (M. Lapeyrie) l'obligation de cesser de baser la stratégie de défense de Sigala sur la publication des pièces du dossier. Il savait que Jean Lapeyrie n'accepterait pas de se plier à une telle contrainte dont par ailleurs il contestait la légalité.* »

Enfin, contrairement à ce qu'avait d'ailleurs affirmé Me Jacques Vergès, avocat de la défense, le parquet n'a pas requis de mandat de dépôt contre M. Lapeyrie, il s'est contenté d'un réquisitoire supplétif pour la communication de pièces à l'instruction. Mais M. Jean Gourlet a donc pris seul – et contre l'avis du parquet – la décision de mettre en détention M. Lapeyrie. « *Mon incarcération est illégale*, écrit M. Lapeyrie. *Les modalités du contrôle judiciaire ne s'appliquent pas dans ce cas, pas pour la liberté d'expression, pas pour la vérité de l'affaire du Coral.* »

ÉDUCATION

POUR OBTENIR DES HEURES COMPLÉMENTAIRES

Des étudiants de Rouen occupent le rectorat depuis cinq jours

De notre correspondant

Rouen. – Les étudiants de l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de sciences de l'université de Haute-Normandie occupent, depuis le jeudi 24 février, quelques bureaux du rectorat de l'académie de Rouen (*le Monde* du 28 février). Cette action, selon les responsables étudiants doit permettre d'obtenir un « *crédit de 2 700 heures complémentaires nécessaires pour que les travaux pratiques, travaux dirigés et certains cours magistraux aillent au terme normal de l'année universitaire* ». Les étudiants ont déjà reçu depuis le début de leur mouvement le financement de 215 heures de la part du ministère de l'éducation nationale et un crédit de 1 000 heures qui a pu être débloqué sur les fonds propres de l'université.

Il restait au début de la semaine quelque 1 485 heures manquantes. Les étudiants ont l'intention de solliciter le président du conseil général de Seine-Maritime, M. Jean Lecanuet, pour qu'il fasse débloquer par le conseil, les fonds nécessaires pour assurer les heures manquantes.

Selon le recteur de l'académie, M. Christian Becle : « *La situation est dangereusement bloquée. Les moyens dont dispose l'université sont parfaitement suffisants mais le problème réside dans l'interprétation des textes officiels. Un professeur d'université doit trois heures hebdomadaires, mais combien y a-t-il de semaines dans une année ? Vingt-cinq comme le disent les enseignants ou trente-deux ainsi que le propose le ministre ?* ». – E. B.

[La réduction des heures complémentaires dans l'enseignement supérieur, annoncée par le ministère de l'éducation nationale dès l'été dernier, s'accompagnait d'une modification du mode de calcul des heures d'enseignement utilisé pour déterminer le potentiel d'encadrement des établissements. Cette mesure incitative n'impose pas aux universiytés, qui sont autonomes, d'obliger les enseignants à assurer plus de cours ou de travaux dirigés. Mais elle a pour but de faire prende conscience aux universitaires, qui gèrent les établissements, de leurs responsabilités. Il semble, à la suite de l'agitation dans les universités de Paris-III et de Rouen, que des conseils d'université et d'U.E.R. ont choisi de ne pas modifier les situations antérieures. Ils ont préféré attendre que des difficultés apparaissent pour solliciter des pouvoirs publics plus de crédits et plus de postes d'enseignants.]

JUSTICE

DE L'A.S. SAINT-ÉTIENNE A KLAUS BARBIE

Les magistrats instructeurs de Lyon sont débordés

De notre correspondant régional

Lyon. – Ils sont onze hommes et femmes qui, à Lyon, officient comme juges d'instruction. L'actualité judiciaire à placé trois d'entre eux en première ligne. M. Christian Riss a hérité du dossier le plus spectaculaire, celui de Klaus Barbie. Deux de ses confrères ont des dossiers au moins aussi volumineux. Pour le premier, vingt et un détenus pour la même affaire de banditisme (affaire Vacarizzi) ; pour le second, la délicate affaire financière, politique, et très accessoirement sportive, de l'A.S. Saint-Étienne.

Ces trois dossiers mobilisent pour une longue période trois magistrats déjà submergés par les dossiers dits généraux ou financiers. En outre, les cabinets d'instuction se sont vu récemment chargés, sans renfort en effectif, des dossiers du tribunal permanent des forces armées, jusque-là suivis par deux magistrats instructeurs détachés dans cette juridiction.

« *Trop, c'est trop !* » : c'est le cri d'alarme qu'ont décidé de lancer lundi 28 février, au cours d'une conférence de presse, les magistrats lyonnais. Ils alignent des statistiques impressionnantes. Le plus « chanceux » des onze magistrats a en effet cent dix dossiers ouverts dans son bureau. Le plus malchanceux... plus de deux cent cinquante ! Les normes antérieures de la chancellerie estimaient à quatre-vingts le nombre maximum de dossiers par magistrat. Le ministère préfère, aujourd'hui, établir le quota des juges d'instruction en fonction de données démographiques. Un choix qui paraît discutable pour des grandes villes qui voient prospérer les affaires tant pénales que civiles.

« *Aujourd'hui*, assure un des magistrats lyonnais, *nous sommes obligés de faire des choix dans l'ordre de traitement des dossiers.* A priori, *nous choisissons tous de passer prioritairement les affaires où des personnes sont incarcérées. Il n'est pas sûr que ce choix relève d'une bonne justice. En tout cas, pas d'une justice bien comprise par la population. Trop souvent, nous ne pouvons pas, faute de temps, apporter une réponse judicieuse a des problèmes parfois vitaux – par exemple à des affaires de pension alimentaire – qui préoccupent à bon droit les justiciables.* »

Les exemples de difficulté abondent. Du délinquant dit mineur jugé alors qu'il est... marié et père de famille aux cinquante, voire soixante détenus dont il faut gérer les dossiers. A Lyon, aussi, certains détenus « provisoires » ont été relachés pour cause de non-respect des règles relatives aux demandes de mise en liberté ou de mandat de dépôt.

Permanences...

Les magistrats instructeurs insistent sur la « spécificité » des affaires lyonnaises : « *Ici, on s'en tire rarement avec une première comparution.* » Tous regrettent de ne pouvoir se rendre plus fréquemment sur le terrain. Chez la majorité des juges perce l'angoisse des permanences du week-end, où, à partir de 15 heures le vendredi, « *on a douze interrogatoires à mener sur des affaires qu'on ne connait pas. Quand on inculpe à minuit, on ne fait pas du bon travail* ». C'est ainsi que M. Christian Riss était de permanence vendredi dernier. Le dossier Klaus Barbie n'a pas dû avancer beaucoup ce jour-là...

Pessimistes, les juges d'instruction lyonnais ont même prévu la réponse du ministère de la justice à leur demande de renforts : « *On va nous annoncer un poste supplémentaire pour le 15 avril. Juste au moment où une de nos collègues doit partir en congé de maternité. Et elle ne sera pas remplacée* ».

CLAUDE RÉGENT.

DURÉE MOYENNE D'UNE INSTRUCTION : PLUS DE NEUF MOIS

Le Journal officiel du 24 février indique dans une longue réponse du ministre de la justice à une question écrite de M. Michel Charasse, sénateur (P.S.) du Puy-de-Dôme et conseiller auprès du secrétaire général de la présidence de la République, la durée moyenne des instructions de 1970 à 1981.

Cette durée, qui était estimée en nombre de mois à 6,68 pour 1970, était passée à 9.18 en 1981, à l'exception de deux légères tendances à la baisse en 1975 (8,37) par rapport à 1974 (8,41) et en 1977 (8,53) par rapport à 1976 (8,64) ; la durée des instructions n'a cessé d'augmenter en dix ans en dépit d'une diminution du nombre des affaires à instruire qui, de 64 731 en 1980, étaient passées à 58 846 en 1981.

● *Nominations de magistrats.* – Par décret publié au *Journal officiel* du 25 février, sont nommés premiers présidents de la cour d'appel : à Douai, M. Pierre Mignucci, président du tribunal de grande instance de Créteil ; à Lyon, M. Jean Chouleur, premier président de la cour d'appel de Bourges ; à Bourges, M. Jacques Hennion, président de chambre à la cour d'appel de Paris.

M. LE PEN : l'affaire Barbie est bassement électorale.

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, qui présidait, lundi 28 février, à Nice, une réunion publique, s'est déclaré convaincu que l'arrestation de Klaus Barbie est « *une affaire bassement électorale* ». M. Le Pen s'est étonné que l'on fasse de Barbie « *un personnage central, alors que le chef de la Gestapo en France, le général SS Oberg et son adjoint, le colonel SS Knochen, ont été à la fois graciés et libérés par le général de Gaulle. Il me paraît difficile de s'attaquer à un sous-fifre*, a-t-il poursuivi, *alors qu'on a libéré ses chefs* ».

« *Cette arrestation*, a-t-il ajouté, *est une basse manœuvre électoraliste, car spéculer sur le chagrin des gens, sur la peine qu'ils ont eue pendant ces événements de la guerre, n'est pas digne d'hommes d'État, ni même d'hommes politiques.* »

Aéronautique

● *La compagnie aérienne Air Jamaica* vient d'acheter deux moyen-courriers Airbus A-300, devenant ainsi le trente-deuxième client de cet appareil dans le monde. Les deux avions sont destinés à des lignes reliant la Jamaïque aux Etats-Unis et au Canada. A cette date, deux cent-huit Airbus A-300 sont exploités dans le monde.

SPORTS

HANDBALL

Les sirènes du sport-spectacle

La France et les Pays-Bas ont fait match nul 19-19 lundi 28 février à Maastricht pour la troisième journée des championnats du monde « B ». Ce résultat sera pris en compte dans la poule de classement à laquelle les deux équipes participeront à partir de mercredi 2 mars avec Israël, la Bulgarie, la Belgique et l'Islande. Le tour final réunira la Hongrie, la Suède, la Tchécoslovaquie, la R.F.A., l'Espagne et la Suisse.

Le semi-échec des Français, rejoints à la dernière seconde du match par les Néerlandais, a avivé les regrets des responsables fédéraux et remis à l'ordre du jour la préparation des joueurs et le financement d'une politique de l'élite.

De notre envoyé spécial

Maastricht. – Le handball s'engagera-t-il un jour dans la voie suivie par le basket-ball et le volley-ball qui privilégie le sport-spectacle ? Depuis vingt ans, le langage n'a pas varié. « *A quoi sert-il d'être le premier si cela ne doit pas profiter à l'homme.* »

Les pressions se font pourtant de plus en plus fortes au sein de la fédération française (F.F.H.B.). Les grands clubs comme Gagny et Saint-Maur sont privés de revenus importants, alors qu'ils doivent faire face aux charges de la Coupe d'Europe. Parmi les petits clubs, certains jouent avec des maillots publicitaires, d'autres offrent à leurs joueurs des dessous de table. En division nationale III, pour deux séances d'entraînement et un match par semaine, un entraîneur-joueur peut percevoir un « salaire » mensuel de 4 000 F.

Peut-on se targuer d'être pur et dur sur des questions d'éthique et avouer son impuissance devant ces pratiques ? L'élection de Jean-Pierre Lacoux, en septembre dernier, au poste de président de la fédération est-elle susceptible de modifier radicalement le cours de la politique fédérale après les dix-huit années de pouvoir de Nelson Paillou, devenu président du comité national olympique (C.N.O.S.F.) ? C'est improbable.

Ancien international, puis directeur technique et enfin élu de la fédération, il a partagé les idées de son prédécesseur, auxquelles il reste fidèle. L'exemple du basket qui en arrive à édicter une règle imposant la présence de Français sur le terrain et celui du volley-ball qui envisage de ne pas participer au prochain championnat du monde lui apportent la preuve que la politique de ces deux sports est un échec. « *Leurs résultats internationaux ne sont pas meilleurs que les nôtres*, dit Jean-Pierre Lacoux, dont le rêve est « *de voir la France organiser les Jeux olympiques de 1992 et engager enfin une véritable politique sportive* ».

« *Il faudra dix ans pour que les handballeurs s'y préparent*, dit-il. La F.F.H.B. devra alors restreindre l'élite, et les grands clubs devront adapter leurs structures à une nouvelle situation. Rien n'interdira alors de faire appel à l'aide de l'Etat, à celle des collectivités locales et des entreprises. Un autre schéma de développement ne lui paraît pas sérieux. « *Les clubs s'imaginent que l'instauration de la poule unique et l'apparition de la publicité sur les maillots des joueurs résoudront tous nos problèmes. C'est faux* », dit-il. Les progrès passent par l'amélioration du jeu : alors que les clubs français font trois entraînements hebdomadaires ; à l'étranger, on travaille désormais quotidiennement.

Jean-Pierre Lacoux ne veut pas « *imposer de solution* ». Mais les grands clubs français ne sont pas prêts à accepter n'importe quel discours. Attendre qu'une décision soit prise à propos de l'organisation des jeux relèverait, selon eux, d'un manque de réalisme. Bref la bataille du haut niveau est engagée. C'est moins Jean-Pierre Lacoux qui est visé que les dirigeants fédéraux, qui ont fait, depuis trente ans, la preuve à la fois de leur bonne volonté et de leur absence d'imagination. Le président de la F.F.H.B. se dit pourtant prêt à démissionner si une majorité devait lui imposer un choix contraire à ses principes.

GILLES MARTINEAU.

D'un sport à l'autre

SPORTS DE MONTAGNE. – Le décret portant création du conseil supérieur des sports de montagne qui avait été souhaité dans le rapport de M. Yves Ballu (*le Monde* du 3 mars 1982) a été publié au *Journal officiel* du 27 février. Le conseil réunira les représentants de toutes les activités sportives et annexes aux sports pratiqués en montagne et s'efforcera de concilier les intérêts des usagers touristiques et des pratiques sportives de haut niveau.

FOOTBALL. – *L'A.S. Saint-Etienne (A.S.S.E.) devra contracter un emprunt de 5 millions de francs pour équilibrer son budget pour la fin de la saison. Si la municipalité ne lui accorde pas sa caution pour cet emprunt, le club pourrait être amené à déposer son bilan. C'est ce qui est ressorti de la réunion, le 28 février, du conseil d'administration du club, où les pleins pouvoirs ont été accordés au président Paul Bressy jusqu'en juin 1983 et non jusqu'en 1984 comme il le souhaitait.*

FAITS ET JUGEMENTS

« Minute » condamné pour avoir diffamé M. Georges Lemoine

Pour avoir diffamé M. Georges Lemoine en sa qualité de maire (P.S.) de Chartres, M. Jean-Claude Goudeau, directeur de *Minute*, a été condamné à 4 000 F d'amende, le 28 février, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

Le jugement déclare irrecevables les conclusions de la défense prétendant que M. Lemoine, secrétaire d'Etat à la défense, était visé en tant que membre du gouvernement : les imputations diffamatoires – M. Lemoine étant accusé d'avoir fait exécuter des travaux dans une fermette lui appartenant par l'entreprise Bouygues chargée de la construction du nouvel hôpital de Chartres – visaient bien le requérant en sa qualité de maire.

M. Goudeau est relaxé pour un des articles poursuivis, intitulé « Gros mensonge », car M. Lemoine y était visé, selon le tribunal, non dans ses fonctions de maire, mais comme simple citoyen ayant engagé une instance judiciaire. Pour les autres accusations, les juges constatent que M. Goudeau n'a pas rapporté la preuve des faits allégués de concussion et qu'il n'a pas respecté de la sorte son « *devoir élémentaire* » de journaliste consistant à contrôler ses informations.

M. Lemoine avait réclamé 1 million de francs de dommages-intérêts qu'il distribuerait à des œuvres de bienfaisance. Le tribunal déclare que le requérant se reconnaît de ce fait incapable de chiffrer le montant de son préjudice et lui accorde seulement 1 franc symbolique plus une indemnité de 10 000 F au titre des frais. M. Goudeau paiera, en outre, les frais d'insertion d'extraits du jugement dans trois journaux du choix de M. Lemoine.

Antoine Melero condamné à dix ans de réclusion criminelle

La cour d'assises de Paris, présidée par M. Paul Gaillardot, a condamné, le 28 février, pour complicité de tentative d'assassinat, Antoine Melero à dix ans de réclusion criminelle et Ange Pieraggi à cinq ans de la même peine. Le premier était accusé d'avoir commandité un attentat au cours duquel fut grièvement blessé, le 28 août 1974, à Paris, M. Claude Dalle Nogare, dirigeant de la société Claude Deco. Le second était accusé d'avoir servi de chauffeur à l'auteur de l'attentat (*le Monde* du 26 février).

M. Gérard Guilloux, avocat général, avait vu en M. Melero un « *agitateur politique et une barbouze doublés d'un agent très spécial et d'un indicateur, homme du milieu* ». L'accusé niait les faits, et son avocat, Me André Guibert, le présentait comme une victime en soutenant que la preuve n'était pas rapportée d'un lien, à l'époque des faits, entre son client et Roland Luperini, l'homme du milieu marseillais assassiné depuis, auquel il aurait demandé de recruter des tueurs pour son compte. Me Guibert a rappelé le passé de son client, ancien policier au Maroc avant l'indépendance, impliqué en 1955 dans l'assassinat à Casablanca de Jacques Lemaigre-Dubreuil, mais bénéficiaire d'un non-lieu.

Même avec l'octroi des circonstances atténuantes, la condamnation montre que la cour et le jury ont considéré que les faits étaient graves en dépit de leur ancienneté et de la brièveté de la détention provisoire (trois mois). Elle montre aussi et surtout que, pour Antoine Melero, le temps des protections semble bien révolu. – J.-M. Th.

RELIGION

La promulgation du code de droit canon

Le nouveau code de droit canon, promulgué le 25 janvier par Jean-Paul II (*le Monde* du 27 janvier), entrera en vigueur le 27 novembre prochain après une période de « *vacation de la loi* » au cours de laquelle la nouvelle loi doit être « reçue » par l'Eglise universelle. La traduction française officielle sera publiée dans le courant de l'été. Voici les premiers commentaires, sévères, que Jean Schlick, directeur de l'Institut de droit canonique de Strasbourg, nous propose à partir du texte latin.

Le maintien d'un système clérical

par JEAN SCHLICK

Le 25 janvier 1983, l'Eglise catholique latine, avec ses quelque 750 millions de baptisés, a été dotée d'une législation renouvelée que la presse s'est quasi unanimement plu *à célébrer dans ses avancées*. Les textes eux-mêmes n'étant pas accessibles ce jour-là, un enthousiasme, mitigé d'ailleurs, a pu naître sur un fond d'optimisme entretenu. Mais aujourd'hui, il faut bien songer à la réception de cette législation dans la *communauté chrétienne en maints* pays et mesurer les chances des textes à la jauge des attentes. Comment les catholiques français vont-ils pouvoir se sentir concernés par ces lois nouvelles ? Et d'abord comment les concernent-elles ?

La grande majorité des catholiques connaissent l'Eglise institution*nelle généralement par la paroisse*, quelquefois par le diocèse. C'est ici, c'est-à-dire dans le livre II du code promulgué le 25 janvier, qu'il importe de mesurer les réalités du texte face aux attentes. De fait, le livre II, intitulé « Du peuple de Dieu », donne *une large place à la « paroisse »*. Celle-ci y est définie comme la communauté des fidèles, insérée d'une manière stable dans l'Eglise particulière qu'est le diocèse. La charge pastorale y est confiée « *au pasteur propre* », c'est-à-dire au curé (canon 517). Après avoir précisé ce qu'il convient de faire là où il n'est pas possible d'ériger des paroisses, le code consacre dans ce livre II trente-cinq canons à la paroisse, dont trente-deux concernent les clercs ou partent de leur situation particulière de curé, vicaire, etc. Seulsdsrois canons ne privilégient pas une approche de la paroisse par le biais de son responsable.

Deux de ces trois canons s'occupent des questions financières. L'un règle la destination des offrandes perçues par les prêtres (c. 531). L'autre fixe la gestion des affaires économiques par un conseil (c. 537). Enfin le canon 536, d'une grande signification pour la vie ecclésiale de la paroisse, prévoit la création d'un conseil paroissial. Mais concrètement la particularité de ces canons par rapport aux trente-trois précédent. consiste essentiellement dans le report de l'acteur premier, du curé à l'évêque. C'est l'évêque qui constitue et prévoit les règles de fonctionnement du conseil pastoral. Et c'est l'évêque qui établit les normes de création et de fonctionnement du conseil des affaires économiques. Dans ces deux conseils auxquels sont associés des laïcs, ces derniers ne sont que des aides avec voix consultative. Et lorsqu'il s'agit des finances, le curé seul peut représenter la paroisse dans les actes juridiques.

La notion d'aide va se prolonger dans la notion de suppléance, au canon 517 paragraphe 2. En effet, si, à la suite de la pénurie de prêtres, l'évêque estime devoir faire participer à l'exercice de la charge pastorale soit un diacre, soit un ou plusieurs laïcs, c'est un prêtre, dûment muni des pouvoirs et facultés de curé, qui doit diriger l'action pastorale. Pareille prescription est conforme au canon 230, qui traite d'une manière globale des laïcs. Ceux-ci peuvent remplir par *délégation temporaire* les *fonctions de lecteur*. Là où la nécessité est par trop pressante, ils peuvent, hors d'un ministère, « *suppléer* » *à quelques fonctions* : exercer le ministère de la parole (prêcher), présider aux prières liturgiques, donner le baptême, distribuer la communion. Et cela s'entend conformément au droit.

Pouvoir et coopération

Avec la paroisse, nous sommes au cœur des communautés chrétiennes. C'est ce qu'a bien senti le cardinal Marty lors des dernières séances de consultation. Il souligna le caractère trop clérical de cette présentation du peuple de Dieu dans le cadre de la *paroisse*. Il n'y retrouva pas l'esprit de Vatican II. Mais il lui fut répondu que la paroisse avait été fort bien décrite dans Vatican II. La commission ne voyait pas, par ailleurs, en quoi la doctrine contenue dans le code révisé différait de celle du concile.

Il n'est donc pas surprenant de retrouver le schéma clérical dans les institutions diocésaines. Si les laïcs sont admis dans ces assemblées, c'est toujours à titre consultatif. A la limite, même le conseil diocésain des affaires économiques pourrait fonctionner sans leur présence.

Et, *plus profondément*, le code de 1983 révèle sa théologie lorsqu'il définit le pouvoir de gouvernement. Il affirme que seuls les ministres ordonnés y sont aptes. Les laïcs ne peuvent que « coopérer » à cet exercice, conformément au droit, c'est-à-dire à la *législation explicite*. C'est l'objet du canon 129, occasion d'un débat passionné dans le cadre des consultations du projet de 1980. Ces textes s'exprimaient dans un vocabulaire de participation. Les laïcs « *pouvaient avoir une part* » dans l'exercice du pouvoir, était-il dit. Le cardinal Ratzinger détecta là une *notion « périlleuse » qui allait* s'introduire dans le droit. Elle aurait pu amener au pouvoir délibératif des laïcs, droit jugé contraire à la constitution de l'Eglise. Le code de 1983 a su prendre en compte cet avertissement, et le terme « coopérer » y prend un sens restrictif que renforcent nombre de prudences occasionnelles.

Enfin, avec les hommes d'aujourd'hui, les catholiques sont souvent engagés, au prix de leur vie et de leur liberté, dans la défense des droits de l'homme. Le synode des évêques, dès 1967, a pris cette réalité en compte. *Dans les principes* directeurs de la révision du code de droit canonique, il insista sur la protection du droit des personnes. On parla de mise en place de procédures garantissant les droits subjectifs dans l'Eglise. Et, de fait, le livre II, « Du peuple de Dieu », s'ouvre sur un titre qui prend acte de ces vœux : « Obligations et droits de tous les fidèles. »

Parmi les droits des fidèles, on relève la liberté d'expression des « *chrétiens compétents* » face aux pasteurs. Et encore, est-il précisé, ces chrétiens doivent faire preuve de « *la révérence due aux pasteurs sacrés* ». *D'autre part, les chrétiens* sont mobilisés, à partir du droit aux sacrements dont ils jouissent, pour défendre la célébration de ceux-ci « *selon les livres liturgiques approuvés* ». On imagine aisément l'augmentation du travail des tribu*naux compétents dans un tel* domaine, sans parler de la tentation, *chez certains*, de recourir à la délation...

Qu'en est-il, en revanche, des possibilités de recours offertes aux catholiques, prêtres et laïcs, lésés dans une décision épiscopale ?

Depuis 1908, les catholiques n'avaient *plus de possibilité* de recours autre que le recours aux *congrégations romaines*. Aucune voie judiciaire n'est disponible. C'est Paul VI qui, en 1967, créa à Rome un tribunal capable de « casser » une décision illégale. La même année, le synode exprima *le souhait que* la défense de la personne soit assurée « *par une procédure propre et canonique* ». Les projets du code avaient prévu de telles instances. Le code de 1983 substitue aux tribunaux administratifs une instance de conciliation laissée, jusque dans sa création, au pouvoir discrétionnaire de l'évêque à *défaut de la conférence épiscopale*. Ainsi donc le vœu du synode de 1967, lui aussi organisme consultatif, n'a pas trouvé d'écho. Le code, lui, trouvera-t-il un écho en France ? L'histoire en décidera.

La « condition » féminine

En 1965, dans un des textes de Vatican II (la Constitution pastorale sur l'Église Gaudium et Spes*), l'Église catholique condamnait* « toute forme de discrimination (...) fondée sur le sexe (...) comme contraire au dessein de Dieu ».

Pourtant, le canon 1024 du nouveau code réserve le « pouvoir de l'ordre » *(diacre, prêtre, évêque) aux seuls mâles, et les femmes ne jouissent pas des pleins droits et devoirs des laïcs puisque le lectorat et l'acolytat (canon 230) sont réservés explicitement aux hommes. Pourtant, les femmes sont des millions au monde à assumer des tâches dépassant de loin celles prévues pour les lectorat, acolytat et diaconat. Elles sont aumôniers de lycée, de prison, d'hôpital, chargées de paroisse ; elles enseignent des prêtres, et ceux-ci se trouvent parfois sous leur juridiction temporaire.*

Le canon 517 prévoit bien d'accorder des charges aux femmes « par suppléance », *et il faut reconnaître un certain progrès dans la nouvelle possibilité pour les femmes d'être juges et assesseurs dans les tribunaux ecclésiastiques. Il serait toutefois hardi de se réjouir trop vite de ces nouvelles formes de coopération offertes aux laïcs. Le canon 129 renforce d'abord, en son paragraphe I, le pouvoir clérical* (« Seuls les membres ordonnés sont habilités au pouvoir de juridiction (régiminis) » *et déclare ensuite. (par. 2)* « que les laïcs peuvent coopérer à l'exercice de ce même pouvoir, selon la norme du droit ». *Mais celle-ci prévoit justement, en fonction d'une « condition » sexuelle, des exceptions qu'on peut juger antiféministes.*

Il est à noter, d'autre part, qu'aucune femme n'a fait partie des cent vingt-sept membres de la commission de révision pour le droit canon (annuaire de 1982) et si quelques laïcs ont été consultés, combien de femmes ? Choisies par qui ? Sait-on que jamais la hiérarchie romaine n'a accepté sur cette question des femmes la création d'une commission d'études qui leur donnât véritablement la parole ?

Il vient trop tard, ce code, pour faire de la discrimination des femmes encore une loi... Finalement, ce code est moins logique – probablement moins honnête – que le vieil exposé scolastique sur le statut de la femme ; celui-ci se fondait sur la philosophie du temps (femme, nature essentiellement seconde), sur la biologie du temps (l'homme seul donne la vie), sur le statut social du temps (femme sous statut civil de sujétion).

Il vient trop tôt, ce code, puisque, manifestement, l'Eglise n'était majoritairement pas prête à renoncer à sa misogynie, ni prête à réserver d'une façon ou d'une autre – mais en tout cas avec un nécessaire soupçon de modestie – la double question qui devient un problème de plus en plus aigu : celle du statut féminin liée à celle du caractère exclusivement masculin du sacerdoce.

M.-TH. VAN LUNEN CHENU.

● *L'Institut de droit canonique de l'université des sciences humaines de Strasbourg* propose, depuis la rentrée universitaire 1982-1983, une préparation à la licence et à la maîtrise en droit canonique, diplômes nationaux reconnus par l'Eglise. Dès le lancement de cette initiative, quatre-vingts étudiants, dont trente femmes, se sont inscrits. Quarante autres ont été placés sur une liste d'attente. Pour tous renseignements, s'adresser à l'Institut de droit canonique, 9, place de l'Université, 67084, Strasbourg. Tél. : 16 (88) 35-59-40.

LES DERNIERS EXCOMMUNIÉS ?

Courante au Moyen Age, l'excommunication est une sanction, de nos jours, exceptionnelle. Le nouveau droit canon en réduit encore le champ d'application.

Parmi ses dernières victimes, citons le cas des théologiens Alfred Loisy en 1908 et de Joseph Turmel en 1930, excommuniés à cause de leurs écrits. Le dictateur argentin Juan Peron fut excommunié quant à lui en 1955, pour avoir arrêté et expulsé des prêtres s'opposant à la législation du divorce dans ce pays catholique. L'abbé Joseph Plojhar, ancien ministre tchécoslovaque de la santé, connut le même sort en 1959 pour avoir contribué aux persécutions visant l'église. Enfin, dans un genre quelque peu différent, deux journalistes italiens furent menacés d'excommunication en 1973, après la publication d'un livre relatant des pseudo-confessions.

D'autre part, un certain nombre de motifs d'excommunications automatiques *ont été supprimés* : le duel ou l'incitation au duel, le trafic d'indulgences, l'édition ou la lecture sans autorisation de livres hérétiques, la violation de la clôture monastique, la fabrication et la vente de fausses reliques, l'éducation des enfants hors de la religion catholique, l'impression de bibles sans *imprimatur*, et enfin, l'affiliation à la franc-maçonnerie.

P. C.

A la Grande Loge de France
M. Michel Viot marque sa satisfaction

Le pasteur Michel Viot, vénérable de la loge James Anderson, traitant le 26 février de l'« initiation maçonnique » dans une « tenue blanche ouverte » qui remplissait le Grand Temple de la Grande Loge de France, 8, rue Puteaux, a déploré que l'image de la franc-maçonnerie offerte par les médias soit généralement celle des conflits sur des « *options politiques partisanes* ». Ce regard superficiel donne, estime-t-il, une vision fausse de l'activité des loges et néglige son caractère essentiellement initiatique. M. Michel Viot, s'en prenant sans le nommer au Grand-Orient de France (G.O.D.F.), reconnaît que la presse n'est pas complètement responsable de cet état de choses. « *En effet*, déclare-t-il, *il existe en France un puissant courant maçonnique qui cautionne par son attitude et ses prises de position officielles cette image d'une maçonnerie politique essayant de faire pression sur le pouvoir.* »

La franc-maçonnerie, souligne-t-il, ne saurait s'identifier à cette seule obédience (G.O.D.F.). La Grande Loge de France, pour sa part, s'interdit tout engagement politique obédientiel et ne veut pas être confondue avec un « *courant politique bien souvent antispiritualiste et antireligieux* ». Ce courant « *presque exclusivement latin* » ne représente guère plus de cent mille personnes dans le monde, sur les quelque six millions de maçons.

L'initiation maçonnique, précise l'orateur, est une « *méthode de perfection* » qui ne peut être pleinement comprise que par ceux qui la vivent. (De même, dira ensuite en aparté un éminent « spécialiste » de la Compagnie de Jésus, le R.P. Riquet, les « exercices » d'Ignace de Loyola *n'ont* pas grand sens pour ceux qui se contentent de les lire.)

M. Michel Viot évoque alors la Bible et la spiritualité judéo-chrétienne, dans laquelle l'initiation maçonnique prend ses racines. Le caractère spécifique de cette initiation est d'être « *constructif* » : la construction du temple de Salomon lui sert de symbole. « *Cette haute conscience d'être les collaborateurs de Dieu dans sa création et même sa révélation habita*, affirme-t-il, *l'esprit des constructeurs de cathédrales dont nous nous réclamons.* »

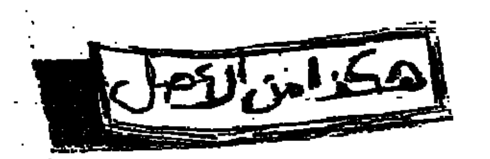
Pour l'orateur, cet aspect « *mystique* » de l'initiation maçonnique a motivé la première bulle d'excommunication de 1738. L'Eglise institutionnelle, en effet, se méfie toujours du « *mystique* », surtout lorqu'elle ne peut le contrôler. Cette méfiance sera ensuite justifiée, reconnaît M. Viot, par « *ce qu'il faut bien appeler des dérapages initiatiques* » (formes dévoyées de la magie ou de l'alchimie). Ces « *dérapages* » que condamne l'orateur devaient plus tard se manifester dans la « *métamorphose de certains rituels, allant du burlesque au grand-guignol en passant par l'insipide* ». Aujourd'hui, il est presque heureux que l'on ne se donne même plus la peine d'inventer des rituels : ainsi, estime l'orateur, nous épargne-t-on le « *risque de nouveaux hauts grades du genre « sublime camarade laïque »*. Ici, M. Michel Viot ne vise évidemment pas la Grande Loge, dont le caractère spiritualiste a été préservé et où « *l'initiation maçonnique, traditionnelle et régulière, provoque même de nombreux retours à la foi et à la pratique* ». Ayant salué l'*aggiornamento* de l'Eglise catholique et le nouveau droit canon qui met en pratique Vatican II, il ajoute : « *Cela constitue la preuve tangible d'un changement que seuls la sottise ou le fanatisme pourraient empêcher de voir.* »

ALAIN GUICHARD.

TRANSPORTS

● *Moins de passagers pour Swissair en 1982.* – En 1982, la compagnie aérienne helvétique Swissair a transporté moins de passagers qu'en 1981, mais ils ont voyagé sur des distances plus longues. Si bien que, en dépit d'une diminution de sa clientèle (7 168 567 passagers transportés, soit 2 % de moins que l'année précédente), le trafic de Swissair, exprimé en tonnes-kilomètres, s'est accru de 2 %.

Pour le fret, l'augmentation du trafic est également de 2 %. Les meilleurs secteurs du réseau ont été le Proche-Orient (+ 15 %), l'Extrême-Orient (+ 6 %) et l'Afrique (+ 2 %). La demande a stagné en Europe, elle a diminué de 3 % sur l'Atlantique sud et de 4 % sur l'Atlantique nord.



Le Monde

MEDECINE

Traiter le rhume par la chaleur

Fruits des efforts conjugués des instituts Pasteur de Paris et Weizmann de Tel-Aviv, un appareil – le « Rhinotherm » – destiné à guérir les rhumes de cerveau en vingt-quatre heures sera commercialisé en France fin avril.

Son principe repose sur un constat de virologie fondamentale (la sensibilité des virus à la chaleur) mis en évidence par le professeur André Lwoff.

Des travaux plus récents, qui ont fait notamment l'objet d'une communication à l'Académie des sciences à Paris le 15 février dernier, expliquent l'efficacité du « Rhinotherm » sur les rhinites non infectieuses, et notamment les rhinites allergiques persistantes aux symptômes si invalidants pour ceux qui en souffrent.

Nous avons demandé au professeur Lwoff d'exposer pour les lecteurs du *Monde* les résultats obtenus grâce à cet appareil, dont le prix est malheureusement prohibitif (2 800 francs), et leur explication physiologique.

Par le professeur ANDRÉ LWOFF (*)

LE coryza – ou rhume du cerveau – est une maladie infectieuse des fosses nasales, laquelle guérit spontanément en une à deux semaines. Maladie en général bénigne ; les complications : sinusites, otites, infections pulmonaires, sont rares. Cependant le coryza coûte fort cher au malade et à la société : absentéisme, achats intempestifs de médicaments dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont inefficaces, quoique remboursés par la Sécurité sociale. L'usage des décongestionnants provoque des rhinites graves, ce qui a entraîné l'inscription de ces médicaments au tableau A, c'est-à-dire qu'ils ne sont délivrés que sur ordonnance non renouvelable. Notons que les Américains achètent tous les ans pour 500 millions de dollars de médicaments inutiles. Selon la formule consacrée, « *rien ne permet de dire que quoi que ce soit, excepté le temps, guérit le rhume* ». Le rhume qui était un reproche vivant pour les médecins et la médecine.

Contrairement à une opinion solidement ancrée, ni le froid, ni les courants d'air, ni l'humidité ne peuvent provoquer un rhume. Le coryza est une rhinite virale. La survie des virus dans l'air froid humide est plus longue que dans l'air chaud et sec, ce qui rend compte de la fréquence des rhumes durant l'hiver. On a admis longtemps qu'une fraction – environ 10 % – des rhumes était d'origine bactérienne. Beaucoup pensent aujourd'hui que les bactéries ne s'implantent qu'à la faveur de lésions d'origine virale. Plusieurs virus sont en jeu : *Adénovirus*, *Coxsackie-virus*, et surtout *Rhinovirus* dont on connaît une centaine de variétés.

A l'exception des narines qui sont tapissées de cellules aplaties, la muqueuse des fosses nasales est bordée de cellules cylindriques. Chacune de ces cellules porte de cent quarante à deux cents cils vibratiles qui battent de cent cinquante à deux cents fois par minute. Les battements assurent le transit vers le pharynx des particules inhalées et du mucus. La durée normale de transit est de 5 à 6 minutes. Ce sont des glandes de la sous-muqueuse nasale qui produisent le mucus. Environ cent vingt mille petites glandes séro-muqueuses sécrètent un mucus assez consistant, environ deux cent cinquante grosses glandes produisent un mucus plus fluide.

Développement viral et température

Quelle que soit la température extérieure, l'air qui pénètre dans les alvéoles pulmonaires est à 37°. Le refroidissement ou le réchauffement de l'air inspiré commence au niveau de la muqueuse nasale ; sa surface est importante du fait des cornets qui sont des protrusions des parois. La muqueuse est largement vascularisée. L'air chaud et sec se charge en vapeur d'eau et l'évaporation engendre une baisse de la température de la muqueuse. L'air froid emprunte des calories à la muqueuse qui est refroidie.

Si l'on cultive un virus à une température donnée – soit par exemple 34°, – on sélectionne des variants, des souches, dont l'optimum thermique sera 34° et qui se développeront mal ou pas du tout à 37° et au-dessus. La température de notre muqueuse nasale oscille entre 33 et 35 degrés centigrades. Les rhinovirus se développent bien entre 33 et 35° mais pas au-dessus de 37°. L'efficacité, le succès de la thermothérapie, sont gouvernés par la thermosensibilité des virus en jeu.

Comment agissent les températures supra-optimales ? Le transfert de cellules infectées d'une température optimale à une température supra-optimale déclenche un processus qui aboutit à la destruction de l'acide nucléique viral, c'est-à-dire de son matériel génétique.

(Lire la suite page 18.)

(*) Prix Nobel de médecine et physiologie.

Les rhinites persistantes non infectieuses

CERTAINES rhinites ne sont pas provoquées par des virus mais par des dérèglements immunitaires.

Elles appartiennent à trois catégories : rhinites persistantes allergiques, rhinites vasomotrices, rhinites dites éosinophiliques. Les unes comme les autres sont caractérisées par une congestion nasale chronique et une hypersécrétion de mucus, une rhinorrhée plus ou moins abondante, des éternuements, du prurit, et une obstruction parfois totale des fosses nasales. Les malades respirent alors uniquement par la bouche et des complications de toutes sortes sont fréquentes. Si les rhinites sont qualifiées de persistantes, c'est qu'il n'existe aucune thérapeutique efficace.

Nous avons soumis des malades atteints de rhinites persistantes allergiques au même traitement que les malades souffrant d'un coryza. Après vingt-quatre heures, les symptômes avaient disparu chez 79 % des traités contre 59 % chez les placebos, et après un mois chez 65 % des traités contre 15,5 % des placebos. Il est naturellement difficile de faire le départ entre ce qui revient aux insufflations et ce qui relève des facteurs psychiques, lesquels on le sait interviennent chez les allergiques.

Quoi qu'il en soit, le résultat observé après un mois montre que l'hyperthermie a eu un effet bénéfique : les symptômes majeurs ont disparu. Il n'y a cependant pas eu guérison : la rhinoscopie montre, en effet, que la muqueuse nasale n'a pas retrouvé son aspect normal et que le malade n'est pas désensibilisé.

Quel pouvait bien être le mécanisme de l'action de l'hyperthermie ? Dans de nombreux tissus et en particulier dans la sous-muqueuse nasale, on trouve en abondance des cellules particulières, les mastocytes. Chacun de ceux-ci renferme un millier de granules, granules qui sont des vésicules contenant divers médiateurs de la réaction allergique, et en particulier de l'histamine. Les substances auxquelles un organisme est sensibilisé mettent en mouvement une série de réactions complexes qui aboutissent à l'expulsion des granules – donc des médiateurs de la réaction allergique.

Diverses substances synthétiques provoquent la dégranulation des mastocytes *in vitro* aussi bien qu'*in vivo*. Sur des fragments de muqueuse nasale de cobaye maintenus à 31 degrés, ces substances déclenchent dégranulation et libération d'histamine. Si la muqueuse a été portée durant trente minutes à 43 degrés, il n'y a ni dégranulation ni, bien entendu, libération d'histamine. La raison de l'efficacité de la thermothérapie apparaît ainsi clairement.

La thermothérapie des rhinites non infectieuses, comme celle du coryza, est à ses débuts. On peut espérer que les essais en cours permettront d'augmenter ce pourcentage des malades qui tirent bénéfice du traitement.

A. L.

Informatique et secret médical

A l'heure de l'informatique le vieux concept de secret médical doit-il faire peau neuve ? Y a-t-il un risque majeur à établir, sur un support informatisé, des listes nominales de personnes souffrant d'une affection cancéreuse, cardiovasculaire ou psychiatrique ? Si oui, peut-on concevoir et réaliser une parade technique pour préserver l'anonymat des malades ?

Faut-il au contraire éviter de « jouer avec le feu », quitte à abandonner définitivement tous les travaux de recherche en épidémiologie, cette discipline prometteuse dont tout le monde s'accorde pour dire qu'elle accuse en France un retard préoccupant ?

Ces questions posées publiquement lors de la récente concertation nationale sur le cancer font l'objet d'un important débat dans les milieux scientifiques et médicaux. De nombreux médecins notamment expriment leur inquiétude du fait que leurs travaux d'épidémiologie les placent en situation illégale. Le ministère de la santé vient de saisir à ce propos le Conseil d'État. La Commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.) commence à instruire le dossier. A l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) on aimerait voir la situation évoluer rapidement. Pour l'heure, compte tenu de sévères contraintes législatives, la situation apparaît, néanmoins, bel et bien bloquée.

Menaces sur une épidémiologie naissante

DES craintes à la dimension des espoirs. Il est communément admis, aujourd'hui, que l'épidémiologie – étude à l'échelon collectif des phénomènes pathologiques – pourrait beaucoup apporter à la médecine. Cette discipline essentiellement développée dans les pays anglo-saxons, parce qu'elle donne une image « sociale » jusqu'alors ignorée de la maladie, est l'outil indispensable d'une politique de santé qui vise, comme c'est le cas en France, à faire de la prévention une priorité absolue. Voilà pour l'aspect positif de la discipline. Reste l'autre : la nécessité d'enfreindre, d'une manière ou d'une autre, la vieille notion de secret médical.

Les analyses portant sur un grand nombre de phénomènes pathologiques impliquent, en effet, la réalisation d'enquêtes ponctuelles ou la création de « registres » permanents. Dans les deux cas, des renseignements médicaux nominaux doivent être colligés et exploités, donc conservés. On imagine aisément les conséquences qui pourraient découler d'un mauvais contrôle du système. « *A un bout de la chaîne*, schématise un médecin, spécialiste de ces questions, *cela signifie que tout le monde, dans une petite ville, pourrait apprendre que la receveuse des P.T.T. a subi l'ablation d'un sein. A l'autre extrémité, dans les mains d'un pouvoir fascisant, cela constituerait un outil redoutable, capable, dans l'instant, de fabriquer des listes de personnes atteintes d'une affection mentale ou organique donnée, ou possédant une caractéristique biologique particulière.* »

En pratique, où en sommes-nous ? En France, le cadre législatif est défini par deux textes principaux, comme vient de le rappeler une récente communication faite à l'Académie nationale de médecine (1).

● *L'article 378 du code pénal qui a officialisé dès 1810 la notion de secret médical.* – Celle-ci figure aussi dans le serment d'Hippocrate. Cet article prévoit des sanctions pour les médecins et les membres des professions de santé qui ne respecteraient pas le caractère secret des confidences qui leur sont faites. Ce texte vise les « confidents nécessaires », c'est-à-dire les médecins et tous ceux qui participent obligatoirement à l'acte médical.

● *La loi du 6 janvier 1978 sur l'informatique.* – Ce texte crée notamment la notion de « secret informatique » et précise (article 40) que « *lorsque l'exercice du droit d'accès s'applique à des informations à caractère médical, celles-ci ne peuvent être communiquées à l'intéressé que par l'intermédiaire d'un médecin qu'il désigne à cet effet* ». Il s'agit, à la différence de l'article du code pénal, d'une loi qui porte sur la nature de l'information et qui peut viser des médecins comme des non-médecins.

A ces deux textes viennent s'ajouter trois articles du code de déontologie médicale. Une première brèche à cet édifice réside dans les dérogations légales et les déclarations obligatoires (naissance, décès ou maladie contagieuse, par exemple). Une autre est le « secret médical partagé », cette mise en commun entre médecins ou entre médecins et travailleurs sociaux de données médicales concernant un patient, dans l'intérêt de ce dernier.

Une autre démarche

Les travaux épidémiologiques imposent une tout autre démarche. La collecte de données concerne un très grand nombre de personnes, et l'informatisation du système peut, en théorie du moins, permettre à des non-médecins d'obtenir des informations confidentielles. Il est, dans ce cas, difficile d'invoquer la notion de « secret médical partagé », dans la mesure où le malade ne tire pas un bénéfice direct de telles études. Certains font néanmoins valoir qu'un tel bénéfice n'est pas à exclure *a priori*, ce qui pourrait constituer une « astuce juridique » pour légitimer les travaux en cours.

De fait, l'existence des registres du cancer ouverts en France depuis quelques années est quasiment illégale. Cette situation longtemps ignorée est, aujourd'hui, publiquement évoquée. Pour le professeur Robert Flamant (INSERM), « *les médecins concernés sont inquiets et connaissent des difficultés réelles de travail* ». Les différents informateurs, en particulier, hésitent à communiquer des éléments confidentiels faute d'avoir la certitude de travailler dans un cadre légal.

L'une des questions posées est de savoir si la technique informatique peut assurer l'inviolabilité du système. Selon le professeur Flamant, en ce qui concerne les enquêtes épidémiologiques ponctuelles, des procédés efficaces sont déjà utilisés à l'étranger. « *Pour les registres permanents*, explique-t-il, *le principe le plus raisonnable est qu'une seule personne détienne le code de transformation des listes anonymes en listes nominales.* »

Au siège de la C.N.I.L., on indique qu'il a fallu insister pour obtenir les déclarations de toutes les études épidémiologiques en cours. On indique aussi, sans préjuger de la position à venir de la commission, en être au stade de l'instruction. « *Notre but*, explique M. J. Thyrau, président de la C.N.I.L., *n'est pas de bloquer les travaux scientifiques mais de respecter la balance entre les droits sacrés de l'individu et les nécessités de la recherche médicale.* » « *L'une des difficultés*, précise-t-on, *est que le malade n'est pas toujours, en cas de pathologie grave, informé de son diagnostic. Il est donc difficile de demander, à tout coup, son accord pour participer à une expérience.* »

Un risque majeur

On souligne aussi que le travail de la commission ne peut, en aucun cas, porter sur l'article 378 du code pénal. « *Comme souvent*, explique-t-on, *l'informatisation d'un système n'est que le révélateur de difficultés préexistantes.* » Plusieurs spécialistes en épidémiologie craignent vivement que la C.N.I.L. n'adopte, dans ce domaine, une position négative semblable à l'avis qu'elle avait émis sur le projet GAMIN (2) dont elle estimait qu'il pouvait donner « *une image préfabriquée du futur handicapé* ».

Le ministère de la santé a demandé, pour sa part, un avis au Conseil d'Etat sur l'interprétation qui pouvait être donnée à la notion de secret médical. « *Il reste*, explique un spécialiste, *que l'avis une fois donné n'engagera aucunement le Conseil d'Etat.* » L'ensemble des partenaires concernés demeurent donc actuellement dans l'expectative. Il y a là, sous l'effet conjoint des textes législatifs et d'une conception latine du secret médical, un risque majeur pour l'épidémiologie française à un moment où cette discipline commence enfin à être pratiquée. Certains, comme le docteur Jacques Brenier, membre de l'Académie de chirurgie, proposent une mesure radicale : la déclaration obligatoire par le médecin de tout nouveau cas de cancer.

Quoi qu'il en soit, si la situation ne pouvait être rapidement débloquée, il faudrait voir là un élément supplémentaire favorisant le maintien de la suprématie de l'épidémiologie anglo-saxonne. A moins que l'on ne craigne avant tout l'instauration d'un modèle de société imposé par la science médicale. Ou que l'on ne voit dans l'épidémiologie qu'une forme moderne et scientifique d'une logique de masse (3) qui brouille les frontières entre thérapeutique et maintien de l'ordre.

JEAN-YVES NAU.

(1) Communication du professeur Pierre l'Épée, séance du 15 février 1983.

(2) Le projet GAMIN portait sur le traitement informatisé des certificats de santé dans les services de protection maternelle et infantile. La C.N.I.L., dans un avis du 16 juin 1981, s'était opposée à ce projet. Par une circulaire en date du 9 juin 1982, le ministère de la santé demandait que les fiches d'enfants préalablement établies soient détruites et que les programmes informatisés qui permettaient leur établissement soient modifiés en conséquence.

(3) Lire sur ce thème la préface du docteur Antoine Lazarus, conseiller médical au ministère de la solidarité nationale, dans l'édition française de *Cerveaux interdits* de Samuel Chavkin (éditions Megrelis, 75 francs).

Précautions

CRÉÉ en 1978 sur l'initiative de médecins hospitaliers, le registre du cancer du département de l'Isère a collecté plus de dix mille dossiers. Les renseignements proviennent de quarante-deux sources différentes (laboratoires d'anatomo-pathologie, centres hospitaliers, caisses primaires d'assurance-maladie, cliniques privées et centres de lutte contre le cancer). Compte tenu du caractère confidentiel de certains renseignements, la Caisse nationale d'assurance-maladie a suspendu sa collaboration à ce registre depuis le début de l'année 1982.

Les responsables du registre ont été amenés à prendre un certain nombre de précautions matérielles. Ainsi, par exemple, tous les documents nominatifs sont stockés dans des armoires qui sont fermées à clé en l'absence du personnel ; le registre est gardé par une serrure de sécurité « trois points » ; l'ordinateur est fermé chaque soir par une « clé physique » ; l'accès aux données sur l'ordinateur est contrôlé par une « clé logique », connue des seuls employés du registre, et l'édition sur papier de documents nominatifs est contrôlée par une deuxième « clé logique », connue uniquement par le médecin directeur du registre.

Deux copies du fichier ont été faites, l'une est stockée sous clé, l'autre a été confiée au médecin inspecteur de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale de l'Isère. Le conseil de l'ordre des médecins peut aussi effectuer un contrôle du fonctionnement du registre à tout moment.

J.-Y. N.

Traiter le rhume par la chaleur

(Suite de la page 17.)

Il est important de savoir qu'un passage de trente à quarante-cinq minutes à haute température suffit pour provoquer ce phénomène ; de savoir aussi que l'hyperthermie est sans effet au début de la phase végétative du cycle viral et que son efficacité se développe au fur et à mesure de son déroulement. C'est la connaissance de ce fait qui a commandé les règles de la thermothérapie du coryza.

Tout un ensemble de données convergentes permettent d'affirmer que l'hypothermie aggrave, cependant que l'hyperthermie diminue la sévérité des infections virales. C'est la réaction inflammatoire qui est responsable de l'hyperthermie locale — au niveau de la zone infectée — et de l'hyperthermie générale, c'est-à-dire de la fièvre. La cortisone, qui diminue ou supprime les réactions inflammatoires, augmente la sévérité des infections à virus, et son usage est actuellement proscrit au cours de viroses. Il devrait en être de même de l'aspirine, qui est un anti-inflammatoire et un antipyrétique. La réaction inflammatoire et la fièvre sont non seulement des symptômes d'infection, mais aussi et surtout des réactions de défense de l'organisme infecté.

72 % de succès

Il est logique de penser que les données relatives à l'animal sont valables pour l'homme. Le coryza semblait la maladie idéale pour tester la validité de cette hypothèse. Avec A. Yerushalmi, de l'Institut Weizmann des sciences, nous avons mis en œuvre un appareil qui insuffle dans le nez de l'air humide à 43 °C (on utilise exclusivement de l'eau distillée).

Les malades recevaient respectivement de l'air à 43 °C ou à 25 °C. *Les appareils étaient* d'apparence identique et les expériences ont été réalisées en double aveugle : *ni les malades ni les* médecins ne connaissaient la nature du traitement. Celui-ci consiste en trois séances de trente minutes à deux heures — deux heures trente d'intervalle. Dans ces conditions, 72 % des malades ont été guéris du jour au lendemain, contre 18 % témoins. Il est important de savoir que la température de la muqueuse nasale atteint effectivement 43 °C au cours du traitement.

La pratique de la thermothérapie est fort ancienne. Elle a été appliquée au traitement de certaines infections bactériennes de l'homme et, on l'a dit, est efficace dans de nombreuses viroses animales. Elle a aussi été utilisée pour le traitement du coryza. Une pratique populaire consiste à verser de l'eau bouillante dans un cuvette, à se couvrir la tête d'une serviette et à inspirer l'air chaud humide. La température est parfois trop basse, parfois trop élevée. Cette remarque s'applique à *l'air humide produit par* divers types de pulvérisateurs. Certes, le malade, lorsqu'il n'est pas brûlé, *est momentanément soulagé, mais* il n'est pas guéri. Pour guérir le coryza, il fallait s'attaquer non aux symptômes, *mais à l'agent* causal. Il fallait détruire le virus, détruire tout germe viral.

On distingue deux phases dans le cycle viral :

1) La phase extracellulaire, le virion, la particule virale libre qui *transmet l'infection de cellule* à cellule et d'homme à homme ;

2) La phase intracellulaire ou végétative, qui est la phase de multiplication du virus. Pourquoi donc 43 °C, pourquoi trois séances de thermothérapie ?

1. — *Il était nécessaire de mettre en œuvre la température la plus élevée compatible avec l'intégrité cellulaire.* L'expérience a montré que les patients supportaient sans inconvénients les insufflations à 43° et qu'il n'y avait pas d'effets indésirables.

2. — *Les virions ne sont pas tués à 43 °C.* On devait donc s'attaquer à la phase végétative. La multiplication virale ne pouvait être synchrone dans toutes les cellules de la muqueuse nasale. Or nous savions que l'hyperthermie, qui entraîne la destruction du matériel génétique viral, est sans effet durant la première partie du cycle du virus. Si donc l'on voulait toucher au bon moment toutes les cellules infectées, il était nécessaire de pratiquer plusieurs séances séparées par des intervalles convenables.

La thérapeutique proposée a pris en compte toutes ces données : c'est la raison de son efficacité. Ajoutons que la thermothérapie telle qu'elle a été pratiquée bloque la libération de l'histamine par les mastocytes de la muqueuse nasale et supprime ainsi les réactions du type allergique qui jouent certainement un rôle dans les manifestations du coryza. D'autre part, la thermothérapie a été utilisée avec succès pour le traitement des rhinites allergiques persistantes (*non infectieuses*).

Nos connaissances relatives aux caractéristiques thermiques des virus responsables du coryza sont encore très fragmentaires et des recherches systématiques dans cette direction sont nécessaires. Il conviendra aussi de suivre l'évolution des virus au cours du traitement. On aimerait également savoir pourquoi la thermothérapie est sans effet chez certains malades. La thermothérapie du coryza est à son tout début, et l'on peut espérer que les recherches qui continuent apporteront une réponse aux questions et une solution aux *problèmes posés.*

ANDRÉ LWOFF.

Appel pour des dons d'organes

L'Association des donneurs d'organes et tissus humains de Paris et de la région parisienne (ADOT-R.P.) lance une opération « Donneur volontaire » pour *tenter de pallier l'important* déficit français de dons d'organes. Elle met à la disposition de ses adhérents une carte qui indique l'accord pour le prélèvement chirurgical après la mort de certains organes (cœur, reins, pancréas, yeux, etc.). L'ADOT-R.P. travaille en liaison avec l'Association France-Transplant.

● ADOT-R.P., 71, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. 874.60.48.

Le conseil de l'ordre des médecins approuve l'essentiel de l'avant-projet sur l'utilisation des fœtus humains

Le débat qui s'est ouvert dernièrement à propos de l'utilisation médicale des tissus fœtaux humains *(le Monde* du 10 février) continue de susciter de nombreuses prises de position. L'ordre des médecins, qui a constitué une commission *ad hoc* sur ce sujet, approuve l'essentiel de l'avant-projet élaboré par le ministère de la santé. Il souligne qu'il convient, bien entendu, d'intégrer à un tel texte un certain nombre de dispositions éthiques. Il conviendra en particulier, souligne le docteur Louis René, président de la section de déontologie de l'ordre national, d'éviter strictement toute possibilité de commercialisation de ces méthodes et de les limiter à des indications d'exception.

Les professeurs Jean-Louis Touraine et Joseph Dubois (Lyon), qui, dans leurs services, utilisent des tissus fœtaux pour le traitement de jeunes malades *(le Monde* daté 20-21 février), ont souligné de leur côté la nécessité d'un développement des prélèvements de tissus fœtaux, actuellement insuffisants pour répondre aux besoins. Le nombre de « donneurs » devrait être au moins doublé, estime le professeur Touraine.

De son côté, M. Claude Jacquinot, président de l'Association internationale contre l'exploitation des fœtus humains, précise que cette organisation *« souhaite qu'un texte soit prochainement adopté. Depuis deux ans, nous avons signalé le « vide juridique » en demandant qu'il soit rapidement comblé »*.

« *Il nous paraît nécessaire,* ajoute M. Jacquinot, *de faire des distinctions entre les fœtus morts et ceux qui sont extraits intacts par césarienne, et, d'autre part, entre les interventions des médecins poursuivant des objectifs thérapeutiques et celles des chercheurs dont l'objectif est purement scientifique...*

» L'association estime que des prélèvements d'organes peuvent être effectués à des fins de recherche sur le cadavre du fœtus après obtention de l'accord des titulaires de l'autorité parentale, sous condition que la mort n'ait pas été volontairement provoquée ou précipitée, et que le décès ait été constaté par deux médecins n'appartenant pas à l'équipe utilisatrice de l'organe prélevé. L'association recommande au Parlement d'adopter un texte autorisant les prélèvements d'organes sous ces conditions et de proscrire toute utilisation des embryons ou fœtus humains anatomiquement intacts. »

Enfin, le professeur Claude Sureau, membre de l'Académie nationale de médecine, président de la Fédération internationale de gynécologie et obstétrique, donne ici son point de vue.

Les anges et leur sexe

par le professeur CLAUDE SUREAU

LES motivations de l'avant-projet gouvernemental sont claires et parfaitement compréhensibles : d'abord éviter le mercantilisme. On peut effectivement imaginer le développement d'un « marché de fœtus », comme il existe ailleurs un marché d'enfants à naître. Puis protéger ces fœtus contre les excès expérimentaux de chercheurs plus préoccupés de science que d'humanité.

En fait, dans ce domaine comme en bien d'autres (l'euthanasie, la stérilisation), vouloir à toute force légiférer risque d'être inefficace pour ceux qui sont décidés à tourner la loi, inutilement *contraignant pour ceux qui se* croiront obligés de la respecter. C'est finalement beaucoup plus à *la conscience médicale éventuelle*ment guidée par la réflexion de comités d'éthique qu'il convient de *faire* confiance.

Mais ce projet traduit aussi la crainte que de *telles libertés* prises avec les fœtus ne soient pour eux à l'origine d'une souffrance. Question délicate à laquelle personne ne peut donner une réponse précise. Qu'est-ce que la souffrance ? Une sensation (Mme Marie-Claire Busnel a analysé dans *le Monde* daté 20-21 février ce que l'on sait du système sensoriel fœtal) ou la conscience de la douleur, et cela débouche sur le vaste problème de la conscience fœtale.

Mais alors comment ne pas être frappé par cette extraordinaire contradiction : on semble se soucier plus de la manière d'agir que de la nature de la décision. Au moment même où on reproche au corps médical, suivant les pays, de mettre des techniques psychiatriques au service d'une loi répressive ou des techniques plus radicales encore au service d'une sentence pénale, on trouve normal *de pousser, avec plus ou moins* de discrétion suivant les cas et les lieux, les médecins à exécuter les *décisions prises par la mère à l'en*contre de son enfant ; en cette occasion, celui-ci est considéré comme une « dépendance » du corps de sa mère qui a tout pouvoir sur lui ; or, simultanément, on reconnaît à ce même fœtus des droits à une protection destinée non à lui assurer la survie mais la mort douce. Et qui peut, d'ailleurs, affirmer que l'aspiration ou la fragmentation, ou plus tard le déclenchement du travail par in*jection de sérum salé ou de pros*taglandines, réalise une mort « indolente » ? Curieux paradoxe que l'on ne peut qu'*observer avec étonnement indépendamment de* toute considération religieuse.

La décision de mort n'est-elle pas plus importante à considérer que la manière de la donner ou l'usage fait du futur cadavre ?

Et ne sommes-nous pas à Byzance à discuter du sexe des anges que nous faisons, alors qu'à nos portes, par milliers, meurent des enfants, des nouveau-nés, de tétanos, d'infection, de *famine* ? C'est cela que le tiers-monde peut nous apprendre : à poser les véri*tables questions.*

CORRESPONDANCE

Les enfants du distilbène

Après la publication, dans *« le Monde »* du 16 février, d'un article consacré aux effets nocifs du diéthylstilboestrol (D.E.S.) *commercialisé sous le* nom de distilbène, un abondant courrier nous a été adressé tant *par des femmes qui ont absorbé* cette substance que par des médecins praticiens. Nous en avons retenu les passages suivants.

Une aberration

Je tiens à attirer votre attention sur le fait que, dès 1967, nous avons publié à « la Société de biologie », un article sur l'action tératogène du *D.E.S.* chez la souris, car l'action du D.E.S. ne se limite pas à la sphère génitale. Nous avons rapporté des *malformations cardiaques* et des fentes palatines chez le fœtus de souris dont la mère avait été traitée par *le D.E.S. Dès 1971*, nos maîtres Clavert, Schneegens et Rohmer, alors professeur à la faculté de médecine de Strasbourg, et nous-mêmes avons attiré l'attention sur plusieurs cas cliniques de malformations cardiaques ou de fente palatine ou labiale (chez l'enfant), après traitement de la mère au distilbène. *Cet article a été publié aux* Archives françaises de pédiatrie.

Il semble donc que l'action nocive *du D.E.S.* ne se *limite pas à la* sphère génitale mais provoque aussi d'autres anomalies du développement embryonnaire et fœtal. Son action antimitotique est déjà connue depuis de nombreuses années. En *tant que chercheur*, je ne puis que regretter cette non-circulation de l'information scientifique à propos *du distilbène ; j'ajoute que je suis* chargée d'un cours de teratogénèse dans le cadre du troisième cycle des études médicales et que mes étudiants à Strasbourg sont sensibilisés depuis de longues années au problème du D.E.S. et de nombreux autres facteurs tératogènes (médicaments, hormones, etc.). A l'ère de l'informatique et de la télématique, quelle aberration !

Docteur O. GABRIE-ROBEZ
(Strasbourg.)

Vingt ans après...

(...) Alors que le cancer du sein est un véritable fléau, atteignant aux Etats-Unis *une femme sur onze* entre quarante et cinquante ans, le cancer vaginal est, dans ce pays où le D.E.S. a été particulière*ment uti*lisé et à des doses considérables, de l'ordre de 1 pour 10 000 des cas exposés.

Traitement inutile, nous dit-on ? C'est trop facile vingt ans après. A l'époque, ne pas prescrire un traitement par les œstrogènes de synthèse pour une grossesse menacée aurait été considéré comme une faute professionnelle.

Lorsque *les* premiers travaux de Herbst et Coll ont *été* connus en France, plusieurs d'entre nous ont averti les autres gynécologues et obstétriciens et les pédiatres. Dès la *parution de ces communications, le* D.E.S. n'a plus été utilisé par les spécialistes pour le traitement des grossesses menacées. En revanche, il est bien regrettable que le ministère de la santé de l'époque n'ait pas fait le nécessaire pour faire interrompre la vente de ce produit pour cette indication.

Les cancers vaginaux sont rarissimes et peuvent survenir en l'absence de toute prise de D.E.S. pendant la vie embryonnaire. En revanche, la présence de cellules d'adénose sur les parois du vagin ou sur l'extérieur du col utérin existe dans près de 40 % des cas.

Qu'est l'adénose ? C'est la présence de cellules des glandes du col de l'utérus absolument normales, mais situées à l'extérieur du col ou sur les parois vaginales. Il n'a jamais été observé de passage d'une cellule d'adénose à une cellule cancéreuse. Cette adénose, de surcroît, diminue quand la puberté s'installe.

Le deuxième sujet qui a suscité l'inquiétude du public est la *stérilité*. Celle-ci serait liée (dans les cas d'exposition au D.E.S.) à des malformations utérines secondaires à ce traitement. Or, aucune étude sérieuse portant sur de longues séries n'a été publiée tant aux *États-Unis* qu'en France. Il y a, certes, des aspects particuliers à la radiographie de l'utérus chez certaines de ces jeunes femmes, mais ils s'apparentent à ceux du groupe des malformations mineures et des hypoplasies (petits utérus).

Nous avons tous observé, dans ces cas, des grossesses *rigoureusement* normales évoluant jusqu'au terme de trente-six ou quarante semaines. Les *malformations utérines sont* d'ailleurs très fréquentes dans la population en dehors de toute exposition au D.E.S. *pendant la vie intra*-utérine.

Quant au risque de stérilité chez le *garçon né d'une mère ayant* absorbé du D.E.S. pendant sa grossesse, il n'a fait l'objet d'aucune *étude convaincante. La relation* entre ce traitement pendant la vie intra-utérine et la cryptorchidie (absence de descente des testicules dans les bourses) reste à démontrer.

En conclusion, les praticiens, les pédiatres, *les gynécologues* et *les* obstétriciens sont suffisamment avertis pour conseiller utilement les *mères inquiètes et indiquer les examens nécessaires.*

Le collège de gynécologie médicale de l'Ile-de-France

Le rôle du carnet de santé

A propos des enfants du distilbène, vous posez la question de la carence de l'information. Ce que vous dites est tout à fait vrai ; mais j'aimerais préciser que la première information est celle que nous devrions inscrire sur le carnet de santé de l'enfant. C'est là que devraient être mentionnés la thérapeutique qu'a reçue l'enfant *in utero*, les examens *radiographiques qu'a eus la* mère au cours de la grossesse, et en particulier les radiopelvimétries.

*Pourtant cela est sans doute rare*ment fait. Pourquoi ? Vraisemblablement parce que beaucoup craignent légitimement ou illégitimement que par là les enfants soient fichés ?

Dr A. BOUDOU.
(Centre hospitalier de Lorient).

Le Monde

culture

CINÉMA

Le XXXIIIe Festival de Berlin

(Suite de la première page.)

Il y a trois ans, au Cinéma du réel, à Beaubourg, un jury où se côtoyaient Michel Brault, Richard Leacock, Judit Elek, couronnait le film berlinois d'Helga Reidemeister, au titre difficile à traduire, *Von wegen Schicksal* : une femme séparée de son mari, mère de trois grandes filles, affrontait l'enfer familial, révélait l'insondable haine qui peut parfois se lover au cœur du confort bourgeois. Son nouveau film, *Mit starrem Blick aufs Geld* (littéralement : avec un regard fixé sur l'argent), conte un autre destin familial, celui de la sœur cadette de la réalisatrice, mannequin de profession, Hilde Kubach. Avec tendresse, compréhension, mais en taillant dans la chair vive des apparences, Helga Reidemeister met bas la moderne comédie du succès à tout prix, dit comment la beauté peut devenir synonyme d'esclavage. Faudra-t-il encore une fois, comme pour le film précédent, que Marguerite Duras cautionne ce « documentaire », où tout l'art du cinéma et de la parole au cinéma se projette avec une violence presque insoutenable ?

Autre grand moment de Berlin 1983, *Was tun Pina Bausch und ihre Tänzer in Wuppertal ?* (Que font Pina Bausch et ses danseurs à Wuppertal ?) du Leacock allemand, Klaus Wildenhahn. C'est le portrait d'une danseuse, d'une troupe, et à travers elles d'une technique, d'une attitude face au monde et à la vie. Autour d'elles, une ville industrielle, le travail quotidien harassant. Pourquoi l'art, pourquoi la danse ? Klaus Wildenhahn marie avec génie le matérialisme le plus strict et le mysticisme, sans discours, sans symboles. Des êtres respirent, s'animent, recréent à la sueur de leur front, au rythme de leur sensibilité, une harmonie conquise de haute lutte. Depuis *A Dancer's World*, de Peter Glushanok, sur Martha Graham et sa troupe, il y a un quart de siècle, nous n'avions pas vu de film qui sache aussi remarquablement faire passer le message de la danse, même s'il s'agit d'une tout autre danse que celle du Kirov ou du New-York City Ballet.

Dans la section officielle, Moritz de Hadeln présentait lui aussi un document très attendu, le dernier né de Emile de Antonio, l'auteur de *Point of Order* (sur le maccarthysme), et *Vietnam année du cochon*. Le film, *In the King of Prussia*, est la recréation du procès intenté à huit manifestants pacifistes qui ont forcé les portes de la General Electric où se fabriquent des têtes nucléaires de missiles. Les manifestants, conduits par les deux frères jésuites Daniel et Philip Berrigan, suscitent le scandale en portant leur cause dans le prétoire. Emile de Antonio a reconstruit l'affaire avec ses vrais protagonistes, écrit une dramaturgie à partir des minutes du procès. L'enjeu moral, religieux, est ici exposé avec clarté.

Le film convaincra-t-il, mobilisera-t-il ? Déjà projeté sur les écrans de télévision de l'Europe du Nord, il sort incessamment aux Etats-Unis dans les salles de cinéma. Il présente l'originalité d'avoir été filmé en vidéo, puis transféré en 35 mm, avec des résultats parfois excellents, à d'autres moments plus discutables.

LOUIS MARCORELLES.

La bête noire

Ici pas d'affiche électorale. On ne vote pas dimanche. On n'est pas représenté au Bundestag. Pourtant on s'interroge, on se fait un sang d'encre, on voit tout en noir. Ou tout en vert. Noir, c'est Kohl. Et Kohl, c'est Reagan. C'est un couvercle posé d'une main rude et ferme sur le formidable bouillon de culture qui frémit et fait des bulles dans tous les domaines en envoyant des effluves de liberté créatrice à la barbe des voisins de l'Est.

Oui, on est très inquiet. On l'est même tellement qu'à peine neuf mois après la mort de Fassbinder on enterre déjà le nouveau cinéma allemand. On lui trouve mauvaise mine. Il a grossi, il s'est alourdi, il coûte de plus en plus cher. La télé a déjà du mal à subvenir à ses besoins, alors, si la C.D.U. l'emporte, il n'y a plus qu'à signer le permis d'inhumer, me disait, à peu près, le directeur du Festival, Moritz de Hadeln, un adorable géant qui parle toutes les langues sauf l'allemand.

Et à allumer des cierges en espérant que le cinéma français généreusement patronné par le gouvernement de la gauche se réveillera la rose au poing. En attendant, Rohmer, Robbe-Grillet et Chris Marker, inscrits cette année au programme, font plutôt figure d'anciens combattants.

C'est d'ailleurs l'impression que j'ai eue en piétinant au coude à coude dans la masse compacte des vestes de cuir et des doudounes surmontées de lunettes à monture d'acier et de coiffures punk qui envahit à chaque séance de 9 heures à minuit les dix à douze salles réservées au « Filmfest ». Les « Alternatifs », les enfants rageurs des enfants-fleurs surgis dans la Californie des années 62-63, se sont assagis, eux aussi. Ils se baladent leur petit sanglé sur le ventre ou sur le dos. Ils poussent des landaux.

Ils ont beau applaudir à l'écran tout ce qui de près ou de loin peut relever d'une minorité, les Turcs, les pauvres, les bébés phoques, les cancres, les vétérans du Vietnam, les enfants martyrs sauvés de l'enfer familial par l'amour d'un pédéraste américain ; ils ont beau hurler leur haine des Pershing et leur désir de paix universelle ; ils ont beau s'embrasser à bouche que veux-tu dans les restaurants, dans la rue, entre dames ou entre messieurs, l'œil en coin pour voir si on les regarde bien, on les sent confortablement installés dans leur vie de squatters organisés, membres d'une communauté parallèle tellement énorme – elle compte cinq millions de personnes – qu'elle représente une contre-société, peut-être, mais une société quand même. Avec ses usages, ses icônes, ses interdits, ses tabous, ses mots d'ordre et ses bêtes noires. Noir, c'est Kohl...

CLAUDE SARRAUTE.

« PHOBIA », de John Huston

Starsky psychiatre

Le docteur Peter Ross applique à cinq criminels remis en liberté pour être confiés à ses expériences, des méthodes psychiatriques nouvelles. Il les soumet à des représentations de leurs phobies. Lâchée dans la foule dont elle a peur, Alexandra Stewart (son rôle est malheureusement trop court) va se réfugier au domicile de Ross et est pulvérisée par l'explosion d'une bombe en ouvrant le tiroir contenant son dossier. Tous les indices sont là pour qu'on comprenne qui est le criminel dont vont être successivement victimes les autres cobayes du psychiatre.

Contraint, semble-t-il, au tournage d'un pensum (mais pour quelle raison ?) John Huston vend la mèche, mine de rien, d'un suspense semé de scènes d'horreur. Sa mise en scène n'est pas mauvaise ; elle est indifférente au sujet, elle aligne les clichés des perturbations mentales, pressée d'arriver à une explication finale frôlant la parodie. La vraie plaie de cet ennuyeux « thriller » – et cela pourrait expliquer l'attitude du réalisateur – c'est Paul Michaël Glaser plus connu comme l'un des héros, (Starsky) de la série télévisée *Starsky et Hutch*. Il joue comme un pied.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

« L'EMPRISE » DE SIDNEY J. FURIE

Le psychiatre amoureux

Carla Moran, une jeune femme divorcée, est violée, un soir, dans sa chambre, par un inconnu qui, à moins de se rendre invisible n'a pu n'y entrer ni sortir de sa maison. Peu après, des phénomènes effrayants font penser que la maison est hantée. L'être revient posséder Carla. Est-ce le diable ? Rien n'est moins sûr, encore qu'on retrouve ici – le film est paraît-il, inspiré d'une histoire vraie – les scènes d'épouvante qui, de *l'Exorciste* à *Amytiville*, sont devenues une mode dans le cinéma américain. Elles ne nous font plus ni chaud ni froid.

Il semble d'ailleurs, que Sidney J. Furie ait joué cette carte, forcé. Il s'intéresse surtout à l'opposition de la psychiâtrie et de la parapsychologie dans les manifestations métapsychiques.

Pour Sneiderman, le psychiatre qui soigne d'abord Carla, tout se passe dans la tête de celle-ci, à cause d'une frustration sexuelle. Mais il tombe amoureux de sa patiente récalcitrante (elle choisit, contre lui, les parapsychologues) ce qui est, au moins, une originalité. Lorsque le réalisateur resserre ses cadrages, pour filmer et scruter, en gros plans, les visages, il se passe sur l'écran, entre les personnages, queque chose d'intéressant, mais qui ne dure pas assez. – J. S.

★ Voir les films nouveaux.

MUSIQUE

POLLINI ET L'ORCHESTRE DE LA B.B.C.

Déception

Le concert de l'Orchestre de la B.B.C., samedi soir salle Pleyel, a déçu beaucoup d'auditeurs qui avaient été attirés par la qualité exceptionnelle de cet ensemble, la présence de Maurizio Pollini et un programme en principe fort intéressant.

Comment comprendre que le grand pianiste ait voulu jouer exclusivement à ce programme une œuvre aussi ingrate, ou à le moins hermétique, que Masse pour piano et orchestre de Giacomo Manzoni (1) ? Non que ce compositeur italien ne soit un vrai musicien : son opéra Atomtod, *créé à la Scala, était une des œuvres les plus fortes écrites sur ce sujet terrible. Mais je n'ai rien ressenti de musical dans ce magma de matière en fusion, où l'écriture forcenée de la partie de piano n'avait nul besoin d'un Pollini. On sait gré à celui-ci d'imposer par son autorité une page de musique contemporaine dans un concert classique, il est à craindre pourtant qu'avec un tel choix, il n'aille exactement à l'encontre du but recherché.*

Autre déception : l'absence de Giuseppe Sinopoli, l'une des rares étoiles montantes parmi les chefs d'orchestre, qui, souffrant d'une déchirure musculaire, avait dû céder sa place à un honorable vétéran britannique, Sir Charles Groves, barbe blanche et corpulence de patriarche, malgré ses soixante-huit ans. Son exécution de la IXe Symphonie de Mahler, confuse, molle et pompeuse, dépourvue de rigueur architecturale et de l'inflexible nécessité mahlérienne, était à peine acceptable en un temps où il existe tant d'enregistrements admirables de cette symphonie. L'Orchestre de la B.B.C., malgré la beauté de ses timbres, paraissait disloqué sous cette baguette incapable d'harmoniser les sonorités incongrues fusant des différents groupes.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Qu'il a déjà enregistrée (DG, 2532 023).

LES « MANCA » DE NICE

Les cordes et l'Amérique

A Nice, le printemps commence au cœur de l'hiver, aussi les Musiques actuelles Nice-Côte d'Azur (MANCA), passées en cinq ans de quatre à vingt-cinq concerts, commencent-elles à avoir, dans le cercle étroit des manifestations de ce genre, ce qu'il est convenu d'appeler une place au soleil. Fondées en 1979 sous l'impulsion vigoureuse de Jean-Etienne Marie, à qui l'on doit déjà le Centre international de recherche musicale (CIRM), les MANCA qui s'achèvent ce 1er mars, constituent actuellement l'un des fleurons de l'activité culturelle de la ville de Nice.

La gratuité finit souvent par désamorcer l'intérêt, même si elle a l'avantage d'attirer un public curieux sans avoir à le solliciter outre mesure. De plus, la qualité générale des concerts et la valeur des interprètes ne donnent pas lieu de sacrifier les prix. D'autant plus que France-Culture retransmettant les concerts, il est possible de suivre le Festival sans bourse délier.

Pour cette année, la thématique des MANCA est double : « Musiques d'Amérique » (Canada, Etats-Unis, Mexique, Cuba), auxquelles répond la « Musique de France », representée par une vingtaine de compositeurs, d'une part : « Les cordes dans la musique contemporaine » d'autre part, manifestation concentrée sur quatre journées (soit sept concerts) : à en juger par la diversité des créations et des reprises, les cordes se portent bien, on est loin d'avoir épuisé leur richesse, puisque, avec une technique assez semblable, les compositeurs font sans cesse évoluer le langage du violon, de l'alto ou du violoncelle.

Sous les doigts de Charles Frey, un monde sépare les *Cahiers de violon* (1963), de Claude Ballif, *Einspielung I* (1980), d'Emmanuel Nunes, et *Métal, terre, eau*, de Ton That Tiêt ; paradoxalement, le Trio de Webern, composé en 1927, semble plus « avancé » que celui de Schoenberg écrit vingt ans après, tandis que le trio d'Alain Moëne et celui de Claude Malherbe n'ont en commun, outre l'utilisation des quarts de ton, que la date de leur création (le 19 février), et, naturellement, leurs premiers interprètes : les membres du Trio à cordes de Paris, l'un des rares ensembles constitués qui se consacre aussi équitablement au répertoire classique qu'aux œuvres contemporaines.

Serviteur privilégié lui aussi de la musique nouvelle, le Quatuor Arditti avait choisi trois étapes de son répertoire : le *Livre pour quatuor* (1948), de Boulez, les *Sonatas* (1967), de Ferneyhough, et le Quatuor (1980), de Luigi Nono, auxquels faisaient écho les cordes frappées de la pianiste Jacqueline Méfano dans la deuxième Sonate de Boulez et *Icon, Epigramm, Lemma*, de Ferneyhough.

La création du *Concerto pour violoncelle*, de Nguyen Thien Dao, par Alain Meunier et l'Orchestre de la RAI de Turin constituait certainement l'événement le plus visible de ces journées, vouées à la confrontation plus qu'à la compétition. Connaissant le compositeur et son interprète, on pouvait s'y attendre. Cependant, il est trop tôt pour deviner, à partir d'un trio parfois énigmatique dans l'effervescence de son écriture, la personnalité musicale de Claude Malherbe, de même qu'on aimerait connaître d'autres œuvres d'Alain Moëne. Les pièces pour violon et violoncelle de Ton That Tiêt, en revanche, ou *Lame*, de Donatoni, pour violoncelle, s'inscrivent si bien dans la trajectoire de ces créateurs qu'on ne saurait les définir...

GÉRARD CONDÉ.

★ Parmi les temps forts il faut au moins signaler, le 27 février, un récital du pianiste Jay Gottlieb et le 1er mars, le concerto pour piano à 1/16e de ton, *de Julian Carrillo et* le Tombeau de Carillo, *de Jean-Etienne Marie.*

EXPOSITIONS

« TRUC ET TROC » ET MARKUS RAETZ A L'ARC

Des choses plein la tête

Les artistes de l'exposition *Truc et troc*, un peu modifiée par rapport à Berne où Jean-Hubert Martin l'avait appelée *Leçons de choses* (1), ont en commun de partir d'objets courants récupérés ici et là : bidons, aspirateurs, bouteilles de gaz, essoreuses, pots, seaux, sèche-cheveux, entonnoirs, râteaux, écumoires, pelles, plats, pioches, brosses et ratons laveurs ou quelque chose d'approchant. Et de leur laisser leur identité : le seau reste un seau, le bidon et la bouteille un bidon et une bouteille, le râteau pourrait encore ratisser et le disque tourner (enfin presque). Autrement dit, leur intervention ne consiste pas à réduire en bouillie, cubes ou tableaux abstraits, leur matériel, comme en leur temps les Nouveaux réalistes le firent. D'ailleurs Arman, César, connaissent pas, ou si peu, disent-ils, en cœur. Ils ne font pas non plus du « ready-made » à la Duchamp : le porte-bouteille ou l'urinoir élévé tel quel au rang d'œuvre d'art n'épaterait d'ailleurs plus personne.

En fait le travail de ces jeunes artistes, avec de l'un à l'autre pas mal de différence, ne serait-ce que par le choix des poubelles, consiste en diverses opérations de peinture (modestes en apparence – B. Lavier), d'arrangements au sol, au mur (T. Cragg, J.L. Vilmouth), d'entassements (de journaux en forme de tour Eiffel – D. Mach) qu'on peut défaire et refaire selon le lieu d'exposition (ça, c'est un jeu spatial hérité de l'art minimal), ou d'associations incongrues comme la rencontre fameuse de la machine à coudre et du parapluie de Lautréamont, belles et poétiques, même.

Ils bricolent donc un peu, avec chacun leur marotte, leur trucs et leur trocs inattendus, un peu fou, la banalité du quotidien servant de pousse-au-rêve, à quelques-uns d'entre eux. Avec assez de bonheur. Tony Cragg s'en sort très bien, qui a un sens très sûr de la mise en espace, et de la couleur, dans ses floraisons d'objets de plastique, envahissantes comme un cancer. Bill Woodrow n'est pas mal non plus, qui épluche de gros appareils ménagers et des carcasses de voiture comme une orange, leur mettant tripes, ressorts et moteurs à l'air, gardant l'écorce, comme un cordon ombilical, pour en faire un violon, un couteau, une mappemonde, ou un oiseau de proie. Tandis que Jean-Luc Vilmouth investit ses plats et assiettes d'une fonction magique en leur trouant des yeux, et que Daniel Tremblay relie le tapis brosse en forme de tête ou de corps humain aux étoiles, pour une petite musique de nuit au clair de lune.

Un brin de considérations écologiques par ci, un peu d'inquiétude par là, plus même qu'il n'y paraît, un bon gros besoin de vagabonder, fabriquer sans se prendre trop au sérieux... il y a dans tout cela un petit côté fragile, transitoire, éparpillé, décousu et sans prétention, qu'on retrouve aussi dans l'autre exposition de l'ARC. Où l'on voit le Suisse Markus Raetz tourner de toutes les manières autour de la figure humaine, un peu comme si ces innombrables dessins étaient autant des exercices de style que des mouvements d'humeur. Où les feuilles de papier sont comme une eau dormante troublée à l'approche du pinceau, du crayon, de la plume. Tour à tour d'un trait vermiculé, pointu, souple, continu, en pointillé, en bâtonnets, en stries, en ondes, mou, solide, déformé, éclaté, en vrac, calmé, reposé, basculé, cacheté, médaillé, sculpté, télévisé, informatisé, magnétisé, le dessin de la tête bien ronde, bien pleine et bien faite quand elle est couchée, peut devenir tempête dans un crâne, cyclonique, et lourd de tout le poids du monde, ou d'un mystère qui s'étire à l'ombre portée loin sur la feuille. Tendre et beau, simplement.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ *Truc et Troc*, et *Dessins de Markus Raetz*, ARC, 11, avenue du Président-Wilson, jusqu'au 6 mars.

(1) Elle a été présentée aussi sous ce titre à Chambéry et à Chalon-sur-Saône.

THÉATRE

« NOCE », à Aubervilliers

Une longue débauche

Elias Canetti, prix Nobel de littérature en 1981, avait écrit, à vingt sept ans, en 1932, une pièce de théâtre, *Noce*, que Gabriel Garran met en scène à Aubervilliers, dans une traduction de François Rey et Heinz Schwarzinger.

Cette *Noce* n'est pas de tout repos. Après le repas, tout le monde « faute » avec tout le monde, le marié avec sa belle-mère, la mariée avec le vieux médecin de famille, ainsi de suite, sous les tables, sur les tables, dans les placards, dans tous les recoins de la maison du papa de la mariée. Ce n'est plus du vaudeville, c'est de la bestialité de groupe.

En fin d'après-midi, des craquements se font entendre, la maison s'écroule, ces vilaines gens dégringolent dans les entrailles de la terre : c'est la morale de l'histoire.

Gabriel Garran, dans une mise en scène très enlevée, fait jouer cela par toute une équipe d'acteurs de premier plan, comme Pierre Tabard, Suzel Goffre, Clément Harari, Juliette Brac, André Chaumeau, Marianne Epin, et par des jeunes du Conservatoire, tout aussi talentueux, comme Charlotte Walior et Vincent Vallier.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Commune, Aubervilliers, 20 h 30.

Maria José Flotats renonce à être sociétaire de la Comédie-Française

Maria José Flotats, pensionnaire à la Comédie-Française depuis le mois de janvier 1981, et qui avait été proposé au sociétariat en décembre dernier, a fait savoir qu'il renonçait à signer un contrat par lequel il se serait engagé pour dix ans. Il précise que cette décision n'est pas rattachée à la nomination de Jean-Pierre Vincent comme administrateur général de la Comédie-Française.

Jean-Pierre Vincent, actuellement directeur du Théâtre national de Strasbourg, prendra ses nouvelles fonctions en septembre 1983 et sera remplacé par Jacques Lassalle (*le Monde* du 17 février), qui nous prie de préciser qu'il n'est pas directeur du « Théâtre de Vitry », mais du « Studio-Théâtre de Vitry ».

■ **La première représentation à l'Olympia du spectacle folklorique présenté par l'ensemble Roustavi de Georgie soviétique a été interrompue durant une vingtaine de minutes par un groupe de jeunes militants du Comité d'action pour les juifs d'U.R.S.S. aux cris de « *Libérez Chtcharanski* », ils sont montés sur la scène en jetant des tracts qui dénoncent les répressions exercées sur les intellectuels et artistes juifs vivant en Union soviétique. Après des négociations avec la direction de l'Olympia qui avait fait baisser le rideau de fer, les jeunes gens ont quitté la salle sous les huées du public qui y allait à son tour d'injures envers le général Sharon.**

■ **L'Académie des inscriptions et belles lettres a élu vendredi l'helléniste Jean Marcadé au siège de Claude Schaeffer-Forrer.**

[Né à Libourne en 1920, M. Jean Marcadé est ancien membre de l'Ecole française d'Athènes, docteur ès-lettres, professeur titulaire d'université. Il s'est spécialisé dans l'étude de la sculpture grecque, se consacrant particulièrement à l'étude des signatures. Il a publié notamment un essai de répertoire des artistes, le catalogue de la sculpture hellénique découverte à Delos, un ouvrage sur la période hellénistique, etc. M. Jean Marcadé avait été élu correspondant français de l'académie en 1978 en remplacement de M. Serge Elisseeff.]

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Centre culturel d'ASNIÈRES 16, pl. de l'Hôtel-de-Ville Loc. Tél. : 733-69-38 (p.a. Valmalète)	5 SIÈCLES DE MÉLODIES ESPAGNOLES **Victoria de LOS ANGELES** Miguel ZANETTI *Piano*
Salle GAVEAU Mercredi 2 mars à 18 h 30 (p.a. Valmalète)	Une heure avec... Dagoberto **LINHARES** Guitare *BROWER, SOR, ALBENIZ, GRANADOS...*
American Center 261, bd Raspail Jeudi 3 mars à 21 heures Rens. : 321-42-20 p.a. Dandelot	Unique récital du pianiste Geoffrey Douglas **MADGE** Œuvres de Stepan Wolpe *et Ferrucio Busoni*
Salle PLEYEL-CHOPIN Jeudi 3 mars à 15 h et 18 h (p.a. Valmalète)	LES APRÈS-MIDI DE PLEYEL **LISZT** par Catherine **JOLY**
Salle GAVEAU Vendredi 4 mars à 20 h 30 (p.a. Dandelot)	J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS en accord avec A. BUSSCHAERT présentent un unique récital du prestigieux violoniste américain ERIK **FRIEDMAN** au piano LAURENT PETITGIRARD *Bach, Paganini, Franck Bloch, Petitgirard.*
Salle GAVEAU Samedi 5 mars à 17 h (p.a. Werner)	AMIS MUSIQUE DE CHAMBRE Progr. Mus. FRANCE-CULTURE **QUATUOR TALICH** SMETANA, BORKOVEC, BRAHMS
THÉATRE DE PARIS Samedi 19 h « Sous les lustres » le 5 mars Rens. : 280-09-30 (p.a. Mondial Musique)	*Lauréats de la* FONDATION MENUHIN **Frédéric AGUESSY** piano BEETHOVEN - BRAHMS LISZT
THÉATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET Samedi 5 mars à 20 h 30 (p.a. Werner)	**PHILHARMONIE NATIONALE de VARSOVIE** dir. : KAZIMIERZ **KORD** **Misha DICHTER** piano BRAHMS - CHOSTAKOVITCH
Théâtre NATIONAL de l'OPÉRA Dimanche 6 mars à 18 h 30 (p.a. Valmalète)	CONCERTS DU DIMANCHE Jean-Marc **ROLLEZ** contrebasse Angéline **PONDEPEYRE** piano SPERGER, POPPER MISEK, HOFFMEISTER PAGANINI
Fac de Droit 92, rue d'Assas dimanche 6 mars à 16 h 30 Renseignements et location 880-35-40 (p.a. Kiesgen)	ORCHESTRES de JEUNES **Alfred LŒWENGUTH** Pierre et le Loup de Prokofiev avec marionnettes et œuvres de Beethoven Mozart, Bizet (Carmen), etc.
Eglise des Billettes Dimanche 6 mars à 17 h (p.a. Kiesgen)	**NOEL LEE PHILIP BRIDE PAUL BOUFIL** BRAHMS : Trio nº 2, op. 87 SCHUBERT : Trio nº 2, op. 100
Salle Gaveau lundi 7 mars à 21 h (p.a. Kiesgen)	DANIEL **WAYENBERG** Brahms - Chopin
ESPACE P.-CARDIN Lundi 7 mars à 20 h 30 Rens. 266-17-30 (p.a. Mondial Musique)	Musique à l'Espace « Année F.POULENC » **Gabr. TACCHINO,** piano **J.-Ch. BENOIT,** baryton **Alain MARION,** flûte
Eglise de la TRINITÉ lundi 7 lundi 14 mars 21 h (p.a. Valmalète) MusicaGlotz	CONCERTS LAMOUREUX **REQUIEM de BRAHMS** dir. : Justus **VON WEBSKY** sol. : Christine **BARBAUX** **Roger SOYER** Chœur Montjoie
Salle GAVEAU Jeudi 10 mars à 20 h 30 (p.a. Kiesgen)	ORCHESTRE du CONSERVATOIRE de PARIS dir. : **Fabrice PIERRE** sol. **Isabelle FLORY** violon **Jean-Marc LUISADA** piano *Ravel - Ph. Delac - Brahms*
Salle GAVEAU Samedi 12 mars à 17 heures (p.a. Werner)	AMIS MUSIQUE DE CHAMBRE PROG. MUS. FRANCE CULTURE **QUATUOR BRAHMS** Schubert, Leyendecker Beethoven
Salle GAVEAU Lundi 14 mars à 20 h 30 (p.a. Kiesgen)	J.M. Fournier Productions **DEBUSSY** par Bernard **FLAVIGNY** Intégrale des Préludes
ÉGLISE St-SÉVERIN Mardi 15 mars à 21 heures loc. librairie Prilez rue Petit-Pont (633-87-61) Royal Tourisme 10, rue Royale (260-31-94) (Werner p.a. Kiesgen Valmalète)	**J.-S. BACH** suite nº 2, Cantate 209 4ᵉ Brandebourgeois **HAENDEL** cto pour clavecin Maxence LARRIEU, flûte H. GREMY-CHAULIAC, clav. Silvia SCHMID, soprano Véronique LARRIEU, flûte **ANTIQUA MUSICA** dir. : Jacques **ROUSSEL**

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CONTES D'ANDERSEN — Espace Cardin (266-17-30), 20 h 30.
ORLAMONDE — LES CHANTS DE MALDOROR — Epicerie (272-23-41), 18 h 30 et 20 h.
LA MANEKINE — Essaïon (278-46-42), 20 h 30.
LAMENTU DE L'OMU... — Cartoucherie de la Tempête (328-36-36), 20 h 30.
LE FAUTEUIL A BASCULE — Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 21 h.
JOYEUSE PAQUES — Edouard VII (742-57-49), 21 h.
CHANT DU CYGNE — Atelier (606-49-24), 18 h 30.
AGIR JE VIENS — Déchargeurs (236-00-02), 18 h 30.
LA NOCE TOMATE — Théâtre 14 (545-49-77), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50) : les Noces de Figaro.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Intermezzo.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre, 20 h 30 : Concert : Musique vivante, dir. Diego Masson ; Théâtre Gémier : Relâche.
ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Triptyque.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Jocaste.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : le Pip Simmons : Snuff, le silencieux.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 18 H 30 : Yvon Deschamps (Québec) ; 20 h 30 : les bas-fonds.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), *20 h 30 : Chaud et froid*

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Moi.
ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), 20 h 30 : les Bonnes.

Mardi 1ᵉʳ mars

ATELIER (606-49-24), I : 21 h : L'amour tue.
ATHÉNÉE (742-67-27), 18 h 30 : les Corps étrangers ; *II : 19 h : Ida.*
BASTILLE (357-42-14), 21 h : Krehler.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), *20 h 30 : En sourdine, les sardines.*
CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 30 : Superdupont ze show.
CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE (271-26-16), 20 h 45 : Equi-Libre.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : la Mort d'Elsa.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), 20 h 30 : le Bon Dieu ; le Marchand d'anchois ; Galerie, 20 h 30 : l'Etranger dans la maison.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Comédie passion.
CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 : Distorsion.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Argent mon bel amour.
DEUX PORTES (361-49-92), 20 h 30 : Les Fourmidiables.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Azaïs.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : Valardy 83 ; 22 h, 20 h 30 : Kadoch.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
FONTAINE (874-74-40), 18 h 30 : Jeux de mots (dern.) ; 20 h 15 : Vive les femmes ; II, 22 h : S. Joly.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : la Chienne dactylographe.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : A Separate Peace — *After Magritte.*
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30Gilles X ; Maréchal de Rais.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : G. Bedos.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; II. 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Troubadours de Pendule.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : la Dixième de Beethoven.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : L'avantage d'être constant.
MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74), *21 h : l'Education de Rita.*
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Un grand avocat.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos ; Petit Montparnasse, 21 h : Trois fois rien.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : Hold-up pour rire.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
POCHE (548-92-97), 21 h : le Butin.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. 22 h : Feu et Viols.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Yes, peut-être ; 22 h : Hamlet.
TH. DE DIX HEURES (606-07-48), 22 h 30 : la Croisade ou du sang pour l'éternité.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h ; Pas de fantaisie dans l'orangeade.
TH. DU LYS (327-88-61), 20 h 30 : Intimité.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE 347 (874-44-30), 20 h 30 : La surprise de l'amour.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : Dylan ; 20 h 30 : l'Ambassade.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le Mal court.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

Les cafés-théâtres

ATHLÉTIC (624-03-83), 21 h 30 : Homo Tape Dance
AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Service non compris.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Les Démones Loulou ; — II : 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : *18 h 30 : Laissez chanter les clowns ;* 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. — II : 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Une goutte de sang dans le glaçon.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h 15 : M. Lagueyrie : Rouleur.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : J. Mailhot ; *21 h 15 : Étoiles rouges.*
LA GAGEURE (367-62-45), 21 h : Ce n'est pas si grave une femme ; 22 h : la Garçonne.
LES LUCIOLES (526-51-64), 19 h 30 : Si j'aurais su ; 20 h 45 : S. Deschaumes.
PATACHON (606-90-20) 20 h 30 : Un sifflet dans la tête.
ILE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Essayez, c'est pas sorcière ; 22 h 30 : Douby : 23 h 30 : Lâche mon tabouret.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.
RESTO SHOW (508-00-81), 20 h 30 : Le chemin des dames ; 21 h 45 : Et si c'était vrai.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), *20 h 15 : On est pas des pigeons ;* 21 h 30 : A poil ; 22 h 45 : Autant en emporte le banc.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Le monde est petit, Les Pygmées aussi ; 22 h : Albert.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; la Timbale.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 18 h 30 : l'Autocensure ; 20 h 30 : Santons français ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : J. Beaucarne.
LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 30 : J. Humenry, J. Ada.
MARIGNY (256-04-41), *21 h : Thierry Le Luron.*
OLYMPIA (742-25-49), à 21 h : Chants et danses de l'Ensemble soviétique de Géorgie.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Dimitri.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 21 h : Holiday on Ice.
PORTE DE PANTIN, sous chapiteau (245-88-11), 20 h 30 : J. Clerc.
THÉATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : A. Cordy.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, *Josefina.*

La danse

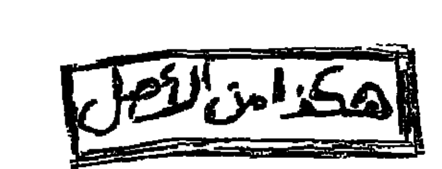
A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : J. Gaudin : les Autruches.
BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : Pandora Suite.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 45 : Maitreyi.
THÉATRE 18 (226-47-47), 20 h : Et si elle a chaud, elle !

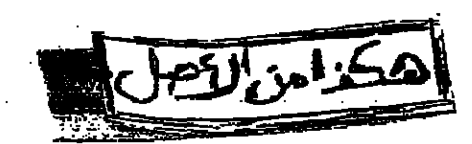
Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : F. Phan-Thanh (Bach, Beethoven, Messiaen...) ; 21 h : Trio d'Aix-en-Provence (Beethoven, Brahms).
THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES, 20 h 30 : Quatuor Amadeus (Brahms).
ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, *21 h : Cl. Giardelli (Bach).*
EGLISE DE LA MADELEINE, 20 h 45 : Chœurs J.-B. Corot, dir. G. Boulanger (Fauré).
CHAILLOT, Grand Théâtre, 20 h 30 : musique vivante, dir. D. Masson (Holliger, B. Maderna, D. Erb, Z. Krauze).

Jazz, pop, rock, folk

CALYPSO (380-03-11), 21 h : *Mission impossible.*
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : M. de Villiers.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Aghavia.
ÉLYSÉE-MONTMARTRE (606-38-79), 20 h 30 : R. Guerin.
FORUM (297-53-39), 21 h : Cie Lubat.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Erica.
SUNSET (261-46-60), 23 h : Panam Fusion.





SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

19 h, Hommage à K. Paxinou : The Martlet's tale, de J. Crowther ; 21 h, L'Académie Morlock présente : l'Inattentif, de F. Raoul-Duval ; les Sorties de Charlerine Dupas, de J. Morder ; Marylin, G. Lux et les nonnes, de G. Courant ; Terres noires ; de L. Moullet ; Tosca, de D. Noguez ; Grève et pets, de N. Godin.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE LA PANTHÈRE ROSE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).

ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; v.f. : Bergère, 9e (770-77-58).

L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – (V.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LE BATTANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 13e (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

BLADE RUNNER (A.) (*) (v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA BOUM 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A.) :(v.f.) (Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LE CAMION DE LA MORT (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse; 14e (329-90-10).

CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44).

CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

DANTON (Franco-polonais) : Forum, 1er (297-53-74) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (562-41-46).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) : Pagode, 7e (705-12-15).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.) (V. Ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) : Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-02-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair Pathé, 16e (525-07-06) ; Images, 18e (522-47-94).

DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) : Panthéon, 5e (354-15-04).

L'ENFANT SECRET (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepot, 14e (542-67-42).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Le Paris, 8e (359-53-99).

LA FUITE EN AVANT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) : 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wépler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JOUR DES IDIOTS (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

MEURTRE EN TROIS DIMENSIONS (*) (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) : U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).

LA MORT AUX ENCHÈRES (A., v.o.) (**) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A. v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) : Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES PETITES GUERRES (Lib., V.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).

PARTNERS (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) : Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

PHOBIA (A., v.o.) : Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.,) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE PREMIER AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon,

LES FILMS NOUVEAUX

CAP CANAILLE, film français de Juliet Berto et Jean-Henri Roger : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

L'EMPRISE (*), film américain de Sidney J. Furie, v.o. : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES FEUX DU THÉATRE, film inédit de Sidney Lumet, v.o. : Action Lafayette, 9e (878-80-50) (à partir du vendredi 25).

L'IMPOSTEUR, film italien de Luigi Comencini, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11), v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).

ITINÉRAIRE BIS, film français de Christian Drillaud : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA RÉVOLTE DES JEUNES LOUPS, film grec de Yiannis Dalianidis, v.f. : Concordia, 10e (208-32-05) ; Cigale, 18e (606-11-75).

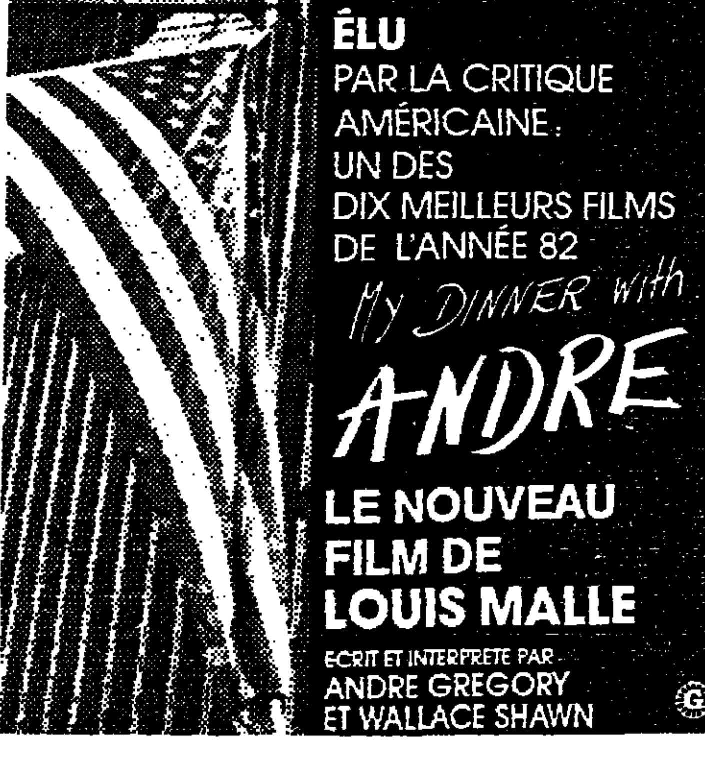
T'ES HEUREUSE ? MOI TOUJOURS ! film français de Jean Marbœuf : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

TOUT L'OR DU CIEL, film américain de Herbert Ross, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA TRAVIATA, film italien de Franco Zeffirelli, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).



Mercredi







Les prises de vues du film NEMO réalisé par Arnaud Selignac, produit par John Noorman et Claude Nedjar, commencent début avril.

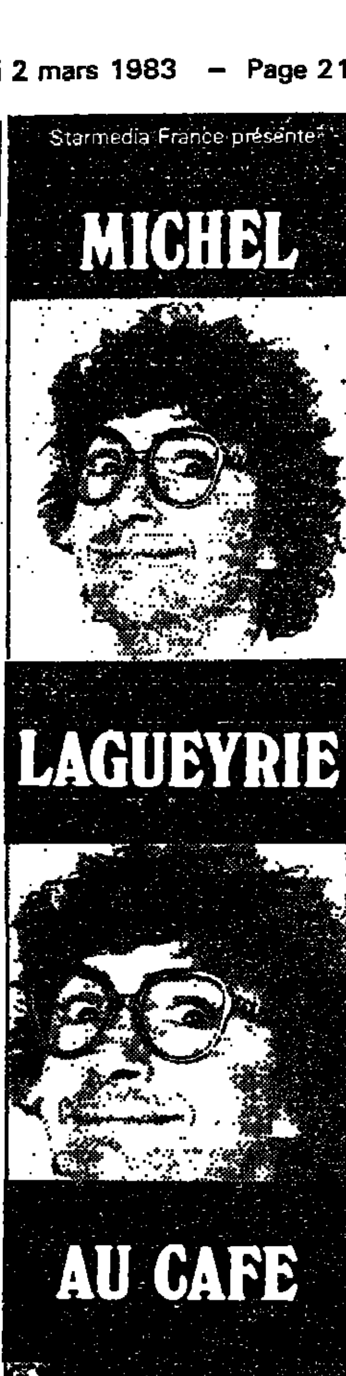
C'est en 1930 les aventures fantastiques d'un adolescent dans un pays inconnu.

Tous les rôles principaux sont distribués : Michel Blanc, Carole Bouquet, Guy Marchand, Dominique Pinon, Nipsey Russell, Caroline Wajda.

Entre New-York, Londres et Paris, le personnage de Nemo, cet adolescent entre 15 et 18 ans, plein de charme, grand, mince et romantique, et... parlant couramment français et... anglais, n'a pas encore été trouvé.

AUDITIONS DES CANDIDATS

MERCREDI 2 MARS entre 10 et 18 heures
au STUDIO DE BOULOGNE
135, avenue Jean-Baptiste Clément
92100 BOULOGNE











SPECTACLES

12e (343-01-59) : Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Arcades, 2e (233-39-36) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LA RIVIÈRE DE BOUE (Jap., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

LE RUFFIAN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

SUBWAY RIDERS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LA TEMPÊTE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

THE VERDICT (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 6e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Maxéville, 9e (770-63-68) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

TIR GROUPÉ (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14-Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

TRIPTYQUE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.F. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

ALPHAVILLE (Fr.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Marylin, 14e (542-67-42).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LA CAPTIVE AUX YEUX CLAIRS (A., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE CHAGRIN ET LA PITIÉ (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LE CHOC (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

DEEP END (Angl., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60). – V.f. : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA DEROBADE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).

FRANKENSTEIN Jr (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

GILDA (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE GUEPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 5e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

JE SUIS UN EVADE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

JESUS DE NAZARETH (It., v.f.) (1re partie) (2e partie) : Grand Pavois 15e (554-46-85).

JOSEPHA (Fr.) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00)

KEY LARGO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-25).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

LA MORT AUX TROUSSES (A. v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

OUT ONE : SPECTRE (Fr.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), H. Sp. : Olympic, 14e (542-67-42).

PROVIDENCE (Fr.-Ang.) - V.a. : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : *Opéra-Night*, 2e (296-62-56) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA STRADA (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

TOM JONES (Ang., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (**) (A., v.o.) Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LE TRÉSOR DE LA SIERRA MADRE (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50).

LA VEUVE MONTIEL (Mex.-Cub., v.o.) : 3 Parnassiens, 14e (320-30-19).

LES VIKINGS (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).

WOMEN (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (272-47-86) : la Croisière du « Navigator ».

MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Monkey Business.

FESTIVAL EDDIE CONSTANTINE : Studio 43, 9e (770-63-40) ; en alternance : Ces dames préfèrent le mambo ; Lemmy pour les dames ; Bonne chance Charlie ; Nick Carter et le trèfle rouge.

FESTIVAL DE COURTS MÉTRAGES : Studio 43, 9e (770-63-40), 20 h 30.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : la Péniche des Arts, 16e (527-77-55).

IVAN PASSER, SCENARISTE ET REALISATEUR (v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94) : Né pour vaincre.

RITA HAYWORTH (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : O toi ma charmante.

HOMMAGE A G. CUKOR (v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46) : le Milliardaire ; les Liaisons coupables.

SEMAINE DE LA REVUE « POSITIF » (v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) : le Mariage de Catherine, la Délivrance.

JACQUES RIVETTE : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33) : Out One : Spectre.

STUDIO CUJAS, 5e (354-89-22). – **LA NUIT DU POLAR** ; 18 h : la Ville à prendre ; 20 h : Je demande la parole.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 1er mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Théâtre : Point H.
d'Y. Jamiaque, mise en scène Y. Bureau, réal. L. Iglesis, avec J. Davy, F. Delille, D. Deisen et A. Grecq.
Le physicien danois Nielsen devient contre son gré l'intermédiaire entre les scientifiques américains et ceux du Reich. Nous sommes en 1943, les scientifiques se réunissent, la bombe nucléaire éclatera-t-elle ?

22 h 40 Documentaire : Colette ou les chemins de la liberté.
Enquête de F. de L'Homme, réal. E. Kneuze. (Rediffusion.)

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Les dossiers de l'écran : l'armistice de juin 1940.
Téléfilm de P. Alfonsi et P. Pesnot, réal. H. Basle. Avec C. Bouillette, R. Benois, G. Claisse, M. Cuvelier...
Une reconstitution fidèle des instants secrets de la signature de l'armistice. Sobre et élégante réalisation d'Hervé Basle, en forme de huis-clos.

21 h 45 Débat : l'armistice de juin 1940.
Avec les professeurs A. Milward, E. Jackel, M. Launay, le colonel M. Longuechaud, l'écrivain H. Michel et J. Amouroux, journaliste.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : Guerre et paix
Film soviétique de S. Bondartchouk (1962-1965), avec L. Savelieva, S. Bondartchouk, V. Tikhonov.
Troisième époque : Borodino.
Napoléon envahit la Russie en 1812. Le général Koutouzov et ses troupes tentent d'arrêter la Grande Armée, à la bataille de Borodino. Pierre Bezoukhov y assiste en civil. André Volkonski est grièvement blessé.
Spectacle chaotique, avec énorme figuration, d'un affrontement où se joue le sort d'un pays. On n'y reconnaîtra pas la légende napoléonienne. Bondartchouk exalte, de façon impressionnante, le nationalisme russe au temps du tsar Alexandre Ier.

21 h 55 Journal.

22 h 13 Une minute pour une image.
d'Agnès Varda.

22 h 15 Prélude à la nuit.
Concert à Grasse. Symphonie pour les soupers du roy, de M. R. Delalande, par l'Orchestre Cannes - Provence - Côte d'Azur, sous la direction de P. Bender.

FRANCE-CULTURE

20 h. **Dialogues** : Les crises se ressemblent-elles ? Avec F. Braudel et A. Minc.

22 h 30. **Nuits magnétiques : la permission de minuit.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30. *Concert* (donné au Grand Auditorium de Radio-France le 26 novembre 1982) : « Concerto grosso », de Corelli : « Concerto pour violoncelle et orchestre », de Haydn ; « Sérénade no 4 », de Mozart : par le Nouvel Orchestre philharmonique : dir. L. Hager : sol. M. Maisky, violoncelle.

23 h 30. **La nuit sur France-Musique** : Jazz-Club.

Mercredi 2 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h 15 Vision plus.
11 h Magazine des écoles (C.N.D.P.).
12 h HF 12 (info.).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain :
l'orientation en 3e.
13 h 50 Mer-cre-dis-moi-tout.
15 h 45 Jouer le jeu de la santé.
15 h 50 Les pieds au mur.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
19 h 53 Tirage de la Loterie nationale.
20 h Journal.
20 h 25 Coupe d'Europe de football.
Paris-Saint-Germain-Waterschei en direct du Parc des Princes, 1/4 de finale match aller.
22 h 25 Les mercredis de l'information.
d'A. Denvers.
Laquais ou prophètes, le dilemme des prêtres en Amérique centrale.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 30 Stade 2 midi.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h Les carnets de l'aventure.
« Sur la piste des cristalliers ».
14 h 30 Dessins animés.
15 h 5 Récré A 2.
17 h 10 Platine 45.
Avec : Ultravox, Garland Jeffreys, Nicolas Peyrac, Banarama.
17 h 45 Terre des bêtes.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Sur un même bateau.
De M. Failevic.
Au XVIIIe siècle, un navire chargé d'esclaves fait naufrage vers une petite île des Antilles – Deux Blancs – le maître et son valet – et trois Noirs se retrouvent quasi nus, sans armes, sur la plage. Que va-t-il se passer ?
Une fable au passé, une nouvelle version de Robinson Crusoé, racontée avec peu de mots, et beaucoup d'humour.
22 h 10 Magazine : Cinéma-cinémas.
de M. Boujut, A. Andreu et C. Ventura.
Au sommaire : la lettre d'un cinéaste : J.-P. Mocky ; une journée de tournage de R. Goupil ; le cinéma du George V ; un entretien avec le photographe G. Hurell ; un document sur le cinéaste Paradjanov.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Scènes de la vie de province.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
20 h 35 Variétés : Cadence 3.
Emission de Guy Lux, Lela Milcic et Pascal Danel. Avec J.-J. Goldman, P. Vassiliu, H. Léonard...
21 h 35 Journal.
21 h 55 Dramatique : La Narration.
Réal. G. Jorre avec B. Agenin, A. Chenin, J. Herviale...
Les retrouvailles d'une mère et d'un fils dans une maison-souvenir sur le bassin d'Arcachon : quelques moments tendres et émouvants.
22 h 48 Une minute pour une image.
D'Agnès Varda.
22 h 50 Prélude à la nuit.
Etude No 1 « Allegro Sostenuto » et étude No 2 « Presto » de F. Chopin, par J.-B. Pommier, au piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, **Matinales** : l'ordinateur, un objet mythique.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : images de la solitude volontaire : à 8 h 32, Ulysse parmi nous.
8 h 50, **Echec au hasard.**
9 h 7, **Matinée des sciences et des techniques.**
10 h 45, **Le livre, ouverture sur la vie** : la voiture sauvage, de J. Held.
11 h 2, **La musique prend la parole** : Mahler.
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama** : les prisons.
13 h 30, **Musique de l'Inde** : musiques populaires et tribales du Rajasthan.
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « Monsieur Enderby », de A. Burgess.
14 h 47, **L'école des parents et des éducateurs** : l'enfant, agent et enjeu dans la séparation des parents.
15 h 2, **Les après-midi de France-Culture** : le monde au singulier ; à 15 h 45, Promenade ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, **Bonnes nouvelles, grands comédiens** : « la Volière des aigles », de M. Schneider, lue par François Périer.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **La science en marche** : Hippocrate dit oui, Gallien dit non.
22 h 30, **Nuits magnétiques** : futur antérieur.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, **Musiques pittoresques et légères.**
6 h 30, **Musiques du matin** : œuvres de Mouret, Wideman, J.-S. Bach, Spohr.
8 h 7, **Le Bougolama 8-9.**
9 h 5, **Musiciens d'aujourd'hui** : K. Gilbert.
12 h, **L'amateur de musique.**
12 h 35, **Jazz** : Tout Duke.
13 h, **Jeunes solistes** (en direct du Studio 119) : œuvres de Parish-Alvars, Fauré, Hindemith, Andrès, Khatchaturian, Nadermann, Samuel-Rousseau, par L. Cabel, harpe
14 h 4, **Microcosmos.**
17 h 5, **Repères contemporains.**
17 h 30, **Les intégrales** : J. Brahms.
18 h 30, **Studio-Concert** (en direct du Studio 106) : œuvres de Mozart, Debussy, J. Brahms ; avec F. Elphège, violon ; J. Martin, piano.
19 h 38, **Jazz** : Où jouent-ils ?
20 h, **Musique espagnole** (en direct du Théâtre des Champs-Élysées, à Paris) : « Airs, duos et préludes de Zarzuela », « La vie brève » opéra de M. de Falla : par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France ; dir. L. Garcia Navarro : sol. C. Hernandez, M. Ysas, Perez-Inigo, M. Cid...
23 h, **La nuit sur France-Musique** : le club des archives.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 1er MARS

– *M. Georges Marchais*, secrétaire général du P.C.F. est l'invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » sur R.T.L., à 18 h 15.

– *M. Jacques Toubon*, député R.P.R. de Paris et candidat dans le treizième arrondissement, est reçu sur Radio-Tour-Eiffel, à 19 heures (Paris, 101,5 MHz).

– *M. Jacques Séguéla*, publicitaire, est invité à l'émission « Ça, c'est de la réclame » sur Radio-Gilda, à 19 h 15 (Paris, 91 MHz).

– *MM. Alain Juppé*, membre du bureau politique du R.P.R. et *Christian Pierret*, député socialiste des Vosges, participent au débat organisé par Europe 1 à 19 h 30.

– *MM. Georges Sarre*, député socialiste de Paris, et *Jean Tibéri*, député R.P.R. de Paris, débattent sur le thème du logement sur Radio-Express à 19 h 30 (Paris-100, 85 MHz).

– *M. Jacques Chirac*, maire de Paris (R.P.R.), « rencontre la presse » sur Radio-Communauté, à 20 h 30 (Paris, 94,4 MHz).

MERCREDI 2 MARS

– *Le Père Maurice Barth*, responsable des droits de l'homme à la CIMADE, est reçu à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C. à 8 h 30.

– *Mme Arlette Laguillier*, membre de la direction de Lutte ouvrière est l'invitée du journal de TF 1 à 13 heures.

– *M. Jean Lecanuet*, président de l'U.D.F., est l'invité de l'émission « Le Grand Jury-R.T.L.-*le Monde* » sur R.T.L., à 18 h 15.

– *MM. Daniel Benassaya*, conseiller municipal de Paris (P.S.), et *Alain Juppé*, membre du bureau politique du R.P.R., participent au débat organisé par Radio-Express à 19 h 30 (Paris, 100,85 MHz).

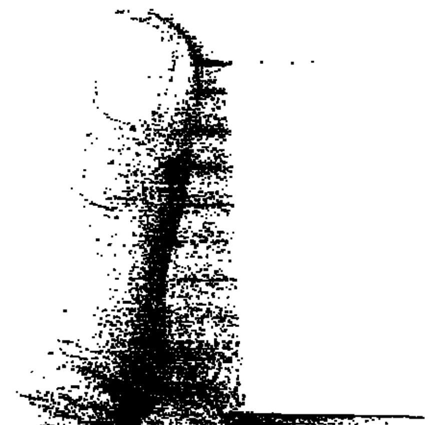
ÉDITION

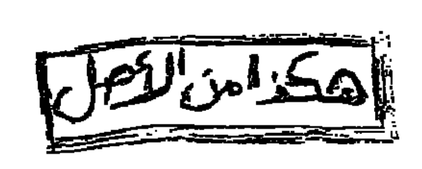
M. ALAIN DE SÉDOUY PREND LA DIRECTION DE RAMSAY

Le journaliste et homme de télévision, M. Alain de Sédouy, prend la direction des éditions Ramsay, dont M. Daniel Toscan du Plantier, directeur général de Gaumont, est le président-directeur général.

Après la démission de son fondateur, M. Jean-Pierre Ramsay, à la fin de 1982, le groupe Gaumont, actionnaire majoritaire, avait proposé la direction de sa filiale à M. Hervé Hamon, directeur de collection, qui a préféré passer aux éditions du Seuil. Des discussions avec M. Olivier Orban, P.-D.G. des éditions qui portent son nom, et qui impliquaient une prise de participation de la Gaumont dans sa maison, ont échoué.

[M. Alain de Sédouy, cinquante-trois ans, s'est fait connaître par des émissions de télévision et des films qu'il a produits avec M. André Harris, *le Chagrin et la Pitié* (1970) et *Français si vous saviez* (1971). Actuellement, il produit pour TF 1 l'émission sur le cinéma *Étoiles et toiles* et prépare un nouveau magazine sur la société. Avec M. André Harris, il est aussi l'auteur de plusieurs livres-dossiers publiés au Seuil qui ont connu un certain succès : *Voyage à l'intérieur du parti communiste* (1975), *les Patrons* (1976), *Qui n'est pas de droite ?* (1978), etc.]





COMMUNICATION

« Une concurrence externe au service public ne résoudrait rien »,
nous déclare M. Michel May, P.-D.G. de TF 1

Nommé en septembre 1982 président-directeur général de T.F. 1, M. Michel May s'est montré depuis lors silencieux et discret. Malgré les interrogations du personnel, inquiet et impatient de voir dessiner et concrétiser un projet global susceptible de redynamiser la chaîne. Malgré aussi les commentaires critiques de la presse écrite, unanime à décerner à T.F. 1 un bulletin de santé plutôt pessimiste. Aujourd'hui, après six mois passés à la tête de la première chaîne, M. Michel May fait enfin le point sur ses fonctions et ses projets. *« Loin d'être paralysée,* dit-il, *T.F. 1 est en pleine réorganisation. »*

« Les professionnels de la télévision sont de plus en plus nombreux à remettre en cause l'organisation du service public de l'audiovisuel. Faites-vous également partie de ceux qui le jugent archaïque ?

– Le service public reste pour moi la forme la plus élevée de gestion dans l'intérêt général. Sans doute exige-t-il en contrepartie des vertus plus grandes qu'ailleurs, admises et respectées par tous, mais je ne vois pas en quoi le procédé serait brusquement devenu archaïque. La télévision américaine, souvent citée en exemple et symbole du système de télévision privée, est loin de présenter à mes yeux un progrès décisif. Ni sur le plan de la qualité ni sur celui de la diversité.

– En cumulant les contraintes du service public et les impératifs des chaînes commerciales, le système français n'est-il pas devenu une combinaison hybride ?

– Hybride ? Sans doute, mais avec une qualité déterminante : la publicité n'y est pas meurtrière. Limitée, contrôlée, canalisée, elle n'influe ni n'empiète sur les programmes. Néanmoins, il est vrai que le coût et la lourdeur excessifs du système actuel nous pénalisent, et que les 9 milliards de francs consacrés à la télévision devraient permettre de mieux nous en sortir. Beaucoup de choses doivent être revues, rationalisées, mais c'est sur l'ensemble de l'organisation qu'il convient d'agir. L'émergence d'une concurrence externe ne résoudrait rien.

– Les événements des derniers mois ont fait accréditer l'idée que les chaînes devenaient ingouvernables...

– Difficiles à gouverner.

– Un haut fonctionnaire placé à la tête de l'une d'elles y est-il bien à sa place ?

– Et pourquoi ne le serait-il pas ? Voyez la B.B.C., voyez la RAI... Voyez les nombreux pantouflages de hauts fonctionnaires dans l'industrie privée ; les ronds-de-cuir seraient-ils inférieurs, dans l'échelle des valeurs, aux chevaliers de l'industrie ? La lourdeur de la machine impose des règles de gestion qui, loin d'être une fin en soi, sont une contrainte réelle dont personne, quelle que soit sa formation d'origine, ne pourrait s'affranchir. Et puis le haut fonctionnaire est aussi un téléspectateur qui a des opinions et des idées. C'est en tant que téléspectateur moyen que je réagis ou que je tente de réagir devant l'écran, et je suis persuadé que cette distance relative, ce regard un peu « amateur », proche du public, sont loin d'être préjudiciables. D'autant plus qu'ayant passé sept années dans l'orbite de la radiotélévision, je n'étais pas tout à fait un néophyte en arrivant à T.F. 1. Je ne me sens nullement diminué par rapport à ce qu'on appelle « les professionnels » de la télévision, qui sont en fait des journalistes reconvertis. La vie de mon prédécesseur à T.F. 1 a été difficile, certes ; la mienne n'est pas facile, mais j'ai pour moi l'inamovibilité du fonctionnaire et du magistrat, et ce statut est une force. Il diminue tout sentiment de précarité et devient gage de liberté.

– Cela rend tout de même plus ambigus vos rapport avec l'Etat-patron ?

– Pourquoi ? En tant que haut fonctionnaire, je dépends uniquement du président de la Cour des comptes et non du gouvernement ou d'un ministre quelconque.

– Quels rapports entretenez-vous alors avec les pouvoirs ?

– Des rapports bien limités ! Bien sûr, l'existence d'un ministère de la communication rend inévitables le suivi de relations avec Georges Fillioud, son cabinet, ainsi qu'avec le service juridique et technique de l'information. Mais ce ne sont là que des contacts naturels, et cordiaux, puisque M. Fillioud est un ami de longue date. Quant aux autres membres du gouvernement – je connais la moitié d'entre eux depuis plus de vingt ans. – je n'ai avec eux que des rapports extra-professionnels.

» Enfin, tous les quinze jours, les trois présidents de chaîne se réunissent avec les membres de la Haute Autorité, qui peuvent ainsi donner un avis, ou émettre quelques recommandations. C'est l'instance qui m'a nommé, c'est donc la seule que je puisse considérer aujourd'hui comme une sorte de supérieur hiérarchique. Ce n'est guère pesant.

« Je ne suis pas inondé de coups de téléphone... »

– On vous dit pourtant très enclin à user du téléphone...

– On dit cela ? C'est incroyable ! Toujours ces rumeurs... Moi qui ai justement horreur du téléphone ! Jamais je n'ai eu à demander la moindre autorisation à quiconque. Il m'arrive d'appeler parfois la Haute Autorité pour un renseignement d'ordre pratique ou technique. Mais je suis tellement accaparé à l'intérieur de la chaîne que je n'ai pas le temps de me soucier de son image à l'extérieur. Peut-être même devrais-je entretenir plus de rapports avec le ministre de la communication.

– L'inverse est-il vrai ?

– Certains ministres ont manifesté le désir de me rencontrer. Mme Edith Cresson, par exemple, trouve que la télévision évoque trop peu les problèmes agricoles. C'est un peu vrai... M. Jean-Pierre Chevènement estime que le petit écran *continue à donner de l'industrie une image très frustrante*... Il n'a pas tort. La France garde ses racines et ses valeurs rurales... jusque dans la fiction ! Mais jamais la démarche d'un ministre n'a eu pour but de favoriser son passage à l'antenne. Et je ne suis pas plus inondé de coups de téléphone que je n'inonde les autres.

– L'importance que le monde politique accorde aux journaux télévisés vous incite-t-elle à vous montrer à leur égard particulièrement vigilant ?

– Il est extrêmement délicat pour un non-journaliste de donner un avis concernant l'information sans risquer d'apparaître aussitôt comme un censeur. Je ne sais donc pas si je suis assez vigilant. Seul mon constant souci d'équilibre a motivé les quelques rares interventions que j'ai faites auprès de la rédaction. Lors de la campagne pour les élections prudhomales, j'ai attiré son attention sur la nécessité d'un traitement égalitaire pour toutes les organisations syndicales ; j'ai regretté un moment que notre couverture des événements internationaux se polarise trop sur certains sujets – comme la Pologne – en oubliant systématiquement d'autres parties du globe, et notamment nos voisins, tels l'Allemagne ou l'Angleterre ; j'ai craint également le déséquilibre *qu'aurait pu entraîner la différence* de situations et de positions entre MM. Fabius et Gattaz lors du premier face-à-face ; il m'est arrivé de réprouver – sans provoquer de drames – quelques annicroches : Cachan sans doute, mais aussi la couverture première de la mort de Brejnev, où le ton a un peu manqué de neutralité. Mais ce n'est pas un hasard si ce genre d'incident se produit surtout pendant le week-end...

» Quant aux problèmes liés à l'organisation même de la rédaction, ils sont autrement plus difficiles ! Et ce fut une découverte édifiante ! Si j'avais un jour un talent d'écrivain... J'ai cessé en tout cas de recevoir sys*tématiquement tous les journalistes* qui, sous des prétextes divers, demandent à voir le président. Ou, plutôt, je me suis fixé la règle d'or de ne les recevoir qu'en présence du directeur de l'information, Jean-Pierre Guérin. Une façon d'éviter les démarches un peu troubles et les tentatives de circuits parallèles, et je ne vois pas qui pourrait prétendre aujourd'hui que je cherche à influer sur l'information.

– La réforme de l'information, que l'on croyait prête depuis plusieurs mois, s'est fait longuement attendre. Que s'est-il passé ?

– La rédaction de TF1 a subi des traumatismes plus forts que les autres rédactions. Depuis toujours : des mouvements fréquents à la tête de l'information, des maladresses et des mises à l'écart difficiles à réparer (voyez Gicquel et Besançon, que je souhaitais remettre en piste depuis longtemps). Les bouleversements récents, attendus, au sein des équipes de direction de la chaîne n'ont pas non plus facilité sa stabilisation. Sans compter la nécessaire comptabilité entre les souhaits de la rédaction, l'organisation générale de la grille et les impératifs d'harmonisation entre les trois chaînes.

– Vous dites réagir en tant que simple téléspectateur. De quelle télévision rêvez-vous pour l'avenir ?

– Pour moi, la télévision, c'est avant tout un divertissement, pas une purge. Alors, je la voudrais plus gaie, plus drôle ; plus *intertainment*, diraient les Américains. En tout cas moins morose qu'elle ne l'est actuellement. Je suis heureux que le café-théâtre y fasse bientôt son apparition ; je serais ravi d'y introduire la bande dessinée dès que l'on pourra en faire un spectacle.

» Mon rêve ? Créer une relève des grandes séries populaires d'il y a quelques années. Rappelez-vous les Rocambole, les Belfégor... Je voudrais renouer avec la tradition de ces grands feuilletons à trente, quarante, voire à cinquante épisodes ! Le budget 1983 ne nous permet pas de nous lancer dans ce type d'initiative à gros moyens, mais nous remuons déjà les idées. Il faut ouvrir l'imagination. On a trop tendance, par exemple, à s'emparer de la vie d'un personnage célèbre ou historique pour en tirer la trame d'une série. Le procédé me semble par trop facile, et je n'aime pas ce panachage roman-photo et alibi culturel.

» En fait, le vrai problème est celui de l'écriture. Comparez la qualité des dialogues d'aujourd'hui avec ceux d'il y a vingt ans. Rappelez-vous ceux d'Audiard, et de quelques autres ! Il faut absolument redonner à l'écriture ses lettres de noblesse. C'est elle qui est déterminante, et dont la qualité permet même, au dire des professionnels, de réaliser de sérieuses économies sur la réalisation... »

Propos recueillis par
ANNICK COJEAN.

Vu

Orson Welles et la jeunesse

C'était il y a un an. Venu à Paris pour recevoir le grade de commandeur de la Légion d'honneur, et présider la septième Nuit des césars, Orson Welles avait rencontré, à la Cinémathèque française, les étudiants des écoles françaises de cinéma (*le Monde* du 26 février 1982). Nous venons, enfin, de voir l'émission de Pierre-André Boutang, réalisée par Guy Seligman à cette occasion. Juste après la diffusion sur TF 1, de *la Splendeur des Amberson,* film qui a résisté aux inconvénients (pour ne pas dire plus) d'un doublage français privant même Orson Welles de sa voix dans le célèbre générique final.

C'était il y a un an, mais le temps s'est aboli. Orson Welles était là, face à la jeunesse, avec sa voix à lui (relayée par un habile traducteur, Henri Behar, ne rompant jamais la communication entre le cinéaste et l'assistance), avec son visage de Falstaff dans les moments d'humour, de Jupiter tonnant dans un moment de passion (un jugement moral sur Elia Kazan), son visage d'homme aussi, à la fois le plus simple et le plus noble.

Il a, d'abord, parlé presque seul. Les questions tardaient à venir. Ces étudiants, ces étudiantes étaient intimidés. Alors, il les a mis en confiance, avec des boutades : *« N'apprenez rien à l'école, volez une caméra et débrouillez-vous »*, ou des paradoxes : *« N'allez pas voir des films, ne vous laissez pas influencer par les vieux maîtres » ; « l'important, dans un film, ce n'est pas le metteur en scène, ce sont les acteurs et ce qui se passe devant la caméra. »*

Et la salle s'est animée, le dialogue s'est établi comme si Welles, esquivant, par pudeur, les difficultés qui ont marqué et enrayé sa carrière, avait retrouvé les élans et la force de sa propre jeunesse. A l'admiration et au respect, il a préféré la confiance. Il n'a pas fait un cours magistral, lancé des théories savantes ; il s'est mis à l'unisson de ses interlocuteurs, il a parlé du cinéma sans dorer la pilule, il a vanté, pour la création, ce qu'il appelle « l'innocence ». Des gros plans d'Orson Welles surprenant parfois une gravité furtive du regard, à des panoramiques sur la salle, la réalisation a su capter la chaleur d'une rencontre qui est devenue un extraordinaire document vivant.

JACQUES SICLIER.

Lu

« DE LA NATURE DE L'U.R.S.S. », D'EDGAR MORIN

Entre le parti et l'armée

Depuis que le bolchevisme a saisi l'empire des tsars, d'innombrables écrits ont été consacrés à l'Union soviétique. Rares pourtant sont ceux qui s'efforcent de poser la question fondamentale et d'y répondre : Qu'est-ce que l'U.R.S.S. ? Ceux qui l'ont fait se partagent en deux grandes écoles. Pour les uns, le facteur russe reste dominant. Sous le masque du marxisme-léninisme, le Kremlin poursuivrait aujourd'hui la politique des tsars. Les autres affirment au contraire que le communisme a façonné sur le territoire de l'État le plus étendu du monde, une réalité tout à fait nouvelle.

Voici qu'à son tour, Edgar Morin s'interroge sur la « nature de l'U.R.S.S. ». Selon lui, l'U.R.S.S. n'est pas communiste. Elle n'est pas soviétique. Elle n'est pas une union des Ré*publiques socialistes soviétiques*. On pourrait sans doute le chicaner à ce propos, car, à la fin des fins, qui donc peut savoir ce que sont le communisme et le socialisme ? Peu nous importe que les héritiers de Lénine soient, ou non, d'authentiques communistes. L'essentiel est de connaître ou d'essayer de connaître les traits de leur système qui perdurent, de Lénine à Andropov, en passant par Staline, Khrouchtchev et Brejnev. De cette analyse dépend la relation du reste du monde avec cette puissance.

Sans avoir l'air d'y toucher Edgar Morin décape bon nombre d'idées reçues. Passons sur quelques pages qui, ici ou là, sacrifient au jargon de la spécialité de l'auteur. La seule critique que l'on puisse lui faire à ce sujet, c'est que, en usant de ce langage, il risque de décourager des lecteurs alors que son ouvrage mérite de rencontrer la plus vaste public.

Notre sociologue ne se contente pas de dire, comme l'ont fait beaucoup, que l'U.R.S.S. est une dictature, ou qu'elle est devenue une puissance impérialiste. Il montre, avec une clarté aveuglante, qu'elle est à la fois dictature totalitaire et puissance impérialiste, et que la conjugaison de ces deux éléments la rend particulièrement redoutable. Il se distingue, certes, d'un Castoriadis, selon lequel l'U.R.S.S. est maintenant une « statocratie », un État dominé par les militaires. Edgar Morin estime que la prépondérance du parti, source et instrument du totalitarisme, ne peut être mise en doute. Le parti ne recule pas devant la caste militaire ; il la favorise pour qu'elle contribue à son dessein.

Le chapitre consacré au parti est instructif, notamment quand l'auteur établit la comparaison entre P.C. et religion. Du point de vue sociologique, les traits communs sont nombreux en effet. Encore faudrait-il préciser que la comparaison vaut pour une religion qui dispose d'un immense pouvoir temporel, comme ce fut le cas du catholicisme pendant des siècles. Cependant, une religion peut perdre une bonne part de son pouvoir temporel sans rien céder, bien au contraire, de l'essentiel de son message alors qu'un P.C. chassé du pouvoir ou privé à tout jamais de l'espérance du pouvoir est voué au néant.

En U.R.S.S. rien ne fait prévoir, il est vrai, que le parti puisse bientôt être exclu du pouvoir. Edgar Morin se charge de dissiper les illusions de ceux qui, en dépit des drames de Hongrie, de Pologne, de Tchécoslovaquie tableraient toujours sur une évolution et une démocratisation du système. Il juge même que l'U.R.S.S. tire force de ses faiblesses. L'issue la moins mauvaise, pour lui, pourrait même être une sorte de mainmise de l'armée sur le pouvoir. Pourquoi ? Parce que *« le parti ne peut être que tout ou rien »*, qu'il n'a pas de position de repli alors qu' *« une armée, il en faudra toujours une dans le cadre d'un État »*.

Edgar Morin constate combien est redoutable pour le monde cette conjonction du parti actuellement le plus totalitaire et de l'impérialisme présentement le plus armé. Heureusement, il souligne, en même temps, que, en règle générale c'est *« l'improbable qui est arrivé en U.R.S.S. »*

BERNARD FÉRON.

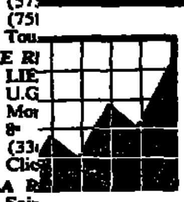
★ Edgar Morin, *De la nature de l'U.R.S.S. Complexe totalitaire et nouvel empire*. Fayard, 272 pages. 59 francs.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

SAFT

UN MANAGER DIRECTEUR GÉNÉRAL DE DIVISION

A la SAFT **Groupe Industriel Français, de dimension internationale,** nous avons fait le choix d'une structure décentralisée qui motive les hommes d'action, innovateurs et réalisateurs.

Nous sommes prêts à vous confier la division équipement électrique de sécurité. Vous disposerez d'un Centre de Profit performant, doté de ses propres moyens : étude, développement, production marketing.

Votre réussite et la nôtre impliquent que vous ayez une expérience professionnelle réussie comme Responsable de Centre de Profit, Directeur Commercial, Directeur Industriel et que vous ayez une personnalité de Chef d'entreprise confirmée par une formation supérieure, ingénieur grande école, ECP, Mines, SUP. ELEC., AM (+ MBA appréciée) ou HEC.

Le domaine international du groupe nécessite que vous parliez anglais.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue nord-est de Paris.

Nous avons confié au Cabinet ETAP le soin de mener cette recherche en toute confidentialité.

Ecrire sous référence SC 441 CM



4, rue Massenet 75016 Paris

chef de marché export

POUR ENTREPRISE DE BIENS DE CONSOMMATION INDUSTRIELLE, 400 MF DE CA

- *Nous sommes largement les premiers en Europe, mais aussi dans le monde. Nos produits sont synonyme de technologie avancée* et de qualité. Nous avons été des pionniers de la conquête des marchés extérieurs. Depuis plus de 20 ans, nous exportons dans plus de 80 pays et nous sommes restés les premiers.
- *Les résultats que nous atteignons* aujourd'hui sont le fruit de la performance de nos produits et de notre dynamisme.
- Tout en restant lucides sur les succès remportés, nous savons que pour continuer à être les premiers il nous faut encore aller plus loin.
- *Voulez-vous rejoindre notre équipe et participer à notre expansion en tant que*

chef de marché à l'exportation

- Nous vous apprendrons tout sur nos produits et nos techniques de vente. Nous vous laisserons une large autonomie mais nous vous demanderons de rendre compte au Directeur de l'Exportation.
- *Nous vous offrons des possibilités réelles de développement de carrière et une rémunération incitative.*
  - — Si vous avez le goût de la conquête et de la grande exportation.
  - — Si vous en avez la connaissance pour l'avoir pratiquée.
  - — Si vous avez une solide formation de base (ESC ou équivalent).
  - — Si vous parlez anglais couramment et probablement l'allemand.
  - — Si l'implantation dans le LANGUEDOC, siège de notre Entreprise, vous convient.
- Alors nous sommes prêts à vous accueillir.

Faites-nous connaître votre intérêt en écrivant avec C.V. détaillé, prétentions et modalités *actuelles de rémunération* au Cabinet GUILLON - Département Sélection qui examinera votre candidature avec la confidentialité et la discrétion de rigueur (réponse assurée). (Réf. 893-M) CSNCR

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS



Secrétaire Général
Centre Ouest

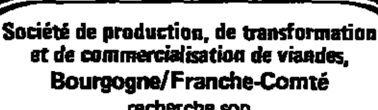
Le Directeur Général d'une Entreprise importante de 300 personnes, recherche pour le seconder rapidement dans son développement, son Secrétaire Général.

S'appuyant sur un outil informatique solide, il sera responsable de la gestion budgétaire, des affaires juridiques, et assurera l'intégralité de la Fonction Personnel.

Le poste intéresse une personnalité forte à tout point de vue, alliant la rigueur et l'efficacité *aux qualités de contact.*

De formation Grandes Ecoles ou équivalent, âgé d'au moins 35 ans, cet homme a exercé en Entreprise, des responsabilités analogues.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo, sous référence 8320I M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.



**13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS**

directeur juridique

LES BRASSERIES KRONENBOURG — 2,6 Md de F de CA, 2700 personnes — sont leader sur le marché de la bière en France et *en Europe, et améliorent constamment leurs positions sur l'ensemble* des segments de ce marché. Elles se développent également à l'étranger par la voie de leurs filiales, par des contrats de licences *et par les exportations.*

Le Directeur Juridique de cette société a la responsabilité d'une fonction très complète. Animant et coordonnant l'activité d'une équipe de 4 juristes expérimentés, il assure la sécurité juridique des engagements de la société et de ses filiales dans tous les *domaines de leurs activités. Il conseille et assiste les Directions et* Services dans l'élaboration de leurs décisions et la gestion quotidienne des affaires. Il participe d'autre part au développement de la société à l'étranger, à l'occasion de la constitution des dossiers de contrats internationaux: transfert de technologie, concession de marques et de licences, prise de participation.

Cette importante fonction requiert une formation juridique, Maîtrise ou DES de Droit Privé, complétée de bonnes connaissances en économie et gestion. Elle intéresse une personne ayant acquis au moins 10 ans d'expérience en entreprise ou en cabinet. Ses fonctions lui auront permis de développer ses qualités d'animation.

La localisation géographique du poste, basé à Strasbourg, permet de bénéficier d'un environnement culturel particulièrement riche.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 9/M en précisant rémunération actuelle à: BSN - Service Recrutement Cadres. 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

Société de production, de transformation et de commercialisation de viandes, Bourgogne/Franche-Comté recherche son

DIRECTEUR D'UNITÉ

- animer et gérer un établissement comptant 100 personnes ;
- *promouvoir les méthodes d'organisation* répondant à l'évolution des techniques et aux perspectives de développement de la Société ;
- Entraîner et contrôler une équipe de commerciaux distribuant les produits de base et les produits élaborés auprès des *chaines de restauration et des grands magasins,* avec secteur exportation en expansion.

Formation Ingénieur (Agro, A.M., ...), ou assimilée avec une solide expérience professionnelle ou Écoles de Commerce, avec itinéraire agro-alimentaire souhaité (secteur élevage, matériels d'équipement, conserva*tion, emballage, ...). Aptitude confirmée au* travail en équipe (Société de statut coopératif). Age minimum 32 ans.

Adresser C.V. détaillé sous réfer. 156, à Jacques Genevay-LPA, 11, square Jasmin, 75016 Paris.

P.R.R

PRESSE RÉGIONALE

Un hebdomadaire catholique départemental d'information, solidement implanté dans sa région, recherche son

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Il participe à la définition de la politique rédactionnelle dont il a la responsabilité *de la mise en œuvre. Il organise et anime* l'action d'une petite équipe de journalistes professionnels. Il assiste en outre la Direction Générale dans son rôle de *gestion et* de développement de l'entreprise.

Ce poste s'adresse à un candidat de 35 ans minimum, de formation supérieure, apportant nécessairement une expérience rédactionnelle, de solides qualités humaines et la pratique de l'animation d'equipe. Une expérience même limitée des problèmes commerciaux et de gestion d'entreprise est indispensable.

Le poste est situé dans une ville moyenne de RHÔNE-ALPES.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8372 A, a :

RÉUSSITES
11 quai Rambaud
69002 LYON
Membre de Syntec



DIRECTEUR D'AGENCE

180.000 F + **NANTES**

micro-informatique de gestion

Une société de distribution de matériels, logiciels et services micro-informatiques professionnels en pleine expansion recherche un directeur pour son agence de NANTES.

Rattaché à la Direction Générale, il participera à l'élaboration de la politique commerciale et sera responsable des résultats (ventes, marge, trésorerie) de l'agence et de l'encadrement d'une équipe de 6 à 8 personnes.

Homme d'action de 30 ans minimum, particulièrement rigoureux et disponible, le candidat recherché aura une formation supérieure de gestion.

Son expérience lui aura permis d'exercer avec succès des responsabilités commerciales dans le secteur de la *grande distribution* ou de la bureautique.

Adresser C.V. avec lettre manuscrite et photo sous la référence 2972 à Pierre MULOT Publicité - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS.

Réponse et discrétion totale assurées.

Important groupe de transports express recherche son

DIRECTEUR DE FILIALE

Age : environ 30 ans.
- FORMATION SUPÉRIEURE.
- *Il devra justifier d'une expérience réussie dans cette fonction, maîtriser la gestion, l'exploitation et l'animation d'une équipe de 100 personnes.*

Lieu de travail :

NANTES

Rémunération : Fixe + Intéressement
Env. C.V., photo et prétentions à JET SERVICES, 10, avenue Saint-Exupéry Z.I. 93120 LA COURNEUVE.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



Pour le barrage que nous construisons au Maroc...

Pour gérer nos équipes d'Aït Chouarit, à 150 km de Marrakech, nous recherchons le

Chef des Services Administratifs

Vous serez responsable sur le chantier du service du personnel local et expatrié, de la gestion des bases vie, des relations avec les administrations et les autorités locales.

Vous assurerez la tenue de la caisse, la comptabilité analytique et superviserez la comptabilité matière et la gestion de l'entrepôt sous douane.

Dans les domaines de votre compétence vous établirez les liaisons avec les services administratifs du siège de l'entreprise à Casablanca.

Vous utiliserez l'informatique (IBM 34) pour l'ensemble des fonctions et recevrez, si nécessaire, une formation complémentaire.

Ce poste convient à **un homme jeune** qui à la qualité de ses rapports humains ajoute **une solide formation comptable de base et quelques années d'expérience** qui lui permettront de s'intégrer aisément à une équipe dynamique de réalisation d'un grand ouvrage.

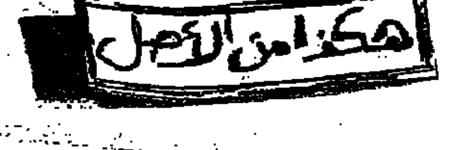
Le séjour en famille peut-être envisagé et dans ce cas la scolarité des enfants sera assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions sous référence LM 3004 à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau 92022 Nanterre Cedex.

média-system

Mettez votre avenir en chantier







emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

THOMSON-CSF

DES OPPORTUNITÉS À L'ÉTRANGER POUR DES CADRES MOTIVÉS

Dans le cadre de la réalisation d'une usine clés en mains actuellement en cours de construction en Irak, THOMSON-CSF recherche :

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS ET MÉCANICIENS

pour coordonner les travaux d'installation et apporter ultérieurement l'assistance technique au client.

RESPONSABLE DU CENTRE

pour assurer la direction des services généraux et entretien (base-vie, garage...).

CADRES DE GESTION

pour assurer le contrôle et le suivi administratif et financier de l'affaire sur place.

Ces fonctions doivent motiver des candidats justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires et possédant une connaissance correcte de l'anglais. A la rémunération France s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation qui est prévue pour une durée de l'ordre de 2 ans.

Merci d'adresser votre candidature à HAVAS CONTACT -
1, place du Palais Royal - 75001 PARIS.
sous réf. 32278 M., qui transmettra.



THOMSON
BRANCHE COMMUNICATIONS

HAVAS CONTACT

LE MANAGEMENT DE GRANDS PROJETS UNE AFFAIRE D'INGENIEUR. AU MAROC.

Cabinet français d'ingénieurs-conseils, nous avons une activité internationale.
Notre filiale marocaine (Casablanca) est spécialisée dans le management et la maîtrise d'œuvre de projets d'investissements industriels, bâtiments et hôteliers.
Pour assurer l'organisation et la gestion des projets, le développement commercial et l'encadrement d'une petite équipe d'ingénieurs, nous souhaitons rencontrer un ingénieur généraliste ou de formation TP/Génie Civil, âgé d'une trentaine d'années, habile dans les contacts commerciaux et l'animation d'équipe, doté en outre de bonnes connaissances en informatique et, bien évidemment, d'une expérience en management de projets.
Les conditions de vie en famille sont particulièrement agréables à Casablanca. Veuillez adresser votre candidature sous référence 4357 à l'agence DESSEIN — 69, rue de Provence - 75009 PARIS.

Dessein

CEMATT ETT
recherche
pour MOYEN-ORIENT et AFRIQUE

1 ingénieur

ELECTRICITE
(Diplômé ou autodidacte)
Connaissances courant continu et moteurs marins.

2 chefs de chantier

GROS-OEUVRE - BETON ARME
Langue anglaise très appréciée.

2 chefs de chantier

COFFRAGE - FERRAILLAGE
Langue anglaise appréciée.

Pour ces postes d'excellentes références seront demandées.

Ecrire ou se présenter :
CEMATT - 44, rue René-Boulanger 75010 PARIS
Tél. 240.22.00

amp

L'EXPORTATION selon J.M. de HEREDIA

"De Palos de Moguer routiers et capitaines
"Partaient ivres d'un rêve héroïque et brutal
"Ils allaient conquérir le fabuleux métal
"Que Cipango mûrit dans ses mines lointaines."

Nous fabriquons une large gamme de produits destinés à l'aménagement et à la décoration de la maison. Nous employons 1 300 personnes et réalisons plus de 40 % de notre chiffre d'affaires à l'exportation.
Au cours de ces quinze dernières années, nous nous sommes solidement implantés sur tous les grands marchés du monde occidental (C.E.E., ESPAGNE, SUISSE, AUSTRALIE, CANADA, U.S.A.).
Leader sur nos marchés en FRANCE, nos dix filiales commerciales constituent aujourd'hui l'une des bases essentielles de notre développement.

Les patrons de nos équipes commerciales sont tous capables de participer à des fonctions d'état major.
Ils préfèrent cependant "l'exposition", le terrain et les hommes.
Ils fondent leur autorité sur la valeur de l'exemple.

Aujourd'hui, à des degrés de maturité divers, nous recherchons trois d'entre eux.

De STOCKHOLM à SINGAPOUR en passant par HONG KONG, TOKYO et BAHREIN venez diriger nos exportations.

Pour notre filiale allemande, nous recherchons un homme capable de lancer les ventes d'une de nos lignes de produits.
Après avoir assuré le lancement de ce produit sur le marché allemand (recherche des meilleurs canaux de distribution, contact avec la clientèle, négociation des marchés) il constituera son équipe et appliquera avec elle la politique de distribution qu'il aura définie.
Agé de 30 ans, il sera doté d'une formation commerciale supérieure et aura acquis une expérience de la grande distribution sur le marché allemand.
Une pratique courante de l'allemand est bien entendu indispensable.
Pour tous ces postes, notre Entreprise est capable d'offrir à terme, dans un horizon international, de réelles perspectives d'avenir.
Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

La CALIFORNIE, HAWAI, l'ARIZONA, le NEVADA, l'UTAH...

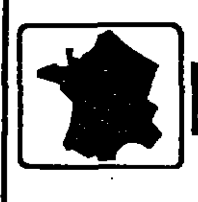
Pour conquérir l'Ouest Américain, nous sommes prêts à vous confier nos armes
Implantée depuis 12 ans dans l'Est Américain, notre filiale U.S. connaît un réel succès. Après avoir solidement bâti dans l'Est et conquis quelques positions dans l'Ouest, nous souhaitons confier à un pionnier notre développement dans cette région des Etats-Unis. Avec son équipe, il définira et fera appliquer la politique de distribution.
Agé de 30 à 35 ans, l'homme que nous recherchons est diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce. Il apprécie l'American Way of life et a acquis une solide expérience de la grande distribution U.S. (Home Center...).
Les perspectives d'avenir sont à la hauteur des conquêtes qui seront faites sur ce marché fabuleux pour nos produits. Outre la culture de ce pays, bien sûr le candidat retenu maîtrisera parfaitement la langue.

JUNGER VERTRIEBSLEITER

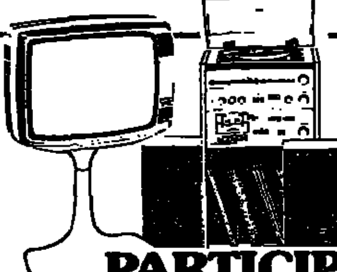
Nous n'avons (pas encore !) une filiale dans chaque pays représenté à l'O.N.U. Pourtant nous réalisons un chiffre d'affaires très significatif avec de nombreux pays dans lesquels nous ne sommes pas toutefois présents.
Avec une équipe de 17 personnes, vous concevrez et ferez appliquer la politique de distribution dans ces nombreux pays.
Agé de 30 à 40 ans, vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce. Vous avez acquis une solide expérience de l'exportation de préférence dans des produits de consommation durables. Vous êtes parfaitement trilingue (Français, Anglais, Allemand).
Homme de terrain, vous acceptez de passer avec vos hommes 30 à 50 % de votre temps sur les différents marchés relevant de votre responsabilité.

CREAC
Conseil en Recherche Active et Evaluation de Cadres.
6 rue Victorien Sardou, 69007 Lyon. Tél. : 16 (7) 801.25.00.

ALLEMAGNE
Euro-Sprachschulorganisation
(30 écoles en Allemagne)
recherche PROFESSEURS de français à partir d'août, septembre 1983, pour contrat de 1 ou 2 ans renouvelable.
Langue allemande nécessaire, langue commerciale souhaitée.
Adr. C.V., photo et diplômes à : EURO-SPRACHSCHULE HERSTALLSTR. 39 D-8750 ASCHAFFENBURG, R.F.A.
Interviews Paris/Francfort. Avril 1983.



emplois régionaux



INGÉNIEUR MÉCANICIEN :

PARTICIPER A L'AUTOMATISATION DES MOYENS DE PRODUCTION D'UNE USINE-PILOTE.

Notre usine d'ANGERS (1 900 personnes) conçoit et réalise des TV COULEUR (3 000/jour), des moniteurs et visus.
Le SERVICE ÉTUDES INDUSTRIELLES est le support de notre politique d'automatisation : une équipe très soudée d'ingénieurs et techniciens polyvalents.
Intégré à cette équipe, le jeune Ingénieur Mécanicien recherché va piloter de A à Z des projets techniques d'automatisation : études, conception, réalisation d'installations, et mise au point de machines automatiques de production dans les ateliers.
Nous souhaitons confier cette mission à un candidat s'étant spécialisé – au cours d'une première expérience industrielle (2 ans environ) – dans des projets d'automatisation, en Bureau d'Études et sur chantiers, où il a eu l'occasion d'effectuer lui-même des mises au point. Son imagination et son savoir-faire lui permettront d'adapter ses interventions aux multiples problèmes concrets de la production.
Angers, au cœur du Val de Loire, à mi-chemin de Paris et de l'Atlantique, est une capitale régionale offrant de nombreuses infrastructures sociales, culturelles...

Notre conseil étudiera avec intérêt et discrétion votre candidature détaillée (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions). Écrivez-lui sous référence 83304 M

SELECOM - 225, rue du faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

THOMSON-CSF

Division Travaux Extérieurs et Services

RESPONSABLES DE CHANTIERS

Moyen-Orient

Pour faire face au développement de nos activités à l'étranger et notamment au Moyen-Orient, nous recherchons des candidats pour occuper les fonctions de Chefs de Chantiers.
Ils possèderont une bonne formation générale doublée de connaissances techniques de niveau DUT.
Après une formation à nos méthodes et techniques, nous leur confierons la responsabilité d'équipes chargées de l'installation de nos matériels.
Une première expérience d'expatriation et de conduite des hommes est requise, ainsi que de bonnes connaissances en langue anglaise.

Merci d'adresser votre candidature à J.-M. CORDAVILLE - THOMSON-CSF - DTEX, 34, bd d'Ornano, BP 130 - 93204 Saint-Denis Cedex.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

HAVAS CONTACT

Cabinet juridique et fiscal recherche pour poste de responsabilités en Martinique

CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL

5 ans d'expérience privé ou administration
Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous la réf. 3.485 à INTER PA, B.P. 508, 75066 Paris cedex 02, qui tr.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

---

*annonce parlée**



COFLEXIP

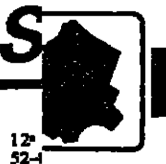
Société Internationale Offshore 800 personnes 1,3 milliard CA, leader mondial de la fabrication et de la pose de tubes flexibles sous-marins recherche pour son unité de production située en ***Normandie***

Responsable logistique Offshore

Basé au Trait, près de Rouen, il assure en relation avec le siège de Paris, la coordination des services maintenance, logistique, import-export pour assurer une disponibilité permanente des matériels et équipements de pose sur nos navires spécialisés.
Ce poste implique une solide formation technique et plusieurs années d'expérience dans le milieu pétrolier : opérations offshore, gestion en matériel...
La pratique de l'anglais est impérative

** Pour informations complémentaires et prise de rendez-vous éventuel, appelez le 763.11.15, réf. 1320.*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Vous développerez des systèmes informatiques sur la Côte d'Azur...

C'est la mission à laquelle nous souhaitons associer un **INGENIEUR ANALYSTE.**
Basé à Villeneuve-Loubet, près de Nice, vous travaillerez pour les différentes divisions chargées, au niveau européen, de concevoir et de distribuer des produits tels que composants électroniques, mini-ordinateurs, terminaux, calculatrices, jeux éducatifs, micro-ordinateurs... celles-ci disposent d'un des réseaux privés de télétraitement les plus importants du monde et s'appuient sur les capacités d'innovation et les performances du groupe tout entier. Dans cet environnement attractif vous pourrez valoriser votre formation (ingénieur Grande Ecole, MIAGE ou équivalent) et une expérience de 2 à 3 ans en applications de gestion. Vous avez de plus une bonne connaissance du COBOL, IMS/DL1 et TSO.
Une pratique courante de l'Anglais vous sera indispensable.

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature sous la référence EDP/0383 M - TEXAS INSTRUMENTS 8/10, avenue Morane Saulnier - B.P. 67 - 78140 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX



TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

Organisation et Publicité



Nous sommes la filiale spécialisée dans la communication de recrutement de Publicis Conseil. Nous recherchons pour notre agence de Lyon.

FUTUR CHEF DE PUBLICITE
ESC ou équivalent

Il a pour mission de gérer les dossiers clients, d'assurer les relations avec les différents journaux et de rédiger des textes avec créativité et rigueur.
Les contacts avec les clients auxquels il apportera conseils et services mettront en valeur : sens de la communication, méthode, organisation, initiative, efficacité.
Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une Ecole de Commerce ou équivalent.
Sa première expérience professionnelle ou ses stages lui ont permis de se sentir à l'aise dans les échanges commerciaux.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 13220 V à

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Pour son usine de salaisons, le groupe **Casino** recherche un

Ingénieur agro
responsable de production

Vous êtes diplômé d'une grande école - Agro ou équivalent - et vous avez une première expérience acquise dans le secteur agro-alimentaire (produits carnés).

Au delà de vos connaissances techniques et de vos capacités de gestionnaire, vous possédez le sens de l'animation des hommes et du travail en équipe. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser cet acquis.

Nous vous proposons d'être le n° 3 de notre usine (6500 tonnes en 1982, 210 MF de CA, 380 personnes) avec un salaire annuel se situant entre 130 et 180000 F.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. MO 3111, à Casino, Département Recrutement, BP 306, 42008 Saint-Etienne.

ROL

ROUGIER OCEAN LANDEX
1er fabricant français contreplaqués-particules

crée le poste d'**ADJOINT AU CHEF DE FABRICATION** au sein de l'usine de Labouheyre. Cette usine, implantée dans le massif forestier des Landes, est la seule à produire du contreplaqué en pin. Le succès de ses productions entraîne un accroissement de sa capacité de 10% par an. On cherche pour ce poste un

JEUNE INGENIEUR

E.S.B. - E.N.I. - I.N.S.A. - COMPIEGNE... Une première expérience en production serait appréciée.

Résidence à Labouheyre. Un logement est réservé au futur embauché.

Ecrire avec C.V. explicite sous réf. : R/ACF à CETAGEP
30, avenue Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI.

CETAGEP

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
recherche
le RESPONSABLE MÉTHODES
d'un de ses Centres de Production

En liaison avec les laboratoires de développement et les bureaux d'études centraux, il aura en charge *la mise en place des groupes de fabrication*, des *postes de travail*, *la* conception d'outillages, ainsi que la participation à des études de mécanisation.
Le poste, basé en province Ouest, s'adresse à un Ingénieur Mécanicien (Arts et Métiers, INSA, ou équivalent), ayant déjà une première expérience dans la fonction (des connaissances en électronique seront appréciées).
Le candidat retenu aura le sens de l'innovation technique, en même temps que des qualités d'animateur d'équipe.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 62731 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Un patron technique pour une petite unité opérationnelle
Ingénieur production et développement

Nous sommes une société française exploitant des techniques de pointe, filiale d'un groupe international en forte expansion.
Nous recherchons pour seconder le directeur d'une division très performante, un Ingénieur qui aura des talents d'organisateur lui permettant de prendre en charge l'ensemble des problèmes et des orientations techniques de cette division.
Véritable responsable d'une unité opérationnelle, il devra s'intégrer à une équipe petite mais très motivée.
Son champ d'action incluera notamment :
- **les opérations de production** (fabrication, conditionnement et contrôle),
- la définition des axes de développement et l'interface avec nos groupes de R & D basés à l'étranger.
- **l'assistance technique aux ventes.**

Pour bien réussir dans cette fonction, il faut une formation Arts et Métiers ou équivalent avec quelques années d'expérience et une bonne pratique de l'anglais.
Une connaissance des matières plastiques serait un atout supplémentaire.
Pour un candidat motivé, les possibilités d'évolution sont importantes au sein du groupe.
Le poste est à pourvoir dans l'Oise.

Adresser CV, photo et prétentions, en mentionnant sur l'enveloppe la réf. 2993, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

REGION LILLOISE

LE CONTROLE DE GESTION ET LA FINANCE VOUS ATTIRENT

formation commerciale et comptable supérieures (ESSEC, EDHEC... + CS Complet), vous pouvez justifier d'une expérience de quelques années ns un secteur proche de nos activités.

tre anglais est opérationnel.

filiale ingénierie d'un groupe important (usines textiles clés en main) us propose de la rejoindre pour assumer, dans un premier temps, la mise our et la réorganisation de sa comptabilité et de sa gestion et de devenir, à rme, le secrétaire général de la branche couvrant également la comptabi- é, la gestion et la finance.

resser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo à notre Conseil qui étudie tre candidature en toute discrétion, sous réf. M 5 302



Conseil de Recrutement
Péricentre — 59658
VILLENEUVE D'ASCQ Cédex

LILLE — PARIS — LYON

assistant marketing industriel

l'électricfil LYON, Leader européen sur l'un de nos marchés de composants électriques automobiles (BOUGICORD) nous sommes de plus en plus implantés dans d'autres secteurs industriels. Notre stratégie d'expansion et de diversification sur le plan international nous amène à créer la fonction d'Assistant Marketing. Rattaché au Directeur Commercial, il participera, à partir de l'analyse de l'évolution des besoins du marché et des moyens de l'entreprise, à l'élaboration de la politique produits et assurera le développement de l'image de l'entreprise auprès de ses différents interlocuteurs.

Ce poste évolutif s'adresse à un jeune diplômé de l'Enseignement supérieur (Ecole d'Ingénieurs + CESMA, ESCL ou niveau équivalent) possédant une expérience professionnelle d'environ 3 ans dans l'exercice d'une responsabilité marketing variée appliquée à des produits à dominante technique. Il sera capable de démontrer son efficacité par des réalisations très concrètes. La maîtrise de l'anglais est nécessaire, complétée si possible par une autre langue.

Nous vous remercions d'adresser un dossier détaillé de candidature sous réf. 02101 à REALISE
57, place de la République 69002 LYON,
qui nous assiste dans cette recherche et garantit une totale discrétion.



DE JEUNES ENTREPRENEURS POUR CONSTRUIRE NOTRE EXPANSION

La société : filiale d'un groupe international - 1100 personnes - dans l'ouest de la France.
Ses chantiers : Bâtiments et TP (ouvrages d'art - Génie Civil industriel et nucléaire).
Vous, jeune diplômé, Ponts, Centrale, AM, ESTP ou Ecole d'Ingénieurs option Génie Civil... esprit neuf et curieux : notre force vive.
Nous vous donnerons la maîtrise complète de notre métier : technique gestion, organisation, commercial, informatique, pour que très vite, vous preniez des responsabilités globales.
Votre avenir : ouvert sur le monde. Métropole ou étranger, dans la société ou le groupe.
Une sélection rigoureuse, destinée à choisir des hommes forts.
Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 4363 à DESSEIN — 69, rue de Provence - 75009 PARIS.

Dessein

responsable administratif et financier
BRIVES

r une PME régionale (90 personnes, 250 M CA), filiale forestière d'un groupe leader apiers impression écriture.
aison étroite avec le Directeur Général, ce collaborateur supervisera les fonctions inistratives, financières, comptables et de gestion de personnel. Il animera et rdonnera lui-même directement une vingtaine de personnes, et assurera des relations antes avec les équipes de l'entreprise, les services fonctionnels de la société-mère à s (juridiques, fiscaux, sociaux, informatiques), ainsi qu'avec les organismes extérieurs ux.
e les qualités de savoir-faire inhérentes à ce type de fonction, ce cadre devra avoir un sens pédagogique, apte à favoriser, pour les gens de production, une ouverture vers réoccupations économiques et de gestion.
formation supérieure et une expérience confirmée de la fonction seront des atouts ntiels.
beth Greff vous en parlera plus longuement. Merci de prendre contact elle, sous réf. M 675, 10 rue de Rome 75008 Paris.

KEYMEN

média-system

IMPORTANT GROUPE PAPETIER FRANÇAIS
recherche
pour une de ses usines de fabrication
de papier **d'impression-écriture**
région **SUD-EST**

INGÉNIEUR PROCESS PAPETIER

Profil souhaité : Ingénieur EFP ou Chimiste.
Quelques années d'expérience d'exploitation, en particulier en couchage, seraient appréciées.
Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous référence n° 2371 à

Emplois et Entreprises
18 RUE VOLNEY 75002 PARIS



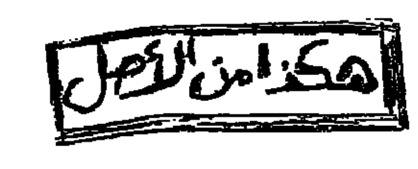
APPLICATIONS MECANIQUES DU CAOUTCHOUC
cherche

JEUNES INGENIEURS D'ETUDES

Pour son centre technique de **Chateaudun**

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole mécanique, débutant ou ayant une première expérience, de préférence dans le domaine de la mécanique de vibration.
Vous aimez le travail en équipe et pratiquez bien l'anglais.

Nous vous confierons la responsabilité de la conception et du développement de pièces nouvelles et de familles de produits nouveaux.
Notre Groupe offre des perspectives variées de carrière à des candidats de valeur.
Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature à PAULSTRA - Departement Recrutement - sous réf. 8414 M - 2, rue Balzac 75008 PARIS.





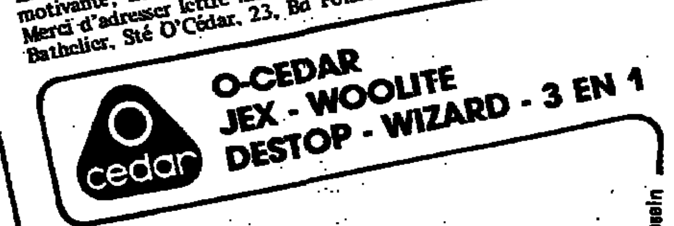
emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Bourges.

INGENIEUR CHIMISTE.

Notre homme de recherche.

O'Cedar, Jex, Woolite, Destop, Wizard, 3 en 1,.... nos marques ont fait leur preuve. Mais vous pouvez sûrement en améliorer l'efficacité, vous pencher sur l'évolution des produits existants, et en mettre au point de nouveaux. C'est vous aussi qui procéderez aux essais dans tous leurs domaines d'application. Le Directeur du contrôle et de la recherche auquel vous reporterez vous attend dans son laboratoire, situé tout près de Bourges. Il vous souhaite confirmé à un poste comparable, dans l'industrie de préférence, où vous vous serez occupé de produits d'entretien, de beauté, cosmétiques.... ou même sur des produits de grande consommation.
A 35 ans environ, vous allez devenir le n° 3 (ou 2 bis) du labo et vous aurez directement sous vos ordres une petite équipe de chimistes et techniciens.
La rémunération que nous vous proposons, dans tous les cas motivante, tiendra bien sûr compte de vos compétences.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à Christiane Bathelier, Sté O'Cédar, 23, Bd Poissonnière 75 002 PARIS.



Desseln

L'adjoint de notre Directeur des Services Comptables. A Bourges



O CEDAR - JEX - WOOLITE - DESTOP WISARD - 3 en 1

Filiale d'une puissante multinationale américaine, nous recherchons le numéro 2 de notre service comptabilité.

Responsable d'une équipe de 6 personnes, sa mission recouvre des responsabilités diversifiées : préparation de la comptabilité conformément aux procédures du groupe et à la législation française, établissement des déclarations fiscales et des charges sociales, supervision de la comptabilité fournisseurs, suivi de la gestion industrielle, élaboration des éléments de reporting.

Equipés d'un IBM 38, notre gestion est très informatisée. Une bonne pratique de l'outil informatique est par conséquent nécessaire comme une solide formation comptable de base. Quelques années d'expérience dans le domaine de la comptabilité analytique lui seraient en outre très utiles. Nous aimerions donc rencontrer un homme jeune (30 ans environ) si posible bilingue anglais, doué d'un fort potentiel pour évoluer, à terme, vers le contrôle de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Ch. Bathelier - Sté O'CEDAR - 23, Bd Poissonnière - 75002 PARIS.

Desseln

Juriste opérationnel

Groupe français diversifié coté en Bourse, en plein développement (1 700 personnes, 500 millions de F. de C.A.), nous produisons et commercialisons en France et à l'étranger des biens de consommation durables et des biens d'équipement de grandes qualité et notoriété.

Auprès du Directeur Administratif, nous recherchons un juriste expérimenté en Droit des Affaires (Droit des Sociétés, Commercial, du Travail, Fiscal, Assurances, Brevets) pour prendre en charge études et missions juridiques opérationnelles (nécessitant déplacements brefs mais fréquents à Paris, voire à l'étranger).

Votre compétence attestée par une formation supérieure juridique + gestion + anglais, et votre expérience de plusieurs années en entreprise, ont façonné un juriste rigoureux suffisamment pragmatique, autonome et responsable pour faire aboutir avec efficacité et souplesse les missions qui lui sont confiées.

Basé dans une agréable capitale régionale à 2h30 au sud de Paris, vous trouverez le calme propice à la réflexion, et au sein d'une équipe restreinte de cadres, le dynamisme d'une entreprise performante capable de récompenser vos efforts, succès et ambitions.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence B2625M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

SOURCES

Société industrielle secteur textile, leader français dans son secteur, intégrée à important groupe international, recherche

ASSISTANT au DIRECTEUR du MARKETING
pour remplir le poste

D'AUDITEUR COMMERCIAL

Il sera plus particulièrement chargé de l'analyse statistique des ventes, du suivi de l'efficacité de la force de vente, de la bonne résolution des litiges commerciaux et des actions de promotion.
Plus généralement, il s'attachera à vérifier le strict respect de l'ensemble des procédures de gestion commerciale, et proposera toutes améliorations dans ce cadre.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur, éventuellement débutant, et ayant les qualités suivantes :
- aptitude à manier les chiffres,
- connaissances en statistiques,
- sens du contact et de la rigueur,
- volonté à s'intégrer dans une équipe dynamique.

Ce poste est à pourvoir à CHATEAUROUX (INDRE)

Salaire de l'ordre de 90.000 F et +

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous réf. 12839 à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

SOCIETE CONSTRUCTION DE MATERIEL FERROVIAIRE INOX

Leader sur le marché français
(2 Usines - 1200 Personnes - C.A. : 500 MF)
Filiale d'un groupe privé très important vient d'enregistrer en peu de temps plusieurs commandes de METROS et VOITURES VOYAGEURS à l'exportation.
Pour faire face à son développement, elle renforce les structures de l'Usine principale située à 100 km à l'Ouest de Paris et recherche 3 CADRES SUPERIEURS, rattachés au Directeur Général :

LE RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

- Les fonctions principales de ce Service Logistique, centre nerveux de l'Entreprise, sont essentiellement :
  - La gestion de 30.000 pièces dont 15.000 vivantes.
  - La coordination des services Etudes, Approvisionnements, Fabrication, permettant d'aboutir à une optimisation des délais et des stocks en fonction de moyens techniques et humains et incluant l'élaboration d'une politique de sous-traitance et le contrôle de sa réalisation.
- Les autres fonctions de ce service concernent :
  - Les relations avec les autres sociétés du groupe incluant des négociations délicates et les arbitrages nécessaires.
  - Une assistance à la Direction Générale pour assurer la cohérence entre la politique à long terme et les moyens que l'entreprise se donne pour l'atteindre.
  - La maîtrise des moyens informatiques nécessaires au fonctionnement du service.
- Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école (ECP, AM, INSA...) attiré par les questions d'organisation industrielle, doué du sens de la prévision, capable d'une grande rigueur et aimant la négociation.
- Il animera un groupe d'environ 30 techniciens.
- Son expérience dans un poste équivalent ou à la tête d'un atelier lui donnera l'autorité de compétence dont il aura besoin pour s'imposer au sein de l'Entreprise.
- Sa maîtrise de la langue anglaise lui facilitera sa future évolution de carrière dans la Société ou dans le Groupe. *(Référence M1)*

LE RESPONSABLE DE LA QUALITE

Le contrôle de conformité est actuellement bien assuré.
Notre ambition est de mettre en place une gestion complète de la qualité en créant un service regroupant :
- le contrôle de conformité,
- l'assurance qualité avec :
  - la rédaction des procédures,
  - la gestion des anomalies sur les trois plans : technique - financier - commercial,
  - les méthodes qualité qui élaborent les gammes et les plans de contrôle et définissent les outillages de contrôle,
  - la métrologie,
  - l'assistance au Bureau d'Etudes pour la définition des niveaux de qualité des produits,
  - l'assistance au Service Approvisionnements pour le choix des nouveaux fournisseurs,
  - l'assistance au service après-vente pour établir les diagnostics techniques dans les cas difficiles,
  - les relations avec les Clients, et les ingénieurs du contrôle-Clients.

Le candidat sera ingénieur diplômé d'une grande école (ECP-AM-INSA...). Il aura acquis en début de carrière une expérience dans un atelier de mécanique ou de chaudronnerie. Il est capable de sélectionner, former et animer une équipe de techniciens, et d'associer l'équipe actuelle à la nouvelle organisation. Il sera doué d'esprit de rigueur autant morale qu'intellectuelle, mais sa fermeté ne l'empêchera pas d'être diplomate.
La préférence sera donnée à un candidat ayant déjà eu la responsabilité d'un service Qualité. A défaut, une formation complémentaire interne pourra être assurée par un stage dans une des Sociétés du Groupe. Ses fréquents contacts avec les Clients étrangers l'obligent à une parfaite pratique de l'anglais courant. *(Référence M2)*

LE RESPONSABLE DES TRAVAUX NEUFS

- Un programme d'investissements très important s'étalant sur plusieurs années, nécessite le concours d'une Société d'Ingénierie. Celle-ci étudie actuellement l'avant-projet sommaire.

Seul interlocuteur de ce bureau d'Ingénierie, il devra :
- constituer un groupe de travail inter-services chargé d'élaborer les objectifs compatibles avec la production,
- participer au choix des moyens,
- contrôler les PERT en temps et en coûts,
- coordonner les travaux,
- aider le service Méthodes à intégrer les nouvelles techniques au sein de la production.

Il conseillera la Direction Générale sur les choix à long terme de développement en France et à l'étranger, et étudiera les investissements correspondants.
Le candidat sera un Ingénieur diplômé d'une grande école (ECP, AM, INSA...) ayant réussi dans sa carrière une opération analogue, capable d'esprit de synthèse, mais ayant aussi de la rigueur dans les détails.
Il aimera les contacts humains, aura la faculté de convaincre et aura appris à négocier.
Il maîtrisera parfaitement la langue anglaise. *(Référence M3)*

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à No 61749 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. Il sera répondu à toutes candidatures. Discrétion assurée

Crouzet recrute ses ingénieurs de demain

Chefs de projet
souhaitant prendre la responsabilité du développement de produits temps réel (du logiciel de navigation aérienne aux systèmes de réservation de billets). Expérience de cinq ans en service études indispensable *(réf. A 16)*

Responsables de services études
intéressés par la direction technique d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens d'études.
Expérience de 5 ans en service études indispensable *(réf. A 17)*

Ingénieurs informaticiens
débutants ou possédant une première expérience, souhaitant s'intégrer dans nos équipes de développement de logiciels temps réel *(réf. A 18)*

Postes à pourvoir à Valence

Groupe industriel... implantation internationale...
Aéronautique... Spatial... Composants d'automatismes ..
Composants pour l'électroménager... Transports...
Télécommunications...

Crouzet

Adresser votre candidature en précisant la référence (lettre, C.V., photo, prétentions) à : Crouzet S.A. Direction du Personnel, 26027 Valence Cédex
(les entretiens auront lieu à Valence, les frais de deplacement etant remboursés)

JURISTE D'ENTREPRISE

Un groupe industriel alsacien recherche pour sa direction financière, implantée à Mulhouse, un (ou une) JURISTE D'ENTREPRISE.

Sa mission sera d'assurer le suivi de dossiers juridiques : secrétariat juridique de sociétés, assemblées, conseils, montages juridiques...

Agissant en conseil auprès des diverses filiales, il aura à instruire certains dossiers d'ordre financier et bancaire, dont il assurera ensuite le suivi.

Ce poste convient à un (ou une) juriste d'entreprise ayant nécessairement une expérience de 3 à 5 ans, éventuellement en cabinet de conseil d'entreprise, ainsi qu'une formation juridique supérieure (niveau licence ou maîtrise) avec une spécialisation en droit des affaires et en fiscalité.

Toute réponse devra être adressée s/nº 5509 à HAVAS PUBLICITÉ.
4, rue du Sauvage. 68100 MULHOUSE, qui transmettra.

Importante société fabriquant des produits et systèmes destinés à l'emballage et à la protection

APPARTENANT A UN GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS DE TAILLE INTERNATIONALE
recherche

UNE ASSISTANTE COMMERCIALE EXPORTATION

Ce poste est proposé à une secrétaire de formation minimum B.T.S.
Spécialisée dans l'exportation, confirmée par une expérience de plusieurs années
Pratiquant couramment l'anglais et l'allemand

La rémunération sera fonction de la qualification et de l'expérience.
Statut assimilé cadre

LIEU DE TRAVAIL :

Ville moyenne située à l'ouest de Lyon

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous nº T 038645 M — RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

LYON

SOCIETE INDUSTRIELLE
1400 PERSONNES - 400 MF DE CA

recherche

chef comptable confirmé

Agé de 30 ans minimum, il doit être doté d'une bonne formation de base avec le DECS complet et faire état d'une expérience de 10 ans dans l'industrie avec la pratique de l'outil informatique.

Il aura pour rôle essentiel :
- **d'assister** le responsable de la comptabilité générale en prenant en charge la comptabilité clients,
- **d'assister** le responsable de la comptabilité industrielle, tout particulièrement dans les inventaires, mouvements de stocks et prix de revient

Par son entregent, il doit être en mesure d'animer une équipe de 20 personnes et son profil de gestionnaire doit lui permettre d'intégrer à terme l'équipe de direction

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous ref. 630 11-M à GUILLON Sélection
(réponse et discrétion assurées) CSNCR

guillon sélection
95, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Jeune chef de personnel

fort potentiel

Votre formation juridique est solide, votre expérience, même si elle est courte, prouve votre compétence et votre aptitude à concilier réflexion, innovation et réalisation dans la gestion humaine.

Vous êtes prêt dans un même temps à prendre en mains la fonction dans sa totalité, dans une unité de production agro-alimentaire de 350 personnes.

La vie en région rurale, dans l'est de la France, est rude, vous le savez, mais elle vous attire par sa qualité et l'authenticité de ses rapports.

Si ce portrait rapide vous ressemble, nous voulons vous rencontrer.

Merci d'adresser CV + prétentions, sous réf. BF/5 à notre conseil qui répondra à chaque candidature.

MEDIAPM



INFRAPLAN
Paris Nantes
Conseil en Recrutement
83 bd Raspail - 75006 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC



CHARBONNAGES DE FRANCE

Dans le cadre de son activité d'industrialisation des régions minières, le Groupe Charbonnages de France recherche plusieurs

CHARGÉS D'AFFAIRES

FONCTION
- Prospecter les industriels (ou créateurs d'entreprises) susceptibles de s'implanter ou de développer leurs activités dans les régions minières.
- Etudier les dossiers afin de déterminer le bien-fondé d'une intervention financière temporaire du Groupe Charbonnages de France en général par le canal d'une de ses filiales financières.
- Conseiller l'entreprise dans le but d'un développement de l'emploi compatible avec une saine gestion jusqu'au retrait des fonds engagés.

PROFIL
- Origine : Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce.
- Solides notions de gestion d'entreprise et d'analyses financières.
- Seraient appréciées une bonne connaissance des P.M.I. acquise dans un poste de direction de l'une d'entre elles ainsi que l'habitude des contacts avec l'administration et les organismes bancaires.
- Age minimum : 30 ans.

LIEU DE TRAVAIL
- Postes à pourvoir à Paris et à Douai.

Ecrire sous référence C/83 - 1M à M. Jean DUPUIS - Service de Gestion des Cadres Supérieurs - CHARBONNAGES DE FRANCE, 9 avenue Percier 75008 PARIS.

Important Centre d'Etudes
Recherche:

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Expérience de plusieurs années *en mécanique des sols*
Connaissance de base en informatique
Lieu de travail: Paris et Saint Remy-lès-Chevreuse

Merci d'adresser votre candidature en joignant C.V. Dét. au C.E.B.T.P.
12, Rue Brancion - 75737 - PARIS Cédex 15

ASEA FRANCE

FILIALE D'UN GRAND GROUPE SUEDOIS DE CONSTRUCTION ELECTROMECANIQUE recherche pour son Bureau d'Etudes Machines Electriques situé à PERSAN (Val d'Oise)

Jeune ingénieur de calcul

Sous la responsabilité du Chef de Service, il aura pour mission :
— Les calculs électriques de machines polyphasées et courant continu.
— Le développement de programmes informatiques de calculs.

Pratique de l'anglais indispensable.
Expérience en FORTRAN et BASIC souhaitée.

Merci d'adresser CV et prétentions au Service du Personnel ASEA - BP n° 5 - 95340 PERSAN



GLAENZER SPICER

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉCANIQUE, plus de 2000 personnes, 1 milliard de CA, filiale d'un important groupe international, complète son équipe informatique (ordinateur IBM 43/41 CICS + DL 1) et recherche

• Deux analystes-programmeurs
débutants ou première expérience

Les aptitudes et les motivations seront déterminantes de la carrière dans un poste évolutif impliquant des contacts fréquents avec les utilisateurs jusqu'à la réalisation.
référence NX 437 CM

• Un informaticien "système"
débutant ou première expérience

Adjoint du Responsable "système", il sera chargé de participer à la mise en place et à l'évolution des logiciels de base.
référence OY 438 CM

Ces postes, déjà d'un bon niveau de rémunération, offrent de réelles perspectives d'évolution et conviendraient à des candidats formation ingénieur, MIAGE, DUT ou équivalent.

Lieu de travail : siège social près de St-Germain-en-Laye.

Écrire en précisant la référence.





développe son activité DEPOTS et recherche

ATTACHE COMMERCIAL DEPOTS

Mission :
Créer et animer un réseau de relations commerciales avec les professionnels de l'immobilier (promoteurs, agents immobiliers, syndics d'immeubles, etc.) en vue de la collecte de dépôts.

Profil :
Formation bancaire indispensable (B.P. banque exigé).
Expérience de la démarche en exploitation d'au moins 2 ans.

développe son activité de CREDITS AUX ENTREPRISES ETRANGERES et recherche

RESPONSABLE DE COMPTES

Le poste comporte une double mission :
- *Action commerciale pour développer le fonds de commerce.*
- Gestion et animation des comptes.

Ce poste nécessite :
- Une formation supérieure. (SUP. DE CO. - ESCAE)
- Une première expérience bancaire d'au moins 2 ans.

publitop

Adresser lettre manuscrite, CV, photo récente et rémunération actuelle à : Jacques GRANGER Direction des Ressources Humaines. BCT MIDLAND BANK - 2 PLACE RIO DE JANEIRO, 75008 PARIS



emplois régionaux



CRÉDIT AGRICOLE

LA CAISSE RÉGIONALE DU SUD-EST

ÉQUIPÉE DE IBM 3081 MVS-IMS
(2200 Employés et Cadres - 240 Agences bancaires sur la région RHÔNE-ALPES),

recrute pour renforcer son service **SYSTEME TÉLÉMATIQUE**

À LYON

4 INGÉNIEURS

— SYSTÈME 8100 **Réf. 111 M**
- Installation, promotion, maintenance des logiciels de base IBM 8100.

— PROJET VIDÉOTEX **Réf. 333 M**
- Réalisation des outils nécessaires à l'installation et au fonctionnement d'un CENTRE SERVEUR important.

— RÉSEAU **Réf. 444 M**
- Mise en œuvre et suivi des moyens de communication de l'entreprise.
- *Relations PTT*

— PILOTAGE DE LA SOUS-TRAITANCE **Réf. 555 M**
- Réalisation des applications sur mini-ordinateurs de contrôle des automates bancaires (Distributeurs de billets - Guichets automatiques - Terminaux de paiement...).

Envoyer CV, photo, prétentions avec référence du poste à :

C.R.C.A.M. DU SUD-EST
RECRUTEMENT
B.P. 9156 - 69263 LYON CEDEX 01.

HAVAS CONTACT

REJOIGNEZ UN SPECIALISTE, CREEZ SES PRODUITS :

INGENIEUR D'ETUDES

chez



spécialiste européen des systèmes de fixation destinés à la construction, nous recherchons un ingénieur d'études

Diplômé d'une Ecole d'ingénieurs, **4 à 5 années d'expérience** vous ont familiarisé avec la fonction. **Créatif** avant tout, vous êtes attiré par les technologies nouvelles.

Votre mission au sein de notre service études : intégré à une équipe de 4 ingénieurs et sous l'autorité du Responsable des études, vous serez principalement chargé d'apporter des réponses au cahier des charges défini par le marketing, ce qui sous entend la **responsabilité** de la recherche du produit correspondant :
— conception,
— réalisation prototypes,
— essais,
— *transmission au service industrialisation pour* mise en fabrication.

Poste basé à Valence (Drôme).

La pratique de l'allemand est indispensable.

Ecrire à G. Romestant

spit BP 104 - 26501 BOURG LES VALENCE.

Le syndicat intercommunal pour l'aménagement rural du pays d'Othe recherche

Agent dynamique

pour animation pays d'accueil, développement tourisme, moyens d'accueil, économie et promotion vie associative culturelle, loisirs et sports. Niveau BAC + 2 ou B.T.S. souhaité. Possession d'une voiture. Traitement mensuel début 5.000 F/mois brut.
Écrire S.I.A.R.P.O. — B.P. 6 — 10160 AIX-EN-OTHE, avec C.V., avant le 25 mars.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS spécialisé dans les équipements aéronautiques, rech. pour son unité de production, située REGION TOURAINE

CONTROLEUR DE GESTION

32 ans minimum

Formation ingénieur souhaitée.

Connaissance approfondie et pratique.

Contrôle de gestion en usine expérience confirmée en informatique.
Liaisons étroites et permanentes avec siège PARIS.

Adresser C.V. et prétentions n° 62.782 CONTESSE Publicité 20, avenue Opéra. 75040. Paris cedex 01, qui trans.

Recherche pour Club de prévention éducateurs (trices) spécialisé (es) pour compléter équipe postes vacants.

S'adresser à :
Ass. Loisirs et Action des jeunes.
B.P. 55. 62.630 ETAPLES.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS spécialisé dans les équipements aéronautiques, rech. pour son unité de production située RÉGION TOURAINE

JEUNE INGENIEUR ETUDES et DEVELOPPEMENT

Formation générale électromécanique et complémentaire électronique.

MISSION :
— Participer au développement de nouveaux appareils à base électromécanique et électronique (études, mise au point, industrialisation).

Esprit pratique et imaginatif, anglais apprécié.

Adresser C.V. et prétentions à numéro 62.780. CONTESSE Publicité. 20, av. Opéra. 75040 Paris. Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS spécialisé dans les équipements aéronautiques recherche pour son unité de production située région TOURAINE

INGENIEUR CHEF DU SERVICE QUALITE

30 ans minimum.
Formation aéronautique.
Connaissance approfondie en gestion de la qualité, contrôle, statistiques, électronique, électromécanique.
Anglais exigé.

Adr. C.V., photo et prét. à : Numéro 62.781. CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra. 75040. Paris cedex 01 qui transmettra.

ANIMATEUR F.J.E.P., CAPASE ou DEFA ou EQUIV. EXIGE. C.V. + let. manus. pour 7 mars « FOL — S.G. — B.P. 133 — 26001 VALENCE Cedex ».

RIVOIRE ET CARRET Marseille

recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES LOGISTIQUE H/F

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (maths économétrie) avec des connaissances en gestion.

Le futur titulaire sera chargé au sein d'une équipe :
— de l'établissement du budget de la distribution physique,
— des relations avec les prestataires de service,
— d'études diverses (optimisation de réseaux, systèmes de gestion de la production).

Merci d'adresser C.V., photo et prét. au 33, bd de la Liberté, 13001 Marseille.

CENTRE DE GESTION (AISNE)

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour le développement d'applications de comptabilité et de gestion agricole. Formation supérieure informatique ou agricole exigée.

COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

pour tenue de comptabilités agricoles et conseil fiscal.
Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae détaillé à :

AGENCE HAVAS, s/s n° 9.012, 51100 REIMS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

ÉVOLUER DANS L'INFORMATIQUE D'UNE GRANDE BANQUE

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche pour renforcer les équipes-projets de son Service de l'Organisation et des Études Informatiques, et préparer leur futur encadrement technique, des

Analystes-Programmeurs expérimentés.

De formation supérieure (Ecoles d'ingénieurs, Universités, DUT minimum) et possédant une première expérience du domaine, les candidats souhaités sont attirés par les techniques nouvelles de l'informatique (réseaux, télétraitement, bases de données...).
Au sein d'équipes chargées de projets importants, ils se formeront aux systèmes et procédures de la banque. Leur évolution ultérieure vers des responsabilités de conduite de projet interviendra à court ou moyen terme suivant leurs compétences et leurs capacités d'encadrement.

Merci d'adresser Candidatures, C.V. et rémunération souhaitée, sous réf. 75725.LM. à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

HAVAS CONTACT

Crédit Documentaire

classe VI ou VII - Paris

Pour son service «Crédit Documentaire», une **importante banque** située à **Paris** recherche un cadre classe VI ou VII, homme ou femme.

Adjoint direct du Chef de Service, il se verra confier de multiples responsabilités notamment :

- les décisions ne pouvant être réglées au niveau de l'encadrement des Sections,
- l'étude de certaines dérogations à accorder,
- le conseil technique de la clientèle.

Ce poste de haut niveau ne peut convenir qu'à un professionnel du **crédit documentaire.** Diplômé d'Etudes Supérieures, tournées vers le commerce international, il possèdera une expérience bancaire de plusieurs années.
Le jeune cadre recruté (32 ans minimum) devra se montrer capable **d'animer et de gérer un service important.** Il pratiquera couramment le français. La rédaction parfaite de l'anglais, de bonnes notions d'une autre langue sont par ailleurs indispensables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 8517 M à RSCG CARRIERES - 48, *rue Saint Ferdinand 75017 PARIS,* en précisant éventuellement sur l'enveloppe le nom des banques auxquelles vous ne souhaitez pas voir transmettre votre dossier.



هكذا من الأصل



CR2A

RECHERCHE

DES INGÉNIEURS INFORMATICIENS ET AUTOMATICIENS

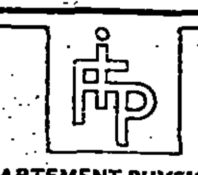
ayant acquis des compétences dans les domaines suivants :

- AÉRONAUTIQUE ET ESPACE (systèmes temps, réel, guidage, pilotage d'engins, mécaniques du vol...).
- LOGICIEL DE BASE (MITRA, SEL 32, MOTOROLA, INTEL...).
- ROBOTIQUE
- TÉLÉMATIQUE
- INFORMATIQUE DE GESTION.

Larges possibilités d'évolution au sein d'une société en plein développement (150 personnes).

Adresser c.v. et prétentions à :

CR2A
22, rue d'Arras, 92000 NANTERRE.



LE DEPARTEMENT PHYSICO-CHIMIE APPLIQUEE ET ANALYSE DE L'
INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
(situé à Rueil-Malmaison - 92 -), recherche

1) POUR SON LABORATOIRE D'ANALYSES ORGANIQUES :

UN INGENIEUR PHYSICO-CHIMISTE

Référence 1

Formation : diplôme d'ingénieur + thèse d'Ingénieur Docteur en spectrométrie moléculaire souhaitée.

2) POUR SON LABORATOIRE D'ANALYSES MINERALES :

UN INGENIEUR D'ANALYSE

Référence 2

Chargé du suivi et de la mise au point des analyses par fluorescence X et microsonde de Castaing.

Formation : maîtrise + DEA ou diplôme d'ingénieur (thèse de 3ème cycle ou d'ingénieur docteur appréciée).

Envoyer C.V. photo, prétentions en précisant bien la référence du poste choisi, sous No 62473 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Importante association de tourisme social recherche pour son service études-développement

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

IL SE VERRA CONFIER :
- des études et recherches liées au plan de développement de l'association et à sa réalisation ;
- des études de produits et formules nouvelles.

3 années d'expérience minimum.

DEVRA FAIRE PREUVE :
- de disponibilité pour les déplacements ;
- de rigueur d'analyse ;
- de capacité de synthèse ;
- de contacts aisés dans le milieu associatif.

Connaissances économiques et statistiques.
Formation : licence Sciences Economiques, H.E.C., E.S.C.P. ou équivalent. Disponibilité immédiate.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à : OPF - Nº 542, 2, rue de Sèze, 75009 PARIS, qui transmettra.



etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur de communication
référence KU 434 AM

LA CANA

La Coopérative Agricole d'Ancenis (CA 2,5 milliards de francs - 1700 personnes), soucieuse de développer une politique de communication auprès du grand public, des agriculteurs, des agriculteurs-coopérateurs et de son personnel, crée un poste de **Directeur de Communication interne et externe.** Ce poste sera rattaché à la Direction Générale.

La mission :
Le titulaire de ce poste, doté de qualités humaines, de sens de contact, de "l'esprit coopératif", devra élaborer, proposer et faire accepter une véritable politique de communication.
Cette action fera appel à des capacités imaginatives liées au souci de répondre à de réels besoins, et exigera une capacité à :
- animer une équipe et coordonner les moyens déjà existants (rédaction de journaux, diffusion de notes...),
- assister les différentes directions de la coopérative dans leurs missions de relation et de communication,
- animer des réunions et assurer les relations avec la presse, les organismes officiels...

Le profil :
Ces fonctions impliquent une formation supérieure agricole, une expérience de la communication, une bonne connaissance du milieu agricole.
Poste à Ancenis (44). **Rémunération motivante.**

Ingénieur gestion de production
référence JT 433 AM

Veglia **LE GROUPE ED-VEGLIA** (important équipementier automobile) renforce les structures du département Gestion de Production de son **usine d'Amiens** (1 500 personnes) et offre un poste intéressant et évolutif à un ingénieur capable d'assumer la responsabilité de l'ordonnancement-lancement et de mettre en œuvre des moyens informatiques évolués.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant de solides qualités de dynamisme, de rigueur et de contact et disposant d'une expérience professionnelle dans le domaine de la gestion de production.

Poste évolutif pour un chef de service administration et gestion du personnel
référence LW 436 CM

UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS FRANÇAISES DANS SON DOMAINE, nombreuses filiales France et étranger (2 000 personnes) recherche pour l'intégrer au sein de sa Direction du Personnel et des Affaires Sociales :

Un candidat qualifié disposant de préférence d'une licence en droit (spécialisation droit du travail) et d'une expérience de 5 ans minimum :
- en législation du travail et de ses applications,
- de la paye en liaison avec l'informatique,
- en gestion de budget personnel - rémunération - statistiques sociales,
- des études - du bilan social...

Un candidat évolutif car il sera associé aux travaux de la Direction du Personnel, qui se situe à un niveau élevé de la direction de l'entreprise. Dès qu'il aura maîtrisé efficacement son domaine et qu'il aura une connaissance de l'environnement, il pourra participer à l'étude de nouveaux projets et être chargé de la mise en œuvre sur un plan opérationnel.
Poste intéressant pour candidat qualifié, fiable et motivé par la gestion des ressources humaines.
Poste à Paris.

Chef de produit grand public performant
référence LY 435 CM

Tézier **430 personnes, siège à Valence, est une filiale de LIMAGRAIN,** un groupe à dimension international et premier semencier européen.

Tézier intensifie le développement de sa recherche de la production et de la commercialisation des graines potagères et florales en France et à l'étranger.
Sa Direction Commerciale et Marketing dynamique et performante crée le poste de **Chef de Produit Grand Public.**

Actif, rigoureux et créatif, il aura pour mission :
- la définition et la gestion de la gamme grand public (France et développement en Europe),
- la responsabilité du budget publicité et les relations agence et sociétés spécialisées,
- les liaisons avec la force de vente et l'animation sur le terrain des actions promotionnelles.

Poste intéressant et évolutif pour jeune diplômé d'école supérieure de commerce, disposant d'une expérience de deux ans minimum comme assistant de Chef de Produit ou Chef de Publicité et connaissant les circuits de la grande distribution.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Poste à Valence.

Chef du service équipements industriels
référence PZ 439 CM

UN GROUPE FRANÇAIS RENOMMÉ, fortement exportateur, secteur métallurgique, 3 usines, 1 500 personnes, recherche un **Ingénieur confirmé** pour lui confier la responsabilité de ses "moyens industriels".

Au niveau du groupe, il sera chargé : de définir les besoins en équipements, d'étudier les projets d'investissements sur le plan technique et économique, d'acheter et d'installer les matériels, d'optimiser les installations.
Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé grande école, ayant environ 5 ans d'expérience professionnelle lui ayant donné de solides connaissances en mécanique et en automatismes.

Poste à Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : 200 000 F +

etap 4, rue Massenet 75016 Paris

ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche

POUR SON DÉPARTEMENT FORMATION

Collaborateur expérimenté : EMPLOI-FORMATION

Il sera chargé principalement du suivi de toutes les questions relatives à :

la FORMATION - l'EMPLOI - l'APPRENTISSAGE

- étude des dispositions législatives,
- élaboration et mise en place des modalités d'application pour la profession,
- information et conseil aux entreprises adhérentes.

Bon niveau de culture générale, sachant bien rédiger, ayant un bon contact.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant exercé une fonction similaire durant quelques années.

Libre rapidement

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à F.F.I.I.G, 115, bd Saint-Germain, 75006 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE D'ÉLECTRONIQUE
recherche pour son Siège Social situe a PARIS

CADRE

Position II

pour centralisation de données sociales (bilan social, statistiques, enquêtes...) et realisation d'etudes d'analyse ou de prevision. Il sera egalement amene a participer à l'élaboration de procedures de traitement informatique.
Outre un goût prononcé des études chiffrees, la fonction requiert des capacites d'analyse et de contact.

Adressez C.V. et rémunération souhaitee sous réf. 62707 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

dans le cadre du développement de sa structure commerciale, la

Banque de la hénin

recherche des

CHEFS D'AGENCE

PARIS – PROVINCE
formation supérieure ou ITB

Les candidats doivent pouvoir justifier d'une expérience réussie, tant au plan commercial que d'encadrement, en qualité de Chef d'agence ou second d'une agence importante.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et rémunération actuelle à :
Service Recrutement – B.L.H.
16, rue de la Ville-l'Évêque, 75008 Paris.

Une importante Société d'Ingénierie a vocation internationale **Puteaux - La Défense** recherche dans le cadre de ses activités d'études portuaires

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

30 ans minimum

Origine TP. PC École d'Ingénieurs Grenoble ou Toulouse ou équivalent.

Expérience de quelques années souhaitée en étude de projets d'ouvrages maritimes et portuaires. Anglais indispensable.

Envoyer CV. photo et prétentions à N° 62257 à Contesse PUBLICITÉ - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEURS
participez à notre réussite

Société d'informatique spécialisée en

TELECOMMUNICATIONS ET PROCESS INDUSTRIEL

recherche en création de postes
1) des ingénieurs CONFIRMÉS
2) des ingénieurs DÉBUTANTS
ayant une première expérience

pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS RÉELS sur minicalculateurs et microprocesseurs.

La QUALITÉ des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer votre C.V. et prétentions à Pierre GILLIER
2, avenue de Ségur - 75007 PARIS.

SEGIME

BIMP

Banque Industrielle et Mobilière Privée

Dans le cadre de notre développement nous recherchons pour compléter notre Direction Entreprises,

UN RESPONSABLE DE CLIENTÈLE

Entreprises grandes et moyennes

– Diplômé de l'enseignement supérieur.
– Ayant environ 4 ans d'expérience dans l'exploitation.

Au sein d'une équipe disposant d'une large autonomie, il aura le souci de maintenir et développer sa clientèle.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à la Direction du Personnel de la B.I.M.P. 22, rue Pasquier - 75383 Paris cedex 08.

RESPONSABLE MARKETING-PRODUITS

Equipements Electroniques
230 - 250 000 F **Proche banlieue Sud Paris**

Une société américaine (C.A. 60 millions de dollars - effectif 750 pers.), spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de métaux purs et d'équipements destinés à l'industrie électronique, recherche UN RESPONSABLE MARKETING PRODUITS pour l'Europe. Sous l'autorité du Directeur Général Européen, et dans le cadre d'un budget qu'il aura défini, il aura pour mission de promouvoir et d'assurer le support technologique d'une gamme d'équipements servant à la métallisation sous vide pour la réalisation de micro-circuits. Dans cette optique, il définira la politique produits, les stratégies commerciales et publicitaires, les prévisions de ventes et les budgets. Il organisera des présentations-démonstrations lors de salons spécialisés. Il organisera ou participera à des congrès ou colloques traitant des problèmes de pulvérisation cathodique. Il assurera la formation des vendeurs et des utilisateurs. Il se tiendra au courant de l'évolution du marché et de la concurrence. Il définira les plans de lancement et de commercialisation des nouveaux produits. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation obligatoirement supérieure (école d'ingénieurs ou université) possèdera plusieurs années d'expérience professionnelle acquise en laboratoire et en fabrication de semi-conducteurs. Il sera parfaitement bilingue français-anglais, et il parlera très bien l'allemand.
Ecrire sous référence 570/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche
POUR SES CENTRES DE SERVICES INFORMATIQUES

5 INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Leur activité consistera à :
• Mettre en place des grands systèmes informatiques complexes (M V S, V M/C M S, migration de systèmes, réseau de télé-traitement S N A couvrant le territoire français),
• Apporter un support technique aux responsables de l'exploitation de ces ensembles,
• Conseiller et aider les clients utilisateurs des services offerts par les centres.

Cette offre s'adresse à des ingénieurs diplômés d'une grande école, débutants libérés du Service National, ou possédant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine, et ayant une bonne connaissance de **l'anglais.**

Lieux de travail : 3 postes en région parisienne, 2 postes en région bordelaise.

Nous demandons toutefois l'acceptation de principe de la mobilité géographique.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence COMI à J.-P. Astor Département Recrutement - 2, rue de Marengo 75001 Paris.

HAVAS

IBM IBM IBM IBM IBM

GROUPE



Valoriser une première expérience en informatique

SG 2 (3.500 personnes - CA 900 millions de francs)
poursuit une rapide évolution de ses activités, dans tous les domaines de l'informatique : conception et réalisation "clé en main" de systèmes informatiques de gestion, *conseil de direction, automatismes, assistance-systèmes.*
Pour renforcer nos équipes opérationnelles, nous souhaitons recruter de jeunes

Diplômés d'études supérieures scientifiques

Écoles d'Ingénieurs ou Universités

désireux d'enrichir un premier acquis professionnel en bénéficiant d'une formation complémentaire plus particulièrement adaptée à la spécialisation qu'ils souhaitent donner à leur carrière d'informaticien.

En nous apportant leurs compétences, ils trouveront, au sein des équipes opérationnelles, *des atouts majeurs pour rester constamment* à la pointe du progrès technique, en élargissant leurs responsabilités et en assurant à leur carrière de réelles perspectives d'évolution.

HAVAS CONTACT

Un dossier complet de candidature est à adresser, sous référence PHT/2/83 à SG2 - 12/14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS

ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES

un ingénieur technico-commercial ayant navigué

OFFICIER MECANICIEN de 1e classe ou CAPITAINE de 1e CLASSE de LA MARINE MARCHANDE
vous avez navigué plusieurs années comme chef ou second mécanicien.
Votre formation et cette expérience vous ont donné une bonne connaissance pratique des moteurs et du matériel maritime.

Dans l'entité chargée des problèmes technico-commerciaux concernant la marine, vous serez responsable :
- *du suivi commercial et technique des armements maritimes,*
- de l'élaboration des préconisations de graissage, en relation avec l'entité technique,
- des relations commerciales et techniques avec les sociétés associées à notre Groupe pour la fourniture de lubrifiants marine.

Ce poste basé à Paris, nécessite de fréquents déplacements en France et à l'Etranger, la connaissance de l'anglais lu et écrit est donc indispensable.

Des perspectives d'avenir pour des candidats dynamiques et mobiles souhaitant *faire carrière dans une activité à caractère technique ou commerciale son* envisageables.

Prière de nous faire parvenir une lettre manuscrite + CV + photo sous référence 62448 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



CASEL RADIOLOGIE
P.M.I. DYNAMIQUE SECTEUR DE POINTE
recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

(HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent)
BILINGUE ANGLAIS.

Adresser C.V. + photo à Mme Brigitte Picou Casel radiologie, 189, rue d'Aubervilliers, 75886 Paris Cedex 18.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE LEADER SUR SON MARCHÉ

RECHERCHE

JEUNE ANALYSTE FINANCIER

Dans le cadre d'une comptabilité anglo-saxonne, il préparera et analysera le travail de prévision financière et assurera le suivi des budgets.

Diplômé d'une école supérieure de commerce.
Ouverture aux techniques comptables sophistiquées et à l'informatique exigées.
Anglais courant.
Fort potentiel pour s'intégrer dans un groupe international.

Lieu de travail banlieue sud.

Adresser lettre, curriculum vitae et photo à :
REGIE-PRESSE, N° T 038.558 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Chargé d'études comptables

Votre formation supérieure en finances-comptabilité *et/*ou DECS ainsi que vos *stages ou une première expérience ont confirmé* votre goût et vos aptitudes *pour les* études comptables et financières.
Nous vous confierons pour mission de :
- participer à l'élaboration des documents comptables (bilan, compte d'exploitation, compte des pertes et profits).
- d'établir des déclarations fiscales.
- d'effectuer des analyses de rentabilité qui vous seront demandées par la Direction.

De bonnes connaissances en Allemand faciliteront votre évolution.

Vous bénéficierez des avantages sociaux de notre société liés à son développement et de la qualité de vie liée à son implantation.

Merci d'adresser votre dossier en précisant le poste à VAG France, Direction du Personnel et des Relations Humaines, BP 62, 02600 Villers-Cotterets.

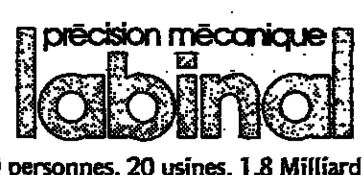
média-system





V.A.G. France





7.200 personnes, 20 usines, 1,8 Milliard de F.
DIVISION AEROSPATIALE ELECTRONIQUE
BOIS D'ARCY
recherche

RESPONSABLE DEPARTEMENT EXPORT

Formation :
Ingénieur : SUP. AERO - CENTRALE - SUPELEC ou équivalent.

Possédant une expérience approfondie dans le domaine de l'exportation des équipements aéronautiques et électroniques. Il devra rapidement prendre en charge la responsabilité de l'ensemble de la fonction. Export de la division.

Le poste nécessite une parfaite connaissance de l'anglais, Allemand souhaité.

Adresser CV et prétentions à PM LABINAL, Direction des *Relations Sociales, 5, avenue Newton, BP 64, 78390 Bois d'Arcy.*

ETABLISSEMENT

FINANCIER NATIONAL

Notre métier
La couverture des risques bancaires et d'entreprises. Le financement des entreprises et des maîtres d'ouvrages.
Notre Etablissement
- les plus hauts niveaux d'engagement et de responsabilité par tête
- une capacité, prouvée, de croissance et d'évolution à toute épreuve
- une recherche constante des hommes en capacité de se confirmer les meilleurs
- le souci de leur réalisation personnelle dans nos équipes.

Notre recherche pour la région parisienne

2 EQUIPIERS TOUS TERRAINS

(financiers, entreprises, maîtres d'ouvrage) à tous les niveaux
• l'un destiné à prendre en main le financement d'une clientèle de transporteurs
• l'autre celui des maîtres d'ouvrages
- ayant notre âge : la trentaine
- 2 tempéraments de gagneurs pour une carrière à la mesure de leur potentiel, de leur volonté et de leur ambition
- formation de base : Sup de Co - Essec IAE ou équivalent
- première expérience : niveaux Crédits Spéciaux, Commercial d'Etablissement Financier, SICOMI, Aménageurs, Cabinets Immobiliers Nationaux...

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 4359 à DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS.
Tièdes et approximatifs s'abstenir. Discrétion assurée.

Dessein



DÉPARTEMENT TRANSMISSION

ACTIVITÉS EXPORT

DEUX INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
Techniques numériques

Vous vous insérerez, dès votre arrivée, dans le Groupe Numérique d'une activité en plein essor. Vous réaliserez les dossiers de mise en service (manuels, cahiers de recette...) et tiendrez le rôle d'interface entre les services techniques et les chantiers dont vous assurerez ponctuellement l'expertise. Secteurs d'activité : tous équipements numériques et groupes d'adaptation secondaires (connection centraux - lignes).
Vos compétences : formation supérieure en télécommunications, si possible déjà éprouvée, capacité de familiarisation rapide avec les Equipements CIT et maîtrise de l'anglais. Réf. CTO/2N

Lieu de travail : ORLEANS (45) déplacements ponctuels de courte durée à l'étranger.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

En réponse aux appels d'offres internationaux, vous participerez à l'élaboration de projets techniques et aux négociations avec les clients étrangers dans les domaines suivants : • transmissions numériques (réseaux à grande distance, multiplexeurs, équipement de lignes), • réseaux hertziens (équipements émission/réception à base analogique ou numérique, antennes...).
De formation supérieure en électronique, vous aurez si possible une expérience de plusieurs années d'études, de projets ou encore de réalisations chantiers dans les domaines cités. Réf. COO/EX

Lieu de travail : PARIS.

INGÉNIEUR OPÉRATIONS

Vous assurerez le suivi et la coordination de : • la réalisation des contrats de fourniture et de mise en oeuvre des systèmes de télécommunications à l'étranger, • tous les chantiers de la Division Export. Une équipe d'ingénieurs et de techniciens sera placée sous votre responsabilité.
De formation supérieure en télécommunications, vous pouvez justifier d'une expérience analogue d'au moins trois ans, possédez très bien l'anglais et êtes disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger. Réf. GIU/EX

Lieu de travail : ORLEANS (45).

ACTIVITÉ TÉLÉMATIQUE

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
Transmission de données

Dans un secteur d'activités délibérément tourné vers demain, vous participerez, au sein d'une petite équipe expérimentée, à la conception de systèmes de transmission de données (modems pour lignes téléphoniques modems larges bandes, multiplexeurs).
De formation supérieure en électronique, vous aurez des connaissances en matériels et en logiciels et si possible une jeune expérience dans les domaines cités. Réf. ST/EN

Lieu de travail : région d'ORSAY (91)

FUTUR RESPONSABLE ÉQUIPE LOGICIEL

Vous prendrez en charge l'élaboration de projets logiciels dans des systèmes liés aux applications du traitement de parole et intégrant la gestion et les procédures de transmission de données. De formation supérieure en électronique, possédant au moins 6 ans d'expérience en logiciel système temps réels et en microprocesseurs (8 et 16 bits) vous aurez à court terme l'opportunité d'assurer la responsabilité d'une équipe logiciel, dans un secteur tout à fait porteur. Réf. GUI/MU

Lieu de travail : région TRAPPES-MAUREPAS (78)

ACTIVITÉS TRANSMISSION GRANDE DISTANCE

INGÉNIEUR ÉTUDES
Traitement du signal

Vous participerez, au sein d'une petite équipe, à l'étude et à la conception de systèmes de Traitement du signal mettant en oeuvre des processeurs numériques. Vous connaissez convenablement les algorithmes adaptatifs et pratiquez l'anglais.
Votre formation supérieure en électronique (ESE, ENST...) si possible concrétisée depuis 2 ou 3 ans en milieu industriel et votre motivation seront garantes d'une évolution conforme à ce que vous attendez. Réf. PO/CA

Lieu de travail : région d'ORSAY (91).

SERVICE RELATIONS DOCUMENTATION

RESPONSABLE RÉDACTION DOCUMENTATION TECHNIQUE

Vous possédez de solides connaissances des techniques de transmission et êtes au fait du fonctionnement d'un service de documentation technique.
Talent d'organisation, capacité de management d'une équipe, rigueur intellectuelle accompagnée de sens de l'initiative sont vos qualités essentielles, déjà éprouvées.
Nous vous proposons de devenir le Responsable de notre groupe de 12 rédacteurs techniques : planification des charges, suivi de l'exécution des travaux, analyse des coûts, établissements des devis... Le tout en veillant à animer et superviser le travail de votre équipe de rédacteurs. Réf. SRD/LL

Lieu de travail : région d'ORSAY (91).

UNITÉ DE PRODUCTION DE MONTARGIS (45)

Au coeur du Gâtinais, à une centaine de minutes de Paris en voiture, venez participer à l'oeuvre de fabrication du département TRANSMISSION.

INGÉNIEUR PRODUCTION PRÉ-SÉRIES

Vous assurerez la responsabilité de l'unité de pré-séries, réalisant l'interface entre les services techniques et la production de série.
Vos activités diversifiées vous conduiront à prévoir les crédits d'investissement pour les produits nouveaux et à réaliser la mise au point, l'homologation et le démarrage de ces nouveaux produits, ainsi qu'à établir les devis correspondants.
Formation supérieure en électronique exigée et expérience de quelques années en fabrication souhaitée. Réf. AMI/BIL

INGÉNIEUR MÉTHODES

Vos connaissances éclectiques en électronique, mécanique et informatique et l'expérience déjà acquise dans un milieu de production vous permettront de maîtriser ce poste d'**Ingénieur Méthodes** concernant à la fois la partie contrôle et la partie fabrication.
Vous assurerez d'autre part, la liaison entre le Bureau d'Etudes Industrielles et le centre de production.
Formation recommandée : CNAM. ENSAM... 4 à 5 ans d'expérience souhaités et anglais pratiqué. Réf. AMI/LAT

INGÉNIEUR FABRICATION

Vous vous verrez confier toute responsabilité au sein de l'atelier, de fabrication, aussi bien dans le domaine du bobinage que dans celui du montage-soudage.
Vous maîtriserez à la fois les problèmes techniques et les questions de gestion : productivité, qualité, en cours, coût global.
Formation supérieure en électronique requise et familiarisation au milieu de fabrication.
Réelles possibilités d'évolution pour ingénieur motivé. Réf. AMI/PRI

INGÉNIEUR CONTRÔLE

Ingénieur confirmé, vous êtes arrivé, à partir de vos compétences techniques et grâce à la qualité des contacts humains établis à une maîtrise sans faille des problèmes industriels.
Nous vous permettrons de mettre ces atouts au service de notre contrôle final : • suivi budgétaire, suivi des commandes, • écoulement de la production, suivi des allures, des en cours, • suivi de facturation, respect des délais impartis.
Nombreux contacts avec le service Méthodes, le contrôle entrées et le contrôle bobinage.
Ce poste s'offre à un ingénieur connaissant les techniques de transmission et désireux de se pencher sur tous les problèmes de gestion de production. Réf. AMI/BAC

DIVISION SOUS-MARINE

Avec plus de 2000 répéteurs fonctionnant actuellement au fond des mers, CIT ALCATEL a démontré son aptitude à satisfaire les objectifs de fiabilité et de durée de vie tout à fait exceptionnels imposés aux liaisons sous marines.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Votre action, appliquée à nos équipements immergés à fibres optiques de haut débit, vous amènera à concevoir et à réaliser des équipements de modulation d'émetteurs laser.
Votre formation d'ingénieur-électronicien vous aura doté d'une compétence dans la technique d'utilisation des circuits logiques à haute vitesse ainsi que dans la technique de mesures correspondante.
Anglais lu et parlé, désir et capacité d'encadrer une petite équipe constitueront d'autre part les arguments qui vous permettront de valoriser votre fonction. Réf. BRO/ZO

Lieu de travail : région d'ORSAY (91)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
Mise en Service liaisons sous-marines

Débutant ou jeune expérimenté, votre formation supérieure en électronique, confortée d'une spécialité informatique, votre tempérament et votre disponibilité trouveront leur naturel débouché dans ce poste d'Ingénieur pose et mise en service.
Il vous sera demandé de veiller à la pose et à la mise en service des Liaisons Téléphoniques sous-marines.
Vous serez appelé à effectuer des déplacements de l'ordre d'une centaine de jours par an, sur un navire cablier et à l'étranger.
Connaissances requises en électronique générale, en logique et en informatique. Réf. RAF/SM

Lieu de travail : région d'ORSAY (91)

DIVISION DES APPLICATIONS ÉLECTRONIQUES

INGÉNIEUR PRODUIT

Au sein de la Direction Commerciale de cette division, votre éventail d'activités vous amènera à : • proposer la politique produits à suivre, • animer en groupes de travail l'élaboration des plans produits, • concevoir et rédiger les cahiers des charges produits, • définir les moyens concourant au lancement commercial des produits, • lancer et superviser les études de marché, etc.
Vous avez depuis plusieurs années concrétisé avec réussite votre formation supérieure commerciale dans le domaine des télécommunications, qui fait appel aux techniques électroniques et informatiques.
Le secteur très porteur de notre activité, la perspective d'opérer au sein d'une petite équipe dynamique répondront à votre motivation et à votre désir d'implication. Réf. JCB/JMD

Lieu de travail : TRAPPES-MAUREPAS (78).

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à l'attention de :
CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres - 10 bis, rue Louis Lormand 78320 LE MESNIL ST DENIS - Tél. : 062.41.28

DEVENEZ INFORMATICIENS

Au sein du groupe SLIGOS, Société de Services et de Conseil Informatiques d'envergure internationale, **la Division Conseil et Réalisation** *intervient auprès de grandes entreprises pour concevoir, développer et mettre en œuvre des applications informatiques.*
Son expansion régulière la conduit à **RECRUTER, FORMER** et **INTÉGRER** de

JEUNES INGÉNIEURS

A l'issue d'un stage rémunéré de 3 mois environ, ils entreront dans les équipes de développement de la Division D.C.R. Controntés à la réalisation de systèmes originaux et avancés (conversationnels, bases de données, ...) dans des domaines variés, ils renforceront leurs compétences informatiques tout en augmentant progressivement le champ de leurs responsabilités.

La rémunération prévue dès *leur formation est motivante. Le développement de SLIGOS-DCR leur assurera naturellement de larges perspectives d'évolution.*

Candidatures (CV et photo) sont à adresser à Annie COUPET - réf. I/8.



DIVISION CONSEIL ET RÉALISATION 26, RUE DES PAVILLONS - 92800 PUTEAUX

HAVAS CONTACT

Groupe CGEE ALSTHOM **Contrôle Bailey**

recrute

COMMERCIAL
Réf. 2 CE-61 EXPORT

DEUX RESPONSABLES

Très expérimentés
DE ZONE GEOGRAPHIQUE
Expérience process control.
Montage et direction de réseau international (filiales ou agents) :
Europe de l'Est et Europe Sud :
Connaissance anglais, espagnol et/ou allemand.
Moyen-Orient, connaissance anglais et arabe.

DEVELOPPEMENT
Réf. 4 RD 14

INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour développement de systèmes de Process Control industriels pour les domaines suivants :
- automates industriels (matériel, logiciel et redondance)
- réseau de communication à bus rapide haute sécurité
- conception L.S.I. pour transmission haute vitesse.

Parfaite connaissance micro-processeurs exigée.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
Réf. 4 IA 23

INGENIEURS INFORMATICIENS

Temps réel
pour système appliqué au Process Control
Connaissance SOLAR souhaitée.

DOCUMENTATION TECHNIQUE
Réf. 4 DC 43

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Très expérimenté en rédaction de manuels techniques électroniques.
Langue anglaise indispensable.

Adresser C.V. détaillé à CONTROLE BAILEY - Direction du Personnel, 5, avenue Newton 92142 CLAMART Cedex, en précisant la référence du poste choisi.

CONTESSE



Spécialisé dans les domaines de l'Aéronautique et Turbomachines industrielles
recherche pour son Centre de BOIS-COLOMBES

INGENIEUR ELECTRICIEN ou ELECTRONICIEN DEBUTANT

DIPLOME GRANDE ECOLE (E.S.E., ...)

Participer à l'étude des automatismes et des systèmes d'acquisition des mesures sur les bancs d'essais. Suivi de la réalisation et de la mise en service des bancs d'essais sur le plan des dispositifs électriques et électroniques. Apporter son concours dans la conception et le développement des techniques de mesures.
Goût du travail en équipe - Sens des initiatives - Responsabilité à terme sur une équipe de techniciens. (Réf. IE/EX)

INGENIEUR GRANDES ECOLES

Responsable du groupe «Résistance des matériaux statique et fluage» au sein du Service Calcul Scientifique : • dimensionner les pièces • assister le bureau d'Etudes Technologiques dans ses conceptions • diriger l'activité d'Ingénieurs débutants ou Techniciens supérieurs.
Expérience indispensable 5 à 10 ans. (Réf. IG/EX)

INGENIEUR CHIMISTE ou ELECTRO-CHIMISTE

Répondre aux questions et élaborer les programmes dans les domaines des procédés de fabrication liés à la chimie, à l'électro-chimie, aux traitements de surface, aux matériels non métalliques, plastiques, colles, ingrédients. Assurer le maintien des connaissances du Laboratoire de la Société. Etudier les problèmes posés dans les domaines ci-dessus suivant les directives du Responsable du Laboratoire. Rédiger la partie technique des spécifications de procédés de sa compétence. Représenter la Société dans les organisations scientifiques ou de normalisation dans le domaine de sa spécialité.
Connaissances théoriques et pratiques confirmées en : • traitement de surfaces des matériaux métalliques • matériaux composites • colles.
Expérience de Laboratoire industriel appréciée. (Réf. ICE/EX)

HISPANO SUIZA

Adresser candidature sous référence correspondante avec C.V. et photo à la Direction des Relations Sociales 333, Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex.

MATRA

Pour son Centre de RUEIL recherche :

Ingénieur Electronicien

chargé des méthodes et fabrications sous-traitées

Il a la *responsabilité des méthodes* électroniques.

Il organise et contrôle les fabrications de cartes électroniques auprès des sous-traitants sur 3 plans : préparation, méthode, planning.

Cette fonction concerne un ingénieur de formation (A & M - ENSI - CESTI - ENI . . .) confirmé par quelques années d'expérience industrielle de production électronique de moyenne série.

Outre sa compétence industrielle, il doit se faire reconnaître par sa capacité à prendre et à défendre ses positions, et à maintenir de bonnes qualités de relation.

Déplacements assez réguliers en Province.



Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en *indiquant* la *référence* NK 1049 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX



Numéro 1 de la distribution en TV, Hifi et Electro-Ménager poursuivant son expansion, *recherche pour son Service Informatique* (qui s'installera à la Porte Maillot mi 83) équipé en grosses configurations IBM, 200 terminaux,

UN CHEF DE PROJET

pour prendre la responsabilité des applications comptables et financières.
L'homme recherché a une formation supérieure et une expérience professionnelle d'environ 5 ans en informatique transactionnelle sur des projets du même type.
Nous vous remercions de nous adresser votre C.V. + photo, précisant votre salaire actuel, sous référence DE 02 à :

EGS CARRIERES
19, rue de la Paix - 75002 PARIS

ENTREPRISE MONDIALEMENT CONNUE
LEADER SUR LES MARCHES DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS
recherche pour son
DEPARTEMENT MARKETING A PARIS

CHEF DE PRODUIT

— Il est responsable d'une gamme internationale de produit *grand public sur un marché à potentiel élevé et fortement* concurrencé. Il développera et lancera les nouveaux projets actuellement en cours d'études. Il recommandera et mettra en œuvre tous les moyens publi-promotionnels destinés à commercialiser l'ensemble de sa gamme, et en contrôlera les résultats (évolution des ventes et de la rentabilité).
— Rattaché à un Chef de Groupe produit, il travaillera plus particulièrement avec le Département Recherche et Développement.
— Expérience de 2 à 4 ans dans un service marketing structuré, *de préférence dans les produits de grande consommation.*
— Formation supérieure ESSEC - HEC - ESCP.
— Anglais courant obligatoire.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous No 62.833
Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Jeunes diplômés
de l'enseignement supérieur (BTS – DUT...)

débutants ou première expérience
libérés ou non du service national

un groupe français de premier rang mondial

vous donne la possibilité de

réussir une carrière commerciale

dans la vente de son produit technique

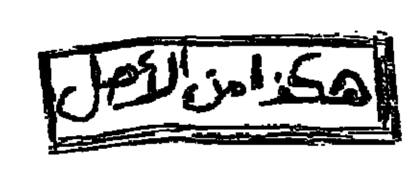
Après une intégration progressive et personnalisée par une formation rémunérée de 6 mois, vous serez

le RESPONSABLE COMMERCIAL et TECHNIQUE

d'une clientèle de professionnels.

- *Situation stable et salaire motivant (fixe important + prime sur objectifs).*
- *Voiture + indemnités de déplacement.*
- *Réelles perspectives d'évolution en France et à l'Étranger.*

Merci d'adresser votre demande (avec, si possible, votre numéro de téléphone) à
INTERMEDIA N° 496
59, rue La Fayette – 75009 PARIS *Réponse assurée*





Nous sommes une Compagnie d'Assurances privée, réalisant un chiffre d'affaire supérieur à 2 Milliards de Francs, et employant 1 400 personnes, réparties entre le siège social parisien et 18 délégations régionales en FRANCE.

Notre centre informatique (90 personnes), situé à **PARIS 17ème,** est équipé d'un **IBM 3033 (MVS, CICS/DL1),** dans un contexte d'informatique répartie **(13x 8 100, 16x série 1)**

La deuxième phase de notre plan informatique nous conduit à recruter un

chef de projet

assurance-vie

Rattaché au Directeur Informatique, vous férez partie de l'équipe conception (6 chefs de projet), qui assure la maîtrise d'œuvre des applications, depuis l'étude préalable, jusqu'au bon fonctionnement en exploitation : en relation fréquente avec les utilisateurs, vous réaliserez les cahiers des charges et superviserez l'analyse et la programmation, confiées à une équipe du département Etudes que vous coordonnerez.

Votre première mission concernera la refonte des applications VIE dans une optique **DB/DC.**
Pour réussir dans ce poste, une formation supérieure en informatique et une expérience d'environ 5 ans sont nécessaires. En particulier, la connaissance des applications VIE et des techniques **CICS/DL1** seront indispensables.

Claire SOULIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MCS/LF/CP.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS

ROUEN. Le département de la Seine Maritime, (1 200 personnes), disposant d'un Centre Informatique, (17 personnes), équipé d'un **IBM 43 XX** sous **DOS/VSE, CICS et DLI,** recherche un :

jeune analyste

Rattaché au chef de centre, vous aurez pour mission dans un premier temps, l'adaptation d'un package, assurant la gestion budgétaire du département (2 milliards de Francs). Dans un deuxième temps, vous prendrez en charge de nouveaux développements, notamment celui d'une base de données spécifique.

Une expérience d'au moins trois ans en informatique de gestion vous a permis de maîtriser les techniques Temps Réel **(CICS),** auxquelles vous formerez nos programmeurs.
Vos qualités de diplomatie et d'autonomie vous seront utiles dans ce poste évolutif, en contact fréquent avec les utilisateurs.

Vous pourrez à terme, bénéficier des avantages liés à la fonction publique.

Claire SOULIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MCS/SM/AN

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS



PARIS - Situés dans les tout premiers groupes succursalistes français, nous devons disposer d'une informatique moderne et performante.

Notre nouveau schéma directeur prévoit la mise en place d'un réseau de communications évolutif utilisant l'architecture **SNA :** au site central parisien **(IBM 3083 MVS - IMS)** seront connectés plusieurs centaines de terminaux (portables ou points de vente) ainsi que les 25 mini-systèmes **(CII, NCR ...)** équipant entre autres les entrepôts décentralisés pour une gestion locale autonome.

Nous recrutons sur Paris un spécialiste :

architecte S.G.B.D.

Vous serez chargé de concevoir notre système de gestion de base de données sous **IMS,** sur lequel reposera notre futur système de traitement de l'information.

Sous la responsabilité immédiate du Directeur Support Technique, vous remplirez cette mission en liaison étroite avec vos homologues responsables du Système, du Réseau, du Support mini-systèmes.

Dans ce poste clef, des compétences techniques seront indispensables, en particulier la maîtrise **d'IMS** ou à défaut, de **CICS/DL1.**

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MOL/RA/DB.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS

LOCATEL

Le leader français de la location d'équipements audio-visuels (téléviseurs, magnétoscopes) équipé d'un **IBM 4341 (DOS/VSE)** gérant un réseau de 150 terminaux **(VTAM - NCP - CICS - TRANSPAC)** recherche pour sa Direction Informatique le

responsable système

Dépendant du Directeur Informatique, vous serez chargé, dans un premier temps, d'optimiser le système existant. Puis dans le cadre d'un plan à moyen terme, vous préparerez l'augmentation de notre configuration et mettrez en œuvre **VM** dans un contexte d'informatique répartie.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant l'expérience d'un environnement similaire et qui trouvera un intérêt dans la pluralité des techniques utilisées (télétraitement, informatique répartie, bureautique).

Lieu de travail : **Levallois-Perret (métro)**

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence MOL/LOC/RS.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS

ETPM

Groupe de dimension internationale (C.A. : + 3,5 milliards de francs - 2/3 de nos effectifs hors de France), nous intervenons auprès des compagnies pétrolières dans le monde entier pour la fabrication et l'installation d'équipements d'exploitation off-shore.
Notre nouveau plan informatique nous permettra, sur une configuration **DPS 7** sous **IDS II, TDS** de confirmer notre orientation temps réel pour le développement de projets destinés aux directions centrales et aux régions (Afrique, Moyen et Extrême Orient).
Nous recrutons actuellement :

2 analystes

Rattachés directement au responsable des études, vous serez chargés, pour des applications variées, de réaliser les analyses fonctionnelles en liaison avec les utilisateurs et de superviser l'analyse organique et la programmation.

Une formation DUT + 5 ans d'expérience ou MIAGE + 2 ans d'expérience en informatique de gestion et la maîtrise des techniques **DB/DC** sont nécessaires pour réussir les développements qui vous seront confiés.

Ces postes sont à pourvoir au siège social à **PARIS.**

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la réf. MOL/ET/AN.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS



SERETE est l'un des plus grands groupes français d'ingénierie. Le succès de ses réalisations (pétrochimie, off-shore, agro-alimentaire, bâtiments...) dépend de deux facteurs essentiels : la qualité de ses hommes et la performance de ses outils. En particulier, nous poursuivons un important programme de développement de l'outil informatique. Ceci nous conduit à rechercher deux spécialistes :

responsable des méthodes

La création de ce poste dans l'équipe Etudes et Système est en accord avec l'esprit du nouveau plan informatique interne, orienté vers les utilisateurs.
Votre mission consistera à être leur interlocuteur privilégié en prenant en charge les fonctions Méthodes, Formation et Administration des données. La diversité des problèmes rencontrés et la nature de l'activité de la société nécessitent une grande ouverture d'esprit et une participation active à notre effort d'innovation. Ingénieur de formation, vous possédez une première expérience d'ANALYSTE (4 ans) sur site **DB/DC** (réf. MRE/SE/RM).

ingénieur système

Placé sous l'autorité du Responsable du Service, vous aurez à assurer la maintenance et l'optimisation du système actuel (**IBM 4341** modèle **1 DOS/VSE - VM/CMS SOCRATE** - 50 terminaux).
Si la connaissance du **DOS/VSE** n'est pas indispensable, celle de **VM/CMS** est nécessaire.
Dans un proche avenir des évolutions du matériel actuel et de son système d'exploitation sont à prévoir et résulteront des développements importants de l'informatique dans la société.
Nous souhaiterions rencontrer des candidats de formation supérieure ayant une expérience de 3 à 4 ans dans un poste similaire sur un site **IBM.** (réf. MRE/SE/IS).

Ces postes sont à pourvoir au siège social : **PARIS 13ème.**

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, en mentionnant la référence du poste choisi.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS



Nous sommes l'un des plus importants groupes d'assurances français, doté de puissants moyens informatiques **(30XX - 43XX - 8100 - MVS - CICS).** Nous recherchons pour notre département études, situé à **PARIS 9ème**

2 chefs de projets

Vous prendrez en charge, dans le cadre des méthodes et procédures de la Direction Informatique, la responsabilité d'un projet, de la conception jusqu'à la mise en œuvre.
Pour cela, vous participerez aux comités de décision et encadrer une équipe de réalisation.
Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des chefs de projets, de formation Ingénieur Grandes Ecoles ou équivalent qui grâce à une expérience de 5 ans dans un site informatique similaire, maîtriseront l'aspect technique des projets, **(CICS, SGDB)** afin d'être directement opérationnels.
Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence MOL/AS/CP.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS



Notre société (1 000 personnes - C.A. 324 MF) est spécialisée dans le transport pétrolier par pipe-line.
Dans le cadre d'un contrat de solidarité, notre direction informatique de gestion crée deux postes d'

analyste-programmeur

De formation supérieure (DUT ...), vous avez acquis si possible une première expérience dans un poste similaire qui vous a permis de participer aux différentes étapes d'un projet depuis l'analyse organique jusqu'à la programmation dans un environnement T.P. **(CII-HB DPS7 ss GCOS - TDS).**

La connaissance et l'utilisation du progiciel **PACHA** et de la méthode d'analyse **LITRE** seraient des atouts supplémentaires. La réussite dans ces postes permettra aux candidats retenus de bénéficier des possibilités d'évolution offertes par un grand groupe, leader dans son domaine d'activité.

Lieu de travail : **PARIS 15ème**

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre candidature sous la référence MRE/TR/AP.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS



Nous sommes l'un des plus importants groupes d'assurances français, doté de puissants moyens informatiques décentralisés. Nous recherchons pour notre équipe Système deux Ingénieurs :

responsable adjoint équipe MVS

Votre mission est d'assurer la mise en œuvre du logiciel de base et de le faire évoluer en fonction des besoins de l'entreprise.
Vous devrez vous intégrer rapidement dans l'équipe système **MVS** afin de prendre la responsabilité de 3 personnes.
Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (ENSI,...) et ayant acquis, en quatre années d'expérience, la maîtrise de ce système. (réf. MOL/GA/RIS).

ingénieur système MVS

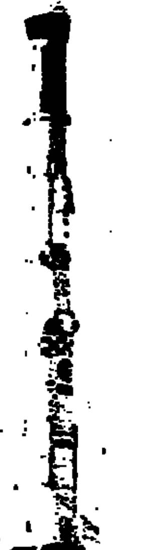
Vous contrôlerez la rentabilité des moyens de traitement en créant au besoin des outils spécifiques permettant d'évaluer les performances et les consommations de ressources.
De formation BAC + 4, avec un goût prononcé pour les statistiques et la métrologie, vous avez au minimum 2 ans d'expérience **MVS.** (réf. MOL/GA/IS).

Pour ces deux postes, la connaissance **d'IMS, TSO/SPF, SNA, APL** serait un atout supplémentaire.

Lieu de travail : **Paris.**

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature en mentionnant la référence du poste choisi.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS



arianespace

Dans le cadre de la production des lanceurs ARIANE, nous recherchons pour notre Direction Industrielle

INGENIEURS

Département configuration

Outre, la gestion de la configuration des interfaces électriques du lanceur, le candidat contribuera plus particulièrement à l'élaboration et à l'approbation de Documents de Contrôle et d'Interface entre le *système de lancement Ariane et les charges utiles ;* il gérera les propositions de modifications. Il assurera, de plus, le suivi des interfaces électriques. Pour aborder cette fonction, le candidat devra avoir une expérience de 5 années environ de la gestion technique de programmes aéronautiques ou spatiaux importants et avoir si possible une connaissance du lanceur Ariane.

Département troisième étage

Le candidat devra participer à l'industrialisation du lanceur ARIANE en ce qui concerne les organes de propulsion. Il assurera en outre le suivi des revues d'industrialisation et l'évolution des modifications *en qualité de conseil de la Direction Industrielle.* Pour aborder la fonction nous souhaiterions rencontrer un Ingénieur Grande Ecole, spécialisé en méthodes-fabrication, possédant une expérience d'au moins 5 ans dans ce domaine, en tant que *responsable du lancement en fabrication de moteurs* fusée à liquide ou de moteurs à réaction.

Les langues anglaise et française sont indispensables.

Dans le cadre de leurs activités, ces ingénieurs seront amenés à effectuer des missions en Guyane.

AGENT TECHNIQUE

Département Production

Chargé de la tenue des plannings concernant la production des lanceurs, de l'ordonnancement des fabrications et des approvisionnements.
Ce poste conviendrait à un technicien justifiant d'une pratique en aéronautique si possible.

Le lieu de travail est EVRY où ces postes sont à pourvoir rapidement.
Merci d'adresser C.V. photo à ARIANESPACE -
Direction Administrative et financière
1, rue Soljenistyne - 91000 EVRY



CONTESSE

TEMAT

PREMIER FABRICANT EUROPEEN DE TELEPHONES

1600 personnes en BRETAGNE SUD, réparties en plusieurs établissements, un CA ayant triplé en 3 ans.

INGENIEURS LOGICIELS
INGENIEURS MATERIELS

Débutants ou quelques années d'expérience.

Notre Société réalise actuellement une diversification en **électronique,** notamment au niveau des **terminaux télématiques et téléphoniques.** Nous prévoyons de doubler les effectifs de la Direction des Etudes et du Développement en 1983. Nous proposons des opportunités à des candidats désireux d'exercer leur *compétence dans les domaines suivants :*

- logiciel temps réel
- microprocesseurs
- modems
- alimentations BT et THT
- vidéo
- téléphonie

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo en indiquant la référence **JD 166 à TEMAT** Direction du Personnel
10, rue Jean Jaurès — 29000 QUIMPER




IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE REGION PARISIENNE
recherche

INGENIEUR GENERALISTE

HAUT NIVEAU

E.C.P. - A.M. ou équivalent - 40 ans minimum — Réf. E.M.

Il sera chargé de relations techniques à caractère pluridisciplinaire et à niveau élevé avec des entreprises très variées.
Ce poste aux larges responsabilités exige de solides expériences acquises à la Direction technique (BE et fabrication) d'entreprises mécaniciennes et des contacts aisés.
Anglais apprécié.

INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE

E.C.P. - A.M. ou équivalent - 30 ans minimum — Réf. C.A.O.

Cet homme jouera un rôle important dans le développement des activités d'aide technique et de conseil aux entreprises réalisées par le centre en matière de :

CONCEPTION ASSISTEE PAR ORDINATEUR

Ce poste implique :
- *plusieurs années de pratique dans un bureau d'études de produits mécaniques,*
- une expérience du développement et de l'exploitation d'outils de C.A.O.,
- une connaissance de l'anglais indispensable.

INGENIEUR DIPLOME

30 ans minimum — Réf. M.P.

ayant une solide expérience dans le domaine des :

MESURES PHYSIQUES

Cet homme aura la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et d'agents techniques chargés d'effectuer des études et des travaux d'assistance technique pour des entreprises très variées de la mécanique.
Connaissances sérieuses en électronique et micro-informatique très appréciées.

JEUNE INGENIEUR METALLURGISTE

Formation ECL, INSA ou équivalent — Réf. M.A.

Connaissances recherchées dans le domaine de la mécanique de la rupture.
Cet ingénieur participera aux recherches appliquées du service «matériaux métalliques».
Il suivra en outre les travaux d'aide technique et de conseil auprès d'entreprises très variées de la mécanique.
Anglais lu et parlé apprécié.



Adresser C.V., photo et prétentions à No 62070 Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénieurs qualité-fiabilité

Le Centre National d'Études Spatiales recrute plusieurs ingénieurs qualité-fiabilité :

- **Ingénieurs moteurs, structures et équipements**
- **Ingénieurs systèmes électriques**
- **Ingénieurs fiabilistes**

Vous êtes attiré par la conquête de l'espace.

Vous avez une **expérience industrielle** (qualité, études production) dans l'aéronautique, moteurs, cellules équipements ou autres systèmes complexes.

La qualité est une discipline d'avenir dans les techniques de pointe et la clé de leur succès. Elle a besoin d'ingénieurs de 1er plan.

Lieu de travail : **Région Parisienne.**

Envoyer lettre manuscrite C.V. au service du Personnel du **C.N.E.S.** - 129 rue de *l'Université - 75007 PARIS.*



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

MEDIA PA

SNPE

CA 2 milliards de F (dont 35 % à l'exportation)
— 7 000 personnes — 7 usines.
Le *DÉPARTEMENT CHIMIE* de la *SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS* fabricant et commercialisant des produits chimiques, dans le cadre du développement de la fonction Marketing, CRÉE à PARIS, le poste

CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING
Ingénieur Chimiste

Relevant du Responsable du Marketing, il aura pour activités essentielles :
- études complètes de marché industriel — fondées sur l'analyse des besoins de 30 à 60 directions techniques d'entreprises — des produits existants (intermédiaires de synthèse et produits formulables) ;
- assistance technique pour le choix de nouveaux produits, en relation fonctionnelle avec le *Service Développement et Recherche ;*
- conseil pour la stratégie de commercialisation, en particulier pour la définition et le suivi des campagnes publi-promotionnelles.

Courts déplacements en France et en Europe — Perspectives certaines d'évolution.
Le candidat (27 ans minimum) — ingénieur chimie organique ou équivalent — a une formation complémentaire de marketing *et/ou* une expérience de marketing ou de vente. La connaissance de l'Anglais est appréciée.

Veuillez téléphoner (233.86.30) ou écrire en indiquant votre salaire actuel sous référence 105M, à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL,
GROUPE BBC, 37, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS.
Discrétion absolue et réponse rapide assurées.

HAVAS CONTACT

Professionnel de la vente, rejoignez notre équipe de direction

Vous êtes un homme de terrain et votre réussite commerciale vous a rendu ambitieux.
Vous souhaitez évoluer, nous vous offrons cette opportunité.
Nous sommes filiale d'un important Groupe, à vocation internationale, solidement implanté dans le secteur de la gestion et de la distribution d'énergies.
Notre clientèle existante nous permet de développer 1,5 milliard de chiffre d'affaires. Nous pouvons faire plus et la création *d'un poste de CHEF DES VENTES doit répondre à cette ambition.*
Votre mission sera d'assurer le suivi et le développement d'une clientèle d'industriels, d'animer une équipe de vente, de définir la politique commerciale. A vous ensuite de faire preuve de dynamisme et d'initiatives pour répondre à notre souci d'expansion.
Ce poste requiert une formation supérieure ou équivalent et une première expérience de la vente au sein d'une société de services.
Si vous avez un potentiel à développer, nous saurons prendre en compte votre désir d'évolution au sein de nos nombreuses filiales.
Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) sous référence 4860 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



Une activité de pointe ...
Le bancaire.

Nous recherchons

INGENIEURS LOGICIELS CONFIRMES

Pour développer :

Des logiciels d'application sur terminaux bancaires. Ce poste pourra déboucher rapidement sur des fonctions de Chef de Projet au sein d'une petite équipe. Des déplacements de courte durée, à l'étranger, sont à prévoir.

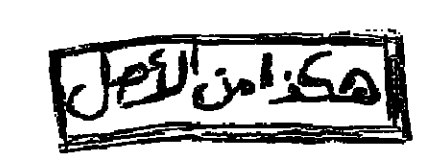
(Référence 10464 AM)

Pour assurer :

La maintenance et le suivi de logiciels *spécialisés dans les réseaux de distribution bancaire.* Ce poste conviendrait à un Ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience en mini ou micro informatique - langage assembleur.

(Référence 10464 BM)

Pour ces deux postes, lieu de travail : MASSY, à 5 minutes de la Gare RER.
Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à Michèle CORBINEAU, Direction des Relations du Travail - **TRANSAC ALCATEL** - B.P. 92 - 91301 MASSY.



LA FÉDÉRATION de L'IMPRIMERIE

recherche un

excellent praticien du droit social

Il sera chargé d'analyser l'information sociale et d'en faire la synthèse afin de la traduire sous forme opérationnelle; de préparer des dossiers et de procéder à des études spécifiques (ce qui implique une bonne capacité de communication orale et écrite); enfin d'animer des réunions et de jouer un rôle de conseil auprès de dirigeants d'entreprise. Il participera à l'élaboration de la politique sociale de la profession. Des possibilités d'avenir intéressantes sont offertes à un candidat qui saurait s'affirmer dans cette mission.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'études supérieures, ayant acquis une RÉELLE COMPÉTENCE et une PRATIQUE CONFIRMÉE du DROIT SOCIAL et des Relations Humaines en Entreprises.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2614 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

DESCAMPS

1re marque française de linge de maison

recherche un

contrôleur de gestion commerciale

Rattaché au Directeur Financier, il sera chargé de suivre et d'analyser tous les paramètres de l'exploitation commerciale: mesure de performances, budgets commerciaux, développement du mix-produit, pénétration des marchés, évolution des stocks... Son action préventive ou correctrice s'exercera auprès des Responsables Opérationnels.

Ce poste basé à LILLE — alliant le goût pour l'analyse quantifiée, esprit de synthèse et sens du contact et de la négociation — conviendrait à DIPLÔME d'ÉTUDES SUPÉRIEURES, EDHEC, ESC... âgé de 28 ans au moins, possédant une première expérience aquise dans un service de Contrôle de Gestion d'une société ayant des produits diversifiés et utilisant un système de gestion avancé. ANGLAIS et si possible ALLEMAND souhaités. Possibilités de développement vers des postes à responsabilités opérationnelles.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2609 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

directeur filature & tissage

(50000 broches - 1000 métiers)

AFRIQUE de L'OUEST

Une des plus importantes SOCIÉTÉS TEXTILES D'AFRIQUE, implantée dans un pays stable et travaillant sous CONTRAT DE GESTION et d'ASSISTANCE TECHNIQUE avec TEXUNION, recherche un DIRECTEUR FILATURE & TISSAGE.

Il sera totalement chargé de l'ensemble de la gestion technique et de l'animation d'un effectif de 850 personnes.

Ce poste de «patron d'usine» de très haute responsabilité ne peut convenir qu'à un INGÉNIEUR TEXTILE DIPLÔMÉ, âgé de 35 ans minimum, pouvant se prévaloir d'une expérience de 10 années au moins de Direction d'usines FILATURE & TISSAGE (de préférence COTON) et ayant eu à exercer un COMMANDEMENT tres large.

Salaire important - Avantages sociaux très complets - Statut d'expatrié y compris 2 mois de congés annuels - Maison de fonction tres confortable avec piscine - Voiture de service.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2607 M à préciser sur l'enveloppe — seront traites confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

INFORMATICIENS

INGENIEURS

UNIVERSITAIRES

EXPERIMENTES OU DEBUTANTS

Venez rejoindre nos équipes

answare

THOMSON CSF COMMUNICATIONS

vous propose

de participer à des développements de logiciels pour des projets industriels de pointe en temps réel sur MINI ou MICRO.

Evolution assurée dans le cadre de notre expansion.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et délai de disponibilité sous réf. U1/22 à Yolande Villars.
ANSWARE 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.

futur manager

300000F

Un Groupe important et diversifié dans le domaine de la COMMUNICATION et de la PRESSE recherche, dans le cadre de sa stratégie multi-médias, le PATRON D'UN NOUVEAU PROJET.

Au cours de la première phase, il sera chargé d'étudier la faisabilité de ce projet: il sera responsable de tous les contacts exploratoires et mettra en place un marché-test. Il prendra en charge, par la suite, la réalisation concrète de l'opération: choix des infra-structures, constitution de l'équipe, élaboration d'un budget de fonctionnement, rentabilité globale du Département. A terme, ce produit devrait constituer une part significative du développement du Groupe.

Ce poste conviendrait à un Manager de FORMATION SUPÉRIEURE COMMERCIALE (HEC, ESSEC, ESCP...) ayant acquis une excellente expérience du MARKETING au cours des cinq premières années de sa vie professionnelle. Un intérêt prononcé pour l'INFORMATIQUE et pour toutes ses applications est indispensable.

Les dossiers de candidatures — sous ref. 2611 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

UNE IMPORTANTE
ENTREPRISE FRANCAISE
installée dans le CENTRE DE PARIS
cherche immédiatement

COMPTABLE 1er Echelon

Nous lui proposons :
- de participer à la comptabilite générale de la Société mère
- de tenir la comptabilité de Sociétés filiales jusqu'au bilan.

Ce poste convient à un candidat âgé de 24 ans environ,
possédant une solide formation,
diplômé BTS au moins
et si possible une première
expérience professionnelle.

Evolution de carrière intéressante pour candidat de valeur.

SALAIRE ANNUEL : 96.000 F.
Restaurant d'entreprise. POSTE STABLE.

Adresser lettre de candidature, C.V. complet et photo a No 62841, Contesse Publicite 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SAXBY

Département automatismes

recherche

Ingénieurs Grandes Ecoles

pour leur confier la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger dans le cadre de budgets importants.
Une expérience de quelques années est indispensable, dans les automatismes industriels, l'électronique et l'informatique.
Rémunération très ouverte en fonction de l'expérience des candidats.
Poste d'avenir pour des candidats de valeur.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à SAXBY, 40 rue de l'Orillon 75526 Paris Cédex 11.

SAXBY

média system

coordonner et optimiser les opérations industrielles du N°1 français des produits laitiers ultra-frais

GERVAIS DANONE FRANCE — CA 3,1 milliards — produit actuellement dans ses 7 usines une gamme de 185 produits destinés au marché français et à l'exportation. Dans le cadre de la DIRECTION INDUSTRIELLE, le service des OPÉRATIONS INDUSTRIELLES a pour mission d'établir et de mettre en application le plan directeur de production à l'échelle nationale, en fonction des potentialités des usines et des contraintes de délais, de quantité, de qualité et de coût. Il coordonne l'ensemble des interfaces entre les Directions Marketing, Distribution, Achats, Recherche et Développement, Technique et les Directeurs d'Usine.

Ce service recherche un collaborateur qui aura la responsabilité complète d'un groupe de produits. Son rôle sera de définir et assurer la répartition des plans de charge entre les usines concernées, de gérer et contrôler de manière constante les programmes de fabrication, de s'assurer de leur actualisation, et de coordonner toutes les opérations industrielles impliquées dans la réalisation des lancements des produits qui lui seront confiés, dans un souci d'efficacité technique et de rentabilité économique.

Ce poste, basé au siège de LEVALLOIS, conviendrait à un INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, 30 ans minimum, ayant exercé des responsabilites en production, si possible dans le secteur agro-alimentaire et en particulier laitier, et souhaitant valoriser ses atouts dans un rôle de synthèse et de coordination ouvert vers un large ensemble de fonctions et très proche des instances de décision.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2612 M à preciser sur l'enveloppe — seront traites par

DEVELOPPEMENT *10, rue de la Paix - 75002 Paris.*

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

ORGANISME SECTEUR TERTIAIRE

Quartier Opéra

recherche

ASSISTANT CHEF DU PERSONNEL

Agé de 30 ans minimum, le candidat, de formation supérieure, devra justifier de plusieurs années d'expérience en matière de gestion du personnel, recrutement, formation.

Des qualités d'autorité personnelle et d'initiative sont indispensables pour réussir à ce poste.

La rémunération offerte est intéressante et assortie d'avantages sociaux.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 8678 à PLAIN CHAMPS - 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra les candidatures.

HAVAS CONTACT

Lafarge Coppee

La Division Sanitaire du Groupe LAFARGE COPPÉE, **ALLIA DOULTON** spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements sanitaires,
en Europe: 3300 personnes - CA: 800 MF
en France: 1300 personnes - CA: 300 MF,
dans le cadre du contrat de solidarité et du transfert de l'actuel titulaire dans une autre région, recrute

CHEF DE REGION

Est - Sud-Est

Basé au Siège à PARIS 16e, relevant du Directeur des Ventes, il anime, coordonne et contrôle les activités de 5 vendeurs en région. Il les assiste dans la négociation des contrats importants et dans le développement du réseau de distribution.
Il prend part à l'élaboration de la stratégie commerciale de la Société et en assure l'application dans sa région.

Déplacements: environ 3 jours par semaine.
Formation aux méthodes et aux produits.
Perspectives certaines d'évolution dans le GROUPE.

Les capacités du supervision et de négociation du candidat (32 ans minimum) sont aussi importantes que son expérience de la vente.

Veuillez écrire, sous référence 782 M en précisant votre salaire actuel, à notre conseil Richard BÉNATOUIL,
GROUPE BBC, 37, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS.

Discrétion absolue et réponse rapide assurées.

HAVAS CONTACT

Comptabilité crédit

Ni carte bleue
Ni american Xpress
Notre carte a de réels atouts

- Votre première mission sera de définir et de faire fonctionner le système comptable et de gestion de notre carte.
- Vous avez déjà une expérience de comptabilité de crédit à la consommation et vous êtes jeunes (société financière, banque, audit).

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 539-17 à :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

La Demeure Familiale S.A. H.L.M.

recherche pour son siège

CADRE GESTIONNAIRE D'ENSEMBLES IMMOBILIERS

Il (ou elle) sera chargé (e) du suivi des ensembles, des contacts avec la clientèle, et du suivi de la gestion.

Formation droit et/ou gestion souhaitée.
Expérience de quelques années indispensable.

Envoyer curriculum vitae + prétentions à :
DEMEURE FAMILIALE,
251, boulevard Pereire, 75017 Paris.

HAVAS CONTACT

*annonce parlée**

Faire semblant... un défi sérieux...

Faire semblant de piloter un avion, de conduire une centrale nucléaire, un char en manœuvre ou un sous-marin en plongée, est devenu une nécessité pour la formation et l'expérimentation.
Les systèmes capables de simuler les situations en les reconstituant comme dans la réalité, intègrent une multitude de paramètres interactifs et font appel aux techniques les plus sophistiquées : électronique, informatique, optique, acoustique, mécanique et hydraulique.
Notre entreprise, division de l'un des plus grands groupes Français, est organisée en équipes pluridisciplinaires animées par des

Chefs de projets

en contact permanent avec les entreprises utilisatrices, nos laboratoires et nos services d'étude et de réalisation.
Les ingénieurs que nous engagerons sont destinés à prendre, à terme, la responsabilité de la conduite de plusieurs projets.

** Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre concu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, référence 1297.*

SVP Information Carrière

7 rue de Lugelbach 75017 Paris.

THOMSON-CSF

CENTRE ÉLECTRONIQUE DE SARTROUVILLE (78)

Nous avons pour vocation la production de systèmes électroniques complexes de détection.
Notre développement nous amène à recruter un

INGÉNIEUR QUALITÉ

Il assurera la rédaction des consignes qualité et du plan de contrôle du matériel dont il aura la charge.
Il effectuera des enquêtes et des rapports de synthèse.
Il participera aux commissions d'expertises et assurera le suivi des interventions sur le matériel.
Ce poste permet un évolution dans leGroupe et représente une opportunité intéressante pour un jeune ingénieur ÉLECTRONICIEN ayant une 1re expérience industrielle de 4 à 5 ans et des aptitudes au travail en équipe.

Les candidatures sont à adresser au SERVICE EMPLOI - 17, quai Pierre-Brunel - 78500 SARTROUVILLE, sous référence 4130 et seront entourées de la plus grande discrétion.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

HAVAS CONTACT



Gestion technique des matériels

Société d'ingénierie La Défense, nous vous offrons de mettre en place et d'appliquer dans la réalisation des projets des méthodes et des moyens de gestion technique des matériels (listes d'équipement, nomenclatures...) dans le cadre de la création d'un suivi central des nomenclatures.

Nous souhaitons rencontrer des INGENIEURS qui possèdent une expérience méthodes, matériel de 10 ans dans l'ingénierie nucléaire, para-chimique et électro-technique.

*Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et souhaits de rémunération) en précisant sur l'enveloppe la référence LM/2398 à **MEDIA P.A.** - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.*

MEDIA PA

ETABLISSEMENT FINANCIER
de dimension internationale recherche, pour son siège à PARIS 7ème, de jeunes

ORGANISATEURS INFORMATICIENS

qui seront chargés, soit sous la responsabilité d'un organisateur informaticien confirmé, soit directement, de coordonner la conception, l'exécution et la mise en place de plusieurs *projets informatiques importants.*

Les candidats recherchés ont une formation supérieure soit de gestion (Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise ou Doctorat de Gestion) soit scientifique avec un goût affirmé pour la gestion.

Il auront 1 à 4 ans d'expérience dans un service informatique, une bonne capacité de synthèse et des qualités de contact.

Merci de nous adresser votre Curriculum-Vitae *sous référence BR 32* en précisant votre salaire actuel, à :

CGS CARRIERES
19, rue de la Paix - 75002 PARIS

De l'assistance logicielle au conseil.

HEWLETT-PACKARD
Division informatique et systèmes - Département d'assistance logicielle
recherche

Ingénieurs informaticiens

Région Parisienne (Nord-Sud) - Lyon - Strasbourg

Vous êtes issu d'une grande école d'électronique option informatique ou vous possédez un DESS ou équivalent. Vous avez quelques années d'expérience :
- en conception de logiciels de base ou sur les systèmes informatiques de **gestion**, et vous maîtrisez le GAP, le COBOL et les SGBD,
- ou des systèmes scientifiques et vous pratiquez le FORTRAN et le PASCAL.

Nous vous confions pour mission de :
- Conseiller les utilisateurs sur les logiciels adaptés à leurs besoins.
- Négocier aurès de client les contrats d'assistance logicielle en liaison avec les ingénieurs commerciaux.
- Former les utilisateurs aux logiciels.

A ces postes sont liées de très larges possibilités d'évolution tant dans le domaine Commercial que Technique.
Nous mettrons à votre disposition une voiture de fonction.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature (CV, photo et *prétentions*) à *Didier GABIN*,
Hewlett-Packard France
Service Recrutement
91947 Les Ulis Cédex.
sous réf. 023.

HEWLETT PACKARD

média-system

ORGANISER LA DÉCENTRALISATION INFORMATIQUE

La CGEA. Entreprise privée de Service Public (2300 personnes) est une filiale de la Compagnie Générale des Eaux. Son développement l'amène à créer le poste de RESPONSABLE DU SYSTÈME D'INFORMATION.

Son objectif : mettre en œuvre et développer un système d'information fondé sur une option d'informatique répartie. Les applications prioritaires concernent la comptabilité générale et analytique et la paie d'une part, la gestion des unités opérationnelles — très autonomes — d'autre part.

Rattaché à la Direction Administrative et Financière, il coordonne les activités du Service Informatique et du Service Assistance et Formation et assure l'interface avec les unités opérationnelles.

C'est un poste de réalisateur, de gestionnaire de projet et d'organisateur qui s'adresse à un INGÉNIEUR expérimenté ayant déjà réalisé et mis en œuvre un plan d'informatisation dans sa globalité. Il requiert, en outre, des qualités de contact et de communication afin d'assurer un dialogue fructueux avec l'ensemble de ses interlocuteurs.

A l'issue de cette mission (évaluée à 5 ans), son titulaire pourra accéder à un poste de Direction Opérationnelle ou évoluer au sein de l'Entreprise.

Merci d'adresser votre candidature à EURÉQUIP sous réf. 8316 M à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS - Tél. 553.84.73

PARIS - LONDRES - HOUSTON

MEMBRE DE SYNTEC

HAVAS CONTACT

Ministère de la Défense

Section d'Etudes et de Fabrications des Télécommunications
recherche

Ingénieur débutant

Mission :
- participation au développement de systèmes d'armes complexes,
- organisation et réalisation d'essais.

Notre candidat devra justifier d'un *diplôme supérieur d'électronique et/ou* d'automatique. Connaissance de l'anglais souhaitée.
Lieu de travail : Issy-les-Moulineaux.

Nous vous remercions d'adresser un dossier complet et prétentions, sous réf. 777 H, à :



nicole maury conseil
5 rue Saint-Pantaléon
31000 Toulouse.

qui vous assure d'une totale discrétion.
Les entretiens auront lieu à Paris.

média-system

CHEF COMPTABLE

Banlieue Sud **F 170.000 +**

La filiale française, C.A. F 800 millions, d'un puissant groupe américain recherche un CHEF COMPTABLE.

Responsable de la comptabilité du siège. Il devra centraliser et contrôler la fiabilité des comptes émanant des centres régionaux.

Pour l'ensemble de la société, il devra : établir les C.E. mensuels et le bilan ; analyser et trouver la justification des écarts ; analyser les variations par rapport au budget ; établir les états mensuels anglo-saxons ; tenir *le fichier des immobilisations* et en assurer l'inventaire ; veiller au respect des normes comptables légales ; assurer les déclarations fiscales ; participer à l'évolution des systèmes, de méthodes comptables et des logiciels en place ; animer et coordonner le travail d'une équipe de huit personnes et en assurer son développement.

Anglais apprécié.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (ret.) et prétentions sous référence 21.510-M à
CLA RECRUTEMENT
11, av. Delcassé, 75008 Paris

CLA

Concours ENS PTT : passeport pour une brillante carrière !

Vous êtes titulaire d'un des diplômes requis pour le concours d'entrée à l'E.N.A. (grande école, second cycle des universités) et vous souhaitez valoriser votre formation dans des domaines aussi divers que les **études financières, l'organisation de la production,** les **affaires sociales,** les **études commerciales** ou **l'informatique.**

Encore vous faut-il trouver le partenaire qui saura tout mettre en œuvre tant sur le plan de la formation que sur celui des moyens techniques **pour vous permettre d'exploiter au mieux vos capacités et de devenir un cadre dirigeant complet.**

De telles responsabilités, **l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES P.T.T.** peut vous préparer à les assumer, grâce à une **formation de 3 ans dont 17 mois à l'E.N.A.**

Il s'agit d'un enseignement dispensé par des professeurs d'universités, des hauts fonctionnaires, des personnalités du monde économique et *faisant appel à des* **méthodes actives et efficaces** (études de cas, séminaires, utilisation de l'outil informatique).

A l'issue de cette formation, vous pourrez envisager une **carrière brillante et variée,** aussi bien au sein de l'Administration Centrale des P.T.T. que dans un Service Extérieur.

Le prochain concours d'admission a lieu les 27, 28 et 29 avril 1983 et il est *ouvert aux diplômés de l'enseignement supérieur libérés des O.M. et âgés de moins de* 30 ans au 1er janvier 1983 (la clôture des inscriptions est fixée au 5 avril).

Les postulants peuvent bénéficier d'une préparation de 16 heures à compter du 2 mars.

Si la perspective d'acquérir une formation complémentaire (rémunérée) de haut niveau et d'entreprendre une carrière non cloisonnée au cours de laquelle vos initiatives seront toujours encouragées, merci de prendre rapidement contact en téléphonant au (1) 200.34.34 ou au (1) 589.66.66, postes 46.68 et 43.10 ou en écrivant à **l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES P.T.T.** - 46, rue Barrault - 75634 PARIS CEDEX 13.

ENS PTT le contact

MEDIA PA

digital
nº 1 de l'informatique interactive

Ingénieurs Commerciaux expérimenté(e)s

Paris

Le succès du VAX, le lancement des ordinateurs personnels, notre développement sur le marché CAO/FAO, la 1ère place à l'enquête de satisfaction des utilisateurs (01/Datapro) pour la qualité des produits et des services : autant de raisons de nous rejoindre.
Nous vous confierons la responsabilité de la vente de nos produits informatiques ou l'animation de grands comptes sur des marchés spécifiques (ingénierie, pétrole, électricité, banque...).
Vous sortez d'une école d'ingénieurs, de commerce ou de gestion, vous avez une expérience de 2 années de vente en informatique - gestion ou scientifique - vous parlez si possible l'anglais.

VIVEZ L'INFORMATIQUE DIGITAL

Ecrivez sous la REF. M 28, à la Direction du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 18, rue Saarinen 94528 Rungis Cédex.

Importante Société diversifiée en Mécanique et gros équipements thermiques recherche

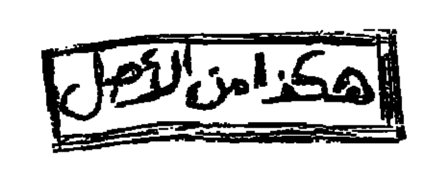
Ingénieur débutant

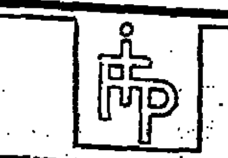
E.C.P ou ENSI
(orienté vers le thermique)

Il effectuera dans les services centraux parisiens en liaison avec les divisions de production et les Centres de Recherche de la Société, des études de conception et de développement de gros matériels thermiques et de la recherche appliquée.

Adressez C V détaillé, photo et prétentions sous référence 1227 à TELEX P A. JONCTION 34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement.





L'INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE
situé à RUEIL-MALMAISON (92)
recherche pour
son Département Ingénierie Offshore

INGENIEUR GRANDE ECOLE

possédant une spécialisation ou une expérience en hydrodynamique navale ou en génie océanique. Anglais nécessaire.

Envoyer C.V., photo, prétentions à No 62476 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

MATRA

La réussite sur de nouveaux marchés, le développement de nouvelles technologies et la volonté d'investir et d'entreprendre avec des Ingénieurs créatifs, motivés et compétents favorise la création de nouveaux postes :

Branche Transports :

Ingénieur Génie Civil
de formation Centrale - Ponts...

- Il a la responsabilité de suivre les études et la réalisation des infrastructures d'un système de transports nouveaux.
- Il a un rôle essentiel dans la maîtrise des travaux réalisés par les sous-traitants : il participe aux choix des sous-traitants, coordonne et contrôle l'avancement des programmes de travaux.
- Il assure également des interfaces très suivies avec les clients, les groupes projets et les équipes de chantier.
- Pour réussir dans ce poste, il faut nécessairement apporter une expérience de 3 à 5 ans acquise de préférence dans des milieux industriels ou d'aménagement.
- Une approche large et pragmatique des problèmes, de la souplesse et de l'autorité dans les contacts sont des qualités mises en valeur dans ce poste.

Réf. NK 1046

Division Ventes et Contrats :

Ingénieur Grandes Ecoles
pour commercialiser des produits de haute technologie

Sa responsabilité :
- prendre en charge la commercialisation de systèmes nouveaux de haute technologie, élaborés par la Direction Recherche et Développement.
- négocier des contrats et des accords de coopération avec les services officiels et les industriels français.
- participer au suivi des contrats.

Sa compétence :
- Ingénieur de formation aéronautique ou électronique (SUP'AERO - ENSTA - ESE - ESO - CENTRALE - ENSICA), il apporte une expérience technique acquise en bureau d'études ou dans le cadre d'un projet.
- Ce poste peut être une opportunité pour un Ingénieur doué pour les négociations et les relations commerciales.
- Anglais courant.

Réf. NK 1044

Division Informatique :

Ingénieurs Analystes

Ils assistent les chefs de projet dans la définition et la mise en place des applications du nouveau système d'informatique de gestion basé sur un réseau d'ordinateurs IBM 43 XX.

Dans la phase réalisation, ils seront responsables de l'animation technique d'une équipe d'analystes programmeurs affectés sur chaque projet.

Diplômés de l'enseignement supérieur (Ingénieur ou MIAGE), ils doivent justifier de compétences techniques DOS/CICS/DL1 – IPT et d'une première expérience professionnelle de 2 à 4 ans.

Réf. SM 1045

Branche Transports :

Ingénieur
pour faire de la simulation de systèmes

. Au sein des groupes projets, il participe à l'élaboration des programmes de simulation pour valider les études systèmes et proposer des améliorations dans le cadre de la définition de nouveaux systèmes automatiques de transport.

. Ce poste concerne un ingénieur, débutant à 2 ans d'expérience, issu d'une école d'ingénieur ou de formation universitaire orientées en automatique et mathématique appliquée. Des connaissances en asservissement et une certaine pratique de la programmation en langage évolué seraient appréciées.

. Cette fonction représente une bonne transition pour évoluer vers des postes systèmes ou projets, et nécessite de bonnes capacités d'analyse théorique et une réelle disponibilité pour le travail en équipe.

Réf. NK 1048

Direction Qualité-Contrôle :

Ingénieur Electronicien
pour élaborer les procédures de contrôle qualité

Sa mission :
- définir, rédiger et gérer les dossiers et documents généraux relatifs aux tests et opérations de contrôle, destinés aux Services Contrôle et Essais des différents Centres de production.
- promouvoir et favoriser leur mise en application auprès des utilisateurs, notamment dans le cadre de nouveaux procédés.
- contrôler leur exploitation et apporter les améliorations.

Le profil :
- une première expérience industrielle favoriserait les échanges avec les Services Technologies, et avec les différents Services Contrôles de la Société.
- ce poste technico-administratif mais relationnel nécessite des qualités d'analyse et de synthèse, un esprit de méthode et un sens profond de la communication «pédagogique».

Réf. CR 1047

Division Mécanique et Structures :

Ingénieur Technologue

Il sera chargé de résoudre les problèmes rencontrés sur les affaires courantes et de suivre les évolutions technologiques propres au domaine d'activité; il définit, propose et mène à bien des études et recherches technologiques qu'il promouvoit auprès des bureaux d'études.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation grandes écoles mécaniques, si possible à vocation aéronautique : ENICA, ENSMA, A et M, CESTI ... débutant à 2 ans d'expérience.

Connaissance souhaitée : Les Matériaux Composites.

Réf. SM 1042



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en précisant la référence du poste choisi au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres – Centre de MONTIGNY – 3 avenue du Centre – 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

Importante Société d'Ingénierie
Filiale de l'un des premiers Groupes Industriels Français
recherche pour son
Département Administratif

l'Adjoint du Chef du Service des marchés France

Sous l'autorité du Chef du Service il participera et supervisera :
- la facturation des marchés et des commandes
- le calcul des variations de prix
- la mise en place des cautions bancaires
- le suivi des encaissements.

Le candidat aura une bonne connaissance de la réglementation des marchés publics et des prix.
Expérience souhaitée : 5 ans.
Lieu de travail : Siège proche banlieue St Lazare.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 6064 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

DORET
La documentique

DORET/ORDEX S.A.
Groupe DENNISON

ENTREPRISE FRANÇAISE DE PREMIER PLAN SUR LE MARCHÉ DES FOURNITURES DE BUREAU ET DU MATÉRIEL DE CLASSEMENT

recherche

EMPLOYÉ (E) DE BANQUE CLASSE IV
pour un poste de
TRÉSORIER

SA MISSION :
- gérer la trésorerie de quatre sociétés ;
- établir les budgets prévisionnels de trésorerie ;
- participer au reporting mensuel du groupe.

Position cadre offerte. Rémunération en fonction de l'expérience du candidat.
Lieu de travail : ROSNY-SOUS-BOIS.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions nº 02.054 AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

---

cde
COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

le plus ancien et l'un des plus importants établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier. (2000 Collaborateurs, 600 000 prêts en gestion, 30 implantations en Province).

recrute

jeune auditeur interne

150 000 F.

Sous l'autorité de l'Inspecteur Général, il sera chargé d'effectuer des audits comptables et financiers et de réaliser des missions d'audit opérationnel portant sur l'ensemble des fonctions de l'entreprise.

Le candidat retenu sera obligatoirement diplômé d'une École Supérieure de Commerce ou de Gestion et titulaire du D.E.C.S. (ou d'un diplôme equivalent). Il devra, en outre, avoir acquis une expérience de 2 à 3 ans dans un Cabinet d'audit externe, anglo-saxon de préférence.

Les candidats intéressés doivent adresser un C.V. détaillé et une lettre manuscrite précisant leurs prétentions à François COUDURIER C.D.E. - Recrutement - 3, rue de la Paix - 75086 PARIS CEDEX 02

3, rue de la Paix - 75002 PARIS

Les laboratoires de recherches d'un grand groupe industriel
(Paris banlieue Sud)
recrutent

UN TECHNICIEN EXPÉRIMENTÉ EN MESURES PHYSIQUES

Mise en oeuvre de bancs de caractérisation de diodes laser pour liaisons par fibres optiques à haut débit, responsabilité d'un laboratoire de caractérisation.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Contesse Publicité 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra, en rappelant la réf. T/3111/TDL.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUD DE PARIS
recherche

CONDUCTEURS DE TRAVAUX EN ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE

– Ayant 5 ans d'expérience dans la préparation, le suivi et la mise en route de chantiers d'électricité industrielle B.T.
– Pour ce poste anglais souhaité, déplacements France et Etranger.

Adresser C.V. et prétentions à : SIETAM, s/réf. 1222 42/48, av. du Pt-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON.

Connaissances Informatiques et Goût du Dialogue

HF

Rattaché au Responsable des Relations Extérieures, vous êtes chargé de répondre aux demandes d'information sur nos activités : études informatiques, catalogue de progiciels... et participez à divers salons professionnels, à Paris et en Province. Agé de 25 ans environ, de formation supérieure, vous avez des connaissances informatiques suffisantes pour dialoguer avec des responsables informatiques.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions au CXP
5, rue de Monceau - 75008 PARIS

CXP
CENTRE D'INFORMATION DES UTILISATEURS DE PROGICIELS

Important Groupe Industriel à vocation aéronautique
situé en banlieue Ouest recherche :

RESPONSABLE
contrôle et recettes bancs

Il gère et anime l'unité (15 techniciens).

Il définit les essais, planifie les opérations techniques et est personnellement responsable du respect des délais et des coûts.

Il participe aux négociations finales avec les clients français et étrangers.

Ce poste très complet et autonome, s'adresse à un ingénieur d'affaires de formation Grandes Ecoles ECP - A & M. ..., possédant 2 - 3 ans d'expérience.

Pour un premier contact, adresser votre dossier de candidature sous Nº 8408/M à PARFRANCE ANNONCES
4, rue Robert Estienne – 75008 PARIS - qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

LA SOCIÉTÉ DES HUILES RENAULT
(1000 personnes),
filiale du Groupe **ELF-AQUITAINE**
recherche

2 ANALYSTES EXPÉRIMENTÉS

Les candidats auront un niveau de formation DUT ou supérieur et une expérience de 2 à 5 ans.
Ils participeront aux développements prévus des domaines d'application commercial et comptable, *dans un contexte technique avancé (matériel CII-HB 66 DPS, DMIV-TP, PAC).*
Ces postes permettront une évolution rapide des responsabilités pour des candidats de bon potentiel.
La Compagnie Générale d'Informatique, chargée de l'assistance à ce recrutement recevra les candidatures.
Prière d'envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions sous référence AB.'MF 1 à Michèle FARIÑEAU
CGI - 27, rue de Tolbiac 75013 PARIS.

CGI

HAVAS CONTACT

Gestion d'Immeuble

Importante société dans le domaine des Services, nous recherchons actuellement pour notre siège social l'Adjoint de notre Responsable de la Gérance Immeuble.

Chargé essentiellement dans un premier temps des problèmes de gestion et du suivi budgétaire, ce poste pourra évoluer à terme vers des responsabilités plus élargies.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste une personne ayant une formation de gestionnaire et de bonnes connaissances de la comptabilité et des problèmes d'organisation, ainsi qu'une expérience professionnelle d'au moins quatre ou cinq ans. Des connaissances techniques, dans le secteur du bâtiment par exemple, seraient appréciées. Ce poste requiert des qualités de rigueur, de précision et de rapidité, mais aussi de contact avec des interlocuteurs variés au sein de la Société.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sans omettre vos prétentions à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal, 75001 PARIS, sous réf. 32275.
Réponse et discrétion assurées.

HAVAS CONTACT

MARBEN INFORMATIQUE

Société de service et de conseil, recherche *pour ses projets* RESEAUX
- à **Paris** et en **Région Parisienne** -

INGENIEURS INFORMATICIENS

- **Chefs de projets,**
- **Ingénieurs d'études,**

compétences requises sur deux des domaines suivants :

• X25 et normes complémentaires (X29, X28)
• architecture SNA et Operating System IBM
• protocoles de haut niveau
• émulateurs de terminaux traditionnels.

MARBEN assure par sa démarche participative :
- une formation complémentaire pour les débutants
- une rémunération motivante
- de réelles possibilités d'évolution et de prises de responsabilité.

Ecrire à D. Morvan - **MARBEN INFORMATIQUE**
123 avenue de Villiers 75017 PARIS.

Message à un spécialiste du recrutement

Dans le cabinet de recrutement, dans l'entreprise, chez le chasseur de têtes où vous êtes actuellement, chacun s'accorde à reconnaître que vos choix ont été judicieux. L'avenir vous semble bouché ? Quelle évolution envisager pour un spécialiste du recrutement ?
Venez rejoindre une très grande entreprise française du secteur privé, qui réussit parce qu'elle a su choisir les meilleurs, parce qu'elle est soucieuse de son image, persuadée qu'un bon recrutement passe par une bonne communication, et qui veut donner une dimension supérieure à la fonction.
Dépendant du directeur du personnel du groupe, et en liaison étroite avec les différentes directions, vous recrutez nos cadres de haut niveau. Homme de coordination, vous avez le souci d'harmoniser la politique de recrutement dans les sociétés du groupe, en venant en appui des services du personnel, en mettant en place des procédures et des critères communs. Homme de communication, vous concevez vos messages sous forme de réelles campagnes de recrutement, vous contribuez par ces messages au développement de l'image du groupe, vous étudiez toute nouvelle approche de candidats, à imaginer et à mettre en œuvre.
Ce poste nécessite un excellent niveau de formation, une bonne analyse psychologique, une expérience réussie et prouvée dans le recrutement à haut niveau. Nous sommes exigeants, mais en contrepartie nous vous proposons un travail passionnant dans une entreprise de pointe, et de bonnes conditions matérielles dans une équipe motivée. Le poste est à Paris et nécessite quelques déplacements en France et à l'Etranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence M 1/03 à M. VERNIER - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS, qui transmettra, en précisant les sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact. Une stricte discrétion vous est assurée.

Ingénieur Grande Ecole, électronicien ou motivé par l'électronique

Nous vous proposons de rejoindre l'entreprise qui a inventé :
• le circuit intégré en 1958 • le premier microcalculateur sur une "puce" en 1971 • la première calculatrice en 1972.
Auprès d'une clientèle composée des grandes industries de pointe : informatique, télécommunications, aéronautique et automobile... vous développerez l'implantation de nos composants programmables : circuits logiques, mémoires, microprocesseurs, microcalculateurs, composants pour synthèse de la parole, VLSI avec logiciels associés. Analyser les besoins de vos clients, en liaison avec les directeurs techniques, les conseiller pour une bonne réalisation de leurs projets, conclure l'affaire, en négociant parallèlement avec nos services ingénierie, fabrication et finances... telle est la mission qui vous sera confiée. Vous y développerez compétence technique, sens du contact et de la négociation commerciale à haut niveau, et une connaissance approfondie du milieu industriel.
Nous saurons apprécier une première expérience professionnelle et favoriser l'évolution de vos responsabilités et de votre rémunération, à la mesure de vos performances. Postes basés à Paris.
Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature sous référence SC/0383 M à TEXAS INSTRUMENTS
8/10, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX



Organisation et Publicité

SOCIÉTÉ D'ÉDITION INTERNATIONALE
banlieue Sud
recherche pour son service rédaction

RÉDACTEUR(TRICE) HAUTEMENT QUALIFIÉ(E)

pour :
• *Choix de livres en français ou en anglais, révision de traductions littéraires, rédaction de textes d'accompagnement, coordination des différentes étapes de la réalisation d'un livre.*

Qualification :
• *Niveau maîtrise exigé.*
• *Connaissance parfaite de l'anglais, écrit et parlé.*
• *Expérience confirmée dans l'édition ou le journalisme.*
• *Sens de la précision et de la méthode.*
• *Sens du travail en équipe.*

Écrire avec C.V., photo, et prétentions à : HAVAS CONTACT, sous référence n° 32274 - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

un ingénieur dans l'expertise automobile, documentation technique et informatique

Nous menons pour les grandes compagnies d'assurances, nos clients, plus d'1 million d'expertises d'accidents automobiles grâce à notre réseau national d'experts. Nous sommes basés à Paris.

Pour vous, à 30 ans, ingénieur diplômé (AM, ESTACA...), l'automobile est une passion ; d'ailleurs, vous avez acquis votre expérience au SAV, en fabrication ou au montage final chez un constructeur ou un importateur.

A partir des dossiers techniques de réparation des véhicules français et étrangers, que vous informatisez, vous créez les documents permettant à nos experts de faire leur travail, avec pour finalité, la détermination des coûts de réparation.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 4268 LM) à «Carrières d'Ingénieurs».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Vous êtes jeune et diplômé

d'une grande école. La Direction logistique de PRISUNIC vous propose un poste **d'Attaché de Direction.**
En collaboration avec les responsables des entrepôts et des plateformes de distribution, et en utilisant nos systèmes informatiques, vous réaliserez des études logistiques :
- rentabilité et analyse de la valeur des services,
- conditions d'approvisionnements,
- création et exploitation d'une comptabilité analytique.

Ce premier poste vous familiarisera avec PRISUNIC (ses magasins, ses entrepôts, ses centrales d'achats, ses activités fonctionnelles) et vous armera pour assumer ensuite un poste opérationnel adapté à vos aptitudes et vos goûts.

Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions sous référence LOG
à Mme AMAR - PRISUNIC
B.P. 351 09 - 75426 PARIS CEDEX 09.



Filiale française d'un grand constructeur informatique américain, notre politique humaine est un facteur déterminant de notre développement. Nous créons un poste évolutif reportant au Directeur du Personnel et des Affaires Sociales

adjoint du directeur du personnel

responsable du département études sociales

Vous contribuez au progrès de l'entreprise en assistant le Directeur du Personnel dans la définition et la mise en œuvre d'une politique sociale évoluée. Assisté de deux responsables (définition des fonctions et études de salaires) vous prenez en charge des domaines complémentaires variés dans lesquels vous assumez des missions permanentes et développez des projets originaux :

• politique salariale directe et indirecte, régimes de prévoyance...
• suivi d'un tableau de bord et établissement du bilan social
• mise en place d'une gestion informatisée des effectifs
• conseil interne en gestion et administration du personnel
• synthèse et diffusion des textes officiels et informations utiles
• préparation des réunions Délégués du Personnel et Comité d'Entreprise.

De formation supérieure, vous avez au moins 5 ans d'expérience similaire, connaissez le droit du travail, la convention métallurgie et l'anglais.
Nous étudierons en respectant les souhaits de confidentialité exprimés les dossiers de candidature (lettre, C.V., photo, rémunération) adressés sous réf. M 710 à M. d'Aboville, Résonance.
80 rue Taitbout 75009 Paris

Résonance

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

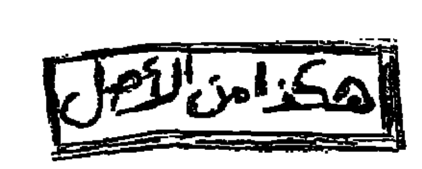
recherche pour son activité CONTROLE INDUSTRIEL
(groupe Production d'Energie) basée au siège : Ouest de Paris

Techniciens supérieurs

Diplômés DUT/BTS ou équivalent

- débutants ou deux/trois ans d'expérience,
- pour participer aux affaires de contrôle commande des centrales thermiques et nucléaires dans ses contrats France/étranger.

Envoyer CV, lettre et prétentions, sous référence 9505 à préciser sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.



Chimie

Appliquer les leçons d'un des "big eight" Controller

- Vous avez une expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit (anglais courant).
- Vous exercerez les responsabilités de controller au niveau des activités françaises (FF 415 milliards, forte croissance) d'un grand groupe international.
- Vos premières priorités seront l'intégration d'acquisitions récentes et la formation de votre équipe aux standards internationaux.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 540-02 à :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)



Chef du Personnel

HF

La division négoce de matériaux d'un Groupe français important crée le poste de Chef du Personnel.

Homme ou femme d'action et de communication, vous aurez l'ensemble des responsabilités de la fonction : conception de la politique du personnel et de son application, relations sociales, recrutement, gestion des carrières, formation, administration.

Dépendant directement de la Direction Générale, vous avez, à environ 35 ans, une solide expérience de la fonction, êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur.

Si de pouvoir être vraiment opérationnel vous intéresse, envoyez-nous lettre manuscrite, C.V. sous référence 83604 M à Madame Claude FAVEREAU

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

GRAND GROUPE INDUSTRIEL

recherche

UNE ASSISTANTE DE PUBLICITE

— expérience minimum de 3 années dans une agence de publicité,
— pratique de la dactylographie.

Position : Agent de Maîtrise
Lieu de travail : La Défense

Envoyer CV manuscrit + photo à No 62.347, Contesse Publicité 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

L'AVENIR SE CONJUGUE AU PRESENT

Le marché de l'Informatique documentaire est un secteur en pleine expansion et offrant d'excellentes perspectives d'avenir.

TELESYSTEMES QUESTEL
dans le cadre du développement de son Activité Systèmes d'Informations recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX

CONFIRMES

ayant 3 ans d'expérience minimum dans la vente de produits et services informatiques liés aux phénomènes de l'information documentaire (bases et banques de données).

Postes à pourvoir à Paris.

Envoyer CV + photo à TELESYSTEMES QUESTEL
40, rue du Cherche Midi - 75006 PARIS.



Dassoin

SENOCA - OUTILLAGE MECANIQUE de HAUT DE GAMME, leader français sur son marché recherche :

Ingénieur Grande Ecole

intéressé par les techniques de pointe en mécanique de précision (C.A.O. - CARBURE - T.I.N.) tenté par les responsabilités au sein d'une PME.

Formation Grande Ecole et 5 ans d'expérience industrielle (Anglais souhaité).

Son premier rôle sera de développer les produits nouveaux et de les diffuser sur le marché international.

Evolution vers un poste de Direction pour un candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 12653 sur enveloppe à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

J.R.P.



ORGANISATEUR

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un organisateur qui viendra **renforcer l'équipe de la Direction des Systèmes d'Information.**

Ce cadre aura une **formation supérieure** ainsi qu'une première expérience de 1 à 3 ans dans le domaine de l'organisation qui lui permettront de:

- Prendre en charge les aspects d'organisation dans les projets informatiques, au sein d'équipes mixtes comprenant des informaticiens et des utilisateurs.
- Mener des missions d'organisation administrative auprès de nos filiales.

Le développement du Groupe permet d'envisager une évolution vers un poste opérationnel.

Lieu de travail: Rosny (93) puis Ouest Paris juin 1983

Écrire au Groupe DARTY - Direction des Relations Sociales
Tour Rosny II - 93118 Rosny-sous-Bois Cedex.

Importante Société d'Ingénierie
Filiale de l'un des premiers Groupes Industriels Français
recherche

Ingénieur
AM, ENSI ou équivalent

ayant 4/6 ans expérience en installations de traitement et de déminéralisation des eaux industrielles.

Connaissant leur réalisation depuis le stade de l'avant-projet jusqu'à celui de la mise en route. Langue anglaise exigée. Poste en Région Parisienne avec déplacements France et Etranger.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 6065 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

Chef Comptable à fort potentiel
Nouvelle chaîne de magasins

Nous lançons à Paris une formule originale de distribution sur le marché français équipement de la maison (mobilier prêt à monter et à emporter, textiles, luminaires, accessoires d'environnement, ...). Nous voulons ouvrir au minimum 30 magasins dans les cinq prochaines années.

Rattaché au Président, vous assurerez la responsabilité des comptes, du bilan, des déclarations fiscales et sociales, avec l'aide d'un outil informatique performant. Vous adapterez les procédures comptables sur les différents sites

Ce poste de confiance, pouvant évoluer à terme vers une Direction administrative et financière, s'adresse à un candidat de formation impérative D.E.C.S., ayant 5 ans minimum d'expérience reussie de ce type de responsabilités dans un cabinet comptable important ou/et dans une entreprise très informatisée

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 8301 M à François CORNEVIN



EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS - Tél. 233.18.72

JEUNES GENS

Si vous avez le niveau Maitrise/Licence Math. Physique, Chimie, Sciences Economiques.

Si vous êtes diplômé IUT-DUT

Notre Entreprise informatique offre de vous former au métier de

PROGRAMMEUR

avec évolution vers
CONCEPTEUR-PROGRAMMEUR

Lieu de travail : PARIS
(Formation rémunérée)

Envoyer lettre manuscrite sous No 62312 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

La Direction commerciale d'un Groupe de dimension internationale leader en électronique vous propose des postes d'

INGENIEURS DE VENTES

Vous avez un niveau d'études supérieures et vous êtes familiarisés avec l'informatique.

Vous possédez une expérience de 2 années dans la vente de biens d'équipements (systèmes informatiques, bureautique, autocommutateurs électroniques).

Nous vous invitons après un stage de formation sur nos produits et techniques de ventes, à joindre nos équipes de commerçants.

Votre mission : prospection d'une clientèle d'entreprises, négociation et vente de systèmes bureautique et télématique.

Poste à pourvoir : Région Parisienne - Lille - Nancy

Certains de ces postes pourront évoluer rapidement vers une fonction de Chef des Ventes.

Vous envoyez C.V. et prétentions en indiquant la région choisie s/s réf. 62745 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cédex 01
qui transmettra

UNILOG

8 SOCIÉTÉS POUR RÉUSSIR VOTRE CARRIÈRE DANS L'INFORMATIQUE.

L'informatique attire. Secteur d'avenir, il semble en effet facile d'y faire carrière. Encore faut-il veiller à ne pas lui sacrifier de bonnes conditions de travail et d'évolution à long terme.

UNILOG, groupe indépendant de sociétés de Conseil et de Services en Informatique, s'est doté d'une organisation décentralisée, privilégiant des équipes de dimension humaine, capable ainsi de s'adapter très vite aux nouvelles techniques.

UNILOG recrute en permanence pour ses sociétés des

ingénieurs débutants — attirés par l'informatique —

qui suivent dès leur intégration une formation théorique et pratique, considérée comme l'une des plus solides du secteur.

Ils participent ensuite aux projets en cours, et jouent un rôle actif en relation directe avec les entreprises clientes.

Réellement opérationnels en quelques mois, ces ingénieurs accroissent et diversifient leurs compétences tout en élargissant régulièrement leurs responsabilités.

Leur évolution de carrière est assurée à long terme par l'expansion d'UNILOG et par la polyvalence qu'ils y acquièrent rapidement.

Prochaines dates d'intégration :
11 avril et 30 mai 1983.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 75731/LM, à :
UNILOG - 9, rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS.

Membre de Syntec Informatique.



HAVAS CONTACT

Benson : nous avons créé l'informatique graphique.
Constructeur français, notre réussite est mondialement reconnue (Centres de Recherche et de Production en France et Californie, filiales européennes).

créer les méthodes industrielles

Une croissance soutenue par une évolution technologique permanente, des produits de moyennes séries intégrant de la mécanique et de l'électronique deux unités de production en France, un plan informatique à 5 ans.

Vous serez, à la Direction Industrielle, le coordinateur entre les équipes d'études d'industrialisation, l'assurance de qualité, l'informatique, le marketing achats.

Pour rationaliser notre développement : coûts, souplesse, fiabilité, en vous appuyant et en faisant partager vos méthodes à toute l'organisation de fabrication.

Un rôle complet pour un Ingénieur doublé d'un Gestionnaire, patron d'une équipe à creer.

benson

Écrivez au Service du Personnel
Zone Industrielle des Petites-Haies
1, rue Jean-Lemoine
94015 CRÉTEIL

HAVAS CONTACT

Chef comptable

comptabilité – trésorerie
contrôle budgétaire
Paris 150000F HF

amdahl — AMDAHL est la filiale française d'un grand constructeur américain, leader incontesté sur le marché des grands ordinateurs de gestion compatibles.

Sa réputation d'entreprise dynamique à la pointe de la technologie n'est plus à faire. Sa progression remarquable l'amène à étoffer son équipe et à rechercher son **Responsable du service comptabilité - trésorerie - contrôle budgétaire.**

Il aura, à ce titre, l'entière responsabilité de la comptabilité, de la trésorerie, du reporting, du contrôle comptable, de la refonte des procédures, des relations avec la société mère et du contrôle budgétaire.

Le candidat que nous recherchons, **âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial, type ESC + DECS,** aura montré au cours d'une **première expérience en cabinet ou en entreprise** ses talents d'animateur et d'organisateur. **Il parle couramment l'anglais. Enfin, nous recherchons un candidat à fort potentiel, de nombreuses possibilités existant au sein du groupe. Le poste est situé à Paris.**

J.-L. MUTTE vous remercie de lui faire parvenir votre candidature (lettre + C.V. + prétentions) sous référence 270/1/M.



Mutte, Kernevez & Ass. scm
27, rue du Général-Foy - 75008 PARIS
Francfort-Londres-Paris-Zurich

MEDIA PA

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

LA SOCIETE NOUVELLE LOGABAX

recherche pour son Etablissement d'ISSY-LES-MOULINEAUX et son centre régional de NANCY

Plusieurs

Ingénieurs systèmes
confirmés ou débutants

Les candidats retenus (Ingénieurs diplômés ou titulaires d'une Maîtrise en Informatique) se verront confier, après intégration, la fonction de SUPPORT TECHNIQUE LOGICIEL DE BASE (formation, conseil, documentation, intervention ponctuelle) auprès des utilisateurs : **Grands Clients, Sociétés de services, Distributeurs.**

Une expérience d'au moins deux années aura permis aux Ingénieurs confirmés de posséder une connaissance approfondie d'un système d'exploitation multi tâches orienté temps réel sur mini ou micro ordinateur.

En outre, une expérience sur les réseaux de transmissions de données sera appréciée et la connaissance d'un compilateur ou d'un interprêteur un atout supplémentaire.

La formation des candidats débutants leur aura donné la possibilité d'acquérir de bonnes « notions système » sur mini micro-ordinateurs pouvant être intégrés dans les réseaux de transmission de données.

Adresser C.V. et prét. s/réf. 2139 en précisant le lieu choisi à SOCIETE NOUVELLE LOGABAX, Direction du Personnel
79, avenue Aristide-Briand, 94115 ARCUEIL

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

LA BANQUE LOUIS-DREYFUS
recherche le

CHEF DE SON SERVICE ÉTRANGER

Ce poste important, eu égard à la spécialisation de la Banque Louis-Dreyfus, s'adresse à un candidat de 35 ans minimum ayant exercé des responsabilités similaires en numéro un ou numéro deux :
- **praticien accompli des Crédocs** et très bon technicien des opérations étranger exécutees pour le compte de clientèle ou de la Banque,
- parlant couramment **l'anglais,**
- très attentifs à ses **responsabilités humaines** (encadrement de 85 personnes) et à la **qualité de son organisation.**

Il dépendra hiérarchiquement du Directeur des Services Administratifs et collaborera étroitement avec les Directions d'Exploitation et la Direction Internationale.

Envoyer lettre manuscrite avec c.v. précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la Banque Louis-Dreyfus, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

DURACELL®

Chef de produit... à énergie autonome

Filiale de l'une des 30 premières sociétés mondiales, nous sommes en France une petite équipe (120 personnes), jeune (moyenne d'âge 35 ans), souple et efficace : nous avons créé dans un marché stable un segment nouveau qui représente, après 4 ans, + de 35 % et dont nous sommes le leader, (comme partout dans le monde).

Aujourd'hui, de nouveau occupée par le développement de produits, notre équipe marketing doit se renforcer d'un chef de produit performant. Car nous sommes prêts à prendre le pari de lui confier nos produits majeurs. C'est-à-dire le poids de 85 % de notre CA et l'objectif ambitieux de maintenir notre très fort taux de progression. Il doit donc être capable de maîtriser parfaitement tous les éléments du mix, de mener ses actions de façon autonome aussi bien vis à vis des sociétés de service (avec qui il travaille directement en études, PLV, promotions, publicité) que vis à vis de la force de vente qu'il côtoie quotidiennement, et des autres filiales européennes afin de profiter de leur expérience.

Si vous êtes diplômé d'école de commerce, parlant anglais, possédant 3 ans d'expérience de gestion de produits commercialisés en GMS et trad. spécialisés, et souhaitant vivement une plus grande autonomie et un plus large champ d'action, confiez votre candidature sous référence EA 210M à SEFOP qui l'étudiera confidentiellement.



11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

FOURIES

---

serete ingénierie

Nous sommes avec nos filiales l'un des premiers groupes français d'ingénierie. Nous offrons à nos clients l'ensemble des services leur permettant de définir et de réaliser leurs équipements dans les meilleures conditions tant en France qu'à l'étranger (chimie, offshore, bâtiment, industries de transformation, techniques avancées...). Compte tenu de l'évolution de nos structures, nous recherchons le

RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Vous possédez une solide formation comptable (BTS par exemple) et vous avez acquis au moins 5 ans d'expérience dans une entreprise suffisamment importante pour vous avoir donné une bonne pratique de la consolidation des comptes de plusieurs sociétés ou de filiales étrangères, en plus des travaux comptables classiques. Sous l'autorité du chef des services comptables et avec votre équipe (5 personnes) vous aurez la responsabilité de l'exactitude comptable de nos sociétés : maison-mère et filiales d'importance diverse. Votre mission sera globale : bilans, comptes d'exploitation, déclarations fiscales et sociales, comptabilité fournisseurs, paye... Ce poste *peut être évolutif pour un candidat de valeur.*

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon sous réf. 6674 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTEC

Plain Champs

---

spécialiste assurances

CREUSOT-LOIRE, recherche pour étoffer son Service Juridique, un spécialiste des Assurances maîtrisant parfaitement toutes les questions relatives aux études, mises au point et gestion de polices d'assurances de Groupe, ainsi que le suivi des sinistres.

Ce poste, basé au siège à Paris, s'adresse à un diplômé d'études supérieures de Droit ayant acquis son expérience professionnelle soit dans des Compagnies d'assurances ou Cabinets de Courtage, soit en entreprise, et désireux de poursuivre sa carrière dans un des premiers groupes industriels français privés. Quelques déplacements pour expertises, notamment en France, sont a prévoir.

Anglais souhaitable.

Adresser votre candidature avec indication du salaire actuel à CREUSOT-LOIRE, Service Gestion et Développement dans Cadres, 42, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

CREUSOT-LOIRE

HAVAS CONTACT

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

LE GROUPE VICTOIRE
un des tous premiers groupes d'assurance, recherche
pour son Siège Social à Paris 9è

UN FISCALISTE DEBUTANT

Formation supérieure à dominante Droit Fiscal.

Écrire avec C.V., photo et prétentions sous référ. FD à l'attention de Mme IMBERT - 52, rue de la Victoire 75009 Paris

PUBLICITÉS RÉUNIES

SOCIÉTÉ INGÉNIERIE
mécanique électromécanique-agro

FUTUR DIRECTEUR TECHNIQUE

Ingénieur grandes écoles, 35 ans minimum, avec références souhaitées, dans milieu engineering : très bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Il prendra en charge progressivement la responsabilité des bureaux d'études (*les études de faisabilité, les études* et les réalisations de projets, les relations extérieures techniques et commerciales).

Rémunération de l'ordre de 200.000 F à 250.000 F l'an suivant expérience et compétence du candidat.

Envoyer lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à : UNIC INDUSTRIES chargé de la recherche,
44, rue Planchat, 75020, Paris. Téléphone : 370-32-00.

TOXICO-PHARMACOLOGUE expérimenté

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique *important développant chaque année* un grand nombre de produits.

Pour notre service Recherche nous souhaitons la collaboration d'un Toxicopharmaco*logue, homme ou femme, ayant acquis une* très bonne expérience dans des Laboratoires de Recherche Pharmaceutiques ou Universitaires. Ce poste implique l'animation d'une équipe de techniciens.

Lieu de travail :
proche banlieue Nord de Paris.

Adresser CV, photo et salaire actuel sous No 62459 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



S.A.

recherche

SPÉCIALISTES RÉSEAUX

Vous avez participé à l'étude et à la mise en place de systèmes téléinformatiques.

Vous avez acquis de solides compétences dans les principaux domaines suivants :
- *réseaux hétérogènes*
- architecture SNA, DSA, etc.
- réseaux locaux
- Vidéotex.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature + CV détaillé à IBSI B. NOREK - 365, rue de Vaugirard 75015 PARIS.

Emplois et Entreprises

Etablissement Financier Paris 8è
recherche

responsable comptabilité

assurant le suivi de la comptabilité générale et établissant les déclarations périodiques.

Expérience exigée de cette fonction dans un établissement financier ou une banque.

Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 9858 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

SOCIETE FRANCAISE HOECHST

recherche pour la vente et la commercialisation de Pigments à sa clientèle industrielle

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à un jeune candidat de **formation chimique**, ayant une première expérience, soit technique, soit commerciale, dans les pig**ments, la peinture ou les encres.**

Connaissance de l'**allemand** indispensable.

Une formation très approfondie sur les produits est prévue.

Le poste est basé dans la région parisienne mais des voyages fréquents sont à *prévoir.*

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 648 à :



Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel Cédex 3
92080 - PARIS LA DEFENSE

---

chef du service gestion des carrières
PARIS-NORD

Notre Groupe multinational est leader sur son marché en France et spécialisé dans la fabrication de biens d'équipements.
Notre Directeur du Personnel recherche son Chef du Service Gestion des Carrières.
Celui-ci prendra en charge :
- les définitions de fonctions des cadres et assimilés,
- leur recrutement,
- leur insertion et leur intégration dans l'entreprise.
- *le suivi de la mobilité des cadres et de la gestion de leur carrière dans* une vision évolutive, tant sur le plan national qu'européen.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (Ingénieur, ESC ou autre), il aura déjà acquis une expérience en entreprise.
Le candidat retenu sera également apprécié pour ses qualités de conseil auprès de la hiérarchie.
L'Anglais serait un plus.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence PN 11 à notre Conseil, *qui traitera les candidatures confidentiellement.*

COGEPLAN
Tour de Lyon
185, rue de Bercy
75012 PARIS

Organisation et Publicité

GROUPE FRANCAIS MECANIQUE
DE PRECISION
LEADER SUR LES MARCHES INTERNATIONAUX
recherche
pour sa direction financière à Paris

UN CADRE FISCALISTE
ASSISTANT DU CHEF DU SERVICE FISCAL

LE CANDIDAT RETENU :
— sera diplômé de l'enseignement supérieur (E.N.I. - D.J.C.E. - D.E.S.S. fiscal ou tout autre formation équivalente). Une bonne maîtrise de l'anglais et éventuellement de l'allemand *serait appréciée,*
— aura pour fonction essentiellement l'étude des solutions relatives aux problèmes fiscaux du groupe dans le cadre de ses activités tant en France qu'à l'Etranger ainsi que la *gestion des impôts locaux.*

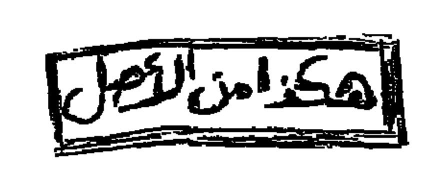
Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions sous le No 62479 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

La filiale française d'un groupe de renommée mondiale (26.000 personnes) spécialisée dans le traitement de l'information, la production de systèmes et de matériel de communication à technologie de pointe, recherche pour l'une de ses divisions, de jeunes ingénieurs à fort potentiel. Ils seront chargés de lancer et suivre des études - amélioration, mise au point et développement de tout ou partie d'un ensemble - mettant en œuvre des techniques variées (mécanique, électronique, automatisme). En relation avec les responsables de fabrication et les ingénieurs produits, ils auront à définir des programmes d'essais et à en exploiter les résultats. Ils auront le goût de l'autonomie et allieront rigueur et imagination. Les candidats auront une formation ingénieurs grandes écoles (A.M., E.N.S.I., I.N.S.A. ou équivalent) avec si possible option automatisme, acoustique, ou électricité. Une première expérience de 2, 3 ans dans des techniques avancées serait appréciée. La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée. La formation assurée dès les premières missions permettra à des candidats performants d'envisager de devenir, soit des spécialistes de haut niveau, soit des ingénieurs capables d'évoluer vers des *fonctions commerciales, de gestion ou de fabrication.*

Lieu de travail : au siège social, grande banlieue Nord de Paris.

Adresser : lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous réf. 632 M à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS



ÉTABLISSEMENT FINANCIER EN FORTE EXPANSION

TOUR MAINE-MONTPARNASSE

recherche pour son département

CRÉDIT

UN/UNE ANALYSTE DE CRÉDIT JUNIOR

environ 26 ans

Diplômé(e) de ESCAE-GESTION, etc. le (la) candidat(e) devra justifier d'une première expérience de 2 ans minimum en tant qu'analyste de crédit.

– Pour ce poste sont indispensables : l'esprit d'équipe, le sens des relations humaines et le sens des risques.

– Il(elle) aura pour mission de diagnostiquer les entreprises en vue d'accorder des garanties sur celles-ci.

Adresser curriculum vitae, prétentions et photo à : FACTOFRANCE HELLER Service du Personnel – Tour Maine-Montparnasse 75734 PARIS CEDEX 15.

IMPORTANT ADMINISTRATEUR DE BIENS

FILIALE GROUPE BANCAIRE recherche

CADRE ADMINISTRATIF

30 ans environ MAITRISE DROIT ou SCIENCES PO. POUR GÉRANCE administrative et financière d'immeubles de bureaux LIBRE RAPIDEMENT

Adr. C.V. + photo + prét. à : SOCIÉTÉ GÉRER, 14, rue Scandicci, B.P. 140, 93506 PANTIN CEDEX.

I.N.R.A.

recrute après épreuve sélection

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN INFORMATICIEN

Application biotechnologie

Adr. C.V. Références poste-70 avant 8 mars à : I.N.R.A. Service du personnel 149, rue de Grenelle 75341 Paris. Cedex 07.

URGENT

recherche

CHEF DE PROJETS ET INGÉNIEURS

2 ans d'expérience en micro-processeurs (hard et soft). Téléphone : 663-02-24.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS spécialisé dans les équipements aéronautiques

recherche pour sa Direction technique PARIS

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

COORDINATEURS DE PROJETS Formation aéronautique SUP AÉRO/ENSICA

FONCTION : coordination et suivi de projets « avionique » à dominante électronique.

Anglais exigé

Adresser C.V., photo et prétent., nº 52.779, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris ced. 01, qui tr.

IMPTE ENTREPRISE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE recherche

BTS ou DUT ÉLECTRONICIEN

Pour participer au développement de son département fibres optiques. Expérience souhaitée.

Ecrire avec C.V. et prétent. nº 63.124 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01 qui tr.

ENTREPRISE CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES recherche

ASSISTANTE EXPORT.

TRILINGUE ALLEMAND – ANGLAIS sténodactylo indispensable

poste à PARIS

Envoyer C.V. et prétent. nº 83.122 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01 q. tr.

THOMSON-TITN

recherche pour postes à pourvoir en région parisienne

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Expérimentés ou débutants, de formation grande école, pour travaux sur systèmes temps réels.

Envoyer curric. vitae, photo et références sous la référ. MLA à THOMSON TITN rue Denis-Papin, Z.I. de la Vigne-aux-Loups. 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON CSF COMMUNICATIONS

Association Nationale d'action culturelle recherche

ADMINISTRATEUR

pour :

– organisation administrative et financière.
– gestion du personnel.
– gestion secteurs de production.

Formation école supérieure, goût pour l'action culturelle nécessaires et intérêt pour le secteur social.

Ecrire sous nº 7817 *Le Monde*, Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

Syndicat de Communes pour l'informatique « Nord 92 ». 7, rue Lamartine, 92230 GENNEVILLIERS. Tél. : 790-15-06 recherche

ATTACHÉ(E)

Pour direction du service assistance-utilisateur et administration. C.V. à M. le Secrétaire général.

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Importants chantiers d'isolation de façades. Paris-Sud.

Une entreprise parisienne en expansion, niveau d'activité élevé, désire confier ce poste de responsabilités à un jeune Technicien Sup. ou D.U.T. Bâtiment (ou équivalent) disposant de 1 à 3 ans d'expérience de conduite et de gestion de travaux (par exemple : gros-œuvre, menuiserie métallique, bardage ou similaire).

– Poste d'avenir stable.
– Rémunération stimulante, évolutive.
– Voiture de service à usage privé.

Adr. C.V. dét. ss réf. 1034 à

SELETEC

Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX.

Concession RENAULT recherche

VENDEUR SECTEUR

Confirmé. Place stable. Sérieuses réf. exigées. Se prés. GARAGES NATION 42, rue de Picpus, Paris (12e).

Boutique prêt-à-porter féminin luxe recherche

VENDEUSE QUALIFIÉE

30 ans environ, excellente présentation (10 ans de métier) Libre de suite Salaire + intéressement (chèque restaurant) – lieu métro Croix-de-Chavaux Tél. 858-86-70 pour rendez-vous

---

Importante agence de voyages quartier Saint-Lazare recherche

CHEF COMPTABLE

Niveau DECS pour tenue et surveillance comptabilité générale. Notions informatique. Libre rapidement. Envoyez C.V. et prét. à G.E.C., 153, bd Haussmann, 75008 Paris.

ASSOCIATION CENTRE DE VACANCES ET DE FORMATION Recherche

SON DÉLÉGUÉ NATIONAL

Pour assurer :
– fonctionnement général
– relations extérieures
– coordination des actions régionales.

Expérience de formation et d'animation exigée de préférence en milieu associatif

Envoyer C.V. et prétentions à S.T.A.J. 27, rue du Château-d'Eau 75010 PARIS avant le 8 mars 83

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHE EN GÉNIE CIVIL Porte de Versailles recherche

INGÉNIEUR-CHIMISTE

pour analyse minéralogique des matériaux utilisés en génie civil, rech. physico-chimiques dans le domaine de ces matériaux.

Notion de programmation informatique. Expérience profess. en laboratoire ou industrie souhaitée.

Horaire 39 heures. Cantine. Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V. et prétentions à nº 62.423. Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01.

S.N.T.T. – E.T.T. pour VERSAILLES

TRADUCTEUR-TRICE

Technique anglais et arabe Tél. pr R.V. 950-40-07.

Le Chef du bureau des SERVICES GÉNÉRAUX d'une grande administration, Paris (7e), recherche son

ADJOINT

– il aura la responsabilité des problèmes de sécurité et de contrôle de la gestion des locaux et du personnel.
– position cadre, le candidat sera impérativement titulaire du BAC et si possible d'une licence ou diplôme équivalent,
– il aura des connaissances en gestion du personnel ainsi que des problèmes de sécurité,
– il aura une expérience professionnelle des services généraux (intendance) d'une grande entreprise,
– rémunération selon diplômes et expérience.

Env. lettre, C.V. et prét., sous la réf. 1.680 à P. LICHAU S.A., B.P. 220 - 75063 Paris cedex 02, qui transmettra.

Etudiants, Etudiantes,

prévoyez votre rentrée 83/84.

L'Office Universitaire de Presse recherche

60 RESPONSABLES DE CENTRE *(Paris/Province)*

LEUR MISSION : Recruter, former et animer une équipe de vente étudiante chargée de promouvoir 300 offres d'abonnement presse en milieu universitaire et scolaire.

CONDITIONS : • Statut étudiant - 19/25 ans
• 20 heures/semaine • Voiture/téléphone
• Contrat 6 mois fixe + intéressement • Formation assurée
• Candidatures traitées par ordre d'arrivée

OFUP Adressez C.V. + lettre avant le 30 avril à Thierry PRUD'HOMME - OFUP 70, rue Mouffetard - 75255 PARIS Cedex 05

FED. PARENTS ÉLÈVES PEEP. (91) LIMOURS cherche

PROF. HISTOIRE GEO. ET FRANÇAIS

pour CES, titulaire licence enseignant, 21 H. cours par semaine Tél. 908-26-62.

SOCIÉTÉ de CONSEILS

ASSISTANTE

TÉLÉPHONE RECHERCHE DOCUMENTAIRE

Devant l'augmentation d'activité du cabinet et pour renforcer notre équipe, nous recherch. une jeune personne à qui nous souhaitons confier diverses recherches documentaires, études, analyses ainsi que la prospect. téléphonique.

Pour ce poste évolutif, une formation. BAC + 2 serait souhaitable de même qu'une expérience du téléphone.

Env. lettre manusc. photo et prétent. G.F.C., 350, rue Vaugirard, 75015 PARIS.

ADMINISTRATEUR DE BIENS PARIS

recherche pour activité copropriété (5.500 lots)

PRINCIPAL

expérimenté (A.G. et C.S.) 130.000 F +.

Adresser C.V. sous le nº 2.813 à Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Importante Société Sud de Paris recherche

CHEFS DE CHANTIER

EN ÉLECTRICITÉ INDUSTR. ayant une solide expérience dans le suivi de chantiers en électricité industrielle.

Profil souhaité :
– sens du commandement.
– goût des responsabilités.

Déplacements France et étranger

Adresser C.V. et prétentions à SIETAM (référence 1.221). 42/48, av. du Pdt-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON.

Cours de vacances Pâques rech. Professeurs très qualifiés maths et physique. Écrire ICLA 38, rue des Mathurins Paris 8e qui transmettra.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PARIS (11e)

POMPES-ROBINETTERIE

recherche POUR SON SERVICE APRÈS-VENTE

AGENTS TECHNIQUES

B.T.-B.T.S.-D.U.T. OU ÉQUIVALENT

EN ÉLECTROMÉCANIQUE

– LANGUE ALLEMANDE LUE, ÉCRITE, PARLÉE.
– NOTIONS HYDRAULIQUE APPRÉCIÉES.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous le nº 8.566 à PRAIRAIL, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

– Option : informatique, automatique, électronique.
– Débutants à 3 ans d'expérience.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

– Niveau DUT informatique.
– 1 an d'expérience minimum souhaitée.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Écrire avec C.V. à Axiel Pub., ss réf. 1700, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ GDE PARFUMERIE FILIALE GROUPE AMÉRICAIN recherche

COMPTABLE

Niveau D.E.C.S. ou B.T.S. Anglais souhaité Si possible rompu à la comptabilité anglo-saxonne et au direct costing

Envoyer C.V. et photo à : HOUBIGANT, 7, pl. Vendôme, 75001 Paris.

Important organisme de formation, spécialisé dans le domaine technique 8 centres en région parisienne (300 personnes), aimerait peu à peu confier à un

Juriste

28 ans minimum,

ayant acquis une bonne première expérience dans un service du personnel, la totalité de la

fonction personnel :

- gestion/administration.
- recrutement/formation.
- relations avec les partenaires sociaux...

Il sera rattaché à l'un des directeurs de cet organisme.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions, sous réf. 2998, à

INTERCARRIÈRES 5 rue du Helder 75009 Paris

URGENT

La Ville de Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne) recrute pour son service culturel

ANIMATEUR(TRICE)

permanent 2e classe

Salaire net mensuel au recrutement : 4.327 F

Adresser candidature avec C.V. détaillé à M. le Maire de Villeneuve-le-Roi (94290).

LA VILLE DE TREMBLAY-LES-GONESSE recrute d'URGENCE

UN ATTACHÉ COMMUNAL EXPÉRIMENTÉ

Pour le secrétariat général, possédant une bonne formation juridique du niveau licence

Adresser curriculum vitae au Secrétaire général de la Mairie

Large construction Company (Paris - région) needs

PROFESSIONAL ENGLISH TEACHER

ESP

English mother tongue He or she must be a « travailleur indépendant » and be duly registered (URSSAF, etc.)

Possible heavy work load.

Write to Media System, under ref 2968, including photo, C.V. and giving references.

LES ÉDITIONS NATHAN

recherchent pour filiales

COMPTABLES HAUT NIVEAU

pour tenue comptabilité, bilan, déclarations fiscales et sociales. Connaissances informatique appréciées. Plusieurs années d'expérience indispensables. Libres rapidement.

Adresser lettre manuscr., C.V., prétentions à M. BOUTRY 9, rue Méchain, PARIS 14e.

CONSULTANTS

Nous sommes une société de service et de CONSEIL solidement implantée auprès des gdes administrations et entreprises para-publiques. Nos études d'ORGANISATION, très centrées sur la gestion, l'entretien et l'adéquation des ressources humaines aux solutions à mettre en place, soutenues par notre service informatique, entraînent le fort développement de notre entreprise.

C'est dans ce secteur très porteur que nous offrons une opportunité de développement de carrière à des cadres de fort potentiel.

Après une période d'intégration et de formation, les candidats assureront notamment, sur plusieurs années, la mise en place de la gestion organisationnelle de l'entretien du patrimoine immobilier de grandes entreprises.

Ces postes ne peuvent convenir qu'à des DIPLOMÉS DE GDE ÉCOLE d'ingénieurs ou commerciale, débutant ou expérimenté, ayant le goût pour la réflexion stratégique et des qualités relationnelles.

Adresser curric. vitae, photo et date de disponibilité en mentionnant la référence P.M. à SYNTHÈSE & DÉVELOPPEMENT 4, r. de Marignan, 75008 Paris.

Vous avez dit BTS ? nous préparons au BTS INFORMATIQUE écrivez-nous

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE 118, rue Crimée, 75019 Paris.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE-MALADIE des Travailleurs non salariés, recrute pour son service juridique

UN CADRE

Chargé notamment des dossiers de conventions internationales.

Les candidats devront être titulaires d'une maîtrise en droit ou équivalent. Une première expérience dans un service juridique ou contentieux est demandée. Rémunération annuelle : 90.000 F.

Adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous la réf. 8.799 à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75083 Paris cedex 02, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS (13e) recherche pour Service Etudes

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour conception et développement d'équipements de télécontrôle industriel.

Expérience 2 à 5 ans de logiciel (microcalculateur en temps réel) et/ou de matériel (analogique, digital). Plusieurs postes à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V. et prétent. ss la réf. 62.381 à CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris cedex 01, qui transm.

SOCIÉTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR DE GESTION

Pour exploitation et développement de programmes sur H.P. 250.

Connaissances BASIC HP image appréciées.

Env. C.V. + photo à : SECMAT 49, rue de Bagneux, 92120 MONTROUGE à l'attention service A.M.L.

Boutique prêt-à-porter féminin luxe recherche

VENDEUSE QUALIFIÉE

30 ans, environ, excellente présentation (10 ans de métier). Libre de suite. Salaire + intéressement (chèque restaurant) lieu métro Croix-de-Chavaux. Tél. 858-86-70 pr R.-VS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS 17e recrute pour son service informatique en cours de migration DOS vers MVS :

PUPITREURS MVS CONFIRMÉ

Connaissant DOS/VSE. Travail en 3 équipes. Joindre C.V., photo et prétentions à MEDIA P.A., sous réf. 2.401, 9, bd des Italiens, 75002 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHE EN GÉNIE CIVIL

Porte de Versailles recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour analyse minéralogique des matériaux utilisés en génie civil, recherches physico-chimiques dans le domaine de ces matériaux

Notion de programmation informatique. Expérience professionnelle en laboratoire ou industrie souhaitée.

Horaire : 39 heures Continu. Avantages sociaux.

Ecr. C.V., prét. ss nº 62.423, à CONTESSE Publ., 20, avenue Opéra, 75040 Paris cedex 01.

secrétaires

Notre Société (1200 personnes) a son Siège Social près de L'ETOILE

Nous recherchons

UNE SECRETAIRE ASSISTANTE POUR LE SECRETARIAT GENERAL

Un BTS de secrétariat et plusieurs années d'expérience de la fonction sont souhaités.

Le cadre est agréable et il existe de nombreux avantages sociaux.

Si vous êtes intéressée, adressez CV, photo et prétentions sous la référence S.A. à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne – 75008 PARIS - qui transmettra

---

THE CHASE MANHATTAN BANK N.A.

recrute pour son département clientèle privée une

SECRÉTAIRE BILINGUE

chargée d'assister les clients dans leurs opérations bancaires

La candidate devra avoir :
– une formation BTS,
– une excellente connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à Denise Thullier, Service Recrutement, 41, rue Cambon, 75001 Paris.

SECRÉTAIRE STÉNODACT.
– Gestion de personnel.
– Notions de comptabilité.

URGENT

Env. C.V. à : F.R.M.J.C., 168, r. Cardinet, 75017 Paris.

MUTUALITÉ AGRICOLE recherche

DACTYLO

EXPÉRIMENTÉE

Bonnes notions secrétariat Niveau Bac. Ecrire avec C.V. au 29, rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet Membre du Groupe ABN

recherche

Pour son service ÉTUDES ÉCONOMIQUES

SECRÉTAIRE-ASSISTANTE (réf. 101)

- titulaire B.T.S. et connaissant le langage économique;
- sténo et dactylo très rapides et absolument parfaites;
- rédaction aisée.

Pour SERVICES COMMERCIAUX

SECRÉTAIRES STÉNODACTYLOS (réf. 102)

- titulaires B.T.S. ayant de préférence une première expérience professionnelle.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à Banque N.S.M. Section Recrutement - B.P. 466.08 - 75366 PARIS CEDEX 08.



SECRETAIRE de DIRECTION Bilingue ANGLAIS

Le Président d'un important groupe français, d'un rayonnement international, recherche SA secrétaire.

Exigences du poste :

• expérience réussie dans des fonctions similaires
• maîtrise de l'Anglais et des techniques de secrétariat
• sens et habitude des contacts à haut niveau
• savoir-faire dans les relations avec les services fonctionnels du groupe.

Lieu de travail : proximité métro Pont de Levallois.

Merci d'adresser C.V. + rémunération actuelle + photo sous référ. 213JM à :

Monique BEUCLER DICA SELECTION 69, rue Lecourbe - 75015 PARIS

dica

COFAP

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180.03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51.47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DEMANDES D'EMPLOIS

LIBANAIS TRILINGUE ANGLAIS, ARABE
ÉTUDIERAIT TOUTES PROPOSITIONS POUR SOIT :
- Promotion ventes exportation ;
- Lancement produits ;
- Représentation :
- Attaché commercial :
- Assistant directeur exportation.

pour MOYEN-ORIENT
Peut résider sur place ou France.
Ecrire sous nº 910 *le Monde* Publicité, serv. *annonces classées, 5, rue des* Italiens, 75009 PARIS.

INGÉNIEUR CONSEIL
40 ANS. PONTS ET CHAUSSÉES + M.B.A. + INFORMATIQUE + ANGLAIS + ALLEMAND
- Négociation des contrats internationaux.
- Financement de l'exportation.
- Analyse du risque, redressement, organisation informatique bureautique.

Cherche poste permettant l'emploi des techniques *modernes de management.* — Téléph. au : 577-06-63.

presse communication relations publiques
véritable professionnelle (10 ans *références*) spéc. finances, aménagement construction, tourisme
cherche poste responsabilité.
Ecr. s/nº 7.792. *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DOCTEUR EN MÉDECINE
30 ans
titulaire DUES ès sciences et autres certificats scientifiques. Bonne expérience en micro-*informatique*
2 ans de médecine d'urgence, cherche situation préf. province. Ecr. s/nº 0843, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etudiant, 24 ans, en BTS Commerce international 2e année, cherche place dans une entreprise à structure import-export. Disponible dès le 1er août 1983. Bac. mention AB-BT SCI ou niveau (*notes supérieures* 10). Sérieux, dynamique, volontaire. Susceptible d'être intéressé par tout contrat (quel que soit la durée et lieu). Rémunération et affectation à débattre.
Ecr. s/nº 7.498, *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Française, élève école diplomatique MADRID, cherche emploi fin 1983. Téléph. 068-20-94.

JOURNALISTE PROFESSIONNELLE
35 ANS, POLYVALENTE
Respons. Desk et enquêtrice éco. soc. techn. Tiers-monde. Expér. magazine presse spécial., prop. imagin. et enthous. à rédact. en chef, surchargé.
Ecrire sous le nº 038.649 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 30 ans, sociol. doct. psy. soc. hspan ch. empl. motiv. Mme CHRISTOPHERSON 305, fg Saint-Antoine, 75011.

J. F. 28 ans, secrét. sténodactylo, 6 ans d'expérience cherche place stable à Paris. Téléphone : 542-13-15.

H. 41 ans, formation scientif. *cherche poste* RESPONSABLE RELATIONS avec pays de l'Est dans société commerciale industrie, banque, expérience commerciale avec pays cette zone. Connaissance parfaite RUSSE écrit et parlé. Ecr. s/nº 0.900 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ancien chauffeur de taxi cherche emploi : CHAUFFEUR DE DIRECTION Tél. : 988-84-76 ou 988-91-04

INFORMATIF : secr. de rédaction, journaliste, critique. (maîtrise en sc. de la communication) libre de suite.
INCITATIF : avis d'appel d'offres mise à prix 8.500 F net. Ecrire sous le nº 038.622 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 26 ans, franco-finlandais, parlant 7 langues couramment. H.E.C. ch. empl. dans le tourisme. Téléphone : 797-30-38.

Agent administratif, 34 ans, ordonné et méthodique, exp. *saisie écran, ouverture de dossiers, classement, étude* ttes proposit. *sur* Paris ou région parisienne. Libre rapidement. Tél. 729-12-21 - M. SIMON.

CADRE FINANCIER ET COMPTABLE
E.S.C.A.E., D.E.C.S., I.A.E.
14 ans expérience résidant Afrique du Nord depuis 5 ans. Étudierait toutes propositions. Libre de suite.
Ecr. s/nº 0.896 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. poss. MAITRISE DROIT Privé ch. emploi stable PARIS.
Ecr. s/nº 0.878 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 25 ans, 5 ans d'expér. vendeur, reponsable photo, son, vidéo, ciné. Cherche place similaire ou autre. Téléphone : 968-55-41.

Assistante de direction
Parfaitement bilingue anglais. Notions suédois. Position cadre. DUT de gestion. Expérience commerciale, administration. export. Recherche poste stable et évolutif.
Ecr. s/nº 6.471 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

représentation demandes

MARNIER - 222-69-50
UN NOM... une garantie
207, bd St-Germain - 7e.

travail à domicile

J. F. Formation universitaire de haut niveau. Dipl. de lettres et d'anglais, gde compétence dans le domaine littéraire (toutes justifications sur demande).
Etudierait toutes propositions de *travail à domicile* (traduction, rédact., rech.)
Ecrire sous le nº 038.389 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Tous travaux, copies, thèses, rapports, etc. Tél. : 306-08-88.

capitaux propositions commerciales

Présente cabinet comptable ou étudie ttes propositions. M. MARQUÉ, 31, av. de Paris. 94300 VINCENNES.

Cab. propriété industrielle recherche **COLLABORATEUR** pour développement activités (association possible). Ecrire pour r.-vs à Rondepierre, 41, rue du Four, Paris 6e.

propositions diverses

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation *sur notre revue spécialisée* FRANCE CARRIÈRES (C 16) Boîte Postale 40209 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue de Montyon. 75429 PARIS CEDEX 09.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

Cadre Citroën, vend CX 2500 Diesel, Pallas, modèle 83 (juillet 82), gris clair, peinture vernis, isotherm., 6.000 km. 80.000 F, bur : 537-37-81, domicile :460-60-31.

divers

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

FORUM HALLES. BEL IMM. PIERRE, STUDIO 150.000 F. 2 p., 400.000 F, 3/4 p., tt cft. 800.000 F, tél. : 508-41-35.

3e arrdt

BEAUBOURG
Avant. fiscaux, imm. classé. *Plus vieille maison de Paris,* 2 pièces. Prix : 660.000 F. Téléphone : 522-17-76.

MARAIS BEAUBOURG
Beaux studios et 2 pces 48 m², ref. neufs, bel imm. classé. Prix : 295.000 F et 530.000 F. Téléphone : 280-06-94.

MARAIS BEAUBOURG
Bel atelier d'artiste, 50 m², entièrement ref. neuf., cuis. équipée, salle de bains, soleil, calme. 495.000 F. 280-06-94.

4e arrdt

SULLY-MORLAND. Récent 3-4 p., 90 m², 2e ét., park., à saisir, 850.000 F, 634-06-20.

5e arrdt

CENSIER STUDIO
Récent, 30 m², balc., 2e, jardin. 370.000. Bon état. 286-32-35.

STUDIO D'ARTISTE BORDURE-5e.
Volume magnifique.
Grd séjour + mezzanine 85 m². Prix : 900.000 F
Téléphone : 522-17-76

SAINT-JACQUES 2 P. 25 m² R.-d.-Ch. clair, jardin caractère 275.000 F. Tél. : 522-05-96

CENSIER Pierre de taille, 3 p., tt cft, calme, soleil. 715.000 F, 325-97-16.

PANTHÉON 2-3 PCES
Duplex, 520.000, 634-06-20.

6e arrdt

SAINT-SULPICE
Appartement de caractère. Living cathédrale.
2 chambres, s. de bs, cuisine. Esc. intér. beaucoup charme. *Prix : 980.000 F - 522-17-75.*

6 P. MONTPARNASSE
+ serv., à moderniser. Prix A DÉBATTRE. T. 783-47-19.

BD SAINT-GERMAIN
MAGNIFIQUE imm. p. de taille, 340 m². POSSIB. LIBÉRALE. Px 2.850.000 F, 500-38-00.

24, RUE DU DRAGON
Beau 2 p., original, poutres, 850.000 F. S/place mercredi 14 h - 17 h 30. — 842-57-00.

7e arrdt

Me VARENNE
Très bel imm. P. de taille SPACIEUX 8 PIÈCES
250 m² environ + 3 services EXCELLENT ÉTAT
SAINT-PIERRE. 563-11-88.

SAINT-DOMINIQUE/BOSQUET 64 m², gd luxe, park., imm. 1979. 950.000 F - 720-38-35.

TOUR EFFEL (PRÈS)
Bel imm. p. de tail., stand.,
6-7 P. + 2 SERVICES
RÉNOVATION LUXUEUSE.
PRIX : 2.450.000 F.
TÉL. : 267-39-34.

8e arrdt

PLAINE-MONCEAU
Bel imm., 4e ét., balc., appt d'angle, 310 m², habitation et professionnel, park., services. 2.600.000 F. Tél. 563-17-77.

AVENUE HOCHE
Élég. pied-à-terre de récept. 100 m². Prix : 1.300.000 F. DORESSAY : 624-93-33.

8e RUE DE ROME
Imm. ravalé, 3 P. 60 m², entr., cuis., s. de bs, w.-c. Prix : 380.000 F -.522-13-09.

AVENUE RODIN
250 m², calme, plein sud, belle réception, 4 chambres, box. Tél. : 225-43-53.

9e arrdt

Rue Lentonnet. Pierre de t., asc., 5 pces, 98 m², libre. 4 pièces, 81 m², occupé. Téléphone : 380-75-20.

SAINT-GEORGES
190 m², 6 P., cuis., 2 s. de bains, 2 w.-c., ascenc. parking. AGENCEMENT EXCEPTIONNEL M.G.N. 387-71-55.

10e arrdt

Canal Saint-Martin, imm. 76, standing sur jardin, 2 pièces, 52 m². 445.000 F. 246-25-33.

RUE PARADIS
Propriétaire vend avec grand balcon 2 P. conf. 315.000 F. Studio 224.000 F. 553-91-45.

11e arrdt

RÉSIDENCE
LES COURTILLES
MÉNILMONTANT
Imm. nf, gd stand, tt cft
2 à 5 pces. Livr. immédiate.
PRÊT CONVENTIONNÉ.
PRIMM. Tél. : 788-11-23.

VOLTAIRE. Beau 3 p., tt cft, *dble expo, bel imm. ancien,* 280.000, COGEFIM, 347-57-07.

12e arrdt

MARCHÉ DES NOTAIRES
2 pces, tt cft, stand., 48 m², *rue* et jard., balc. et terrasse, calme, park. Tél. 555-07-64.

13e arrdt

ATELIER LOFT
clair, calme 200 m²
à aménager sur 2 niveaux, possib. diviser. Directement propriétaire. Tél. : 325-33-08 (après 19 h, 328-13-00.

14e arrdt

MONTPARNASSE
neuf s/jard. reste 2 pces + balc. 640.000 F. 225-32-25.

Plaisance 90 m², 354-42-70,
4 P., GDE TERRASSE.

MONTPARNASSE
VÉRITABLE ATELIER ARTISTE
50 m² envir., park., 329-85-06.

15e arrdt

VAUGIRARD
Soleil, s/jard., séj. 3 chambres, 2 parkings. Prix : 1.080.000 F. Téléphone : 734-36-17.

AVENUE DE BRETEUIL
ds bel imm. rénover pptaire vend à aménager studio 27 m². plein soleil. Tél. 500-54-00.

CAMBRONNE, studio, cuisine, douche, 28 m², 3e étage asc. GARBI, téléphone : 567-22-88.

PONT MIRABEAU SUD 1er ét., asc., cft + service. Px 830.000 F 677-96-85.

AV. FÉLIX-FAURE, 10e ét. Vue formid., 3/4 P. park., loggias. 835.000 F. 677-96-85.

CECOGI Construit
329, RUE LECOURBE
IMMEUBLE GD STANDING
STUDIOS, 2-3-4 PCES
Prix moyen 12.800 F le m². Renseignements : 575-62-78.

PASTEUR. Charmante maison caract. Ptres, 6 P., 2 bns, parf. état. 2.400.000 F. 727-84-76.

16e arrdt

9 PIÈCES, LANNES
240 m² en duplex. Imm. gd st. PROMOTIC. 553-14-14.

RUE ÉDOUARD-FOURNIER
1er ét., b. 6 p., 2 bns, impecc., 200 m², stud. serv. tt cft.
LARGIER 265-18-83.

TROCADERO
emplacement exceptionnel. Vue sur Seine et Tour Eiffel 200 m², 6e ét., 2 chbres service. APPARTEMENT D'ANGLE. GARBI - 567-22-88.

AVENUE BUGEAUD, 60 m² living + chbre, imm. récent *3e étage. 825.000 F.* GARBI - 567-22-88.

ALPHAND-PICCINI
Dem. ét., 360 m², triple récept., 5 chbres. 3.000.000 F. COMADIM, tél. : 296-15-63.

BD EXELMANS 45 m²
2 P. Confort. Bon état. Ascens. 485.000 F. Tél. : 522-05-96

MARCEAU
Superbe 110 m², belle réception, grande terrasse de plain-pied, vue magnifique, box fermé + chambre de service. SEGONDI, tél. : 874-08-45.

RANELAGH
Dans voie privée, 120 m², entièrement sur verdure, séjour + 3 chambres + box. SEGONDI. 874-08-45.

THÉOPHILE-GAUTIER
Immeuble pierre de taille, asc., 3-4 p. 87 m², 875.000 F ; 2 p., CALME, 480.000 F. Téléphone : 233-58-45.

RANELAGH STUDIO
30 m², TT CFT, S/VERD., *300 000 F — 566 53 40.*

17e arrdt

6, VILLA LAUGIER
2 p., cuis., bains, r.-de-ch. 270.000 mercredi 11 h à 13 h.

18e arrdt

Me ANVERS Montmartre, près jardin, 2 pces, entrée, cuis., bains, w.-c. Prix placement exceptionnel. Tél. : 878-41-85.

AU PIED DU SACRÉ-CŒUR bel imm., gd 3 p., cft. asc. *Px 480.000 F. T. 755-69-27.*

CEGOGI Construit
Résidence « Mairie du 18e »
53, RUE DU SIMPLON
23 APPARTEM. de standing
STUDIOS, 2-3 P. PARK.
Prix moyen 11.600 F le m². Renseignements : 575-62-78.

Me JULES-JOFFRIN. Gd 2 pces, bel imm. pierre, proche commerces, urgent, 95.000 F. C.T.I.M. Téléph. : 239-47-48.

Pied Butte-Montmartre
immeuble récent, 2 studios, tt *cft, 162.000 F et 172.000 F.* 2 lots mitoyens, 54 m² env. IMMO MARCADET 252-01-82.

VOUS DÉSIREZ VENDRE
1 logement avec ou sans cft, adressez-vous à un spécialiste
IMMO MARCADET
88, rue Marcadet, Paris 18e
Estimation gratuite.
Publicité à nos frais.
Réalisation rapide.
Paiement comptant assuré.
252-01-82.

RUE ETEX
très beau studio cuis., bns. Px 230.000 F. T. 763-44-30.

19e arrdt

POUR INVESTISSEUR à vendre 1 lot de 8 studios tt cft dans le même imm. avec asc. Proche MARÉCHAUX, 19e. Téléphone : 361-84-09.

LAUMIÈRE *Gd studio,* imm. récent, stand. D.T.I., 555-02-87.

20e arrdt

GAMBETTA (près). Imm. 79, 3/4 P. 80 m², balc., park., tt cft. 560.000 F. EGETIM : 562-62-22.

92 Hauts-de-Seine

MEUDON
8, route des Gardes
VUE PANORAMIQUE
IMM. PIERRE DE TAILLE
2 et 3 P. avec GD BALC.
Livraison mars 83
PRÊT CONVENTIONNÉ
Appartement témoin, samedi, mardi, vendredi 14-18 h. 507-15-98 ou 200-23-20.

BOULOGNE
DERNIER ÉTAGE PLEIN SUD
4 pièces + 80 m² terrasse, vue impr. 1.270.000 F. 500-66-00.

MONTROUGE HAUT-MESNIL
Bel imm. p. de t., stand. 4 P., *82 m², cft. Box.* Px 720.000 F. AGENCE VAILLANT. 253-41-45.

NEUILLY
CHAMPERRET
dans bel imm. stdg. soleil, TRÈS BEAU 4 P., étage élevé, cave, box. Tél. 575-62-78.

BAS-MEUDON. Beau 3 pces, immeuble 9 ans, 590.000 F. Tél. : 783-89-86, 548-27-13.

COURBEVOIE, très beau studio, tt cft, parking, 230.000 F. 763-44-30.

94 Val-de-Marne

SAINT-MANDÉ
CHAUSSÉE-DE-L'ÉTANG
Imm. stand. pierre de taille, 115 m², récept. dble, 2 chbres, cuis., service. *1.050.000 F.* Tél. : 296-15-63, poste 216.

Province

HYÈRES « LES PALMIERS »
VIVRE DANS UN PARC
1 km mer et ville.
RÉNOV. DE CLASSE
vastes studios à 4 pièces. livraison immédiate. Résidence Costabelle, route de Costebelle.
Sur place (16-94) 57-38-01
FIM, 5, quai de Bourbon, 4e. Téléph. : (16-1) 633-33-67.

appartements achats

Recherche 2 à 4 pces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

MALESHERBES 73
PARIS 8e. 822-05-96
Pour consulats ou ambassades, rech. appartements toutes *surf.* Hôtels particuliers et bureaux.

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet (15e). 566-00-75. Rech. pour clients sérieux, 15e et 7e arrdt, appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

Ach. et paie cpt 4 ou 5 pces, *même à rénover, quartiers résidentiels* Paris, Neuilly. Interm. acceptés, 723-96-05, heures bureau, 781-17-02 repas.

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS
rech. URGENT APPART.
120 A 150 m²
ACHAT ou LOCATION
16e-8e ou 7e. Tél. : 562-16-40.

COMADIM
GROUPE S.N.P.
10, place de la Madeleine, 75008 PARIS
Recherche pour sa clientèle Appartements toutes surfaces et hôtels particuliers Paris et très proche banlieue.
296-15-63

MARNIER - 222-69-50
UN NOM... une garantie
207, bd St-Germain - 7e.

RECHERCHE
pour clients de qualité appts HAUT STANDING
QUARTIERS RÉSIDENTIELS
PARIS. Tél. M. RANDI ou Mme HANIFI : 296-59-69.

DORESSAY 624-93-33
RECHERCHE URGENT
120 m² à 150 m².
Du 1er au 8e, 16e, NEUILLY. DISCRÉTION ASSURÉE.

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT
Un service gratuit interprofessionnel et interbancaire *pour tout achat d'appartements* et de pavillons neufs. Renseignements sur de nbreux programmes PAP et prêts conventionnés.
525-25-25
49, av. Kléber, 75116 Paris.

locations non meublées offres

Paris

MARAIS. Sup. appts 70 m², gd séj., mezzanine, cft, parkg. 5.000 F + ch., 763-44-30.

Région parisienne

SAINT-BRICE-SOUS-FORÊT dans résidence, cadre verdure 3 étages, balcon, parking. tennis 3 et 4 pièces. MILAN. 281-02-65.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES
Louez vite et sans frais ENTRE PARTICULIERS OFFICE DES LOCATAIRES Téléphoner au : 296-58-10.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES, villas, pav. ttes banl. Loyer garanti, 8.000 F. 283-57-02.

locations meublées offres

Paris

PRÈS TOUR EIFFEL
FLATOTEL PROPOSE REMISE EXCEPTIONNELLE
POUR LOCATION 1 MOIS OU + dans des grands appartements du 3 au 5 pièces duplex TOUR COENSON, 14, rue du Théâtre. 75015 PARIS. Tél. : 575-62-20.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. pour Clientèle étr. et Diplomates, APPTS, HOTELS PART. et BUREAU
562-78-99 LOCATION ou ACHAT.

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. 281-10-20.

immeubles

JE SOUHAITE ACQUÉRIR UN IMMEUBLE
Paris, banlieue, libre ou occupé. Intermédiaire souhaité
Pierre AMANOU, 329-71-67.

viagers

LIBRE MORSANG-SUR-ORGE
Résidentiel belle ppté., 8 pces principales + dépendances sur parc angle 1.550 m, 460.000 F + rente 4.300. LODEL 355-00-44.

hôtels particuliers

A MONTMARTRE
Charmante maison sud AVEC JARDIN PLANTÉ
Calme, cachet province, 9 P., 220 m² environ + atelier d'artiste. Sous-sol clair, garages. Claude ACHARD. 637-14-56.

PARIS (5e) PANTHÉON
Projet de construction d'un
HOTEL PARTICULIER
avec parking, terrasse (205 m² utiles). Vue, terrain. 750.000. CECOGI 585-62-78.

pavillons

FONTENAY-AUX-ROSES
800 m Métro, séjour 41 m² + 4 chbres, s. de bs + s. de jeux 40 m² + petit appt 2 p., cuis., w.-c. en rez-de-jard., gar., ch. central gaz. Jardin 720 m². Exceptionnel cause départ. 1.600.000 F, 663-42-45.

villas

VILLA A MIAMI
EN FLORIDE TROPICALE !
Investissement sûr à valeur croissante en Floride Tropicale. idéal pour brefs séjours ou longues vacances, profitez des nombreuses attractions touristiques de Miami, ses plages, ses courts de tennis et terrains de golf : sur grande propriété VILLA 6 PIÈCES avec deux salles de bains, cuisine moderne équipée, plus autres commodités, cheminée, garage barbecue en briques pour goûter la vie en plein air excitante de Miami, à 100 m d'Atlantic Bay, pour particulier européen seulement 194,00 US $.
Pour renseignements : écrire : directemement à : 6.000 N. Bayshore Dr., MIAMI, Fl 33.137-USA.

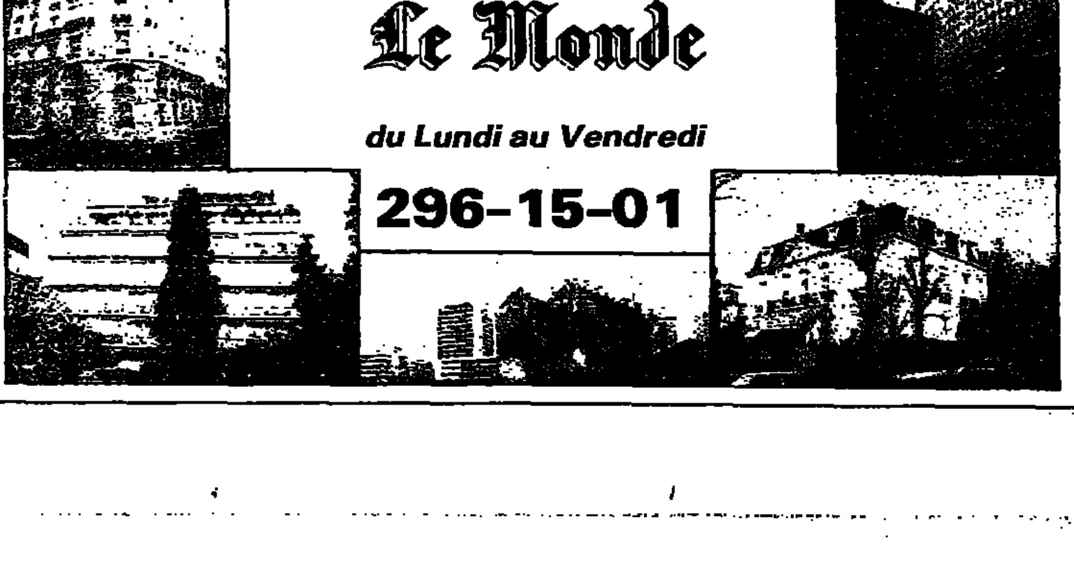
propriétés

Vends 30 km Bordeaux propriété 5 ha dont mais. bourg 10 % + dép. 12 P. Cour, le tout clôturé moellons. *Prix :* 1.800.000 F. Conv. pour hôtellerie, maison repos, etc. Tél. : (heure repas 56) 27-17-78.

78, NEAUPHLE (près)
EXCEPTIONNEL
TERRASSE, cave, garage Parc planté 8.600 m² AVL. 281-07-84.

LOT. VALLÉE DU CELE
Manoir XIIIe, 10 P, 550 m² sur 3 niveaux. Maison Gard. Terrain 5 hectares, 281-07-94.

NORMANDIE 135 km Paris *SUPERBE* fermette, séj., salle. 3 chbres, tout cft s/terrain. 2.50 m², clos arbres, gar. 735.000 F. Téléphone : 766-73-78.



Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Achats

MALESHERBES 73
rech. Bureaux toutes surf. Achat ou Locat. - 522-05-96.

Locations

8e Mo MIROMESNIL
BUREAUX ÉQUIPÉS
9 à 50 m², indépendants. Loc. courte ou longue durée av. secrétariat-tél.-télex télécopie-*traitement/textes standard/hôtesse trilingue.* Salle de réunions équipées. DES CENTRES D'AFFAIRES égalem. en province et RFA.
ACTE 359-77-55.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F/MOIS 1 DOMICILIATION + SERVICES SARL Artisans 296-36-74.

Société rech. BUREAUX environ 500 m², 6 parkings, OUEST-PARISIEN. Location ou Achat. Prendre contact : 267-34-77/78.

BUILDING ÉLYSÉES BUREAUX
vous accueille
BUREAUX MEUBLÉS
Services-Secrétariat DOMICILIATION 600 F
66, CHAMPS-ÉLYSÉES
S.E.B. Tél. : 225-12-14.

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 3 à 6 BUREAUX
Excellentes adresses ociales.

8e, BD HAUSSMANN
Stand., 55 m², bureau, duplex, tt cft. Peut mixte. *Vente ou locat., 504-44-09.*

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L.-R.C.-R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50.

BUREAUX MEUBLÉS à Paris 8e 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
CONSTITUTIONS STÉS,
ASPAC, 293-60-50 +

DOMICILIATION 8e
RM-RC 220/330 MOIS
PERMAN. TÉLÉPH.
TÉLEX SECRÉTARIAT
CRÉAT. DE SOCIÉTÉ
TOUTES DEMARCHES
AGECO, 294-95-28.
(STATIONNEMENT AISÉ)

locaux commerciaux

Achats

MALESHERBES 73
Rech. Dépôts, Usines, Terrains. *Achat ou Location. 522-05-96.*

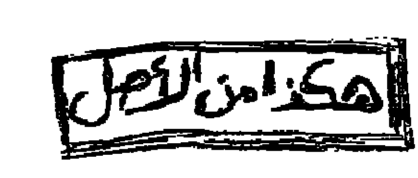
Locations

SURVILLIERS S/N 17
Loue 1.200 m², accès camions. 120 F m²/an. Tél. 522-05-96.

boutiques

Ventes

VERSAILLES vend murs boutique (garage). Loyer 89.000 F. Px intéressant. Px 271-63-13.



INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Courrèges tout en rose

(Dessin d'André Courrèges.)

COURRÈGES : cape à panneau noué dans le dos et corselet de cuir en contraste, dans un drap de laine double face gris clair et écossais bleu, blanc, rose. Porté avec un pull et un pantalon bleu ciel.

A son retour du Japon où il vient d'inaugurer « Le monde Courrèges » dans le gigantesque univers commercial d'Osaka, André Courrèges, en blouson et knickers rose pâle, chemisette et boots blancs, voit l'avenir de sa maison en rose grâce au contrat d'association en cours de négociation avec la firme japonaise Itokin.

L'homme qui, en 1965, a révolutionné la mode, à partir d'un quatre pièces sur cour avenue Kléber, réussit ainsi *« la mise sur orbite du troisième étage de [sa] fusée spatiale »*, comme il nous l'a dit. En effet, cette société japonaise, réalisant un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs par an en prêt-à-porter féminin, tout en gardant ses structures familiales, représente une puissance de dimension mondiale. C'est elle qui rachèterait la participation de 50 % de L'Oréal dans la société de haute couture (*le Monde* du 23 février). Courrèges, qui reste propriétaire de son nom, exporte surtout au Japon, aux États-Unis, au Brésil et en Allemagne fédérale. L'accord va lui permettre de développer ses ateliers parisiens, ainsi que l'usine de Pau, tout en la laissant libre de se consacrer entièrement à la création.

L'Oréal se réserve la société de parfums. Courrèges S.A. Hommes est appelé à une croissance parallèle. La première collection de mode enfantine ne se vend encore qu'au Japon.

Courrèges Design comporte toutes sortes d'activités, notamment la collection de vêtements de sports d'hiver pour Descente, autre géant japonais, laquelle sera présentée le 9 mars. Toujours éclectique, Courrèges habille aussi des voitures, s'intéresse à la planche à voile et a même en projet un scooter. Mais il se passionne tout autant pour l'environnement quotidien : linge de maison, salles de bain, services de porcelaine, lunettes, montres et stylos, entre autres.

Ses créations diverses en prêt-à-porter consacrent la féminité épanouie de filles saines et sportives, comme ses mannequins, choisies parce qu'elles ont *« des formes, de la poitrine et des hanches »*. Élèves de Balenciaga, ce Palois de soixante ans dirige son entreprise avec Coqueline, son épouse. Le couple a toujours su garder le contact avec le réel, proposant des vêtements bien coupés et nets dans lesquels il fait bon vivre. Ses modèles d'hiver, en tons doux de bleu, de crème d'abricot, de blanc, contrastent des tissages Jacquard, avec de la popeline de coton gansée de cuir, des blousons boules en panneaux de faux cuir et de faux crocodile, terminés d'un tour de cou en vison... écureuil. Des ensembles à jupes en pointe de mouchoir dévoilent le genou, et les robes de velours noir à corsages pailletés sont audacieusement décolletées. Les capes se resserrent d'une cordelette de cuir à la taille. Les prix oscillent de 350 à 3 000 F.

NATHALIE MONT-SERVAN.

VIVRE A PARIS

LES CONDITIONS DE TRANSPORT DES ANCIENS COMBATTANTS

Les mutilés de guerre ayant au moins 50 % d'invalidité et les aveugles civils, qui bénéficient depuis le 15 juin 1982 d'avantages tarifaires sur les réseaux de la R.A.T.P. et les lignes de banlieue de la S.N.C.F., sont invités à renouveler leur coupon magnétique de transport.

Les coupons magnétiques, qui doivent être renouvelés avant le 31 mars de chaque année, sont délivrés à compter du 1er mars : par le bureau d'aide sociale de leur mairie, pour les invalides habitant Paris, le Val-d'Oise ou la Seine-et-Marne ; par une gare S.N.C.F. désignée, pour les invalides habitant un autre département : Hauts-de-Seine : Saint-Lazare ; Seine-Saint-Denis : Gare du Nord ; Val-de-Marne : Gare de l'Est ; Essonne : Austerlitz ; Yvelines : Montparnasse.

Les ayants droit domiciliés en dehors de la région dite « des transports parisiens » sont rattachés au point de délivrance correspondant à leur lieu de travail.

Ce renouvellement s'effectuera sur présentation de la carte délivrée par l'Office national des anciens combattants (ONAC) ou la carte d'invalidité « cécité » avec étoile verte, et l'ancien coupon.

LES DROITS DE LA FEMME. – Trois centres d'information sur les droits des femmes (C.I.D.F.) viennent de s'ouvrir à Paris : dans le treizième arrondissement, dispensaire d'hygiène sociale, 44, rue Charles-Moreu, Tél. : 584-12-09 ; dans le quatorzième, 3, rue Ridder, tél. : 543-40-16 ; dans le dix-huitième, 4, rue Duc, tél. : 606-48-36. Ces centres sont gratuits et permettent aux femmes de rencontrer une informatrice-juriste qui les aidera à résoudre leurs problèmes.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1.3.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 2.3.83 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard – Verglas dans la région

Évolution probable du temps en France entre le mardi 1er mars à 0 heure et le mercredi 2 mars à minuit.

L'air frais et instable qui circule dans un flux de nord-ouest sur l'est de la France sera situé, mercredi, sur le quart sud-est du pays, tandis qu'une zone d'air doux et humide abordera lentement les côtes atlantiques.

Mercredi, des averses de pluie ou de neige au-dessus de 400 mètres, plus importantes sur les versants nord, seront observées des Alpes aux Pyrénées-Orientales ; ces averses pourront prendre un caractère orageux sur la Corse, mais elles seront très éparses près des côtes méditerranéennes où mistral et tramontane souffleront le matin. L'instabilité s'atténuera dans l'après-midi. Près des côtes atlantiques, le ciel restera très chargé et quelques faibles pluies se produiront. Sur les autres régions, c'est un temps frais et nuageux qui prédominera le matin avec des températures voisines de 0 degré sur le Centre et la Bourgogne ; des bancs de brouillard se formeront au cours de la nuit sur le Nord, le Nord-Est et le Bassin parisien ; l'après-midi, les éclaircies seront belles malgré quelques passages nuageux. Les températures maximales avoisineront 7 à 12 degrés du nord-est au sud-ouest. Les vents seront faibles (sauf sur le quart sud-est où ils seront assez forts de nord à nord-est).

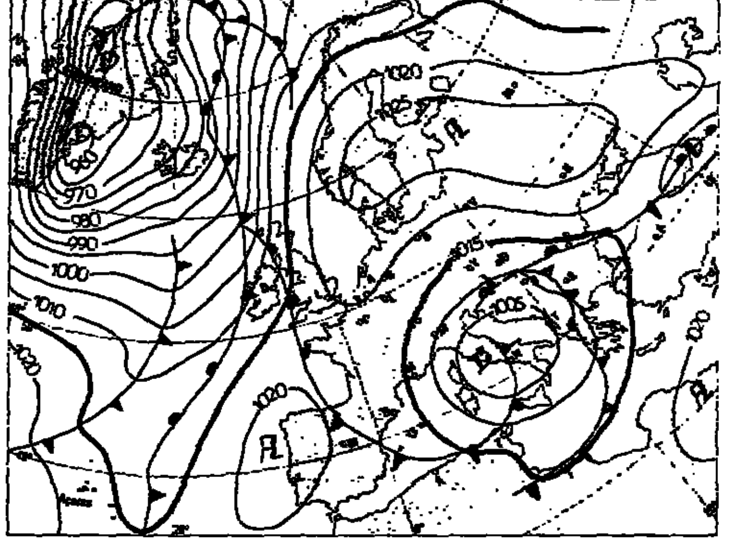
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 1er mars à 7 heures, de 1 018,9 millibars, soit 764,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 février ; le second le minimum de la nuit du 28 février au 1er mars) :

Ajaccio, 12 et 8 degrés ; Biarritz, 12 et 9 ; Bordeaux, 11 et 5 ; Bourges, 10 et 4 ; Brest, 10 et 7 ; Caen, 9 et 6 ; Cherbourg, 8 et 6 ; Clermont-Ferrand, 10 et 4 ; Dijon, 9 et 3 ; Grenoble, 7 et 2 ; Lille, 7 et 2 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marignane, 14 et 7 ; Nancy, 8 et 2 ; Nantes, 12 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 9 et 3 ; Pau, 11 et 7 ; Perpignan, 18 et 9 ; Rennes, 11 et 3 ; Strasbourg, 5 et 3 ; Tours, 1 et 5 ; Toulouse, 11 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 6 degrés ; Amsterdam, 6 et 1 ; Athènes, 13 et 5 ; Berlin, 6 et 1 ; Bonn, 8 et 0 ; Bruxelles, 7 et 2 ; îles Canaries, 20 et 17 ; Copenhague, 3 et 1 ; Dakar, 37 et 21 ; Djerba, 18 et 8 ; Genève, 7 et 3 ; Jérusalem, 9 et 0 ; Lisbonne, 18 et 7 ; Londres, 9 et 3 ; Luxembourg, 6 et 0 ; Madrid, 17 et 1 ; Moscou, –12 et –22 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 11 et 4 ; Palma-de-Majorque, 19 et 10 ; Rome, 13 et 3 ; Stockholm, –1 et –4 ; Tozeur, 21 et 10 ; Tunis, 16 et 9.

PRÉVISIONS POUR LE 2 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



LES PRÉVISIONS POUR LA FIN DE LA SEMAINE

A l'arrière d'une perturbation qui s'éloigne vers la Méditerranée, de l'air froid intéresse très temporairement le pays.

Jeudi. – On notera des averses de neige sur les Alpes, de l'instabilité en Corse et du mistral assez fort en Provence. Ailleurs, après des brouillards locaux, développement d'éclaircies. Cependant, dans l'Ouest et le Nord-Ouest, le ciel se couvrira, et le temps deviendra plus doux avec pluies à l'arrivée d'une perturbation.

Vendredi. – Sur la moitié sud-est, le temps sera assez beau. Brouillards le matin dans l'Aquitaine, le Nord-Est, des gelées matinales des Pyrénées aux Alpes et à l'Alsace, avec un vent de nord-est dominant. Ailleurs, l'influence maritime sera prépondérante, avec un temps doux couvert, des vents modérés de sud-ouest et des pluies surtout côtières et dans le nord-est.

Samedi. – La perturbation achèvera de traverser tout le pays, perdant toute activité dans le Midi. Les vents retourneront à l'ouest modéré, les gelées disparaîtront, les régions méditerranéennes bénéficieront de larges éclaircies. Ailleurs, c'est le temps doux, nuageux et les bruines vers la Manche.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

BIENFAISANCE

EXPOSITION A AIR FRANCE. – L'exposition-vente de tableaux tapisseries « Art et solidarité », organisée par le Bol d'air des gamins de Paris au profit des vacances des enfants démunis, se tiendra les mardi 1er, mercredi 2, jeudi 3 et vendredi 4 mars.

★ **Comité d'établissement Air France, cafétéria du personnel, seizième étage, 1, square Max-Hymans (15e). Entrée par le 25, boulevard de Vaugirard.**

EXPOSITIONS

ART FLORAL A DIJON. – Une exposition internationale de plantes, fleurs, fruits et papillons exotiques, appelée « Florissimo », est organisée au parc des expositions de Dijon du 3 au 14 mars.

★ **Parc des expositions de Dijon, 3, boulevard de Champagne. Tous les jours, de 10 heures à 22 heures.**

SÉCURITÉ SOCIALE

LE PAIEMENT DES RENTES ACCIDENTS DU TRAVAIL. – La caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France (17-19, rue de Flandre, 75019 Paris) informe les assurés de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, du Val-d'Oise, des Yvelines et de la Ville de Paris que le paiement des rentes accidents du travail, majorées de 4 % au 1er janvier, sera effectué selon le calendrier suivant :

– le 15 mars pour les assurés nés en mars, juin, septembre et décembre ;

– le 15 avril pour les assurés nés en janvier, avril, juillet et octobre.

Cette majoration ne s'applique qu'aux rentes dont le taux d'incapacité permanente est égal ou supérieur à 10 % et aux rentes d'ayant droit.

PARIS EN VISITES

JEUDI 3 MARS

« La Conciergerie et le Palais-Royal », 12 h 30, 1, quai de l'Horloge, M. Guillier ;

« Le musée de l'Assistance publique en l'hôtel de Miramion », 15 heures, 47, quai de la Tournelle, Mme Duhesme.

« Le musée de la Légion d'honneur en l'hôtel de Salm », 15 heures, 2, rue de Bellechasse, Mme Lagrégeois.

« Le musée Zadkine », 15 heures, 100 bis, rue d'Arras, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'art napolitain au dix-septième siècle », 15 heures, 13, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).

« L'École des beaux-arts », 15 heures, 13, quai Malaquais, Mme Moutard.

« L'hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, sous l'horloge, Mme Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'Opéra », 12 h 45, en haut des marches (Statue de la danse), Mme Hager.

« L'Égypte copte au Louvre », 14 h 45, métro Louvre, Mme Hauller.

« Curiosités et souterrains de la Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine, M. Jaslet.

« Velasquez et ses contemporains », 15 heures, Louvre, porte Denon.

« Le quartier du Tout-Paris des arts et des lettres à l'époque romantique », 15 heures, 12, rue de La Rochefoucauld (Paris et son histoire).

« Hôtels du faubourg Poissonnière », 14 h 30, métro Poissonnière (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« Saint-Martin des Champs », 14 h 30, métro Étienne-Marcel (Le vieux Paris).

« Exposition Le Lorrain », 11 h 30, Grand Palais.

« Bicentenaire de l'hôtel de Salm », 15 heures, 2, rue de Bellechasse (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

JEUDI 3 MARS

12 heures, Centre culturel AFSIAS, salle I.R.B.M., tour 42, rez-de-chaussée : « Le théâtre et le cirque ».

15 heures, 46, rue Barrault, docteur Paul Chauchard : « La fatigue nerveuse » (Université populaire de Paris).

15 heures, Palais de Chaillot, O. Boucher : « Turquie : les Seldjoukides, de Konya à Erzurum ».

20 h 15, rue Largillière, Pierre Colombel : « L'art rupestre en Chine » (Nouvelle Acropole).

20 h 30, 72, rue du Château-d'Eau, M. Denis Mazeaud : « Environnement et mouvements sociaux en Inde » (Les Amis de la Terre).

17 h 30, École supérieure de commerce, MM. Alain Bensoussan et Jean-Claude Dubarry : « Droit de l'informatique » (Sup. de co. de Rouen).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou : « Les bandits, les brigands et le fait divers ».

20 h 30, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mlle Thibaut : « La Bavière et la Prusse de Frédéric II » (Caisse nationale des monuments historiques).

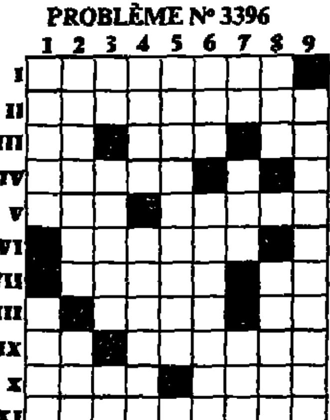
17 heures, musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli, professeur Pierre Goubet : « Les noblesses du Grand Siècle » (Histoire et société).

18 h 30, 25, rue Caumartin, M. Jacques Pimpaneau : « La civilisation chinoise : l'esthétique littéraire traditionnelle » (Le monde et son histoire).

20 h 30, 18, rue de Varenne : L'école et la famille préparent-elles un monde mixte ? » (Centre Varenne).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3396



HORIZONTALEMENT

I. La meilleure que l'on puisse prendre, c'est de prendre celle de ne pas prendre. – II. Écrase le nez ou écarquille les yeux. – III. En putréfaction. Modestie britannique. Forme d'avoir. – IV. Trace un chemin dans les bois. – V. Fourragère. Site archéologique de l'Inde. – VI. Facteurs actifs de la révolution universelle. – VII. Mises au rang des natures mortes. Coupure de journal. – VIII. Agent préposé au maintien de l'ordre. Personnel. – IX. Éléments pris au hasard. N'a rien de drôle quand elle est spirituelle. – X. Saint. Coureur ayant des ailes. – XI. A sa patte on reconnaît sa griffe.

VERTICALEMENT

1. On s'en va quand la dernière est arrivée. L'habit qui fait le moine. – 2. Appareil sophistiqué. Deux timbres nécessitant souvent deux cachets. – 3. Barre à gauche. Voie pour s'en sortir, sauf quand elle est fatale. En France. – 4. Avance lentement mais arrive toujours à l'Eure. Prennent à la gorge. – 5. Peut qualifier le dessein d'un comploteur ou le cachot qui l'attend. – 6. Fleuve de Suède. Procéder en nageant à des mouvements alternatifs. – 7. Occasion de jouer du cornet. On le traite parfois d'espèce. D'autant plus intéressant qu'il n'est pas intéressé. – 8. De « grosses » légumes s'y cultivent. Sans gêne. – 9. On le détache au moment du nettoyage.

SOLUTION DU N° 3395

Horizontalement

I. Couturier. – II. Oisive. Xi. – III. Nets. Fa. – IV. Escorte. – V. Nuances. – VI. Aussitôt. – VII. Cri. Sénat. – VIII. Télés. Nô. – IX. Été. Indic. – X. Er. Ré. Os. – XI. Sécurité.

Verticalement

1. Contractées. – 2. Oie. Urètre. – 3. Ustensile. – 4. Tissus. Ru. – 5. U.V. Caissier. – 6. Refonte. – 7. Arçon. Dot. – 8. Ex. Tétanisé. – 9. Rimes. Toc.

GUY BROUTY.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 17 MARS 1983, à 14 heures. EN UN LOT
de 4 pièces princ. au 1er étage av. chambre de serv. au 6e ét. CAVE **UN APPARTEMENT**
4, RUE BAUSSET ET RUE MAUBLANC, PARIS (15e)
M. à P. : 200 000 F. S'adr. Me Gabriel BLIAH
avocat à PARIS (1er), 43, r. de Richelieu. 296-03-74 et 29-32

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 10 MARS 1983, à 14 heures
UNE PROPRIETE compr. UN HOTEL PARTICULIER et UN JARDIN – L'ens. d'une cont. d'après titre propté de 182,88 m² et d'après cadast. de 250 m²
19, RUE BERLIOZ - PARIS (16e)
M. à P. : 350 000 F. S'adr. Mes LEOPOLD-COUTURIER
et BETHOUT, avocats associés à Paris (8e), 14, r. d'Anjou. Tél. 265-92-75. Me PINOT, huis. Paris, 12, r. Bayen. Ts avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.



Pour cette rubrique s'adresser :
7, rue Ste-Anne - 75038 Paris Cedex 01 - 261.51.52

Le Monde

économie

AFFAIRES

A partir du 1er mars

L'affichage au litre et au kilo est obligatoire dans les hypermarchés

L'affichage des prix à l'unité de mesure (au litre, au kilo...) est devenu obligatoire dans les hypermarchés (*magasins périphériques* dont la surface de vente est supérieure à 2 500 mètres carrés) à partir du mardi *1er* mars, en application de l'arrêté du 10 novembre 1982. Cet affichage est obligatoire pour une quarantaine de familles de produits préemballés (alimentation, produits d'hygiène et de beauté, produits de lavage, d'entretien...).

Cet affichage deviendra obligatoire dans les supermarchés (de 400 mètres carrés à 2 500 mètres carrés de surface de vente) le 1er juillet et dans l'ensemble du commerce de détail le 1er janvier 1985.

Bien que plusieurs hypermarchés et quelques supermarchés aient depuis environ deux ans mis en place ce type d'affichage informatif des prix, l'ensemble des professionnels attend la publication d'une circulaire *qui lèverait, disent-ils*, les ambiguïtés d'application du nouveau texte. Cette circulaire devrait être publiée dans le courant de la semaine au *Bulletin de la concurrence et de la consommation* (ancien *Bulletin officiel du service des prix* ou *B.O.S.P.*).

CORRESPONDANCE

Le système 12 d'I.T.T.

Dans une interview publiée dans le Monde *du 22 février, M. Gérard Théry, ancien directeur général des télécommunications, évoquait le retard du nouveau central téléphonique (le Système 12) du groupe I.T.T. Nous avons reçu de M. Lauvergeon, ancien P.-D.G. de la C.G.C.T., désormais « Senior Officer » d'I.T.T.-France, une « mise au point ». Nous publions ci-dessous cette lettre, qui reprend, pour l'essentiel, les arguments traditionnels des brochures du groupe I.T.T. vantant le Système 12.*

1) Le développement du Système 12 par I.T.T. a coûté 700 millions de dollars. Pourquoi ? Le Système 12 est un système de commutation de troisième génération qui couvre toute la gamme de centraux publics pour l'ensemble du marché international.

Il est de la troisième génération, c'est-à-dire qu'il possède, entre autres, les caractéristiques nécessaires au marché de la communication du futur :

– Il est entièrement numérique, ce que ne sont ni le MT 25 ni le E 10 ;

– Son architecture est à commande entièrement répartie, ce qui n'est le cas ni du MT 25 ni du E 10 ;

– Il est capable de traiter de façon intégrée et simultanée la voix et les données, ce que ne peuvent faire ni le MT 25 ni le E 10.

Il couvre toute la gamme de centraux publics, du plus petit central rural au plus grand centre de transit international, en passant par les grands centraux urbains de plus de cent *mille abonnés*, ce qui n'est le cas ni du MT 20/25 ni du E 10.

2) Le développement du Système 12 aura nécessité sept ans. Est-ce normal ? Oui, car d'après M. Théry lui-même, il aura fallu le même temps pour développer les Systèmes MT 20/25 et E 10 qui, eux, sont de la génération précédente. En outre, le programme d'études du Système 12 aura couvert pendant cette période les problèmes d'industrialisation de la production, de l'installation et de la maintenance.

3) Le Système 12 est-il en retard ? A l'évidence non :

– Il est l'un des deux seuls systèmes de troisième génération en service dans le monde ;

– Il est l'un des quelques systèmes à répondre dès aujourd'hui aux plus sévères spécifications internationales ;

– Trois pays différents ont déjà des centraux Système 12 en service et raccordés au réseau (Mexique, Belgique, R.F.A.) ;

– *Plus de six cents centraux* totalisant 2,3 millions de lignes ont été commandés par dix pays différents.

M. Théry a raison de dire que l'important est d'abord « la capacité à manager la technologie », qu'« il y a les industriels qui réussissent et ceux qui ratent ».

La conclusion est claire : dans ce domaine, I.T.T. a réussi.

LES CENTRAUX TÉLÉPHONIQUES MT-20 DE THOMSON SONT JUGÉS SATISFAISANTS PAR LES P.T.T.

Vives satisfactions chez Thomson-C.S.F., après *un communiqué* des P.T.T. indiquant que les centraux téléphoniques MT-20 sont dans un état technique « *tout à fait satisfaisant* ». Les essais que réalise l'administration sur deux de ces centraux, « *remis au contrôle* » le 18 février par le groupe nationalisé, ne seront *pas terminés avant plusieurs mois*. Mais les premiers tests indiquent, d'ores et déjà, que la « *validation* » finale ne devrait plus poser de gros problèmes.

Ce résultat ôte une douloureuse épine du pied de Thomson-C.S.F. Voilà de longs mois que les problèmes *techniques bloquaient* les livraisons, tant aux P.T.T. françaises qu'à l'exportation, et laissaient planer le doute sur toute la division téléphonie du premier électronicien français. Les commandes vont pouvoir se débloquer. Pour livrer rapidement, Thomson a maintenu une capacité industrielle de deux millions de lignes par an.

Le patron du groupe Rumasa

Le 23 février le gouvernement espagnol décidait de nationaliser le puissant groupe Rumasa. Depuis, *son président*, M. Ruiz *Mateos*, a laissé entendre qu'il pourrait attaquer cette décision en justice. Un nouveau combat pour cette figure légendaire du capitalisme espagnol.

M. Ruiz Mateos

Un stakhanoviste du capitalisme trop téméraire

De notre correspondant

Madrid. – L'homme le plus riche d'Espagne, *le symbole national du self-made man* audacieux qui, tel Midas, transformait en or tout ce qu'il touchait, n'est plus qu'un président d'entreprise déchu, licencié par l'État pour gestion imprudente et peut-être passible demain de poursuites pénales pour fraude fiscale ou *manipulations* comptables.

Sans doute est-ce l'inactivité qui doit peser *le plus à ce stakhanoviste* du capitalisme. Membre de l'Opus Dei, M. Ruiz Mateos avait, en effet, observé à l'extrême ce précepte de l'institution fondée il y a cinquante-cinq ans par Mgr Escriva de Balaguer : la sanctification du travail. *« Mon hobby, c'est le travail »*, aimait-il à répéter, et il ne s'agissait pas là d'une fanfaronnade. Ce n'est pas un hasard s'il avait fait de *l'abeille, symbole du labeur* et de l'organisation, l'emblème de son groupe. N'arrivait-il pas tous les jours à son bureau à 8 heures (une habitude peu commune à Madrid) en même temps que ses employés et ne restait-il pas cloué à son fauteuil douze ou treize heures par jour ?

Bravant l'image d'Epinal de l'indolence hispanique, cet Andalou de *cinquante-deux ans, père de treize* enfants, avait entrepris une croisade contre la paresse. Son objectif : réussir à créer, dans ce pays soumis aux affres du chômage, cent mille emplois au sein de son holding. Une tâche titanesque pour ce fils d'un modeste marchand de vins de la *région de Jerez qui fonda en* 1961 sa première entreprise avec sept employés et un capital de 300 000 pesetas (*16 000 F*). *Il* semblait déjà à mi-chemin puisque ses quatre cents entreprises et dix-huit *banques employaient quelque* cinquante-trois mille personnes.

Il a fallu que les socialistes parviennent au pouvoir pour que l'Espagne découvre que son empire avait été bâti au mépris des canons les plus élémentaires de la gestion économique : concentration insensée de risques, évasion fiscale, falsification de bilan, manipulations comptables. *La vision* presque mystique qu'il avait de sa mission ne rendait pas M. Ruiz Mateos plus scrupuleux quant aux *méthodes employées. C'est en* utilisant l'art de la prestidigitation comptable qu'il réalisait son objectif de croissance à tout prix.

Malgré son culte public et fervent pour Notre-Dame du Perpétuel Secours promue patronne de Rumasa, condidérait-il, comme un mécréant, que la fin justifie les moyens ? Ce croisé à l'image spartiate avait, il est vrai, ses péchés mignons, dont le moindre n'est pas la mégalomanie. Imagine-t-on un *chef d'entreprise qui, en recevant* les journalistes, organise comme lui sa propre claque grâce à la présence de plusieurs dizaines d'employés ?

Son rêve était d'être un jour *reconnu comme l'un des leurs par* les sept « grands » du monde de la banque, quintessence de l'aristocratie financière traditionnelle en Espagne. Même au faîte de sa puissance, il en était loin, car ces derniers ne voyaient en lui qu'un téméraire qui allait rapidement se casser les dents, *qu'il avait trop longues. Les événe*ments de ces derniers jours ont montré qu'ils avaient raison.

THIERRY MALINIAK.

La prise de contrôle de Grundig

(Suite de la première page.)

Un réel dilemme se pose alors au groupe néerlandais. Donner son feu vert à l'opération Grundig-Thomson, c'est accepter de voir émerger à ses côtés un concurrent européen de taille à peu près équivalente. La bloquer, c'est risquer de se faire accuser de tenir un double langage, de *prôner en paroles* la *coopération* européenne et de la refuser dans les faits. Pour Thomson, l'opération Grundig est en effet la condition nécessaire à toute coopération future avec Philips, car on ne « *coopère bien que sur un pied d'égalité* ».

Il semble qu'*à l'intérieur* du groupe néerlandais, on ait hésité pendant quelques semaines. Certains espéraient-ils que le Bundeskarellamt et les autorités allemandes s'opposeraient à l'opération Thomson, et qu'une solution allemande pourrait être bâtie, évitant ainsi à Philips de monter en première ligne ?

Il est certain que la proposition de Thomson est loin de faire l'unanimité outre-Rhin. Toutefois, ni Siemens, ni Bosch, contactés, n'ont manifesté le désir de s'intéresser à Grundig. Le Bundeskartellamt semblait donc s'orienter vers un « oui conditionnel » à Thomson : « *D'accord pour l'opération, à condition que Philips cède ses 24,5 %* », ceci afin qu'il 'y ait pas « d'entente » globale entre les trois principaux groupes européens.

Au cours des entretiens entre Philips et Thomson, qui ont eu lieu ces derniers jours, le groupe français aurait fait à la firme néerlandaise plusieurs propositions en échange de sa « sortie » de Grundig : maintien de tous les accords commerciaux et *techniques entre Grundig* et Philips ; introduction dans le réseau Thomson du Vidéo-2000 ; adoption du disque audionumérique de Philips ; développement en commun sur les tubes de télévision en couleur et les magnétoscopes de la prochaine génération (8 mm).

Contre-attaque

Malgré ces propositions, Philips n'aurait pas l'intention de sortir du capital de Grundig, et M. Dekker, son patron, l'aurait encore affirmé à ses *interlocuteurs* dans les dernières heures. Mieux même, le groupe préparerait une contre-proposition visant à prendre *le contrôle* total de Grundig. Cette solution, qui aurait la faveur de certains milieux politiques et financiers ouest-allemands, devrait, pour se substituer à celle de Thomson, avoir l'aval de M. Max Grundig, et celui du Bundeskartellamt. Si l'ensemble Thomson-Grundig pèse plus que Philips-Grundig en R.F.A., la part du marché européen contrôlée par une association germano-néerlandaise serait en revanche bien supérieure à celle d'un tandem franco-allemand.

Le dernier acte va se jouer dans les prochains jours, avec pour toile de fond les élections législatives du 6 mars en R.F.A. S'il apparaît que Philips a bloqué l'opération Thomson-Grundig, cela risque d'être lourd de conséquences. Non seulement pour le groupe Thomson, qui devra trouver d'autres partenaires pour atteindre la taille critique nécessaire pour survivre, mais aussi pour l'ensemble des relations industrielles en Europe.

J.-M. QUATREPOINT.

SOCIAL

● **Création d'un Conseil national de l'inspection de travail.** – Le *Journal officiel* du 26 février a publié un décret du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale *portant création d'un* Conseil national de l'inspection du travail chargé de donner « *son avis sur l'état d'application du droit du travail* ». Le Conseil est « *également compétent pour exprimer des avis sur l'orientation du programme de formation de l'Institut national du travail* ». Présidé par le ministre du travail, le président de la section sociale du Conseil d'Etat étant vice-président, *il* est *composé* de huit ministres ou de leurs représentants, de dix représentants des organisations d'employeurs et de dix représentants des syndicats de salariés (à raison de deux par centrale représentative).

● ***Les mineurs de Carmaux* conditionnent la reprise des discussions.** – Le comité de grève des houillères de Carmaux a indiqué, lundi 28 février, qu'il était prêt à reprendre les discussions avec la direction à partir du cahier de revendications à condition que la garantie d'embauche au fond lui soit confirmée.

« *Sans cette garantie*, ont-ils déclaré, *nous ne pourrons accepter aucune négociation. cela irait à l'encontre de la vie de notre houillère, du Carmausin et de la région.* »

La direction des Houillères du bassin du Centre et du Midi a invité les représentants des syndicats à une réunion mardi à 15 heures à Saint-Étienne.

Les négociations avaient été interrompues samedi à la suite de la décision des grévistes de « retenir » leurs trois interlocuteurs dépêchés par la direction des houillères. Les forces de l'ordre étaient intervenues dimanche pour libérer ces trois négociateurs.

● **A la *société Automobiles* Peugeot, conclusion d'un accord sur les classifications du personnel d'atelier.** – Au terme de quatre mois de négociations, la société Automobiles Peugeot et cinq organisations syndicales : C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C., C.S.L. et F.O. (la C.G.T. n'ayant pas encore pris de décision), ont signé un accord qui « *entérine et facilite la revalorisation du travail dans les ateliers* ». Il prévoit un « *développement des possibilités d'évolution de carrière des ouvriers plus motivante et plus régulière, par la prise en compte de leur contribution globale à la marche de l'atelier* ». En application de cet accord trente-sept mille des quarante et un mille sept cents ouvriers d'atelier des dix-neuf établissements Peugeot verront, selon la direction, leurs salaires mensuels augmenter de 1 % à 2 %.

COMMERCE EXTÉRIEUR

LIBRE OPINION

Une machine folle

Par ANDRÉ BERGERON (*)

CHACUN se souvient de l'inquiétude que suscitaient, il y a peu de temps, les augmentations des *prix du pétrole. Les difficultés* économiques et sociales étaient, disait-on, la conséquence des « chocs pétroliers ». C'était d'ailleurs vrai. Et voilà qu'aujourd'hui on se demande quelle catastrophe va engendrer l'effondrement des cours de l'or noir.

Cette situation illustre bien la fragilité des théories économiques dans un monde qui change et qui est devenu une sorte de machine folle dont les commandes auraient échappé aux mains de ceux chargés de la conduire.

Les faits démontrent en tout cas, une fois encore, à quel point il est illusoire d'imaginer qu'on puisse trouver des solutions aux problèmes actuels au seul plan national. Si chacun en convient, les dirigeants des Etats, sous le pression de leur opinion, ou pour d'autres *raisons touchant* à ce qu'ils croient être leurs intérêts particuliers, ne parviennent pas à en tirer les conséquences pratiques, ne serait-ce, par exemple, qu'en renforçant la Communauté économique européenne.

Quoi qu'il en soit, le déficit du commerce extérieur de la France constaté en janvier a atteint le niveau fantastique de 9,5 milliards de francs actuels. A cela, les discours ne peuvent rien changer. On imagine en tout cas aisément les conséquences d'une telle situa*tion, notamment* sur la monnaie. Cette réalité *provoquera* probablement la relance des théories protectionnistes. Pourtant, le renforcement des barrières douanières, la multiplication des entraves à l'importation des produits venant d'ailleurs, seraient *purement* et simplement suicidaires. En effet, les résultats qui pourraient être momentanément obtenus d'un côté seraient forcément – et plus encore – perdus de l'autre. Entourer la France d'une sorte de « muraille de Chine » conduirait à faire tourner la machine à l'envers. Cela déboucherait sur la renaissance du nationalisme au mauvais sens du terme, avec d'autres prolongements touchant jusqu'au fonctionnement de la société démocratique. Comme nous *l'avons souvent dit et écrit, si le salut doit venir de quelque part*, ce n'est certainement pas du renforcement du protectionnisme, mais d'une meilleure coopération ente les nations, celles industrialisées s'organisant pour ensuite agir ensemble en direction de la partie du monde où vivent les quatre cinquièmes des femmes et des hommes dont les besoins non satisfaits revêtent la dimension que l'on sait. Et, naturellement, cela ne veut pas dire qu'à prix et qualités égaux les consommateurs ne doivent pas donner priorité aux produits *fabriqués en France sur d'autres venant d'autres* endroits. C'est question de mesure et de bon sens.

Si le commerce extérieur a *été*, en janvier, ce que l'on sait, l'évolution de l'indice des prix n'a pas *été* meilleur.

C'est pourquoi la discussion que nous aurons, le 10 mars, avec le *premier ministre* va *revêtir* encore plus d'intérêt que nous ne l'imaginions lorsque nous lui avons demandé de recevoir une délégation du bureau confédéral. Il s'agira en effet, pour nous, de savoir, compte tenu des mauvais résultats de l'économie, si le gouvernement a, oui ou non, l'intention de s'engager dans la voie d'un nouveau plan de lutte contre l'inflation, qu'on le qualifie d'austérité ou de rigueur. Ce serait la même chose.

(*) Secrétaire général de la C.G.T.-F.O.

Le déficit du commerce extérieur appelle une action très forte et très urgente *déclare M. Rocard*

L'important déficit du commerce extérieur de la France enregistré en janvier a continué d'alimenter en début de semaine les commentaires et les déclarations des milieux gouvernementaux, politiques et professionnels. A Cambrai, M. Mauroy a déclaré que le problème était *« au premier rang des préoccupations du gouvernement »* et que celui-ci se donnait *« deux ans pour assainir complètement la situation »*. M. Jacques Delors estime quant à lui, dans une interview accordée à *La Croix*, que le déficit de la balance commerciale va diminuer automatiquement du fait de la baisse des prix pétroliers et de la stabilisation de la consommation des Français. Pour le ministre de l'économie et des finances, le pari du commerce extérieur peut être gagné sans austérité supplémentaire *« sauf si la consommation continuait à croître au lieu de se stabiliser »*.

M. Michel Rocard estime, pour sa part, que le déficit de janvier *« excessif, appelle une action très forte et très urgente »*. Prenant la parole à Orléans, il a mis l'accent sur *« les priorités industrielles (...) du IXe Plan*.

Pour M. Gattaz, président du C.N.P.F., *« si nos exportations se maintiennent, nos importations flambent (...) parce que le gouvernement a déclenché une reprise artificielle de la consommation qui a fait appel d'air »*. M. Gattaz ajoute que les entreprises françaises ont été handicapées. *« On a multiplié leurs charges et accru la rigidité de l'organisation du temps de travail. »*

M. HERZOG : la droite et le grand patronat sont responsables à 100 % du déficit extérieur.

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du parti communiste, déclare, dans une interview publiée par *l'Humanité*, mardi 1er mars, que « *la droite et le grand patronat français sont responsables à 100 % du déficit extérieur de la France* ». « *Dès 1980*, explique M. Herzog, *le déficit commercial de la France atteignait 62 milliards de francs, soit l'équivalent de 75 milliards de francs actuels. Le déficit de 93 milliards de francs en 1982 et celui de janvier 1983 sont les conséquences logiques de la gestion industrielle de la droite et du patronat.* »

Selon le responsable de la section économique du P.C.F., « *le C.N.P.F. mène une guerre contre la reconquête du marché intérieur* ». Il souligne que « *les investissements à l'étranger sont plus élevés que les investissements en France, qui baissent* », et que « *les banques préfèrent financer l'importation que la production nationale* ». M. Herzog estime que « *le mauvais exemple vient parfois du secteur nationalisé. C'est ainsi*, dit-il, *que M. Chalandon, P.D.G. d'Elf, ne négocie pas de contrat de plan et bloque encore la restructuration de la chimie* ».

« *La relance de la consommation n'est en aucun cas responsable du déficit commercial*, déclare M. Herzog. *Les résultats de la nouvelle politique sont probants en termes de* croissance : *nous avons stoppé la récession* ; de chômage : *nous l'avons stabilisé* ; de prix : *la hausse a été ralentie.*

« JE N'AI PAS DE MOYENS ET PEU DE POUVOIR » déclare M. Jobert

« *Je n'ai pas d'attributions. (...) Je n'ai pas de moyens et peu de pouvoir* », déclare M. Jobert dans une interview publiée lundi 28 février par *Libération*.

Le ministre, qui commente les très mauvais résultats du commerce extérieur de janvier, poursuit : « *Les ministres du commerce extérieur n'ont jamais disposé que de bricoles. Mes prédécesseurs s'en sont contentés, moi, je les ai refusées. Je préfère ne pas avoir d'attribution du tout.*

Le ministre ajoutait à propos du rôle des banques : « *J'ai constaté que le système bancaire français était beaucoup plus intéressé par l'importartion que par l'exportation* ».

[A l'Association française des banques (A.F.B.), *on constate, dans un premier temps*, que les commissions bancaires à l'importation sont grandement supérieures dans tous les pays industrialisés.

Au plan technique, on souligne que le transfert de devises (importations) est toujours plus onéreux que, le compartiment de capitaux (exportations).

***On indique également* que le plus souvent, ces opérations de commerce international entraînent l'ouverture d'« un crédit documentaire » que l'on peut assimiler à une garantie de paiement. Dans le cas d'une exportation, ce crédit documentaire est ouvert par une banque étrangère. Dans le cas d'une importation, par une banque française qui assume ainsi un risque de paiement qui doit être rémunéré. Ainsi explique-t-on à l'A.F.B. l'écart existant entre les commissions bancaires touchées selon qu'une entreprise importe ou exporte.]**





ÉTRANGER

Aux États-Unis

Nette diminution du déficit de la balance commerciale

Washington *(A.F.P.)*. – Le déficit de la balance commerciale américaine a diminué en janvier, atteignant 2,96 milliards de dollars, soit le plus petit déficit enregistré depuis mars 1982, a annoncé, lundi 28 janvier, le département du commerce.

Cette amélioration, qui a surpris les milieux financiers, est due principalement à une augmentation des ventes de produits agricoles et à la baisse des importations pétrolières.

En janvier, les exportations ont atteint 17,393 milliards de dollars, en augmentation de 6,64 % par rapport à décembre, tandis que les importations se sont élevées à 20,348 milliards, (+ 4,1 %).

Les importations de biens manufacturés ont augmenté de 8,4 %, atteignant 12,5 milliards, ce qui a été interprété par le département du commerce comme la réaction normale des entreprises, dont les stocks sont au plus bas.

La dégradation de la balance des biens manufacturés provient essentiellement d'une baisse de 53 % des ventes aéronautiques et d'une augmentation de 27 % des voitures importées du Canada et de 18 % des importations d'habillement.

Le volume des produits pétroliers importés, principale cause des déficits commerciaux depuis huit ans, a baissé de 6,2 % en janvier, le prix moyen du baril s'étant établi à 31,92 dollars, contre 32,26 dollars en décembre.

En ce qui concerne les exportations, la progression la plus spectaculaire est celle des ventes de blé et autres céréales *(+ 40 %)*. Une grande partie de ces ventes était destinée au Mexique, dont les importations américaines ont augmenté de 60 millions de dollars en janvier.

Au total, les experts américains pensent que le déficit sera supérieur de 20 milliards de dollars en 1983 par rapport aux 42,7 milliards de dollars enregistrés en 1982.

LE F.M.I. A ACCORDÉ LES QUELQUE 6 MILLIARDS DE DOLLARS DE CRÉDIT DEMANDÉS PAR LE BRÉSIL

Washington *(A.F.P.)* – Le F.M.I. a donné son accord lundi 28 février pour l'octroi d'un crédit stand-by sur trois ans au Brésil, d'un montant de 5,4 milliards de dollars dont 916 millions sont mobilisables immédiatement.

A cela s'ajoute l'octroi d'un « crédit compensatoire » (destiné à compenser la baisse de recettes d'exportation) de 508 millions de dollars. Le Brésil va pouvoir en outre tirer 272 millions de dollars au titre de sa tranche de crédit mobilisable à volonté (équivalente au quart de son quota au Fonds).

L'approbation du Fonds a permis la conclusion d'une série d'accords entre le Brésil et les banques commerciales internationales, qui se sont engagées à consentir 4,4 milliards de dollars de crédits nouveaux, et à consolider 4 milliards de dettes venant à échéance en 1983 (*le Monde* du 22 février).

MONNAIES

Chute du cours de l'or

(Suite de la première page.)

Sur un plan mécanique et technique, toutes les conditions étaient réunies pour qu'une baisse brutale du prix de l'once se produise. Encore faut-il ramener les choses à leurs justes proportions. Après tout, le prix ne fait que revenir à son niveau de la fin de novembre dernier, et même du début de 1982, le palier de 300 dollars ayant aussi été brièvement enfoncé en juin.

En fait, deux phénomènes se sont produits. Le premier a été une récente et forte hausse sur le métal (de 400 à 500 dollars, 25 % en deux mois), fondée, en grande partie, sur la crainte de craquements dans le système financier international. Cette hausse, faute de s'appuyer sur une reprise de la consommation, toujours stagnante (industrie et bijouterie), revêtait un caractère entièrement spéculatif, donc vulnérable. Déjà une déception s'était fait sentir, le cours de l'once ne dépassant pas les 500 dollars, comme certains l'escomptaient. L'affaire du prix du pétrole, alors, a retourné la tendance.

La croissance des marchés à terme

Le second phénomène est celui de la croissance vertigineuse des marchés à terme, où un opérateur peut acheter ou vendre sur le futur avec, comme seul exigence, un dépôt de garantie qui, jusqu'à ces jours derniers, ne dépassait guère 5 % de la transaction (2 500 dollars pour un contrat de 100 onces, soit 50 000 dollars au cours du 18 février). Or il faut savoir que, chaque jour, la position de chaque opérateur est ajustée en fonction des cours, son compte étant crédité ou débité au prorata de son gain ou de sa perte. Ainsi, un acheteur à terme de 100 onces à 500 dollars, soit 50 000 dollars, s'est retrouvé, au bout de huit jours, avec un contrat ne valant plus que 40 000 dollars, soit une perte de 10 000 dollars, qu'il a dû payer comptant et qui correspondait à quatre fois son dépôt de garantie. D'où des dégagements précipités, avec des ordres de ventes automatiques à chaque palier en baisse, ce qui a provoqué un torrent de liquidations.

Pour mesurer l'ampleur du phénomène, il faut savoir que, en un an, 1,5 million de contrats de 100 onces sont négociés sur le seul marché de Chicago, soit l'équivalent de 4 500 tonnes de métal (sept fois la production annuelle de l'Afrique du Sud) pour une valeur dépassant 60 milliards de dollars. Sans doute, la plupart de ces contrats défaits avant leur terme ne donnent jamais lieu à une livraison de métal, mais ils représentent une masse de manœuvre formidable, qui vient de déferler sur les marchés, et de calmer provisoirement les spéculateurs.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou Dép. –		Rep. +ou Dép. –		Rep. +ou Dép. –	
$ E.-U.	6,9210	6,9260	+ 230	+ 265	+ 450	+ 500	+1340	+1460
$ can.	5,6285	5,6333	+ 130	+ 165	+ 285	+ 335	+ 940	+1055
Yen (100)	2,8982	2,9016	+ 140	+ 165	+ 280	+ 312	+ 985	+ 970
DM	2,8336	2,8380	+ 175	+ 205	+ 345	+ 380	+1055	+1130
Florin	2,5613	2,5650	+ 177	+ 205	+ 345	+ 380	+1062	+1125
F.B. (100)	14,3790	14,3956	– 203	– 70	– 415	– 200	– 792	– 360
F.S.	3,3528	3,3572	+ 280	+ 313	+ 535	+ 575	+1585	+1680
L (1 000)	4,9109	4,9149	– 430	– 327	– 810	– 680	–2050	–1850
£	10,4547	10,4661	+ 95	+ 160	+ 205	+ 297	+ 865	+1070

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9	9 1/8	8 15/16	9 1/16	9	9 1/8	9 1/2	9 1/4
DM	5 3/4	5 7/8	5 1/2	5 5/8	5 7/16	5 9/16	5 7/16	5 9/16
Florin	4 3/4	5	4 3/4	4 7/8	4 3/4	4 7/8	4 3/4	4 7/8
F.B. (100)	12	13	13 1/2	14 1/4	14	14 3/4	13 7/8	14 5/8
F.S.	2	2 1/8	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 1/2	3 5/8
L (1 000)	16 1/4	17 3/4	20 3/4	22	21 3/4	22 3/4	21 1/4	22
£	11 1/2	11 5/8	11 1/2	11 5/8	11 7/16	11 9/16	11 3/8	11 1/2
F. franç.			25 1/4	27 1/4	25 1/4	27 1/4	23 3/4	23 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AGRICULTURE

POUR COMBATTRE LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION AGRICOLE

Le gouvernement veut réorienter la politique d'installation des jeunes

Le gouvernement a entamé une réflexion pour réorienter la politique d'installation des jeunes agriculteurs, qui demeure une priorité. Il s'agit d'augmenter le nombre des installations, d'accroître leurs chances de réussite et de trouver une plus grande efficacité aux aides publiques. Le C.N.J.A. (Centre national des jeunes agriculteurs) a approuvé, avec des réserves, ces projets.

Pourquoi cette priorité ? Parce que le gouvernement entend conserver en agriculture le maximum d'actifs, et que le remplacement n'est plus assuré par la seule descendance des paysans. En même temps que l'exode rural se ralentit, la population agricole vieillit. Si l'on poursuit les courbes, les chefs d'exploitation âgés de soixante-cinq ans et plus, qui étaient 25 % en 1980, seront 35 % en 1990, où 334 000 exploitations auraient disparu. Entre 1970 et 1979, il y eut 662 300 départs et seulement 320 000 installations.

Qui s'installe aujourd'hui en agriculture ? On a observé en moyenne annuelle, dans la dernière décennie, 35 000 installations, dont 29 000 étaient des premières installations. Mais, sur ces 29 000 agriculteurs, 11 000 ont déjà plus de trente-cinq ans, et c'est une première surprise, tandis que 7 000 s'installent comme doubles actifs, c'est-à-dire comme agriculteur mais en exerçant parallèlement un autre métier. C'est la seconde surprise, car cela indique que la double activité, contrairement à un idée répandue, n'est pas en voie de régression.

Quant à l'efficacité des incitations financières, le gouvernement constate que l'augmentation du montant de la dotation des jeunes à l'installation (D.J.A.) (doublée entre mai 1981 et janvier 1983) a eu un effet bénéfique : 8 000 jeunes l'ont obtenue en 1980 ; 14 000, en 1982. L'enveloppe budgétaire qui lui est consacrée est passée de 260 millions de francs en 1981 à 718 millions pour 1983. On remarque encore que les bénéficiaires de la D.J.A. (dont l'attribution est subordonnée au respect de certaines contraintes, notamment en matière d'assujettissement fiscal) sont plus nombreux à avoir reçu une formation agricole (76 %) que l'ensemble des agriculteurs de moins de trente-cinq ans (63 %).

Avant l'été

Pour accroître l'efficacité de la politique d'installation, le gouvernement retient quatre orientations :

● La formation initiale et continue, avec une rénovation déjà entreprise de l'enseignement agricole public, l'adaptation des contrats emplois-formation, qui se traduiraient en agriculture par des formules d'association entre les jeunes candidats à l'installation et les aînés serait envisageable également, mais le C.N.J.A. a déjà dit qu'il s'y opposerait avec vigueur, l'utilisation d'une partie de la D.J.A. pour financer des services de remplacement permettant ainsi au jeune qui s'installe de s'absenter pour suivre des sessions de formation ;

● Le renforcement de l'assistance technique : l'idée est ici de créer un guichet unique (à partir des organismes existants), auquel le candidat à l'installation ou celui qui est récemment installé trouvera les informations nécessaires sur les terres disponibles, les moyens de formation et les conseils existants :

● L'amélioration de l'efficacité des aides : la sélectivité et la modulation de la D.J.A. seront réexaminées au regard de quatre critères : patrimoine et revenu du postulant, taille de l'exploitation, zone géographique, types des productions agricoles. Les bénéficiaires de la D.J.A. pourraient être aussi contraints de s'assujettir au régime fiscal du revenu réel. Les jeunes agriculteurs se sont déclarés hostiles au critère de revenu ;

● La limitation de la contrainte foncière : une société d'épargne foncière agricole, dont les modalités de création sont encore soumises à l'arbitrage du premier ministre, permettra à trois cents ou quatre cents jeunes ne disposant pas de ressources personnelles suffisantes de s'installer sur des terres en location, qui sont aujourd'hui dans le portefeuille des SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural). Cette société d'épargne foncière dispose d'un capital de départ de 300 millions de francs, dégagés sur les crédits de la conférence annuelle de 1981. Quant à savoir si elle pourra mobiliser l'épargne publique pour le financement du foncier, la question n'est pas encore tranchée au sein du gouvernement. Le ministre de l'agriculture affirme cependant que l'effort représenté par la création de cette société d'épargne foncière « *sera poursuivi par la création des offices fonciers agricoles* », dont le projet de loi joue les Arlésiennes.

Enfin ces orientations, dit-on au ministère de l'agriculture, sont la base d'une discussion qui sera entamée avec les organisations professionnelles, les mesures concrètes devant être arrêtées d'ici à l'été. – J. G.

DU 6 AU 13 MARS LA SEMAINE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE

Où sont passées les entreprises nationalisées ?

La traditionnelle Semaine de l'agriculture se tiendra du 6 au 13 mars, au parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Mme Cresson, qui l'inaugurera le dimanche 6 mars, avait présenté, à la mi-février, les grands traits de cette manifestation internationale qui sera précédée, du 2 au 4 mars, par un colloque consacré aux coûts de production en agriculture. Les représentants d'une centaine de pays devraient y participer.

Pour 1984, Mme Cresson suggère un autre thème : le rapport entre la formation initiale et l'évolution de la vie rurale. Outre ce colloque, la Semaine se décompose en deux salons proprement dits : le Salon international de l'agriculture, vingtième du nom, qui accueille le non moins traditionnel concours général des animaux et des produits, et le Salon international de la machine agricole, qui en est, lui, à sa cinquante-quatrième édition, et qu'accompagne le dernier-né, depuis quinze ans déjà, le Salon de la motoculture de plaisance et du jardinage.

Ces salons sont une manifestation professionnelle d'envergure, sur le plan français comme sur le plan mondial, qui présente aussi l'originalité, surtout celui de l'agriculture, d'être un événement pour tous les publics : sur le petit million de visiteurs, 42 % sont des agriculteurs, 20 % ont des professions qui touchent de près ou de loin l'agriculture, les 38 % restants étant des citadins curieux. Le poids professionnel l'emporte cependant. Vitrine des techniques et des résultats de l'agriculture d'aujourd'hui, ces salons permettent aux agriculteurs de comparer, confronter, apprendre.

On sait qu'en agriculture, le problème de l'évolution des coûts des moyens de production est préoccupant. Et le choix du thème du colloque qui précède cette Semaine internationale ne doit rien au hasard. Dans ces coûts de production entrent essentiellement les engrais, les produits phytosanitaires, les aliments du bétail. Il est assez paradoxal, que, au moment où le gouvernement insiste sur la reconquête du marché intérieur, les producteurs français d'engrais, qui sont, dans leur majorité, nationalisés, n'aient pas jugé utile de se présenter dans une telle manifestation à leurs clients agriculteurs. A une exception près, la Société commerciale des potasses et de l'azote. Mais ni la SOPAG, ni la GESA (toutes deux filiales de Rhône-Poulenc), ni COFAZ (66 % de Paribas, 34 % de Total), ni l'A.P.C. (filiale de C.D.F.-Chimie), pas plus que, pour les phytosanitaires Rhône-Poulenc encore, ne sont présents au Salon. Et paradoxe pour paradoxe, il est assez piquant de voir parmi les exposants en engrais et amendements une société d'exportation d'U.R.S.S., pays où l'insuffisance en approvisionnement de fertilisants est une des causes du retard agricole.

Peut-être les entreprises françaises, remarquables par leur absence, n'ont-elles pu trouver place dans les 336 000 mètres carrés du parc des expositions. Peut-être font-elles partie de ces entreprises, une sur trois a dit Mme Cresson, qui ont été refusées faute d'espace. Encore ne s'agissait-il que de machinisme agricole, secteur qui a d'autant plus besoin d'une vitrine large que ses difficultés sont grandes. L'industrie des engrais et des produits de traitement apparaît alors bien sûre d'elle.

J.G.

● *M. Michel Debatisse*, ancien secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires, ancien président de la F.N.S.E.A., a été élu président de la chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme lundi 28 février. Il a obtenu 24 voix contre 22 à M. Bernard Favodon, candidat de la F.D.S.E.A., fédération départementale exclue de la F.N.S.E.A depuis 1964. M. Favodon est par ailleurs suppléant du député socialiste de la circonscription de Riom, M. Edmond Vacant. C'est la première fois depuis 1964 que la chambre du Puy-de-Dôme ne sera pas présidée par un opposant à la F.N.S.E.A.

LOGEMENT

L'activité du Crédit foncier a augmenté de 36 % en 1982

En 1982, le Crédit foncier de France a autorisé le financement de 112 684 prêts à l'accession à la propriété (PAP), représentant 29 milliards de francs, contre 90 133 logements financés en 1981, soit 21,4 milliards de francs (+ 36 %). C'est ce qu'a déclaré M. Georges Bonin, gouverneur du Crédit foncier, aux journalistes de l'Ajibat (Association des journalistes de l'habitat). Au cours du même exercice, le C.F.F. a collecté 34 milliards de francs (contre 18 en 1981), dont 11 milliards de prêts à long terme fournis par les banques.

En 1983, le Crédit foncier, qui devient dans les faits le dispensateur presque unique des PAP, devra verser 43 milliards de francs de prêts, dont 22 milliards seront collectés sous sa responsabilité : outre 4 milliards en bons à moyen terme, le C.F.F. prévoit d'emprunter 9 milliards sur le marché intérieur et 9 milliards sur les marchés extérieurs.

En ce qui concerne le secteur locatif aidé, où son intervention est faible, le Crédit foncier a épuisé sa dotation dès septembre 1982, le montant des autorisations pour l'année s'élevant à 680 millions de francs, soit le financement de 4 200 logements.

1 700 licenciements chez Atari, aux Etats-Unis. – Atari, l'un des pionniers des jeux vidéo dans le monde, connaît quelques problèmes de croissance. La société américaine, qui emploie 11 000 personnes (dont 7 000 aux Etats-Unis), a enregistré une sévère baisse de ses profits à la fin de 1982. Atari est concurrencé par des centaines de sociétés installées aux Etats-Unis et dans le Sud-Est Asiatique.

Pour améliorer sa productivité, Atari va « délocaliser » une partie de la fabrication de ses jeux vidéo et de ses ordinateurs personnels à Hongkong et à Taïwan. Un plan qui va entraîner 1 700 licenciements dans ses usines de San Jose et Sunnyvale dans la Silicon Valley, en Californie.

Publicité

RÉPUBLIQUE DU ZAIRE
Département des mines et énergie

Régie de distribution d'eau REGIDESO

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Nº DD/0200/999/-/02/83

Pour l'exécution des terrassements, la pose de canalisations et accessoires, la construction de réservoirs et la fourniture et pose de divers équipements complémentaires des villes de :

KISANGANI

Lot 1. – Travaux pour la pose de canalisations dont le matériel disponible comprend : 15 km de tuyaux DN 150 à 400 mm : 54 km de DN 60 à 100 mm et 110 km de DN inférieur à 50 mm pour équipement de 110 bornes-fontaines et de 7 315 branchements particuliers.

Lot 2. – Construction et équipement de deux réservoirs sur tour de 1 000 m² et 1 500 m². Réhabilitation de deux réservoirs au sol de 2 × 1 000 m³.

MBUBI-MAYI

Lot 3. – Travaux pour la pose de canalisations dont le matériel disponible comprend : 32 km de DN 80 à 300 mm, 24 km de DN 50 mm et 53 km de DN inférieur à 50 mm pour équipement de 10 bornes-fontaines et de 4 100 branchements particuliers.

Lot 4. – Construction et équipement d'un réservoir au sol de 1 600 m³ et divers travaux de génie civil.

Chaque lot constitue un marché distinct.

Source de financement : Banque mondiale et le conseil exécutif du Zaïre.

Data de référence pour l'établissement des soumissions (taux de change, formule de révision) : le 15 avril 1983.

Ouverture des offres : le 16 mai 1983 à 10 heures, à Kinshasa au Centre de *formation REGIDESO à BINZA-OZONE.*

Prix des documents d'appel d'offres par dossier : 200 dollars U.S. (1).

Information, consultations gratuites et achat des dossiers : dès parution du présent avis.

Commande, paiement et retrait du dossier : à partir du 1er mars 1983 aux *adresses ci-après :*

- REGIDESO à Kinshasa, 65, boulevard du 30-Juin, KINSHASA-GOMBE. Télex 21 077 - 21 325 REGIDO ZR.
- REGIDESO à Bruxelles, 34, rue Montoyer, 1040 BRUXELLES. Télex 21636 (vente du dossier seulement).
- IEU-SEURECA, 32 bis, rue Victor-Hugo, 92807 PUTEAUX. Télex 610 943 F. Tél. 506-42.21.
- LATINOCONSULT à Buenos-Aires, 355, avenue Belgrano, 3e, BUENOS-AIRES 1092. Télex 21 332 ARLATIN.

Il ne sera pas fait d'expédition de dossier.

(1) Ou équivalent en autres devises à la date de publication de l'appel d'offres. Deux dossiers sont constitués, l'un comprenant les lots 1 et 2 et l'autre les lots 3 et 4..



à louer 9 500 m² de bureaux entièrement rénovés
division possible

AUGUSTE-THOUARD
IMMOBILIER D'ENTREPRISE
265.54.07

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère du Commerce

SO. NA. CAT.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Nº 003/83/DEI

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :
CHAINES COMPLÈTES DE FABRICATION DE CRÈME GLACÉE

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupeurs, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi nº 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

En outre, conformément à la *circulaire* nº 21 DGCI-DMP du 4 mai 1981 du Ministère du Commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :

- Le statut de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires ;
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social ;
- Liste des principaux gestionnaires de l'entreprise ;
- Les bilans des deux dernières années ;
- L'attestation de non-recours à des intermédiaires conformément à l'article 12 *de la loi 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur ;*
- La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à :

SONACAT - DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS
85, boulevard Mohamed-V - ALGER

contre la somme de 100 DA le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli *anonyme* cacheté et recommandé, au plus tard le 12 MARS 1983 à l'adresse indiquée ci–dessus.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement, la mention d'avis d'appel d'offres international nº 003/83/DEI « A NE PAS OUVRIR ».

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie des Machines Bull

S.A. au capital de F 1 206 051 420
Siege Social, 94 avenue Gambetta, 75020 Paris – RCS Paris B 542048065

OFFRE PUBLIQUE D'ECHANGE

sur toutes quantités d'actions Compagnie des Machines Bull. présentée par la Société Générale, agissant pour le compte de l'Etat.

VALABLE JUSQU'AU 31 MARS 1983

Contre
DIX ACTIONS COMPAGNIE DES MACHINES BULL
de F 30 Nominal
Il sera remis
UNE OBLIGATION COMPAGNIE DES MACHINES BULL
de F 500 Nominal
échangeable contre des actions Compagnie des Machines Bull.

Il est precise que seuls les multiples de 10 actions Compagnie des Machines Bull seront acceptés a l'echange Il appartiendra à l'actionnaire *d'acheter ou de vendre sur le marche les actions formant rompus*

Nominal : **F 500**
Jouissance : **1er Janvier 1983**
Intérêt : **12 %**, soit F 60 par obligation, payable le 1er Janvier de chaque année et pour la première fois le 1er Janvier 1984
Taux de rendement actuariel brut : **12 %** au 1er Janvier 1983, en cas de non échange
Durée : **10 ans**
Amortissement : **en 5 séries** sensiblement égales : le premier remboursement sera effectué le 1er Janvier 1989
Prix de remboursement : le pair, soit **F 500**
Échange : à tout moment, et au gré des porteurs : chaque obligation de F 500 nominal pourra être échangée contre 10 actions Compagnie des Machines Bull, portant jouissance du début de l'exercice au cours duquel l'échange aura été demandé.

La cotation de l'Emprunt sera demandée à la Bourse de Paris.

Pour plus de details, voir l'avis nº 83-176 de la Chambre Syndicale des Agents de Change du 18.2.1983 et la note d'information qui a obtenu le visa nº 83-41 en date du 14.2.1983 de la Commission des Operations de Bourse.



SAGA (Holding)

Le conseil d'administration de Saga (Holding) s'est réuni le 23 février 1983 à son siège social de la Tour Atlantique à Puteaux, pour examiner les conséquences des modifications intervenues dans son actionnariat majoritaire.

A cette occasion, il a enregistré la démission de son président, M. Eric de Rothschild, ainsi que de trois administrateurs :

M. David de Rothschild ;

M. Hervé Paste de Rochefort ;

L'*Européenne de Banque.*

Trois nouveaux administrateurs ont été nommés pour remplacer les administrateurs démissionnaires :

M. Philippe Giffard ;

M. Jean-Jacques Laurent ;

M. Roland Violot.

Le conseil a nommé M. Philippe Giffard président de Saga (Holding) et confirmé les pouvoirs de M. Gérard Nouveau comme directeur général.



IMMOFFICE

Au cours de sa réunion du 22 février, le conseil d'*Immoffice* a *arrêté les* comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982. Les recettes de crédit-bail et de location simple ainsi que les produits financiers représentent un ensemble de 121 901 919,79 F, *en augmentation* de 9,7 %.

Le bénéfice d'exploitation s'est accru de 8 % et atteint 38 186 995,72 F.

Il s'y ajoute des profits exceptionnels pour un montant brut de *9 726 543,89 F* contre 7 101 169,92 F en 1981.

Le bénéfice net est de 47 264 030,61 F, en hausse de 16 %. Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 26 mai prochain la distribution d'un dividende de 31 F par action.

Le patrimoine de location simple a procuré cette année un ensemble de loyers de 49,5 millions de francs. Sa valeur vénale apparaît au moins égale à la capitalisation boursière actuelle de la société.

PENARROYA

Le niveau très déprimé des cours des principaux métaux produits par le Groupe Penarroya, en particulier ceux du zinc, entraîne, au niveau des résultats consolidés du Groupe, une perte d'environ 470 millions de francs en 1982, *contre une perte de 58 millions* en 1981.

La situation provisoire des comptes de l'exercice 1982 fait apparaître pour la Société Penarroya, après des dotations nettes aux amortissements et provisions d'environ 205 millions de francs, une perte de l'ordre de 380 millions de francs contre un profit de 26 millions en 1981.

Après analyse de la situation, le Conseil d'Administration, qui n'escompte pas un redressement rapide des cours des *métaux*, a estimé nécessaire de rechercher tous les concours utiles à la restructuration des fonds propres de la Société Penarroya.

SODEXHO

L'assemblée générale ordinaire de SODEXHO tenue le 25 février 1983 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1982 qui font apparaître un *volume d'affaires consolidé de* 2 674 000 000 francs en progression de 39 % sur celui de l'exercice précédent et un résultat net, part du Groupe, de 44 121 000 francs.

Compte tenu de la prochaine augmentation de capital en numéraire, à raison d'une action nouvelle émise au pair pour 3 anciennes, le dividende mis *en paiement à compter du 16 mai 1983* sera de 36 francs net par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 18 francs.

Au cours de son allocution, le Président a indiqué que, d'après les prévisions à ce jour, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour l'exercice 1982/1983 devrait croître de 20 % et le résultat net consolidé, part du Groupe, d'environ *50 %*.

Les actions de SODEXHO seront admises à la cote du second marché de la Bourse de Paris le 2 mars 1983.

Eau et Force — DOUBLE AUGMENTATION DE CAPITAL

1
- **En numéraire**
- *Émission de 90.104 actions nouvelles* de F 70 nominal dans la proportion d'une action nouvelle pour quatre anciennes
- **Prix d'émission** : F 200
- **Jouissance** : 1er Janvier 1982.
- **Souscription** : du 14 Février au 16 Mars 1983

2
- **Par incorporation de réserves**
- Élévation du nominal des actions de F 70 à F 100
- Attribution d'une action nouvelle pour cinq *anciennes et nouvelles possédées*
- **Jouissance** : 1er Janvier 1983
- ***Date** : sous réserve et après* la réalisation de la première augmentation de capital

BALO du 7 2 83 Une note d'information (Visa COB nº 83-28 du 1.2 83) peut être obtenue sans frais au siege social (45, rue Cortambert, 75769 Paris Cedex 16) *et aupres des Etablissements charges de la* souscription : (Crédit Lyonnais, Banque Indosuez, Banque Nationale de Paris, Societe Generale, Societé Financière "UFINER-SOFINER")

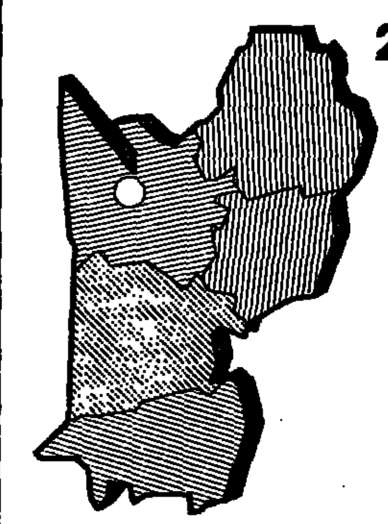
AVIS D'APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL

Le Départment des Transports et Communications de la République du Zaïre, représenté par l'Office National des Transports "ONATRA", lance sur financement de la **BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT** (BAD), à Abidjan, *des appels d'offre internationaux* pour la fourniture de:

– matériel de voies ferrées	(Appel d'offre 1387 - f2)
– deux camions bennes de 20 tonnes	(Appel d'offre 1410 - f2)
– deux camionnettes de chantier	(Appel d'offre 1411 - f2)
– adjuvants et epoxy	(Appel d'offre 1412 - f2)
– matériel de préfabrication	(Appel d'offre 1413 - f2)
– quatre bétonnières	(Appel d'offre 1414 - f2)
– six dumpers	(Appel d'offre 1415 - f2)
– une centrale à béton	(Appel d'offre 1416 - f2)
– fers à béton, profilés d'acier, et accessoires divers	(Appel d'offre 1417 - f2)

La participation est ouverte à toutes les firmes techniquement valables des pays membres de la BIRD, de la Suisse et de Taïwan.
Toutefois, les offres émanant de firmes de la République Sud-Africaine ne seront pas prises en considération.
Les firmes intéressées peuvent obtenir un ou plusieurs dossiers concernant l'appel d'offre de leur choix accompagnés d'un exemplaire du cahier général des charges de l'ONATRA, en s'adressant à:
La Direction des Approvisionnements de l'Office National des Transports au Zaïre (ONATRA)
Boulevard du 30 Juin, 177 - B.P. 98 à Kinshasa,
contre paiement de la somme de quatre cents zaires par dossier, soit à
La Société Générale des Minerais, Division Zaïre,
Rue de la Chancellerie, 1 - B-1000 Bruxelles,
contre virement de trois mille cinq cents francs belges par dossier demandé au compte 603-2461692-70 chez la banque Belgolaise, 1 Cantersteen, Bruxelles,
en mentionnant l'objet et le numéro de l'appel d'offre.
La date limite de rentrée des offres pour la totalité des dossiers susmentionnés est fixée au jeudi 31 mars 1983 à 15 heures à Kinshasa. Elles devront être adressées suivant la forme indiquée dans l'appel d'offre sous double enveloppe cachetée à:
Office National des Transports,
Président de la Commission des Adjudications,
Building ONATRA, 7è étage - local 707,
Boulevard du 30 Juin, 177 - B.P. 98, Kinshasa 1 - Zaïre.
L'enveloppe extérieure qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire devra porter en plus de l'adresse susmentionnée, le numéro et l'objet du dossier concerné, les offres pourront également être remises au Président de la Commission en début de séance d'ouverture.
Les ouvertures publiques, auxquelles il est loisible aux soumissionnaires d'assister, auront lieu dans la Salle de Conférences de la Direction Générale, building ONATRA, 7è étage - local 711 - boulevard du 30 Juin 177 à Kinshasa, le jeudi 31 mars 1983 à 15 heures à Kinshasa (heure locale).

EMPRUNT GROUPÉ DES COLLECTIVITES LOCALES DE LA REGION AQUITAINE



28 Février 1983 - 300 millions de F.

15,40 %

Emission de 60.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission : 4.980 F. Jouissance : 14 Mars 1983.
Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).
Taux de rendement actuariel brut:

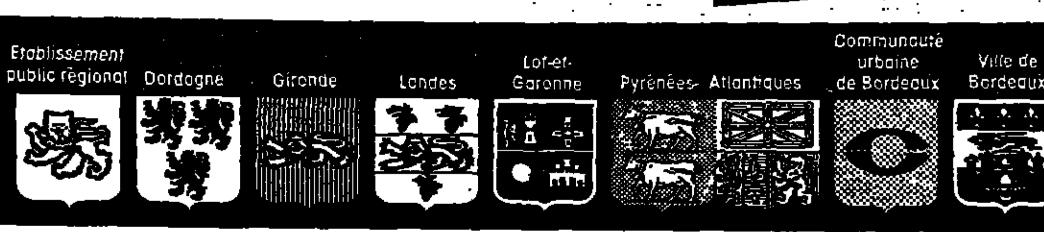
15,48 %

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.

Une note d'information (visa C.O.B. nº 83.42 du 15.02.83) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 56, rue de Lille - 75356 PARIS et des établissements chargés du placement.

La Caisse d'Aide à l'Equipement des Collectivités Locales est chargée du service financier de l'emprunt. CAECL

Etablissement public régional · Dordogne · Gironde · Landes · Lot-et-Garonne · Pyrénées-Atlantiques · Communauté urbaine de Bordeaux · Ville de Bordeaux







MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

28 février

Coup de semonce sur les valeurs
Vif repli de l'or

La Bourse a subi, en ce début de semaine, deux chocs simultanés, qui l'ont passablement secouée.

Le premier a été la chute des cours de l'or sur les marchés mondiaux (– 10 % pendant le week-end), qui a ramené le prix de l'once de 465 dollars vendredi à 420 dollars environ lundi, dans une agitation voisine de la panique. Du coup le lingot a perdu 7 400 F à Paris à 94 850 F (– 7,2 %) pour la première fois, à moins de 100 000 F depuis le 10 janvier 1983, le napoléon se contentant de 15 F, à 680 F (– 2 %). Les emprunts rattachés au métal ont fléchi, mais plus modestement : de 3,9 % pour le 4 1/2 %, à 1 960 F, et de 1,8 % pour le 7 % à 8 638 F.

Sur les valeurs françaises, qui avaient monté en moyenne de 3,5 % la semaine dernière et de 0,9 % à la veille du week-end, l'annonce d'un « mauvais » indice des prix et d'un lourd déficit commercial, couplés avec la déclaration de M. Mauroy au « Club de la presse » d'Europe 1, évoquant de nouvelles mesures sur les prix et, le cas échéant, de nouveaux impôts ou prélèvements, ont fait l'effet d'un coup de semonce, ou d'une douche froide, au choix. L'indice instantané a perdu près de 1,5 %.

Très logiquement, les valeurs les plus éprouvées sont celles du secteur de la consommation : PROMODES (– 6,8 %), Carrefour (– 5,5 %) et celles qui avaient le plus progressé la semaine dernière : VALEO (– 3,6 %), Michelin. Quelques titres néanmoins, se sont montrés bien disposés : Ciments français (+ 4 %), Sommer-Allibert (+ 3,6 %), Bouygues (+ 1 %), L'Air Liquide en net réveil. Lafarge, Pernod, L'Oréal, Peugeot, n'ont guère varié, comme si la tendance de fond sur les valeurs intéressées à l'étranger n'avait pas changé.

Le dollar-titre a monté à 8,90 F contre 8,79 F.

NEW-YORK

Ventes bénéficiaires

Parvenu la semaine précédente au sommet de son histoire, Wall Street a dû affronter, lundi, les ventes bénéficiaires. Le marché ne s'est, toutefois, pas trop mal comporté, réussissant à contenir l'assaut, de sorte qu'à la clôture le bilan de la journée n'était pas mauvais avec, sur 1 968 valeurs traitées, 902 baisses pour 713 hausses (353 actions n'ont pas varié). Les prises de bénéfice s'étant surtout portées sur les Blue Chips, l'indice des industrielles a cédé 8,32 points à 1 112,61.

Bref, la tendance s'est révélée assez résistante.

Selon plusieurs analystes réputés de la place, le marché dispose de bonnes ressources pour reprendre sa marche en avant. Cependant, à leur avis, les opérateurs vont attendre maintenant de voir comment les prix du pétrole brut vont évoluer. Une trop forte baisse pourrait, en effet, mettre en difficulté les grandes compagnies américaines, mais aussi les banques du pays, qui ont des créances considérables sur des pays producteurs, comme le Mexique. Ceci expliquant cela, Wall Street n'a guère réagi à la baisse généralisée du « prime rate » bancaire. Le phénomène, il est vrai, avait été très largement anticipé.

Une activité modérée a régné. Près de 84 millions de titres ont été échangés contre 101 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 25 fév.	Cours du 28 fév.
Alcoa	34 1/2	33 1/4
A.T.T.	68 3/4	66
Boeing	36 5/8	36 5/8
Chase Manhattan Bank	48 1/4	48 3/4
Du Pont de Nemours	40 1/8	40
Eastman Kodak	88 3/4	89 3/4
Exxon	29 3/4	29 3/8
Ford	39 3/8	38 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/2
General Foods	39	38 3/8
General Motors	61 1/2	61 1/2
Goodyear	31 3/8	31 1/4
I.B.M.	100 1/4	99
I.T.T.	32 3/8	32 1/2
Mobil Oil	27 1/8	26 1/4
Pfizer	70 1/2	70
Schlumberger	42 1/4	39 1/8
Texaco	32	31 3/4
U.A.L. Inc.	34 1/8	34 3/4
Union Carbide	60 5/8	60 5/8
U.S. Steel	22 3/8	22 3/8
Westinghouse	47 7/8	48 1/8
Xerox Corp.	39	38 3/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CLUB MÉDITERRANÉE. – Le résultat net non consolidé pour 1983 s'accroît de 19,9 % pour atteindre 134,36 millions de francs. Le dividende global est fixé à 22,50 F contre 18,75 F. Les 610 544 actions nouvelles émises en 1982, auront droit à la moitié de ce dividende.

MATSUSHITA ELECTRIC INDUSTRIAL. – Pour l'exercice clos le 20 novembre 1982, le bénéfice net consolidé s'établit à 157 121 millions de yens contre 156 727 millions pour un chiffre d'affaires de 3 649 571 millions de yens (+ 6%).

PHILIPS MORRIS. – Bénéfice net pour 1982 :782 millions de dollars (+ 18,5 %). Le dividende trimestriel payable le 10 avril prochain est majoré de 20,8 % à 77,5 cents.

HUTCHINSON. – M. Yves Nanot entre dans le groupe dont il deviendra le vice-président directeur général le 14 mars prochain. Il a fait toute sa carrière, chez Du Pont-de-Nemours, et était depuis mai 1980, président du directoire de la filiale française du groupe chimique américain.

SANOFI. – Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pharmaceutique, filiale d'Elf-Aquitaine, a progressé de 17,3 % en 1982 pour s'élever à 7,7 milliards de francs contre 6,6 milliards. Les ventes en France du secteur pharmacie ont progressé de 9,7 % à 2,3 milliards de francs. A l'étranger, le groupe a augmenté son chiffre d'affaires « pharmacie » de 28,4 %. Succès également pour les produits de beauté Yves Rocher (filiale de SANOFI), dont les ventes ont progressé de 31 %.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	24 fév.	25 fév.
Valeurs françaises	109,4	110
Valeurs étrangères	109,8	109,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	25 fév.	28 fév.
Indice général	106	107,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 1er mars .... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	28 fév.	1er mars
1 dollar (en yens)	235,55	238,95

BOURSE DE PARIS — Comptant — 28 FÉVRIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV

28/2	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sogevar	397 73	379 69
U.A.P. Investiss.	282 96	270 13
Unifrance	210 58	201 04
Unifoncier	556 14	530 92
Unigestion	499 09	476 46
Uni-Japon	758 66	724 26
Unirenta	1631 05	1577 42
Univar	11643 85	11643 85
Valorem	321 97	307 37
Valrea	117021 18	116904 28
Worms Investiss.	606 48	578 98

◆ : prix précédent

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Océanic	26 30	24 20
Petrofigaz	379	....
Pronuptia	131	128
Ratier Forest G.S.P.	....	....
Rorento N.V.	613	620
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Sicomur	178	178 50
S.K.F.(Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	100	100
Total C.F.N.	89 30	....
Ufinex	200	200
Voyer S.A.	1 35	....

Hors-cote

[illegible]

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	110	120 d
Akzo	148	152
Alcan Alum	283 50	....
Algemaine Bank	1060	1060
Am. Petrofina	460	....
Arbed	174	....
Asturienne Mines	46	47 50
Bco Pop Espanol	76	76

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2070	4,5 % 1973	2042	1975	1951	1930
3030	C.N.E. 3 %	2965	2960	2959	2935
505	Agence Havas	525	502	507	492
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
560	Facom	588	587	587	582
735	Fichet-bauche	730	745	745	730
151	Financial	152	152	152	152
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	Vallourec	95 80	93	93	91 50
[illegible]	V. Clicquot-P.	1160	1150	1150	1154
[illegible]	Viniprix	665	660	650	650
[illegible]	Elf-Gabon	950	900	905	882
[illegible]	Amax Inc.	217 90	207 80	205	206 10
[illegible]	Amer. Express	622	630	538	539
[illegible]	Amer. Teleph.	619	627	624	627
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
260	Exxon Corp.	281	267 20	266 50	262
360	Ford Motors	360 50	359	359	360
490	Free State	426	400	385	392
285	Gencor	230 60	222 50	215	218
230	Gén. Belgique	241	242	242	240
900	Gén. Electr.	977	985	986	980
550	Gen. Motors	560	558	558	560
73	Goldfields	68 40	64	64	66
225	Harmony	192	184 50	177	186
30	Hitachi	30 10	30	30	30
460	Hoechst Akt.	486	478	478	470
51	Imp. Chemical	51 40	50 60	50 50	51
113	Inco. Limited	118 80	120	119 50	117 60
880	IBM	906	914	908	914
44	Ito-Yokado	47 20	47	45 90	43 •
285	ITT	292 10	297 50	297 50	298
44	Matsushita	45 50	45 60	45 80	45 05
735	Merck	752	768	766	758
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
58	Shell transp.	54	54 20	54 40	53 80
980	Siemens A.G.	1040	1028	1035	1042
120	Sony	121 50	119 40	119 50	120
158	T.D.K.	165 40	161 50	164	163
660	Unilever	648	638	645	....
585	Unit. Techn.	615	608	608	608
1100	Vaal Reefs	1017	970	965	951
560	West Deep	517	490	464	470 40
515	West Hold.	475	440	443	438
330	Xerox Corp.	348	340	341	346 80
3 49	Zambia Corp.	3 45	3 27	3 27	3 33

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 28/2	Cours des billets aux guichets: Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	6 847	6 863	6 640	7
Allemagne (100 DM)	283 650	283 470	275	289
Belgique (100 F)	14 395	14 392	13 300	14 400
Pays Bas (100 fl.)	256 540	256 530	250	262
Danemark (100 krd)	79 810	79 690	76	82
Norvège (100 k)	96 270	96 280	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 453	10 448	10 100	10 800
Grèce (100 drachmes)	8 200	8 220	7	9
Italie (1 000 lires)	4 906	4 909	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	336 620	335 500	329	347
Suède (100 krs)	92 310	92 190	89	95
Autriche (100 sch)	40 390	40 350	39 500	41 200
Espagne (100 pes.)	5 252	5 246	5 050	5 500
Portugal (100 esc.)	7 410	7 360	6 700	7 900
Canada ($ can 1)	5 578	5 597	5 410	5 680
Japon (100 yens)	2 916	2 908	2 790	2 930

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/2
Or fin (kilo en barre)	102600	95000
Or fin (en lingot)	102250	94850
Pièce française (20 fr)	695	680
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	681	660
Pièce latine (20 fr)	650	648
Souverain	800	780
Pièce de 20 dollars	3905	3875
Pièce de 10 dollars	1865	1870
Pièce de 5 dollars	1002 50	.....
Pièce de 50 pesos	4130	4000
Pièce de 10 florins	668	660

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 1er mars 1983 a été tiré à 543 837 exemplaires

Le tribunal de Bobigny interdit aux onze ouvriers sanctionnés de Citroën de pénétrer dans l'usine d'Aulnay

Le tribunal de Bobigny a rendu mardi 1er mars au matin deux jugements « *en l'état de référé* », faisant suite à la demande de la direction de Citroën-Aulnay, l'un concernant trois salariés protégés (M. Ghazzi, ayant le droit, comme représentant syndical au C.E. d'accomplir son mandat, n'est pas visé), l'autre concernant les huit salariés licenciés. Les motifs sont identiques : les onze salariés sont « *sans droit ni titre à pénétrer* » dans l'enceinte de l'usine d'Aulnay. Le tribunal « *autorise ladite société à s'opposer à l'entrée* » des onze salariés et le cas échéant « *à enjoindre à ceux-ci de quitter les lieux occupés indûment, et ce au besoin avec le concours de la force publique* ».

La C.G.T. a annoncé mardi, qu'elle appellera a un débrayage de vingt-quatre heures si la direction de Citroën-Aulnay refuse de négocier d'ici à mercredi. Ce mot d'ordre devrait être proposé aux militants lors d'un meeting d'information mardi en début d'après-midi.

Lundi, aucun des trois délégués de la C.G.T. de Citroën-Aulnay, convoqués par le juge d'instruction dans le cadre de l'information judiciaire ouverte à la suite des incidents du 2 février, ne s'est présenté au tribunal de Bobigny. MM. Oussalah et Mansouri ne se sont pas présentés « *volontairement* ». Quant à M. Akka Ghazzi, il est hospitalisé depuis le 27 février à la suite d'un malaise cardiaque. Rappelant qu'il disposait de « *moyens de coercition* », le juge d'instruction n'a pas exclu de convoquer de nouveau M. Ghazzi.

La C.G.T. a organisé un meeting, avec une centaine d'ouvriers immigrés, le 28 février devant l'usine d'Aulnay, pour demander « *sans attendre* » l'ouverture de négociations tripartites (direction, C.G.T., pouvoirs publics) permettant de trouver une solution évitant les licenciements. Dans un tract, M. Ghazzi a demandé aux salariés de « *rester unis et de faire confiance aux dirigeants de la C.G.T. et de leur syndicat* ». « *Je ne vous parle pas en tant que secrétaire général de votre syndicat*, ajoute-t-il, *mais comme votre frère proche en amitié. Je suis à l'hôpital, mais je suis parmi vous. Ça va... Je serai parmi vous dans quelques jours. Dieu est avec vous, et avec lui nous allons gagner.* »

Dans un communiqué, en date du 28 février, la C.S.L. estime que le comportement « *inadmissible* » de la C.G.T. « *doit conduire le gouvernement à décider le licenciement de tous ceux que la justice aura reconnus coupables, et à condamner la C.G.T. à verser des indemnités aux victimes de ces agressions. Le gouvernement doit également condamner la centrale de M. Krasucki à payer le déficit énorme enregistré par l'industrie automobile française au profit de ses concurrents étrangers, au cours des mois de janvier et février, conséquence de la désorganisation de la production, dont la seule C.G.T. est coupable* ».

LA PRÉPARATION DE LA RÉUNION DE L'OPEP

Le prix de référence du pétrole pourrait revenir de 34 à 30 dollars par baril

Trois ministres de l'énergie de pays membres de l'OPEP, M. Belkacem Nabi, d'Algérie, Cheikh Ali Khalifa Al Sabah, du Koweït, et M. Calderon Berti, du Venezuela, se sont réunis à Paris le 28 février pour tenter d'élaborer les bases d'un accord qui assurerait le succès d'une réunion de l'organisation. Celle-ci pourrait se tenir alors, au plus tôt, à la fin de la semaine. Une majorité de pays membres ont accepté l'idée d'une baisse du prix de référence de 34 à 30 dollars le baril.

Les trois ministres ont aussi étudié la question des quotas de production. Le plafond de production pourrait être fixé à 17,5 millions de barils par jour, comme en mars 1982, et la répartition des quotas serait à peu près réalisée. Si la production des treize pays membres est tombée, comme l'a rappelé le 26 février M. Al Oteiba, ministre des Émirats arabes unis, à 13,4 millions de barils par jour (*le Monde* du 1er mars), le déstockage intense qui est à l'origine de ce déclin ne peut durer indéfiniment. Enfin, les primes de qualité et de proximité des marchés (les « différentiels ») des différents bruts extraits ont aussi été envisagées. M. Calderon Berti s'est montré optimiste à l'issue de la réunion de Paris, estimant qu'il fallait « *s'attendre à la mise en place, d'ici une semaine, d'une nouvelle grille des prix de l'OPEP.* »

Il reste cependant à lever plusieurs hypothèques, ce qui justifie le report d'une conférence que les pays du Golfe annonçaient la semaine passée pour le 3 mars.

● L'Iran continue de dire son hostilité à toute baisse du prix officiel qui mettrait en péril l'économie iranienne et la révolution islamique (même si Téhéran vend son pétrole avec de forts rabais). Tout se passe en fait comme si les pays du Golfe recherchaient un accord à douze, sans tenir compte de ce que fera la *République islamique*.

● Le Nigéria, qui a baissé ses prix unitéralement de 5,5 dollars par baril, a déclaré qu'il ne participerait pas à une conférence, à moins qu'il n'y ait un accord préalable sur les prix et la *production* avec ses principaux concurrents dans le secteur des bruts légers, donc notamment la Grande-Bretagne. M. Calderon Berti doit se rendre à Lagos le 3 mars pour tenter d'infléchir cette position.

● Les pays non membres, sans la bonne volonté desquels tout accord — le Nigéria l'a bien compris — est voué à l'échec. Or, la Grande-Bretagne comme la Norvège n'entendent pas se lier par un accord formel. A Londres, on ajoute que le gouvernement britannique ne saurait souscrire à un accord qui l'obligerait à imposer des restrictions sur la production de la mer du Nord, ce qui serait contraire à ses accords avec les compagnies exploitantes.

En cas d'échec, les pays du Golfe menacent, selon la revue *Middle East Economic Survey*, de baisser le prix de référence à 27 dollars le baril. Une manière de forcer la main aux autres membres de l'OPEP.

Deux nominations d'ambassadeurs

M. ROGER VAURS A RABAT

Le *Journal officiel* de lundi 28 février a publié la nomination de M. Roger Vaurs comme ambassadeur à Rabat en remplacement de M. Jacques Morizet (dont le bruit court qu'il serait prochainement nommé ambassadeur à Bonn).

[Né en 1920, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Roger Vaurs a commencé sa carrière au service de presse du Quai d'Orsay, puis au ministère de l'économie. Revenu au Quai d'Orsay en 1948 (cabinet du ministre, coopération économique), il est ensuite nommé à Washington (1952) puis, pendant onze ans, à New-York, à la tête du service de presse de l'ambassade de France aux États-Unis. De 1966 à 1969, il est directeur du service d'information, de presse et de documentation du Quai d'Orsay, puis directeur adjoint du cabinet de M. Couve de Murville, premier ministre, et, en 1969-1972, conseiller pour les relations publiques de M. Chaban-Delmas, premier ministre. Il est ensuite ambassadeur à Ankara (1973), directeur des relations culturelles, scientifiques et techniques du Quai d'Orsay (1977) et ambassadeur à Bruxelles (1980).]

M. JACQUES THIBAU A BRUXELLES

Le même *J.O.* du 28 février publie la nomination de M. Jacques Thibau comme ambassadeur à Bruxelles en remplacement de M. Vaurs.

[Né en 1928, ancien élève de l'École de la France d'outre-mer, puis, après avoir servi outre-mer (1950-1955), de l'École nationale d'administration, M. Thibau entre au Quai d'Orsay en 1958. Il est nommé à la direction d'Europe, puis chargé de mission auprès du général de Gaulle en tant que président de la Communauté (franco-africaine) en 1960-1961. En poste à Londres (1961-1962), il est ensuite chef de cabinet de M. Peyrefitte, successivement secrétaire d'État à l'information, puis aux rapatriés, puis ministre de l'information. De 1965 à 1968, M. Thibau est directeur adjoint de la télévision à l'O.R.T.F., puis conseiller à Berne (1969-1972). De décembre 1981 à décembre 1982, il est directeur général des affaires culturelles, scientifiques et techniques du Quai d'Orsay. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment d'un ouvrage sur le *Monde*.]

● *Le chef des renseignements militaires israéliens*, le général Yehoshoua Saguy, a quitté son commandement le mardi 1er mars conformément aux recommandations de la commission Kahane d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila. Le général Arye Ben-Tov a été désigné pour remplacer temporairement le général Saguy en attendant la nomination du nouveau chef des renseignements militaires. — *(A.F.P.)*

● *Libération de M. Patrizio Peci.* — Plusieurs fois menacé de mort par ses anciens camarades, Patrizio Peci, le « repenti » des Brigades rouges le plus connu d'Italie, a retrouvé la liberté, a-t-on confirmé officiellement lundi 28 février.

● *Le cyclone Orama ravage l'archipel polynésien des Tuamotu, à l'est de Tahiti.* Après avoir causé le naufrage — cinq disparus — d'une goélette, mercredi 23 février, le cyclone a complètement détruit, jeudi, les habitations de plusieurs atolls du nord-est de l'archipel : Manihi, Rangiroa, Arutua ; sur ce dernier atoll un habitant a trouvé la mort et trois enfants ont été blessés. Pendant la nuit du 26 au 27, ce fut le tour de l'atoll d'Anaa.

LA PRÉPARATION DU 8 MARS

Une série de manifestations culturelles à l'occasion de la Journée des femmes

Le ministère des droits de la femme a préparé le 8 mars, Journée internationale des femmes, sous le signe de la culture en subventionnant une série de manifestations culturelles qui, à Paris, auront lieu entre le 2 et le 11 mars.

● **RÉCITALS.**

Organisés par l'association Contre-Chant, ils ont lieu à 20 h 30, grande salle du Centre Georges-Pompidou, à Paris :

2 mars : Catherine Ribeiro ; **3 mars** : Isabel Parra (Chili) ; **4 mars** : Hélène Martin et Angélique Ionnatos ; **5 mars** : Toto Bissainthe (Haïti) ; **6 mars** : Pauline Julien (Québec).

● **CONCERTS.**

7 mars : Théâtre des Champs-Elysées, à 20 h 30, la pianiste Magda Tagliafero ; **8 mars** : Théâtre de Paris, à 20 h 30, la Garde républicaine, dirigée par Evelyne Aeillo, lauréate du premier stage de formation de femmes chefs d'orchestre ; **du 7 au 11 mars inclus**, de 17 h 30 à 18 h 30, concerts de jazz animés par des femmes à l'auditorium de la FNAC, au Forum des Halles *(gratuit)*.

● **THÉATRE.**

2 mars : au Carré Silvia Monfort, à 22 h 30, une pièce de Crommelynck, *Chaud et froid*, sur le thème du veuvage ; **3 mars** : au Théâtre de Dix-Heures, à 20 h 30, une pièce de Danielle Vezolles, *Si Marylin* ; **5 mars** : au Théâtre de l'Athénée, à *21 heures, Ida, de Gertrude Stein.*

● **DANSE.**

Du 2 au 6 mars inclus, à 18 h 30, *Fase*, quatre mouvements sur la musique de Steve Reich, interprétés par Anne Teresa de Keersmaker et *Anne de Mey, de l'Econe Mudra*, de Maurice Béjart. Grande salle du Centre Georges-Pompidou.

● ***DÉBATS ET COLLOQUES.***

De 14 heures à 17 heures, dans la grande salle du Centre Georges-*Pompidou, débats sur les thèmes* suivants :

2 mars : « Quelles orientations et quelles formations professionnelles pour les filles ? » ; **3 mars** : « Femmes : égalité des chances dans la vie professionnelle » ; **4 mars** : « La femme créatrice » ; **5 mars** : « Cinéma et sexisme » ; **6 mars** : « Atmosphère culturelle et sexisme ».

7 mars, de 16 heures à 24 heures, débat sur le thème : « Le féminisme aujourd'hui », organisé par la Ligue des droits de la femme, avec les mouvements féministes et les groupes de femmes, au Bataclan, 50, boulevard Voltaire ; **10 mars**, à 18 h 30, rencontre sur le thème : « Réappropriation de l'histoire des femmes par les femmes », à la salle d'actualité de la bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou.

● **EXPOSITIONS.**

Du 2 au 6 mars, « Des femmes et des métiers non traditionnels », réalisée par Janine Niepce (petit foyer du *Centre Georges-Pompidou*).

Jusqu'au 16 mars, « Publicité, tu t'es trompée d'histoire d'amour », au *Forum des Halles (salle Silicium)*.

Plusieurs autres initiatives ont été *prises en prévision du 8 mars* :

● **Les P.T.T.** vont émettre une série de timbres intitulés « *Hommage aux femmes* », dont le premier, à l'effigie de Danielle Casanova, sera mis en vente le 8 mars au ministère des droits de la femme, où aura lieu une exposition. Danielle Casanova, militante communiste, résistante, fut l'initiatrice de l'Union des jeunes filles de France puis de l'Union des femmes françaises (U.F.F.). Elle mourut le 10 mai 1943 à Auschwitz.

L'exploitation commerciale de cette opération « premier jour » a été confiée à l'U.F.F (15, rue Martel, 75010 Paris).

● **L'U.F.F. et Heures claires des femmes** organisent d'autre part, le 8 mars, de 8 heures à 9 h 30, une manifestation-information, gare *Saint-Lazare, voie 12, pour* distribuer un « Appel aux pouvoirs publics » à propos des droits des femmes.

● **La Coordination des groupes femmes** et le groupe Griefs appellent à une manifestation le 8 mars, à 18 h 30, à Montparnasse, pour « Le droit total à l'avortement » et contre le « temps partiel ».

LE MINISTÈRE DES P.T.T. VA SUPPRIMER LA DEUXIÈME DISTRIBUTION DU COURRIER

« *Compte tenu de la dépense improductive que représente la distribution d'après-midi du courrier, il a été décidé de la supprimer progressivement* », annonce le ministre des P.T.T. en réponse à M. Pierre Vallon, sénateur du Rhône (U.C.P.D.), qui s'étonnait de la suppression de la seconde distribution dans l'agglomération lyonnaise.

M. Louis Mexandeau explique au parlementaire (*Journal officiel* du 24 février) que cette seconde distribution, qui ne concerne plus que les villes de plus de cinquante mille habitants et les chefs-lieux de départements, représente seulement, compte tenu de l'adaptation des circuits d'acheminement, 5 % du trafic total du courrier. « *Certaines réorganisations du réseau d'acheminement et une meilleure articulation entre les horaires d'arrivée du courrier et la sortie des préposés permettent d'ailleurs d'accroître encore le nombre des correspondances susceptibles d'être distribuées au cours de la distribution matinale* », explique M. Mexandeau, pour qui l'opération « *présente un intérêt évident pour le personnel puisqu'elle permet de réduire la journée de travail des préposés* ».

Lyon était la dernière des grandes *villes françaises à bénéficier encore* d'une distribution d'après-midi. La règle générale sera désormais la distribution quotidienne unique sur l'ensemble du territoire, à l'exception de la Ville de Paris, où la deuxième distribution sera maintenue (elle permet notamment d'assurer le service aux abonnés des journaux du soir), ainsi que de quelques cas isolés où l'on continue de délivrer du courrier l'après-midi pour des raisons multiples.

Au Tchad

M. HABRÉ REND PUBLIQUE LA PRÉSENCE D'UNE DÉLÉGATION LIBYENNE A N'DJAMENA

New-York (*A.F.P.*). — M. Hissène Habré, chef de l'État tchadien, a révélé la présence au Tchad d'une délégation libyenne chargée de détendre les relations entre les deux pays, dans une interview publiée, mardi 1er mars, par le *New York Times*.

« *Nous pensons qu'il faut épuiser toutes les tentatives en vue de trouver une solution pacifique aux différends qui opposent le Tchad à la Libye* », a déclaré M. Habré.

Un de ses conseillers a précisé qu'il s'agissait de la première délégation libyenne à se rendre au Tchad depuis l'arrivée au pouvoir de M. Habré, qui a renversé l'ancien président Goukouni Oueddeï, soutenu par le chef de l'État libyen.

M. Habré a cependant manifesté peu d'espoir d'obtenir le retrait des forces libyennes, qui occupent au nord du Tchad une large bande de territoire riche en minerais. « *Nous n'avons pas d'illusions* », a-t-il indiqué, avant de menacer la Libye : « *Nous savons faire la guerre, Kadhafi ne sait pas la faire.* »

Le chef de l'État tchadien a, d'autre part, affirmé que ses demandes d'aide militaire avaient été repoussées par les États-Unis lors de la récente visite de M. James Bishop, sous-secrétaire d'État adjoint pour les affaires africaines, ainsi que par la France.

A B C D E F G

